

OFFICE FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE

aperçu

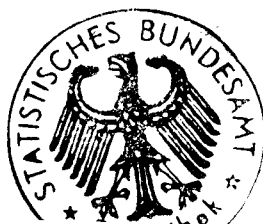
de la statistique

**fédérale
allemande**



ÉDITEURS: W. KOHLHAMMER

aperçu de la statistique fédérale allemande



Statist. Bundesamt - Bibliothek



09-00931

(09.926)

OFFICE FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE, WIESBADEN
ÉDITEURS: W. KOHLHAMMER, STUTTGART ET MAYENCE

Titre de l'original:
« Das Arbeitsgebiet der Bundesstatistik »
— Kurzausgabe 1971 —

Version anglaise:
« Survey of German Federal Statistics »

Publié en mai 1972
Toute reproduction est autorisée sous réserve de l'indication de la source
Prix: 10 DM
Numéro de commande: 110140—710 000

Préface

De l'édition abrégée allemande du volume « Das Arbeitsgebiet der Bundesstatistik » l'Office fédéral de la Statistique publie également des versions en langues française et anglaise. Les éditions en langues étrangères ont pour but de fournir aux organisations internationales, aux services statistiques, aux autres institutions, ainsi qu'aux utilisateurs intéressés à l'étranger des renseignements sur l'organisation, les bases juridiques et méthodologiques de la statistique officielle allemande ainsi que sur les enquêtes effectuées.

La présente édition comprend la traduction intégrale des textes ainsi que des aperçus schématiques nécessaires pour mieux faire comprendre les tâches et objectifs poursuivis par la statistique officielle allemande ainsi que le déroulement des travaux statistiques. Le « Catalogue des statistiques » a cependant été largement condensé de sorte qu'il ne comprend que des informations sur les statistiques, leur périodicité et les principaux résultats. Les données incluses permettront aux utilisateurs de se faire une idée générale de la nature, du volume et de la ventilation des données disponibles. Le lecteur désireux d'obtenir de plus amples informations pourra se reporter à l'édition allemande intégrale.

La présente publication a été élaborée dans la Division « Finances et impôts, relations publiques générales » du Abteilungspräsident Hansen par Regierungsdirektor Gerhardt. La préparation de la version française a été assurée par le service de traduction de l'Office fédéral de la Statistique sous la direction de Oberregierungsrat Bartel.

Wiesbaden, mai 1972

Dr. Hildegard Bartels

Président de l'Office fédéral de la Statistique

Table des matières

Préface	3
Table des matières	4

A. Textes

I. Organisation de la statistique fédérale	9	(E. C. E.) et autres organisations européennes; organisations mondiales.
Institutions et leurs missions; déroulement des travaux à l'échelon fédéral.		
II. Bases juridiques	17	
Statistiques fédérales; statistiques pour les Communautés européennes; projets d'amendement de la Loi sur la Statistique à des buts fédéraux.		
III. Tâches et objectifs de la statistique fédérale	22	
Développement d'un tableau statistique d'ensemble; amélioration et perfectionnement du programme statistique; traitement ultérieur de résultats statistiques; banque de données statistiques.		
IV. Relations publiques	30	
Information générale du public; publications.		
V. Coopération avec les organisations internationales	35	
Communautés européennes; Commission économique des Nations Unies pour l'Europe		
VI. Tâches de la statistique étrangère	40	
Nature des travaux; délimitation vis-à-vis des attributions d'autres organismes.		
VII. Classifications	42	
Classifications des entreprises et des établissements; classifications des finances publiques et des ménages particuliers; classifications des biens; classifications des personnes; classifications régionales; autres classifications.		
VIII. La pratique des sondages	50	
Statistiques partielles; avantages et limites des sondages; applications de la méthode des sondages; élaboration d'un plan de sondage; avenir des sondages.		
IX. Emploi de procédés mécanographiques	54	
Équipement électronique; nouvelles formes d'acquisition automatique des données; programmation.		

B. Catalogue des statistiques

Notes explicatives	60	
I. Territoire et population	61	VIII. Agriculture, sylviculture, pêche
Recensement de la population; dénombrement par sondage « Mikrozensus »; autres statistiques.		Recensement agricole; enquête de structure agricole (C. E. E.); cadastre viticole; recensement sylvicole; statistique de la main-d'œuvre; statistique des tracteurs et moissonneuses-batteuses; enquêtes sur l'utilisation des sols; relevés des récoltes; statistiques de l'alimentation; statistiques de l'élevage du bétail, de la pêche et du bois; statistiques spéciales.
II. Mouvement de la population	61	IX. Entreprises et établissements (non compris l'agriculture)
Statistiques du mouvement naturel de la population; statistique des migrations.		Recensement des établissements; statistique de la structure des coûts; autres statistiques.
III. Santé publique	62	X. Industrie et artisanat
Statistique des maladies; statistique des causes de décès; statistique des professions médico-sanitaires; statistique sur les hôpitaux.		Recensement des industries productrices; enquête des investissements dans les industries productrices; relevés de l'industrie; statistique de la production industrielle; enquête sur les entreprises industrielles; statistique de l'artisanat; statistique sur l'activité principale du bâtiment; statistique sur le secteur électricité, gaz, eau.
IV. Enseignement et vie culturelle	62	XI. Bâtiment, construction, logements ..
Statistique des écoles; statistiques de l'enseignement supérieur; statistique des établissements gymnastiques et sportifs.		Relevés sur le bâtiment; statistique de la production du bâtiment; enquête auprès des entreprises de l'activité principale du bâtiment; statistiques de l'activité du bâtiment; recensements des immeubles et logements; ajustement de l'effectif des loge-
V. Justice	63	
Statistiques sur l'organisation, le personnel et l'activité des tribunaux; statistique de la criminalité; statistique des poursuites pénales; autres statistiques de la justice.		
VI. Elections	64	
Statistique des élections du Bundestag.		
VII. Emploi	64	
Recensement de la population; dénombrement par sondage « Mikrozensus »; statistiques de la main-d'œuvre.		

ments; enquête par sondage sur les logements; statistique des allocations de logement.

XII. Commerce de gros et de détail, hôtellerie et restaurants, tourisme .. 71

Recensement de la distribution; statistique du commerce de gros et de détail, de l'hôtellerie et des restaurants; statistique du tourisme; statistique des échanges commerciaux avec Berlin; statistique des échanges commerciaux avec la RDA.

XIII. Commerce extérieur 72

Statistique du commerce extérieur.

XIV. Transports communications 72

Statistiques sommaires du secteur des transports; statistique des chemins de fer; statistique du trafic routier; statistique de la navigation fluviale et maritime; statistique du trafic aérien; statistique des pipelines; statistique des Postes fédérales; statistique des services météorologiques allemands.

XV. Monnaie et crédit 74

Analyse monétaire générale; statistique de la Deutsche Bundesbank; statistique des établissements de crédit; statistique des caisses d'épargne-construction; statistique du marché des valeurs mobilières; statistiques concernant d'autres aspects du système monétaire; statistique des insolvabilités.

XVI. Assurances 76

Statistique des placements de capitaux des sociétés d'assurances; statistiques de l'assurance-maladies; statistiques des sociétés de capital-décès; statistique des sociétés d'assurances-maladies; statistiques des sociétés de la branche A. I. R. D.; statistique des sociétés de réassurances.

XVII. Prévoyance sociale 77

Statistique de l'assurance invalidité-vieillesse; statistique de l'assurance maladie; statistique de l'assurance accidents du travail; statistique de l'assurance chômage et de l'aide sociale aux travailleurs sans emploi; statistique de l'assistance aux victimes de guerre; statistique de la péréquation des charges; statistique de l'aide sociale, de l'assistance supplémentaire aux victimes de guerre et de l'aide à la jeunesse; statistique des allocations familiales.

XVIII. Finances et impôts 78

Statistique des finances du Bund, des Länder et des communes; statistique du budget fiscal du Bund, des Länder et des communes; statistique de l'endettement; statistique de l'effectif du personnel du Bund, des Länder et des communes; statistique de l'imposition des revenus; statistique des impôts sur la fortune; statistique de la valeur unitaire; statistique de l'impôt sur les successions; statistique de l'impôt sur le chiffre d'affaires; statistique des droits de consommation; étude comparative des impôts réels (contributions foncières); statistique de l'impôt sur les exploitations.

XIX. Prix 80

Statistique des prix à la production et des prix de vente du commerce de gros; statistique des prix d'achat dans l'agriculture; statistique des prix à l'importation et à l'exportation; statistique des prix des terrains de construction et des prix de construction; statistique des prix à la consommation; statistique des prix de prestations de transport.

XX. Salaires et traitements 81

Statistiques courantes des gains; enquête sur les dépenses de personnel des employeurs; enquêtes sur la structure des traitements et des salaires; statistique des salaires et traitements conventionnels; statistique de la formation du patrimoine des salariés.

XXI. Budgets familiaux 82

Enquêtes de budgets familiaux; enquête par sondage sur les revenus et les dépenses de consommation.

XXII. Comptabilité nationale 82

Comptabilité nationale; compte de financement; statistique de la balance des paiements.

XXIII. Statistiques étrangères 84

Documentation statistique internationale; domaines spéciaux de la statistique internationale.

C. Tableaux synoptiques

I. Bases juridiques 86

Dispositions générales; Loi sur la Statistique à des buts fédéraux; lois et règlements statistiques.

II. Classifications 96

Degré de ventilation et domaines d'application des principales classifications allemandes.

III. Enquêtes par sondage 100

Éléments méthodologiques.

IV. Indices et nombres-indices 108

Base de calcul.

V. Publications 112

Publications de l'Office fédéral de la Statistique; rapports statistiques des offices statistiques des Länder, publications des ministères et d'autres services fédéraux.

Adresses de l'Office fédéral de la Statistique et des offices statistiques des Länder 120

Schémas: Exécution des statistiques fédérales (p. 15); classification des publications (p. 33); coopération internationale (p. 39); mécanographie (p. 55).

Dépliants: Organigramme de l'Office fédéral de la Statistique; aperçu schématique des commissions du Conseil consultatif statistique.

A. Textes



Bicking, Wiesbaden

Office fédéral de la Statistique, Wiesbaden

I. Organisation de la statistique fédérale

La statistique fédérale a pour mission de satisfaire les besoins du gouvernement et de l'administration fédérale en données numériques. Les renseignements statistiques sont nécessaires non seulement pour l'exécution des tâches administratives spéciales, mais aussi pour l'observation générale de la situation sociale et économique. L'Etat fédéral n'est pas le seul à manifester un intérêt pour une représentation aussi complète que possible des conditions économiques et sociales du pays. Les Laender (Etats fédéraux), les communes, les organisations internationales, de larges secteurs de l'économie et de la science ainsi que le grand public s'y intéressent également.

L'élément caractéristique de la statistique officielle en République fédérale est sa centralisation technique dans des services spéciaux créés à cet effet. Contrairement à ce qui se passe dans certains autres pays, où les statistiques sont établies par chacun des divers ministères, en Allemagne les travaux statistiques sont généralement de la compétence des Offices statistiques, ce qui facilite l'uniformisation méthodologique du programme d'ensemble et permet d'obtenir une rationalisation poussée du fait de l'emploi de personnel qualifié et de machines.

Conformément au caractère fédéral de l'Etat et de l'administration, la Fédération (Bund) et les Laender se partagent les tâches statistiques. Tandis que la préparation des diverses statistiques et la synthèse de leurs résultats incombent à l'Office fédéral en tant qu'autorité fédérale supérieure techniquement compétente en ce domaine, les enquêtes et leur exploitation pour les statistiques fédérales se font, sauf certaines exceptions, par les offices statistiques des Laender. La structure et l'organisation des statistiques officielles de la République fédérale sont donc largement décentralisées sur une base régionale.

L'automation progressive dans l'administration publique a, en partie, eu pour effet une décentralisation technique des travaux statistiques, ce qui comporte le risque d'un éparpillement croissant de ces opérations. Ainsi se posent de nouveaux problèmes pour l'organisation du service statistique et la coordination de son programme.

Ces dernières années, on a vu se dessiner une tendance très nette à faire les offices statistiques participer davantage à l'analyse et à l'évalu-

ation des statistiques, tendance dont témoignent avant tout la comptabilité nationale, la participation aux projections et la mission d'établir des banques de données statistiques.

Une particularité, que l'on trouve beaucoup moins accentuée sous cette forme dans d'autres pays, est la «légalisation» de la statistique officielle en République fédérale. Cela veut dire qu'aucune enquête statistique ne peut être effectuée pour les buts fédéraux avant que les instances législatives ne lui aient donné une base légale, loi ou règlement.

On trouvera ci-après tout d'abord un aperçu des organismes chargés des travaux statistiques, ainsi que des missions qui leur sont confiées, puis un exposé sur le déroulement des travaux que nécessitent la préparation et l'exécution d'une enquête.

A. Les institutions et leurs missions

1. Les ministères fédéraux

Les divers ministères fédéraux précisent les données numériques dont ils ont besoin pour remplir leur mission et esquissent ainsi la portée des différentes statistiques. Ces derniers temps, le programme de travail statistique a d'ailleurs été fortement influencé par les exigences d'organisations internationales et supranationales, et surtout par les Communautés européennes qui sont particulièrement obligées de s'en tenir à une statistique comparable entre les différents pays membres (voir Chapitre V).

Ainsi qu'il a déjà été précisé au début, les renseignements statistiques nécessaires à l'échelon fédéral ne sont généralement pas élaborés par les divers ministères eux-mêmes, mais par les offices statistiques. Normalement, les ministères fédéraux élaborent eux-mêmes les statistiques dont les données sont exclusivement réunies lors de l'expédition des affaires courantes ou dont la collecte ne saurait être séparée de ces affaires (Art. 9 de la Loi sur la Statistique à des buts fédéraux). Les ministères peuvent se décharger entièrement ou partiellement de cette tâche sur l'Office fédéral de la Statistique, mais dans des cas exceptionnels ils peuvent aussi être habilités à assumer, pour certaines statistiques fédérales, les tâches de l'Office, même lorsqu'il ne s'agit pas de statistiques relatives aux affaires courantes.

D'ailleurs, l'emploi croissant d'installations automatiques pour le traitement d'informations administratives soulève pour les statistiques fondées sur ces dernières quelques nouveaux problèmes sur le plan organisation et compétences.

Bien que les ministères fédéraux soient responsables de la teneur du programme de travaux statistiques, celui-ci n'en porte pas moins fortement l'empreinte de l'Office et de son Conseil consultatif auxquels incombe la préparation méthodologique et technique des statistiques fédérales. La prise en considération des données déjà existantes et les lacunes restant à combler permettent souvent de choisir la manière la plus utile de procéder à une enquête statistique. Ce choix fondé sur le principe qu'il convient d'élaborer un système général de statistiques, ordonné et complet, se reflète généralement dans le programme des diverses statistiques dont les ministères assument alors la responsabilité. Dans la pratique, une bonne coopération s'est développée sur cette base de synchronisation et d'harmonisation, sans que le législateur ait fixé en détail la nature et l'importance de la participation et de l'influence.

2. Offices statistiques

Ce sont essentiellement les offices statistiques qui, en tant qu'institutions, s'occupent de l'ensemble des statistiques fédérales. Il leur incombe en premier lieu de préparer les statistiques demandées par les services fédéraux, de les coordonner, de les élaborer et de publier les résultats obtenus.

Cette concentration des travaux statistiques dans des offices spéciaux date déjà du début du 19^e siècle, lorsque la Prusse créa, en 1805, un service central de statistique qui a servi de modèle aux institutions analogues fondées plus tard dans d'autres pays. Ce service central a donné naissance aux actuels offices statistiques des Laender dont certains s'enorgueillissent d'une tradition vieille de plus d'un siècle déjà. Les activités statistiques dépassant les limites géographiques des Laender étaient alors déjà assumées par le bureau statistique de l'Union douanière allemande (Zollverein) qui, après la création de l'Empire allemand et plus exactement en 1872, fut transformé en l'Office statistique impérial et se vit confier un programme de travaux statistiques de plus en plus chargé. L'évolution ultérieure de la statistique officielle s'est poursuivie, après la première guerre mondiale, au sein d'un service central appelé Office statistique du Reich. Elle a été interrompue à la fin de la seconde guerre mondiale, après quoi toute l'organisation statistique a dû être refondue. Dans la zone d'occupation britannique, un office de zone a vu le jour dès 1946, alors que dans la zone américaine

la reconstitution des statistiques a été entreprise à partir des offices subsistants des Laender qui coordonnaient leurs travaux au sein de la Commission statistique du Conseil des Laender de la zone américaine. Après la fusion des deux zones, un office statistique de la bizonne fut créé en 1948 à Wiesbaden; celui-ci, après la création de la République fédérale et l'adjonction de la zone française d'occupation, a donné naissance à l'actuel Office fédéral de la Statistique.

La répartition des tâches entre les offices statistiques aux divers échelons de l'administration publique s'est sensiblement modifiée par le passage de la centralisation à la conception fédérative de l'Etat et de l'administration. D'après la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne, la Fédération est, en effet, législativement compétente en matière de statistiques fédérales (point 11 de l'Article 73), mais elle n'a qu'une compétence administrative limitée (paragraphe 3 de l'Art. 87). Celle-ci, ou bien la compétence administrative des Laender (Art. 83), déterminent la distribution des tâches entre l'Office fédéral et les offices statistiques des Laender. L'Office fédéral en tant qu'autorité supérieure autonome remplit des missions qui, par leur nature, ne peuvent être assumées que par une autorité centrale. Il s'agit notamment de la préparation méthodologique et technique de toutes les statistiques fédérales, préparation nécessaire pour obtenir des résultats uniformes à l'échelon de la Fédération, des efforts visant la comparabilité des statistiques entre elles et de l'établissement des résultats fédéraux. En revanche, la collecte des informations statistiques et l'exploitation des statistiques fédérales relèvent en règle générale des offices statistiques des Laender.

Pour une partie des statistiques fédérales, les offices des Laender sont assurés de la coopération des offices des municipalités et des administrations communales. Dans certains des Laender il existe des centres de traitement électronique des données qui, ces derniers temps, ont assumé l'exploitation mécanographique de statistiques fédérales.

La fonction de coordination de l'Office fédéral et l'action des diverses commissions statistiques, dont il sera question plus loin, font que le programme de travail statistique est exécuté d'après des principes uniformes et sans doubles emplois.

a) L'Office fédéral de la Statistique

L'Office fédéral de la Statistique est une autorité fédérale supérieure autonome relevant du Ministère fédéral de l'Intérieur. Il exécute ses travaux conformément aux demandes formulées par les Ministères compétents. La structure de l'Office ressort de l'organigramme joint en annexe. Les missions de l'Office sont définies à l'Article 2 de

la Loi du 3 septembre 1953 sur la Statistique à des buts fédéraux (Gesetz über die Statistik für Bundeszwecke), qui sera examinée dans le chapitre consacré aux fondements juridiques¹⁾. Ces missions consistent en particulier à

- préparer, sur le plan technique et méthodologique, des statistiques à des buts fédéraux (statistiques fédérales), contribuer à les rendre uniformes et comparables, recueillir, regrouper et présenter ces résultats pour la Fédération dans des buts généraux,
- collecter et dépouiller les statistiques fédérales lorsqu'une loi fédérale l'exige ou dans la mesure où les Laender intéressés l'approuvent,
- élaborer les statistiques d'administration conformément à l'Article 9, phrase 2,
- recueillir et présenter des statistiques étrangères et des statistiques des organisations internationales,
- procéder à l'élaboration de la comptabilité nationale,
- participer à la préparation des lois fédérales, des règlements et des dispositions administratives générales dans le domaine de la statistique fédérale, et
- exécuter, sur demande des administrations fédérales supérieures, tous autres travaux statistiques ou apparentés et fournir des expertises en matière statistique.

Mentionnons encore qu'une nouvelle tâche pas encore expressément fixée par la Loi statistique consiste à établir la banque de données statistiques en tant qu'élément de l'ensemble du système informatique de la Fédération.

L'essentiel de l'activité de l'Office consiste à préparer les diverses statistiques fédérales tant sur le plan de la méthode que sur celui de la technique. Il s'agit là — on y insistera plus loin — de l'élaboration des documents d'enquête et d'exploitation nécessaires pour assurer l'établissement uniforme des statistiques fédérales dans les Laender et par conséquent obtenir des résultats également uniformes à l'échelon fédéral. Par ailleurs, les diverses statistiques fédérales sont harmonisées entre elles quant à leur teneur et à leurs méthodes. Ces travaux reposent sur des considérations profondes relatives à l'organisation et au développement ultérieur d'un système général de statistiques qui doit former un tout et répondre aux exigences de l'économie et de la politique sociale. Le cadre en est fourni par la comptabilité nationale et le système d'ensemble, actuellement en préparation, des statistiques démographiques et sociales.

Les travaux d'enquête et d'exploitation qui se situent entre la préparation d'une statistique fédérale et la synthèse définitive et la publication des résultats sont en règle générale du ressort des offices statistiques des Laender. Il existe cependant aussi des cas où ces tâches sont assurées par l'Office fédéral. C'est ainsi que ce dernier centralise la statistique du commerce extérieur en raison des caractéristiques particulières du procédé de recensement, les éléments à enregistrer étant déterminés en rapport avec l'administration des douanes qui relève de la Fédération. Dans certains autres cas, l'exploitation des données statistiques est aussi centralisée en tout ou en partie pour des raisons d'ordre pratique, de méthode ou de technique (par exemple enquête sur la structure du personnel de la fonction publique, statistique concernant les animaux d'abattage et l'inspection sanitaire des viandes, statistique de la pêche, statistique de la fonte et de l'acier, statistique du commerce de gros, statistique des échanges commerciaux avec Berlin et de ceux avec la RDA, diverses statistiques des transports, statistique de la structure des coûts, statistique des prix, enquête par sondage sur les revenus et les dépenses de consommation). La délimitation n'est donc nullement rigide; elle admet plutôt certains arrangements spéciaux pour une division judicieuse du travail²⁾.

Dans l'intérêt de la pleine objectivité et neutralité des travaux de l'Office, il est précisé, dans l'exposé officiel des motifs de la Loi statistique, que le Président de l'Office fédéral de la Statistique ne doit pas être lié par des directives techniques pour les questions méthodologiques et scientifiques.

L'Office fédéral de la Statistique a créé des services extérieurs à Berlin et à Düsseldorf, qu'il charge d'exécuter des travaux spéciaux.

Les services de Berlin ont pour mission permanente d'exploiter la statistique des échanges commerciaux avec Berlin et du commerce avec la RDA — dans le premier cas en coopération avec l'Office statistique du Land Berlin — ainsi que les statistiques des transports aériens. Il s'y ajoute les travaux d'exploitation et de concentration d'une série de statistiques, l'élaboration d'abrégés statistiques sur les pays étrangers ainsi que divers autres travaux. Une partie de ces tâches sont exécutées par des personnes employées au titre du programme de travaux d'urgence (Notstandsprogramm).

Le bureau de Düsseldorf s'occupe de la statistique de la production industrielle dans les secteurs fonte et acier, statistique particulièrement détaillée.

²⁾ Pour les exceptions à la règle cf. les observations dans la partie « Catalogue » de l'édition détaillée de l'ouvrage en langue allemande au sujet des statistiques individuelles.

¹⁾ Cf. à ce sujet page 86 et suivantes.

Avec les services de Berlin et le bureau de Düsseldorf, l'Office fédéral de la Statistique occupait, début 1971, en tout 2.602 personnes (dont 208 employés sous contrat temporaire, 136 en étant employés à Berlin). En voici la ventilation par services:

Division	Personnel
Z Administration (sans Berlin)	376
<i>dont: Secrétariat</i>	120
Services de Berlin	487
M Mécanographie, mathématique ..	197
I Problèmes techniques généraux de la statistique, problèmes juridiques, comptabilité nationale ..	135
II Finances et impôts, relations publiques	144
III Alimentation et agriculture, statistiques étrangères générales ..	98
IV Industrie et artisanat	215
<i>dont: Bureau de Düsseldorf</i>	47
V Commerce et transports	579
VI Prix, salaires, comptabilité des entreprises, budgets familiaux ..	188
VII Mouvement de la population, enseignement, santé publique, prévoyance sociale	94
VIII Recensements de la population, de l'emploi et des logements, analyses démographiques générales	89
Total ³⁾	2.602

D'après l'Article 9 de la loi du 14 août 1963 relative à la création d'un conseil d'experts chargé de donner des avis sur l'évolution générale de l'économie⁴⁾, l'Office fédéral de la Statistique assume les fonctions de secrétariat du conseil d'experts. L'activité de ce secrétariat consiste en premier lieu à déceler et à réunir la documentation de base, à préparer les réunions sur le plan technique, à publier les avis et à effectuer tous travaux s'y rattachant.

Lors des élections au Bundestag, une mission particulière incombe à l'Office du fait que le Président de l'Office fédéral de la Statistique — continuant en cela la tradition observée pour les élections au Reichstag — est en même temps le préposé suprême aux élections fédérales (*Bundeswahlleiter*).

³⁾ Direction de l'Office comprise. — ⁴⁾ Bundesgesetzblatt I, page 685.

b) Offices statistiques des Laender

Conformément à la structure fédérative de la République fédérale, les statistiques fédérales sont généralement recueillies par les Laender et, dans la majorité des cas, aussi exploitées jusqu'au stade de l'établissement des résultats à l'échelon du Land, en partie en coopération avec les centres de calcul des Laender. L'essentiel du travail technique se fait donc au plan des offices statistiques des Laender, services qui, du point de vue de l'organisation, sont des organismes autonomes à l'échelon du Land⁵⁾ mais qui, par leurs fonctions, sont surtout chargés du relevé et de la préparation des statistiques fédérales. Il y a lieu de rappeler à ce sujet que les Laender ont souvent besoin, de leur côté, de connaître les résultats des statistiques fédérales.

En outre, les offices statistiques des Laender élaborent les statistiques qui les concernent, mais celles-ci constituent une bien plus faible part de l'ensemble du programme de travail. En matière de statistiques des Laender établies par plusieurs d'entre eux ou par tous ensemble (par exemple statistiques de l'enseignement, de la santé publique et de la justice), l'Office fédéral joue le rôle d'un service de coordination, le Bund et les Laender ayant intérêt à disposer des résultats comparables.

En règle générale, les offices statistiques des Laender sont également chargés de la création des banques de données statistiques au niveau du Land, ou au moins participent à ces travaux.

Les adresses des offices statistiques des Laender sont indiquées sur la liste figurant à la page 120.

Dans les villes-Etats de Hambourg et de Brême, les offices statistiques des Laender établissent aussi des statistiques communales. Il en est de même pour Berlin qui occupe une situation particulière en ce sens que les lois fédérales ne peuvent y être appliquées sans une loi berlinoise spéciale. Mais pratiquement, l'Office statistique du Land de Berlin collabore aux travaux statistiques sur un pied d'égalité avec les autres offices des Laender.

c) Offices et services des statistiques communales

Pour de nombreuses statistiques fédérales, les documents d'enquête sont directement distribués aux enquêtes, puis rassemblés par les offices statistiques des Laender. Dans d'autres cas, il s'est avéré judicieux d'avoir recours à l'administration des communes et des cercles (*Kreise*)

⁵⁾ En Basse-Saxe, les travaux statistiques sont dévolus à l'Office administratif du Land — Section statistique.

pour la distribution et le ramassage directs des questionnaires, ainsi d'ailleurs que pour certaines opérations de contrôle. Tel est le cas surtout lorsqu'il s'agit des grands recensements (par exemple recensement de la population, de l'emploi et des établissements), mais aussi quand il s'agit d'enquêtes courantes, notamment dans le secteur de la statistique de la population et de l'agriculture.

Les grandes villes et certaines des villes de moyenne importance disposent de leurs propres bureaux statistiques, tandis que les petites villes ont leurs services statistiques rattachés à d'autres services administratifs. Comme les offices statistiques des Laender, ceux des villes ont, eux aussi, une double fonction: tout en coopérant à l'élaboration des statistiques fédérales et des statistiques des Laender, ils font les enquêtes nécessaires aux besoins internes de l'administration autonome des communes. La section statistique de la Conférence permanente des municipalités allemandes (Deutscher Städtetag) représente les intérêts communs des bureaux statistiques des villes et s'efforce avant tout d'assurer la comparabilité et l'exploitation des résultats statistiques. Dans certains Laender, des services statistiques spéciaux ont été institués au sein des administrations des cercles ruraux (Landkreise) et sont responsables de l'exécution des enquêtes effectuées dans leur domaine de compétence.

3. Commissions statistiques

La multiplicité des tâches, leur répartition entre plusieurs institutions et la nécessité d'établir une coordination entre les compétences séparées en vue de l'ordonnancement, de la préparation, de la réalisation et de l'évaluation des statistiques fédérales ont nécessité la création de plusieurs commissions, compétentes chacune pour un secteur technique déterminé. Le fait que, dans les diverses commissions, soient parfois représentées les mêmes institutions et personnes, garantit une forte imbrication et une large concordance des travaux dans les diverses commissions.

a) Conseil consultatif statistique

Les commettants ministériels, les offices statistiques d'exécution et les utilisateurs des statistiques fédérales, comme d'ailleurs aussi les personnes soumises aux enquêtes sont représentés au sein du Conseil consultatif statistique créé par l'Article 4 de la Loi sur la Statistique à des buts fédéraux en tant qu'organe de consultation de l'Office fédéral de la Statistique⁴⁾. Dans cet organisme, qui est le seul à englober tous les groupes prenant part aux statistiques fédérales,

les, sont discutés principalement les importants problèmes de méthode et de technique, mais aussi toutes questions pratiques concernant la statistique. En règle générale, le Conseil consultatif se réunit une fois par an et examine dans ses grandes lignes l'ensemble du programme statistique ainsi que des questions particulières d'actualité qui revêtent une certaine importance. La présidence est assurée par le Président de l'Office fédéral de la Statistique.

Les commissions techniques examinent en détail les diverses statistiques et discutent des questions spéciales de méthode et de technique; ces commissions ont été créées par le Conseil consultatif statistique pour les secteurs ci-après:

- banque de données statistiques,
- comptabilité nationale,
- classifications,
- statistique de structure des coûts et de bilans,
- statistique agricole,
- statistique industrielle et artisanale,
- statistique du commerce et des transports,
- statistique des prix et des salaires,
- statistique de la construction et du logement,
- statistique sociale,
- statistique des finances et des impôts,
- statistique de la population.

La présidence des commissions techniques qui ont créé, pour certains secteurs partiels ou certaines questions particulières, des cercles et des groupes de travail permanents ou temporaires, est assumée par les chefs de service de l'Office fédéral de la Statistique compétents pour le secteur en cause. Sont assimilables aux commissions techniques du point de vue de leur fonction, les commissions pour les secteurs suivants:

- statistique sanitaire,
- statistique judiciaire,
- statistique de l'enseignement

où, toujours sous la présidence de l'Office fédéral de la Statistique, sont coordonnées, à la demande des Laender, les statistiques qui ne tombent pas ou pas exclusivement sous la compétence législative de la Fédération, afin d'obtenir là aussi des résultats uniformes à l'échelle du Bund.

Il n'y a pas lieu de rattacher à l'une quelconque des commissions techniques susmentionnées les cercles de travail directement institués par le Conseil consultatif statistique pour les secteurs suivants:

- problèmes techniques généraux de la statistique,
- statistiques régionales,
- problèmes juridiques de la statistique,

⁴⁾ La composition du Conseil consultatif figure à l'Article 4 de la Loi sur la Statistique à des buts fédéraux (pages 88 et suivantes).

- relations publiques générales,
- questions relatives aux méthodes mathématiques,
- mécanographie,
- rationalisation de la statistique,
- statistiques étrangères

dont les missions s'étendent à tous les secteurs spéciaux.

Pour discuter de problèmes qui intéressent avant tout les offices statistiques, dont font notamment partie le programme de travail et son exécution tant du point de vue de l'organisation que sur le plan de la méthode et de la technique, les présidents des offices statistiques se réunissent de temps en temps en conférences spéciales. Quelques cercles de travail ont également été institués par la Conférence des présidents des offices statistiques⁷⁾.

b) Comité interministériel pour la coordination et la rationalisation des statistiques

Il a pour mission d'examiner en détail l'utilité et l'urgence des statistiques fédérales, de coordonner les besoins exprimés par les différents ministères et d'assurer l'établissement d'un programme aussi rationnel que possible. Certains ministères fédéraux et la Cour fédérale des comptes y sont représentés en tant que membres permanents, d'autres ministères fédéraux intéressés en tant que membres non permanents avec voix délibérative et l'Office fédéral de la Statistique en tant que membre permanent avec voix consultative. Tandis qu'autrefois le Comité interministériel se réunissait en séances spéciales et seulement sous la présidence du Ministère fédéral de l'Intérieur, depuis le printemps 1958, en application d'un accord conclu entre les divers ministères fédéraux, il organise des réunions à l'échelon interministériel auxquelles invite le ministre fédéral assurant le secrétariat des projets statistiques à traiter. Le Comité interministériel se réunit au Ministère fédéral de l'Intérieur lorsqu'il s'agit de traiter des problèmes statistiques de portée fondamentale, dont font notamment partie les demandes de statistiques formulées par les Communautés européennes, et les incidences budgétaires des nouveaux projets élaborés.

En règle générale, le Comité interministériel s'occupe de l'ensemble du programme de travail de la statistique officielle; il examine en premier lieu les nouveaux projets envisagés, mais aussi le programme des travaux en cours. Lorsqu'il s'agit de prendre une décision sur les projets, les résultats des délibérations sont pris en considération dans la procédure pré-parlementaire et parlementaire.

⁷⁾ On trouvera en annexe un aperçu schématique des missions du Conseil consultatif statistique.

Les efforts de rationalisation déployés par le Comité interministériel sont soutenus par les Laender qui, de leur côté, ont d'abord fait examiner, par leurs propres commissions de coordination, les divers projets quant à leur nécessité et opportunité. Ces projets sont délibérés définitivement par les Laender au sein des commissions du Bundesrat. Certains ministères fédéraux ont constitué des commissions statistiques spéciales où sont représentés les ministères respectifs des Laender lorsqu'il s'agit de discuter d'enquêtes susceptibles de les intéresser.

B. Déroulement des travaux à l'échelon fédéral

Dans le cadre d'organisation exposé ci-haut, on distingue pour la réalisation des statistiques fédérales les trois phases suivantes⁸⁾:

1. Préparation

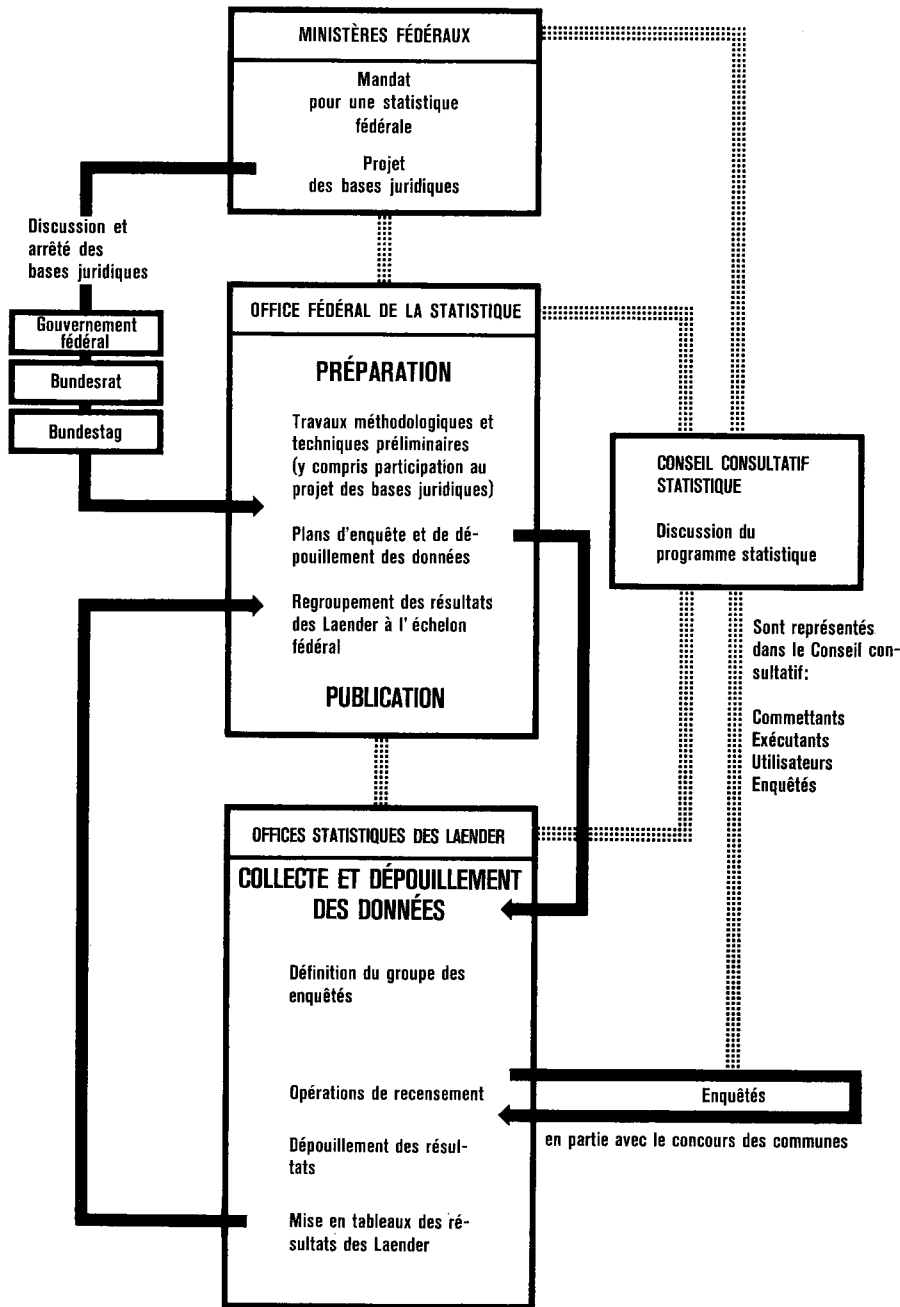
Lorsque le ministère fédéral techniquement compétent a demandé que soit mise en œuvre une statistique donnée et après que les problèmes à tirer au clair et les faits à recenser ont été esquissés dans leurs grands traits, l'Office fédéral de la Statistique engage les travaux méthodologiques et techniques préliminaires. Ceux-ci doivent avant tout permettre d'obtenir des résultats susceptibles d'être intégrés dans un tableau statistique global. On s'efforce de créer, pour toutes les statistiques fédérales, des bases méthodologiques uniformes qui rendent possible, grâce à des questions et à des définitions en correspondance réciproque et par l'utilisation de classifications comparables etc., l'assemblage des divers éléments en un tout cohérent. La base de départ pour l'exécution de cette mission est constituée par la comptabilité nationale, qui figure à part dans le Catalogue⁹⁾, et un système d'ensemble des statistiques démographiques défini dans les grands traits. Ainsi il est possible de déceler, dans le tableau global, les lacunes et les chevauchements qui pourraient encore subsister et de les combler ou éviter.

Il s'agit en particulier de résoudre les problèmes suivants:

- délimitation des champs d'enquête, des unités statistiques et des faits et caractéristiques à prendre en considération,
- regroupements permettant d'indiquer les résultats du point de vue qualitatif, quantitatif et régional (nomenclatures, classifications par catégorie d'importance, unités de présentation régionales, etc.)¹⁰⁾,

⁸⁾ Voir le schéma très simplifié à la page 15. — ⁹⁾ Voir à ce sujet page 82. — ¹⁰⁾ Voir à ce sujet page 42.

SCHÉMA DE L'EXÉCUTION DES STATISTIQUES FÉDÉRALES



Note:
Le présent schéma constitue une représentation très simplifiée du «cas normal». Pour les statistiques centralisées à l'Office fédéral de la Statistique, celui-ci se charge également de la collecte et du dépouillement des données.

- aménagement des documents d'enquête,
- délimitation du groupe des enquêtés (enquête exhaustive ou partielle, surtout applicabilité de la méthode d'enquête par sondage)¹¹⁾,
- méthodes d'enquête (enquête postale, recours à des agents recenseurs ou à des enquêteurs),
- période de référence et périodicité,
- plan d'exploitation (exploitation manuelle ou mécanique, complète ou représentative),
- programme de tabulation,
- programme de publication,
- échéancier,
- niveau des coûts.

Ces considérations particulières, esquissées en style télégraphique, débouchent sur un premier projet de plan pour l'enquête et le dépouillement, projet qui est ensuite soumis à la commission technique compétente du Conseil consultatif statistique. Une discussion approfondie s'y instaure entre tous les services officiels et non officiels intéressés, et l'on cherche à savoir si, pour décharger les enquêtés ou pour tout autre motif de rationalisation, il ne serait pas judicieux d'abrégier le programme d'enquête et le programme de tabulation. Les suggestions éventuelles portant sur l'élargissement du programme et visant à donner une plus grande signification à l'enquête font l'objet d'un examen attentif, compte également tenu des possibilités qui existent pour les enquêtés de fournir les réponses souhaitées. Pour la préparation des enquêtes d'une certaine importance la commission technique se réunit à plusieurs reprises. Le Conseil consultatif statistique n'est pas convoqué pour examiner chaque projet statistique en raison du grand nombre, et parfois aussi des intérêts très divergents, de ses membres; il est tenu informé par les procès-verbaux des commissions techniques et discute de points particulièrement importants lors de ses sessions annuelles.

Une première estimation des coûts d'enquête et de dépouillement est également soumise à la commission technique. Les offices statistiques chargés de l'exécution s'entendent sur les coûts probables. Le compte définitif des coûts doit être considéré en déterminant les fonds budgétaires dont les offices statistiques ont besoin.

Le projet de dispositions légales — loi ou règlement — est élaboré avec la coopération de l'Office fédéral de la Statistique dès que les problèmes fondamentaux de méthode et de technique sont réglés. Il est doté d'un exposé des motifs qui précise la nature et l'importance de la statistique ainsi que le sens et l'objectif

des diverses prescriptions et qui mentionne les coûts prévus. La gérance incombe au ministère compétent.

Avant que le projet ne soit soumis au gouvernement fédéral par le ministère compétent, la nécessité d'une nouvelle enquête est délibérée définitivement au cours d'une réunion ministérielle, qui est en même temps considérée comme réunion du Comité interministériel. Ce n'est qu'en vertu des dispositions légales promulguées après accord entre le gouvernement fédéral, le Bundestag et le Bundesrat (lorsqu'il s'agit de lois) ou entre le gouvernement fédéral et le Bundesrat (lorsqu'il s'agit de règlements) que les offices statistiques sont tenus d'effectuer l'enquête.

L'allocation des fonds par les ministères des finances intervient après l'adoption des dispositions constituant la base juridique et est, en principe, fonction des déclarations des offices statistiques concernant les budgets des divers exercices.

2. Enquête et exploitation

Le plan d'enquête et d'exploitation définitif qui comprend le modèle des documents d'enquête, le groupe des enquêtés, le mode de recensement, la période de référence et la périodicité, la nature et l'ampleur du dépouillement ainsi que les directives méthodologiques et les délais est distribué à tous les services statistiques et garantit l'exécution uniforme des opérations statistiques. Les tâches suivantes sont généralement assumées par les offices statistiques des Länder, en partie en coopération avec les centres de calcul du Land:

- détermination des enquêtés,
- impression des documents d'enquête,
- mise au courant des agents recenseurs et des enquêteurs (si leurs services sont nécessaires),
- expédition des documents d'enquête aux enquêtés (aux communes ou aux agents recenseurs chargés de la distribution) ou recours aux enquêteurs,
- collecte des documents retournés,
- constatation des manquants et des réponses incomplètes et erronées,
- procédure de rappel aux retardataires,
- préparation et exécution du dépouillement et établissement des résultats du Land d'après la classification régionale et technique prévue,
- communication des résultats à l'Office fédéral de la Statistique et au ministère techniquement compétent du Land.

Lorsque les statistiques fédérales sont centra-

¹¹⁾ Voir à ce sujet page 50.

lisées, c'est l'Office fédéral de la Statistique qui assume ces missions. En cas de dépouillement décentralisé, ce sont les offices statistiques des Laender qui mettent leurs résultats respectifs à la disposition de l'Office fédéral, lequel les regroupe pour présenter les résultats à l'échelon fédéral.

3. Publication et évaluation

L'enquête prend fin avec la publication des résultats — pour les besoins régionaux particuliers

des Laender par leurs propres offices statistiques, sinon par l'Office fédéral. Parallèlement à une présentation pour les besoins généraux, effectuée par les offices statistiques, les ministères techniquement intéressés tant fédéraux que des Laender publient des statistiques spéciales et procèdent à l'évaluation de certaines données concernant leur propre secteur d'activité. L'évaluation sera avancée par les banques de données statistiques qui sont en train d'être établies.

II. Bases juridiques

A. Statistiques fédérales

D'après le point 11 de l'Art. 73 de la Loi fondamentale, la Fédération a le droit de législation exclusive en matière de statistiques destinées à des buts fédéraux. Les législateurs de la Fédération ont en conséquence fixé, dans la Loi sur la Statistique à des buts fédéraux (Loi statistique) du 3 septembre 1953 (Bundesgesetzblatt I, page 1314), l'ensemble du droit touchant à l'organisation et à la procédure ainsi que le droit matériel des statistiques fédérales.

La Loi statistique a été amendée à plusieurs reprises. En 1955, la clause concernant la répartition des coûts entre la Fédération et les Laender (Art. 8) a été modifiée. La période fixée dans les dispositions transitoires (Art. 16), au cours de laquelle de nouvelles bases juridiques devraient être créées pour les statistiques courantes, a été prorogée à deux reprises — la dernière fois jusqu'en 1959. D'après le nouvel Art. 15, les dispositions des Art. 10 à 14 de la Loi s'appliquent également aux enquêtes statistiques prescrites par un règlement de la Communauté Economique Européenne ou de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique. L'ancienne version de l'Art. 15 a été abrogée par la loi d'introduction relative à la loi du 24 mai 1968 sur les infractions aux règlements. Un projet d'amendement est à l'étude. Les dispositions complémentaires et les modifications discutées à ce propos sont brièvement passées en revue à la section C.

Sur les huit sections de la Loi statistique, les sections I « L'Office fédéral de la Statistique », II « Le Conseil consultatif statistique » et IV « Dispositions particulières de procédure » ont déjà été traitées plus haut. L'examen portera maintenant sur les autres sections, et notamment sur la section III « Décret d'établissement des statistiques fédérales », V « Obligation statistique », VI « Secret statistique » et VII « Peines et amendes ».

1. Décret d'établissement des statistiques fédérales

Le cas échéant, la demande de renseignements à des fins statistiques peut constituer une forte immixtion dans la sphère juridique privée du citoyen et, de ce fait, porter atteinte à la liberté personnelle constitutionnellement garantie (Art. 2 de la Loi fondamentale). Aussi, compte tenu des principes régissant l'Etat de droit, a-t-il été précisé à l'Article 6 de la Loi statistique que l'établissement de statistiques fédérales ne pourra se faire qu'en vertu de lois ou, dans certaines conditions, de règlements.

Aux fins de protection des personnes interrogées, la base juridique doit préciser les faits sur lesquels porte l'enquête et les personnes susceptibles d'être invitées à fournir des renseignements (Art. 7). Si, pour une statistique, l'enquête porte non pas sur des personnes privées, mais sur des administrations ou des institutions du secteur public, un règlement général d'administration ou un accord administratif entre la Fédération et les Laender suffit, suivant que les autorités et les institutions de la Fédération ou des Laender doivent fournir des renseignements. Or généralement, même en pareil cas, on promulgue une loi ou un règlement afin de garantir la participation de tous les Laender et l'ouverture des crédits budgétaires nécessaires par les ministères des finances de la Fédération et les Laender.

Si l'on procède à la détermination des faits à recenser, s'affrontent, d'une part, le droit de la personne interrogée à bénéficier de la protection de l'Etat contre les atteintes à sa liberté personnelle et, d'autre part, l'intérêt justifié de l'administration, de l'économie et de la science à bénéficier d'un programme d'enquête souple adapté aux diverses circonstances. Le programme statistique doit donc être formulé de manière claire et en même temps non rigide. Il convient par conséquent de s'attacher tout particulièrement à trouver, pour les faits à recenser,

des définitions recouvrant le plus grand nombre possible de questions particulières. Cette pratique est conforme à l'exposé des motifs de la Loi statistique, où il est mentionné expressément que les notions de « groupe des enquêtés » et « faits à recenser » doivent s'entendre dans un sens large, sans en fixer chaque détail, mais en esquivant simplement le cadre. La marge de manœuvre ainsi obtenue est particulièrement nécessaire aussi du fait du perfectionnement méthodologique ultérieur de la statistique. En outre, le législateur se trouve ainsi déchargé, n'ayant pas à intervenir ultérieurement chaque fois que de légères modifications sont apportées aux questions posées dans les diverses statistiques. De par la pratique de la technique législative qui s'est dégagée conformément aux directives indiquées plus haut, il n'a pas été nécessaire, pour les diverses bases juridiques, de recourir à aucun volumineux catalogue de questions ou même à des questionnaires qui auraient fait partie intégrante de la loi ou du règlement correspondants.

Lors de la législation du programme statistique courant sous forme de lois, les matières connexes ont été autant que possible regroupées dans les « lois collectives ». Tel est par exemple le cas pour les diverses enquêtes effectuées dans le secteur de la statistique des finances, des impôts, des prix et des salaires¹⁾. Un regroupement analogue intervient lorsque les mêmes faits ont été recensés dans divers secteurs (par exemple industrie et activité principale du bâtiment, commerce et tourisme, artisanat et hôtellerie)²⁾ ou lorsque des recensements à grande échelle ont été reliés entre eux pour des motifs d'organisation³⁾.

L'avantage d'une réglementation légale réside avant tout dans la normalisation provisoire de la matière qui évite — comme dans le cas des règlements en vertu du 2^{ème} alinéa de l'Art. 6 de la Loi statistique — l'obligation de procéder au moins tous les trois ans à une nouvelle réglementation.

Or, si, en raison du programme définitif d'une statistique, une certaine expérience est encore nécessaire, de sorte qu'il n'est pas recommandable de se fixer une durée assez longue, ou si l'enquête projetée ne doit être effectuée qu'une

seule fois, la solution normale est celle d'un règlement lorsque les coûts probables ne dépassent pas DM 500.000 par an. Ces règlements déchargent les organes législatifs et permettent d'accélérer la création des bases juridiques pour les diverses statistiques.

La teneur minimale de la base juridique statistique consiste, d'après le 1^{er} alinéa de l'Art. 7 de la Loi statistique, dans la détermination des faits à recenser et du groupe des enquêtés. Même sans qu'il en soit fait mention expresse dans la Loi statistique, les indications relatives à la période considérée et, en cas d'enquêtes courantes, à la périodicité, font partie de la teneur nécessaire de toute base juridique. Par ailleurs, s'il en est besoin, il convient d'y inclure encore des prescriptions s'appliquant au cas où la fourniture de renseignements serait volontaire, à la restriction de l'enquête à un choix représentatif d'enquêtés et aux dérogations au principe du secret statistique (par exemple utilisation de renseignements individuels à des fins autres que statistiques, admissibilité de la transmission de renseignements individuels aux administrations supérieures de la Fédération et des Länder etc.). En règle générale, il est superflu de prévoir des dispositions particulières concernant l'exécution, eu égard au fait que les Länder assurent, au titre de leurs propres attributions, l'exécution et le dépouillement des statistiques fédérales. Si, pour une statistique, l'enquête et le dépouillement doivent se faire sous une forme centralisée par l'Office fédéral de la Statistique, il faut qu'une loi fédérale le prévienne expressément (voir, par exemple, Art. 10 de la Loi du 1^{er} mai 1957 sur la statistique relative au trafic-marchandises passant les frontières de la République fédérale), à moins que les Länder intéressés ne se déclarent d'accord sur une enquête et un dépouillement à l'échelon fédéral.

Il est généralement admis que même les statistiques fédérales qui reposent sur des renseignements volontaires doivent avoir une base juridique. Tel est le cas également pour les enquêtes-pilotes lors des grands recensements. Sont exonérées de cette règle, seules les recherches de caractère volontaire et menées, à une échelle limitée, en vue d'observer le degré d'utilité des questionnaires et du mode d'enquête et qui font partie des travaux préparatoires au titre du point 1 de l'Art. 2 de la Loi statistique. Une étude de ce genre peut s'avérer nécessaire pour la préparation de statistiques nouvelles et délicates et même contribuer à un abaissement du coût lors de l'enquête proprement dite.

2. Obligation et secret statistiques

La Loi définit l'obligation statistique pour toutes les personnes soumises aux enquêtes de la statistique fédérale, tout en leur assurant en

¹⁾ Cf. Loi du 8 juin 1960 sur la statistique financière, Loi du 6 décembre 1966 sur les statistiques fiscales, Loi du 9 août 1958 sur la statistique des prix, Loi du 18 mai 1956 sur la statistique des salaires. — ²⁾ Cf. Loi du 15 juillet 1957 sur la statistique générale de l'industrie et de l'activité principale du bâtiment et lois complémentaires des 26 avril 1961 et 24 avril 1963, Loi du 12 janvier 1960 sur l'exécution de statistiques courantes du commerce ainsi que sur la statistique du tourisme aux points d'hébergement, Loi du 12 août 1960 sur l'exécution de statistiques courantes de l'artisanat, de l'hôtellerie et des restaurants. — ³⁾ Cf. Loi du 14 avril 1969 sur un recensement de la population, de l'emploi et des établissements (Loi sur le recensement de la population, 1970).

échange le principe de l'observation, par les organismes et les personnes chargés officiellement de l'établissement de la statistique, du secret des renseignements individuels fournis. Sans la garantie du secret il ne serait pas équitable d'obliger les enquêtés à proprement répondre aux questions posées. Par ailleurs, le principe de l'observation du secret s'applique également aux statistiques fondées sur des renseignements fournis à titre volontaire.

L'Art. 10, paragraphe 1 de la Loi statistique prescrit, de façon générale, que toutes les personnes physiques et juridiques ainsi que tous les administrations et organismes sont tenus de répondre aux questions fixées selon le règlement. La base légale individuelle doit préciser qui est astreint à répondre. Les renseignements fournis par les assujettis à l'enquête doivent être vrais, complets, rendus dans les délais prévus et, en général, gratuits, donc en cas d'enquête par voie postale, en assumant les frais de port. Le fait de la gratuité des informations implique que l'enquête ne peut charger les services menant l'enquête avec les frais engagés pour le remplissage des questionnaires — par exemple pour le personnel employé dans ce but. D'après la jurisprudence⁴⁾ les services chargés de la réalisation des statistiques officielles sont en droit de fixer des délais appropriés pour la fourniture des renseignements demandés.

Etant donné que le maintien trop strict du secret quant aux renseignements individuels pourrait entraîner des doubles enquêtes dont les frais ne seraient guère justifiables, l'Article 12 de la Loi statistique prévoit les moyens juridiques pour prévenir cette difficulté. En certains cas il pourrait être raisonnable d'utiliser les chiffres obtenus à grands frais non seulement pour la statistique officielle, mais aussi à d'autres fins. Si, dans des circonstances particulièrement bien fondées, l'utilisation des informations individuelles à d'autres fins doit être admissible, cela peut être prévu dans la base juridique en précisant cette destination supplémentaire. L'Art. 6 de la Loi du 18 juin 1956 sur le recensement du bétail prescrit par exemple que les informations individuelles peuvent également être utilisées, en vue des mesures prises par les autorités pour appliquer la Loi sur l'élevage du bétail et la Loi sur les épizooties ainsi qu'à d'autres fins y précisées, par les autorités compétentes ou les services que celles-ci ont mandatés. En outre, les résultats des recensements de la population, élaborés à grands frais, présentent également un haut intérêt pour les organismes non statistiques. L'Art. 8 de la Loi du 14 avril 1969 sur le recensement de la population a prévu la possibilité de comparer les listes d'enquête avec les documenta-

tions correspondantes des communes et de communiquer des renseignements individuels à des fins de l'administration, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme ainsi qu'à des fins scientifiques, le plus souvent, toutefois, sous forme anonyme.

Afin d'éviter des doubles enquêtes, la Loi prévoit la possibilité de transmettre les résultats individuels, par la voie hiérarchique, aux administrations supérieures (rapports de service). L'Art. 12, paragraphe 2 de la Loi statistique prescrit que l'Office fédéral de la Statistique, les offices statistiques des *Laender* et tous autres organismes et services chargés d'une enquête ont le droit et le devoir de transmettre par la voie hiérarchique, et sur simple demande, aux administrations supérieures de la Fédération et des *Laender*, compétentes en la matière, ou aux services désignés par elles, tous résultats individuels, au cas et dans la mesure où ceci est autorisé par le décret d'établissement de la statistique en question et où il en est fait mention dans les questionnaires. Cette possibilité a été prévue dans plusieurs bases juridiques (voir, par exemple, l'Art. 7 de la Loi du 15 juillet 1957 sur la statistique générale de l'industrie et de l'activité principale du bâtiment et les lois complémentaires des 26 avril 1961 et 24 avril 1963).

Comme seuls les chiffres fournis par un enquête individuel profitent du secret statistique, il suffirait de combiner pour la publication des résultats statistiques les renseignements provenant de deux enquêtes. Mais puisque les deux enquêtes en question pourraient, eux, en soustrayant leur propre chiffre, calculer celui de l'autre, c'est de pratique courante auprès des offices statistiques de regrouper les chiffres d'au moins trois enquêtes. Pourtant, si dans un groupe de trois unités le chiffre d'un enquête dépasse sensiblement les autres, de manière que le chiffre à publier révèle pratiquement la situation de l'un des enquêtés, on procède à la combinaison encore d'autres renseignements individuels (quatre ou plus).

L'enquête peut renoncer au maintien du secret statistique. En règle générale on demande de lui à cet effet une déclaration écrite. Les faits évidents, c'est-à-dire ceux qui ont déjà été rapportés au grand public par la presse ou par d'autres moyens de communication, tels que l'existence notoire d'entreprises, d'établissements, de logements, de ménages, etc. ne sont pas couverts par le secret statistique.

L'indication de l'adresse ne constitue pas, à elle seule, un renseignement individuel dans le sens de la Loi statistique pour autant que cela n'implique pas en même temps une différenciation (par exemple adresses d'établissements réalisant un chiffre d'affaires annuel de plus de DM 500.000). Cependant, dans la plupart des cas,

⁴⁾ Oberlandesgericht Celle, NJW 61, 185.

L'Office fédéral de la Statistique n'aura pas pour fonction de mettre des adresses à la disposition des intéressés, si bien que cela ne sera admissible que dans les cas exceptionnels.

3. Peines et amendes

Pour réprimer la violation du secret statistique, une disposition pénale particulière a été introduite dans la Loi statistique de façon à doubler la garantie du secret quant aux renseignements individuels d'une sauvegarde contre l'abus de ces données. Jusqu'ici il n'a cependant pas été nécessaire d'infliger une peine pour la violation du secret statistique, ce qui témoigne du fait que les offices statistiques ont bien respecté le secret imposé par la Loi.

Contrairement à ce qui vaut pour le secret statistique, la violation de l'obligation de répondre aux questions posées ne constitue qu'une irrégularité (cf. Art. 14) qui peut être réprimée suivant les dispositions de la Loi du 24 mai 1968 sur les infractions. La compétence de la poursuite et de la répression de l'infraction à l'obligation de fournir des renseignements en cas de statistiques fédérales centralisées, qui était autrefois confiée aux autorités des *Laender*, a été, par règlement du 20 décembre 1968 sur la poursuite et la punition de violations dans le domaine de la statistique à des fins fédérales, attribuée à l'Office fédéral de la Statistique.

Très souvent il n'a pas été nécessaire d'infliger les amendes prévues puisque, après un avertissement ou l'explication, par les organismes recenseurs, des objectifs de l'enquête et de sa nécessité, les enquêtes ont fourni les renseignements requis.

B. Statistiques pour les Communautés européennes

Les traités instituant les Communautés européennes (Communauté Economique Européenne, Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, Communauté Européenne de l'Energie Atomique) prévoient que leurs organes ont le droit de recueillir, auprès des pays membres, des informations pour se renseigner sur les faits qui sont d'une importance majeure en vue des mesures qu'ils doivent prendre⁵⁾. Cela s'applique également aux documentations statistiques que l'Office Statistique des Communautés Européennes doit réunir en tant que service commun des Communautés.

⁵⁾ Voir Art. 213 du Traité instituant la Communauté Economique Européenne du 25 mars 1957 (Bundesgesetzblatt II, p. 753, 766); Art. 47, § 1 du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier du 18 avril 1951 (Bundesgesetzblatt 1952, II, p. 445) et Art. 187 du Traité sur l'institution de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique du 25 mars 1957 (Bundesgesetzblatt II, p. 753, 1018).

Les Communautés européennes et, par conséquent, leur Office statistique dépendent essentiellement de la fourniture de renseignements statistiques par les pays membres. Il s'agit pour la plupart d'informations déjà disponibles à des fins nationales et qui doivent souvent être adaptées, pour les besoins des Communautés européennes, à d'autres conceptions, groupements etc. Cependant, «l'harmonisation» des statistiques nationales existantes ne suffit pas toujours pour assurer les besoins des Communautés. C'est pourquoi on a, ces derniers temps, de plus en plus eu recours à la création du droit supranational.

Le Traité, entré en vigueur le 1^{er} juillet 1967, sur la constitution d'un Conseil commun et d'une Commission commune des Communautés européennes du 8 avril 1965 (Bundesgesetzblatt II, p. 1453) prévoit qu'un Conseil commun et une Commission commune s'occupent des fonctions de toutes les trois Communautés. D'après les Traités instituant la Communauté Economique Européenne et la Communauté Européenne de l'Energie Atomique, qui ont conservé, tous les deux, leur validité, le Conseil et la Commission sont autorisés, pour s'acquitter de leurs tâches, d'arrêter, entre autres, des règlements et des directives et de prendre des décisions. En application du Traité sur l'institution de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, la Commission arrête, avec le même effet juridique, des «décisions» au lieu des règlements et des «recommandations» au lieu de directives.

Les directives ne créent pas du droit immédiatement applicable sur le plan national, mais elles obligent les Etats membres de prendre les mesures appropriées pour réaliser l'objectif fixé dans la directive. Pour l'élaboration des statistiques cela implique, conformément aux prescriptions nationales, la création d'une base juridique. Une directive de la C.E.E. était par exemple à l'origine des enquêtes annuelles sur les investissements dans les industries productrices qui en République fédérale ont été introduites par un règlement arrêté à cet effet et qui, de cette manière, sont devenues partie intégrante du programme statistique national⁶⁾.

Les décisions peuvent concerner tant les Etats membres que des personnes physiques ou juridiques individuelles. Une décision à l'intention des Etats membres a par exemple été prise dans le domaine des transports où une enquête sur les frais d'entretien pour les divers modes de transport (voies ferrées, routes, navigation intérieure)

⁶⁾ Directive du Conseil de la C.E.E. du 30 juillet 1964 (Journal Officiel des Communautés Européennes, p. 2193/64) — Règlements sur l'exécution d'une statistique des investissements dans l'industrie et les industries extractives ainsi que dans l'activité principale du bâtiment et les activités productrices de l'artisanat du 11 août 1969 (Bundesanzeiger No. 148).

a été effectuée. Dans la mesure où celle-ci a exigé l'exécution d'enquêtes statistiques particulières, il a fallu créer les bases juridiques allemandes correspondantes⁷⁾.

Tandis que les mesures préconisées dans les directives, et dans les décisions à l'intention des Etats membres, sont appliquées suivant le droit national, les règlements constituent du droit qui s'applique directement dans tout Etat membre, si bien qu'ils sont assimilables aux normes juridiques nationales. On a déjà souvent profité de cette possibilité, par exemple dans les domaines des statistiques des salaires, des statistiques agricoles et viticoles.

Pour autant qu'ils visaient les statistiques, les règlements des Communautés européennes se bornaient jusqu'ici à déterminer la teneur et le mode d'exécution de ces statistiques ainsi qu'à répondre à la question de savoir s'il existe une obligation de fournir des renseignements et d'en respecter le secret statistique. Par contre, la décision relative à la poursuite de violations de l'obligation et du secret statistiques ainsi que la répression des infractions relèvent de la compétence nationale des Etats membres. Une telle réglementation a été introduite en République fédérale. L'Art. 15 de la Loi statistique (version en vigueur depuis le 1er octobre 1968) prescrit que les Art. 10 à 14 de la Loi statistique (dispositions concernant l'obligation et le secret statistiques, les peines et amendes) s'appliquent également aux enquêtes statistiques arrêtées par un règlement de la C. E. E. ou de la C. E. E. A.

C. Projets d'amendement de la Loi sur la Statistique à des buts fédéraux

Le besoin de compléter ou de modifier la Loi statistique se fait sentir pour plusieurs raisons. D'abord il faut tenir compte de l'expérience acquise en l'espace de 16 ans d'application pratique de cette Loi sur le plan national, et encore on doit prendre en considération les tâches et les obligations résultant de la coopération internationale, qu'il était impossible de prévoir lors de la promulgation de la Loi. Il s'ensuit de là quelques suggestions concrètes en vue d'un amendement de la Loi statistique. Le lecteur en trouvera ci-dessous les principaux aspects; il faut cependant souligner que ces projets se trouvent encore au stade de préparation et, de ce fait, peuvent toujours subir des modifications.

Ces dernières années, on voit se dessiner encore d'autres raisons motivant une révision de la Loi

statistique, mais qui n'ont pas encore pris la forme de propositions pratiques. Dans l'exposé qui suit, on n'a donc pu les évoquer qu'en passant.

1. Statistiques fédérales

Il est envisagé d'inclure dans le catalogue des attributions de l'Office fédéral de la Statistique (Art. 2), et répondant ainsi à une pratique introduite de longue date et ayant déjà fait ses preuves, le droit de coordonner, avec l'approbation des Laender, les statistiques de ces derniers.

Le Conseil consultatif statistique (Art. 4) sera élargi en y faisant entrer trois représentants des universités. Le plafond des frais pour les règlements (Art. 6, § 2) devrait être adapté à l'évolution des prix. En outre, il est envisagé de prescrire l'inclusion, dans la base juridique, en plus des caractéristiques à retenir et du cercle des enquêtés, une indication précisant si les réponses sont obligatoires ou facultatives, s'il s'agit d'une enquête totale ou représentative et quelle en est la période considérée ou la périodicité (Art. 7, § 1). Il faudra également prévoir les moyens de suspendre, pour un certain temps, l'exécution d'une statistique fédérale, de prolonger sa périodicité ou de réduire certaines caractéristiques si l'on n'a plus besoin de résultats aussi détaillés ou qu'il n'y a plus lieu de retenir certaines données (Art. 7, § 3).

L'obligation statistique (Art. 10) sera expressément étendue pour comprendre également les sociétés de personnes du droit commercial et les associations de personnes sans capacité juridique. Il s'agira également de préciser que les services statistiques sont en droit de relever les données nécessaires pour déterminer s'il y a une obligation de fournir des renseignements et de mener des enquêtes expérimentales pour étudier l'utilité des questionnaires et des méthodes d'enquête.

La nouvelle version de l'Art. 12 devra inclure dans le texte de la Loi les principes du secret statistique établis par interprétation et dont il a été question plus haut. Dans l'intérêt d'une protection générale du secret des statistiques de la Fédération et des Laender il est envisagé d'introduire dans la loi d'introduction du code fiscal l'obligation des services statistiques de garder le secret statistique aussi vis-à-vis du fisc.

De nouveaux problèmes, dont on ne peut toutefois pas encore préciser les conséquences pour la Loi statistique, résultent, entre autres, des fonctions communes dévolues à la Fédération et aux Laender (Art. 91 a et 91 b de la Loi fondamentale), du mandat d'établir la banque de données statistiques et enfin des effets de l'automatisation croissante sur les travaux statistiques.

⁷⁾ Décision du Conseil de la C. E. E. du 22 juin 1964 (Journal Officiel des Communautés Européennes, p. 1598/64), Décision du Conseil du 13 mai 1965 (Journal Officiel des Communautés Européennes, p. 1473/65).

2. Statistiques à des buts des Communautés européennes et des organisations internationales

Le catalogue des attributions à l'Art. 2 de la Loi statistique devra également comprendre les tâches qui découlent de la coopération internationale. Ce n'est que de cette manière que l'Art. 2 pourra remplir sa fonction d'énumérer de façon définitive l'ensemble des tâches assignées à l'Office fédéral de la Statistique.

Au fond il s'agira d'introduire dans l'Art. 2 de la Loi statistique des dispositions précisant les fonctions exercées par l'Office fédéral dans la préparation méthodologique et technique des statistiques élaborées à l'intention des Commu-

nautés européennes et des organisations internationales, pour leur établissement et évaluation sur le plan national, l'adaptation des diverses statistiques et la normalisation des termes statistiques ainsi que des classifications.

Il sera également précisé que les statistiques européennes, dont l'établissement n'a pas été décrété par une disposition supranationale (règlement) qui s'applique immédiatement sur le plan national, nécessitent, en vertu de l'Art. 6 de la Loi statistique, une base juridique particulière. Pour les frais aussi il est prévu d'introduire dans les textes des renvois semblables sur les dispositions correspondantes concernant les statistiques fédérales.

III. Tâches et objectifs de la statistique fédérale

Dans les chapitres qui précèdent, nous avons donné un aperçu des conditions juridiques et administratives, servant de base au fonctionnement de la statistique officielle. Nous allons désormais passer à l'étude de quelques points de vue qui ont été, et sont encore déterminants, aussi bien pour l'organisation que pour le contenu de la statistique fédérale et, au-delà, pour l'évolution à venir de l'appareil statistique.

A. Développement d'un tableau statistique d'ensemble

Ce fut de tout temps une des tâches principales de la statistique officielle que de réunir les chiffres nécessaires à des objectifs administratifs déterminés. Vu la différenciation croissante de la vie sociale et économique, vu les problèmes nouveaux qui en découlaient, le besoin d'information de l'administration, de la recherche et du public, a augmenté rapidement. Il a donc fallu procéder à de nombreuses nouvelles enquêtes statistiques et, au-delà, à une réforme de fond dans l'orientation des recherches statistiques.

Dans l'après-guerre la statistique — comme d'ailleurs aussi la recherche économique et sociale ainsi que la politique — se sont de plus en plus orientées vers l'étude des grands ensembles. A l'heure actuelle, les statistiques ne sauraient donc plus être limitées aux besoins particuliers des diverses administrations; on s'efforce au contraire de les adapter, afin de les rendre utilisables pour l'analyse globale de la vie économique et sociale et pour d'autres recherches. Il faut pour cela que les diverses statistiques soient coordonnées entre elles, adaptées

aux exigences générales des sciences économiques et sociales, et complétées systématiquement.

Ces considérations ont amené la statistique fédérale à travailler à sa perpétuelle coordination et amélioration, à son perfectionnement permanent. On élaborera une série de principes qui, dans le cadre des possibilités légales, ont influé de façon décisive et continuent à influencer sur la réalisation d'un programme de travail statistique, sur la configuration d'un tableau statistique d'ensemble en matière de circuit et structure économiques et de situation sociale. Ces principes se trouvent illustrés dans les efforts d'adaptation réciproque que l'on observe dans les diverses enquêtes et indices, que ce soit pour les champs d'enquête, pour les unités de présentation, pour les faits et caractéristiques, les définitions, les classifications, ou pour tous autres groupements d'ordre qualitatif, quantitatif, régional, pour les principes de classement, la périodicité etc. Citons encore les efforts pour préciser les faits à examiner, la meilleure adaptation des questionnaires et des programmes de tabulation aux besoins de tous les usagers, à l'éventail des possibilités de réponses des enquêtes et aux plus récentes découvertes de la science; mentionnons enfin les réflexions visant à combler le plus possible les lacunes laissées par la statistique dans le tableau d'ensemble de l'économie et de la société qu'elle fournit.

Les suggestions à ce propos proviennent entre autres de la comparaison des diverses statistiques et de la comptabilité nationale, pour l'établissement de laquelle il faut réunir les résultats de presque toutes les statistiques en vue de les examiner et ramener aux concepts et délimitations économiques recherchés. La comp-

tabilité nationale, présentant les interdépendances entre la production, la distribution et l'utilisation des biens, l'origine, la distribution et l'utilisation du revenu, les opérations financières, a également mis en évidence les lacunes d'information existant encore dans de nombreux domaines. Pareillement aux comptes de la nation, le système intégré de statistiques démographiques actuellement en cours d'élaboration, influera sur la coordination et le développement du programme statistique.

D'autres suggestions importantes en vue d'améliorer et de perfectionner le tableau d'ensemble statistique proviennent de la coopération avec la recherche appliquée économique et sociale dans l'administration et aux instituts, avec la science et les divers autres utilisateurs de la statistique dans la vie publique ainsi que des contacts avec les fournisseurs des données statistiques, sans oublier la discussion internationale.

C'est précisément en raison de cette coopération internationale qui va en s'augmentant — notamment au sein des Communautés européennes — que s'impose de plus en plus une coordination (« harmonisation ») aussi étendue que possible des statistiques sur le plan international et une prise en considération de nouveaux problèmes et de nouvelles tâches.

Mentionnons encore qu'il y a un nombre assez important de statistiques qui sont établies sans avoir recours à des enquêtes directes auprès des particuliers ou des entreprises, en partant des dossiers de l'administration publique (bureaux d'inscription, état civil, services de la santé publique, administrations judiciaires, autorités de police, bureaux des contributions, bureaux de main-d'œuvre, etc.). En raison de l'automation accrue de l'administration publique, ou plus précisément de l'exécution d'opérations administratives à l'aide d'ordinateurs électroniques, on pourra obtenir, pour le dépouillement statistique, encore d'autres données (p. ex. de la Sécurité sociale) permettant de combler les lacunes qui existent dans le tableau d'ensemble. D'autre part, on peut observer certaines tendances à l'exécution des statistiques secondaires auprès de l'administration intéressée. Cela comporte un certain risque de préjudicier l'emploi multiple et la coordination réciproque des différentes statistiques, mieux garantis par le système actuel de la statistique centralisée du point de vue technique.

A mesure que l'on avance dans l'emploi de moyens de traitement automatique des données, il s'avère nécessaire d'abandonner le principe de désignations verbales en faveur d'un système de numéros. L'Office fédéral de la Statistique participe aux travaux relatifs à l'introduction d'un numéro d'identification personnel et d'un

système de numérotage d'entreprises, de marchandises etc. L'emploi de numéros invariables et uniformes comme signes d'enchaînement permet non seulement la correspondance informatique entre les différents supports de données dans l'administration et l'économie, avec tous ses avantages, mais offre en même temps de nouvelles possibilités pour la statistique. Il permet entre autres l'élaboration de statistiques des flux et une meilleure mise en valeur du matériel disponible en combinant les données individuelles provenant de statistiques différentes. Ceci pourra contribuer à l'amélioration et au perfectionnement de l'appareil statistique.

La réalisation du tableau statistique d'ensemble, que l'on s'est proposé comme objectif, dépend de manière décisive, ainsi que nous venons de le dire, de l'adaptation réciproque des intérêts des divers groupements participant et intéressés à la statistique officielle. (Ce sont l'administration, l'économie, les partenaires sociaux, la science etc., y compris les organismes chargés de l'observation générale économique et sociale). Nous avons déjà exposé dans le chapitre intitulé « Organisation de la statistique fédérale » les conditions à remplir, en matière d'organisation, en vue d'une adaptation sur le plan national. Nous nous bornerons donc ici à mentionner que les divers « usagers », « producteurs » et « fournisseurs » de la statistique, qui font partie du Comité consultatif statistique et de ses diverses commissions (commissions techniques, cercles de travail, colloques de chefs de section avec les divers offices statistiques des Länder) et qui prennent part aux sessions du Comité interministériel pour la coordination et la rationalisation des statistiques, tiennent conseil, en étroite coopération, sur tout ce qui concerne le programme et les questions méthodologiques ainsi que les techniques d'enquête de la statistique officielle. Ils entretiennent en outre de nombreux contacts avec d'autres commissions nationales. Au sein même de l'Office fédéral de la Statistique, il existe un Groupe qui est responsable du programme d'ensemble de la statistique et s'occupe des problèmes généraux de la coordination des spécialités et du développement futur de la statistique. Le chapitre V du présent ouvrage donne un aperçu de la forme que revêt la coopération internationale.

B. Amélioration et perfectionnement du programme statistique

Le rapport sur les activités de l'Office, remis chaque année au Conseil consultatif statistique, comprend régulièrement des aperçus du développement de l'appareil statistique. Ceux-ci

font ressortir les efforts déployés pour adapter la statistique officielle aux exigences croissantes et variables en vue de l'examen critique des problèmes multiples qui se posent sur le plan politique, social, économique et scientifique. Ces dernières années, il s'agit plus qu'autrefois de traiter des groupes entiers de problèmes. L'engrenage de la planification dans les divers secteurs — tels que l'éducation, la science et la recherche, l'aménagement du territoire fédéral, les transports, la planification fiscale à long terme, la politique de conjoncture et de croissance économique — exige toujours davantage le rapprochement d'informations tirées d'un grand nombre de sources statistiques. Ainsi l'imbrication et la comparabilité des statistiques entre elles gagnent de plus en plus en importance. Dans ce contexte, il convient de mentionner l'intérêt particulier qui s'attache au raccord raisonnable des statistiques à court terme avec les enquêtes annuelles et les recensements réalisés à intervalles plus éloignés, comme il est envisagé, par exemple, dans le cadre de la réforme de la statistique industrielle, pour le domaine du commerce intérieur, etc.

L'attribution de nouvelles tâches politiques ou leur passage au premier plan ont évidemment pour conséquence un élargissement du programme statistique. Les fonctions communes, auxquelles la Fédération participe en vertu des dispositions modifiées de la Loi fondamentale, la solution de problèmes socio-politiques urgents, les efforts accrus déployés sur le plan de la politique conjoncturelle et structurelle, la réforme fiscale, la protection de l'environnement, l'intégration européenne, se font sentir dans nombreux secteurs statistiques, et surtout dans la statistique de l'enseignement, la statistique régionale (y compris les unités géographiques non administratives), la statistique des revenus et du patrimoine, la comptabilité nationale, la statistique des finances et impôts, les statistiques de l'agriculture, de l'industrie, des transports, du commerce extérieur, etc.

On trouvera ci-après un aperçu des principaux progrès accomplis en matière de l'élargissement du programme de travail statistique, surtout en ce qui concerne les activités de l'Office fédéral de la Statistique. Il n'y sera question qu'entre parenthèses de la comptabilité nationale, dont la position particulière et l'influence sur le développement de l'appareil statistique ont déjà été étudiées plus haut. La mise en place des banques de données statistiques fera l'objet de la section D du présent chapitre.

Après la guerre, il a d'abord fallu obtenir pour la statistique de la population des informations de base toutes nouvelles par les recensements de la population et de l'emploi des années 1946 et 1950. Depuis, on procède

tous les dix ans environ (le dernier au 27 mai 1970) à des recensements généraux, susceptibles de fournir d'importantes données structurelles sur la population. L'attention s'est surtout portée, entre autres sujets, sur l'élargissement de la statistique des ménages et des familles, la séparation de la conception de la subsistance de celle de l'activité économique et sur la classification socio-économique. Dans le domaine des statistiques démographiques courantes, il faut mentionner la statistique des migrations qui a toujours été améliorée depuis son introduction en 1950. Cette statistique permet d'observer la mobilité de la population et — avec les renseignements sur le mouvement naturel de la population — l'ajustement courant du chiffre de la population. Le micro-recensement pratiqué depuis 1957, qui enregistre chaque trimestre entre autres les caractéristiques démographiques essentielles (population légale par groupe d'âge et sexe; ménages selon les types, le nombre des membres du ménage, les familles, etc.) a largement contribué à la réalisation du système complet de données démographiques dont nous disposons à l'heure actuelle. Les calculs des tables de mortalité, de nuptialité, de natalité, de durée du mariage, etc. ainsi que les projections démographiques coordonnées, entreprises à l'échelon Bund et Laender, ont sensiblement augmenté l'appareil statistique.

Dans le domaine des statistiques de l'activité économique et de l'emploi, ce sont les recensements de la population, de l'emploi et des établissements qui fournissent des données importantes sur le volume et la structure de l'emploi pour l'ensemble de la population ainsi que sur les personnes occupées dans les établissements et les entreprises de l'économie nationale (non compris l'agriculture). Les résultats de ces recensements constituent, entre autres, une des bases les plus importantes pour la recherche, la planification et la politique régionales parce qu'ils permettent une ventilation assez détaillée, parfois même jusqu'au niveau de parties de communes. De ce fait, et pour d'autres raisons, il a été proposé à maintes reprises d'effectuer des dénombrements des établissements à une échelle réduite sous forme d'enquêtes intermédiaires entre les grands recensements pratiqués tous les dix ans et, selon les circonstances, de les rattacher aux recensements des logements. Sur une base représentative, le microrecensement fournit annuellement, ou à intervalles plus rapprochés, des renseignements sur l'emploi de l'ensemble de la population. Les résultats des recensements de la population et des microrecensements permettent également d'étudier les rapports entre formation et activité économique. Les enquêtes complémentaires aux microrecensements fournissent, en outre, des informations permettant

d'effectuer des études spéciales de sujets d'actualité sur le plan de la statistique de l'emploi. Les résultats du microrecensement servent également de base aux prévisions à long terme de la population active, au développement desquelles la statistique officielle s'est attachée ou auxquelles elle a coopéré d'une façon très intensive.

Des données assez détaillées sur le chiffre et la structure des personnes occupées dans certains secteurs économiques sont fournies, à intervalles éloignés, par les grands recensements des secteurs. En voici ceux qui ont été effectués ces dernières années: Enquête de structure agricole de 1966/67 (C.E.E.), recensement des industries productrices de 1967, recensement de la distribution de 1968, enquête sur la structure du personnel de la fonction publique de 1968. Mentionnons aussi la mise au point des statistiques à court terme pour encore d'autres sous-secteurs enregistrant le chiffre des personnes occupées également à partir des établissements. Des enquêtes annuelles sur les entreprises du secteur des transports sont venues s'ajouter aux enquêtes de ce genre menées depuis des années dans l'agriculture, l'industrie, l'activité principale du bâtiment, la distribution ainsi que dans l'administration publique.

Malgré les améliorations réalisées à maints égards aux statistiques courantes de l'emploi, l'appareil statistique actuel ne répond pas encore aux exigences de l'observation des tendances économiques, de la politique économique conjoncturelle, ni de la politique régionale. Les projets du Ministère fédéral du Travail, qui visent l'introduction d'une statistique courante à court terme de la main-d'œuvre occupée — dans une ventilation assez détaillée du point de vue technique et régional, et basée sur les dossiers des services de l'assurance invalidité-vieillesse et de l'administration du travail — sauraient remédier dans une large mesure à ce manque d'informations statistiques.

Ces dernières années, les statistiques concernant les bases de la production, ses processus et résultats ont été mises au point d'une façon systématique. Un grand nombre d'informations portant sur l'ensemble ou de larges parties de l'économie nationale sont retenues dans les recensements des unités locales, sur les établissements, les entreprises, les personnes occupées ainsi que — pour la première fois dans le cadre du recensement de 1970 — sur les salaires et traitements globaux. Les statistiques des impôts sur le chiffre d'affaires, recueillies tous les deux ans, fournissent — également pour l'ensemble des secteurs économiques — des données sur les

contribuables, le chiffre d'affaires imposable, les impôts sur le chiffre d'affaires et d'autres sujets. Les statistiques de la structure des coûts, dressées tous les quatre ans pour la presque totalité des secteurs économiques, fournissent des données assez détaillées sur le produit, les dépenses de production et des services et leur composition. Des informations concernant le capital d'exploitation de l'économie — suivant l'évaluation fiscale — sont fournies par les statistiques établies, à quelques années d'intervalle, sur les valeurs unitaires des établissements commerciaux et industriels. En 1964, une statistique a été effectuée sur les valeurs unitaires de la propriété foncière. Pour ce qui concerne les sociétés anonymes et les entreprises publiques à caractère industriel ou commercial, les statistiques des bilans annuels renseignent sur les procédés de production, les bénéfices, les investissements et leur financement ainsi que sur la structure des biens et capitaux. Quant aux entreprises ayant une autre forme juridique, on ne dispose pas encore d'informations analogues (à l'exception des données réunies par la Deutsche Bundesbank lors de l'expédition de ses affaires courantes), informations qui présentent toutefois un intérêt particulier en vue de délimiter les secteurs pour la comptabilité nationale, conformément au Système européen de comptes économiques intégrés (SEC), et d'étudier de plus près la distribution de la fortune. Pour ce qui est de la formation de capital fixe, dont l'estimation, il y a encore quelques années, n'était possible que dans le cadre de la comptabilité nationale — à l'aide des statistiques de la production et du commerce extérieur — on dispose maintenant, grâce à l'observation des investissements lors des recensements des divers secteurs et à l'introduction des enquêtes annuelles (effectuées pour la première fois en 1964) sur les investissements des industries productrices, d'informations importantes permettant, pour une grande partie de l'économie nationale, une représentation annuelle de la formation de capital fixe suivant les secteurs investissants. L'élargissement de la statistique des stocks, pour laquelle on dispose jusqu'ici de chiffres annuels provenant des enquêtes sur les investissements de l'industrie et de l'industrie extractive ainsi que des recensements annuels du commerce de gros et de détail, a pour but, entre autres, la fourniture à court terme de chiffres correspondants pour les besoins de la politique économique conjoncturelle. La forme à donner — après la suppression des contrôles douaniers — à l'observation statistique du commerce extérieur au sein des Communautés européennes fait d'ailleurs actuellement l'objet de délibérations approfondies.

Pour les secteurs individuels de l'économie nationale, les statistiques concernant les bases

de la production, ses processus et résultats ont à maints égards été améliorées au fil des années. En plus des grands recensements effectués pour les divers secteurs, à périodicité plus espacée (tels que le recensement de l'agriculture, 1960; l'enquête de structure agricole, 1966 [C. E. E.]; les recensements des industries productrices de marchandises, 1962 et 1967; les recensements de la distribution, 1960 et 1968; des logements, 1968; des transports, 1962), on a toujours tenu beaucoup à créer des indicateurs à court terme pour l'observation des tendances économiques (relevés de l'industrie, du bâtiment, de l'artisanat et du commerce). Pour l'industrie on est récemment procédé à l'observation des carnets de commandes en plus de la rentrée des commandes. Cette statistique vient d'être étendue à l'industrie du bâtiment. Les enquêtes à court terme sont complétées par des statistiques annuelles, telles que: enquête sur les entreprises industrielles, évaluation annuelle du produit brut réalisé dans le commerce et, depuis peu, enquêtes annuelles sur les entreprises des principaux modes de transport. Etant donné que les besoins d'information statistique concernant les industries productrices de marchandises allaient s'augmentant ces dernières années — tant sur le plan national que sur le plan international — une réforme générale de la statistique industrielle s'impose. Les projets de réforme qui se trouvent en étude depuis quelque temps visent à étendre les relevés statistiques à l'ensemble des activités de production (industrie et artisanat), à tenir compte, dans une plus large mesure, des données sur les entreprises et les unités fonctionnelles, à l'introduction de statistiques annuelles de grande envergure (permettant d'étudier plus en détail les charges) et enfin à raccorder ces dernières avec les statistiques à court terme et les recensements de l'industrie réalisés à périodicité plus espacée. Il s'agit surtout d'harmoniser les intérêts d'ordre technique et régional et d'assurer la fourniture rapide des indicateurs de la conjoncture. Dans le domaine du commerce intérieur on fait également des efforts pour améliorer le système d'information statistique. Dans le secteur agricole, un recensement de grande envergure sera effectué en 1971/72. C'est surtout à l'instigation de la C. E. E. que l'on discute actuellement le problème de la mise en application de relevés réguliers auprès des exploitations agricoles.

Les tableaux entrées/sorties établis à l'aide de toutes les informations disponibles en la matière, et qui font depuis quelque temps partie du programme de travail de la comptabilité nationale, permettent de faire la synthèse de l'interdépendance dans l'économie nationale suivant les processus de production et l'emploi des produits.

Quant à la statistique allemande des prix, elle a été élargie systématiquement depuis la guerre et est actuellement relativement complète. Des indices de prix sont établis pour les flux de biens à presque tous les stades du circuit économique, mais en mettant l'accent du côté des ventes et des secteurs de marchandises. Les indices des prix calculés pour la consommation de certains groupes de ménages et catégories de revenus ont été récemment complétés par un indice du coût de la vie pour l'ensemble des ménages particuliers. Parmi les fonctions attribuées à la statistique des prix, citons encore le calcul des taux d'équivalence de pouvoir d'achat à la consommation qui sont déjà disponibles pour un grand nombre de pays. Suivant les suggestions des Nations Unies, reprises par l'O. S. C. E., on se propose d'effectuer également des comparaisons internationales du pouvoir d'achat pour l'ensemble de l'économie nationale.

Des efforts particuliers ont été entrepris, ces dernières années, en vue de perfectionner les statistiques sur les revenus qui présentent encore de grosses lacunes. Tandis que nous disposons de matériel relativement riche et bien structuré quant à la rémunération des salariés, les données existantes concernant les transferts de revenus et le revenu de l'entreprise et de la propriété sont encore plus ou moins incomplètes. Les données de la plus grande portée, bien que relativement globales, sur les revenus réalisés dans les divers secteurs de l'économie sont apportées par la comptabilité nationale. Des informations globales ou plus détaillées sur le montant brut des rémunérations et les dépenses de personnel dans les principaux secteurs économiques proviennent des enquêtes courantes et des recensements des secteurs menés auprès des entreprises et des établissements. Pour la première fois, les montants bruts des salaires et traitements ont également été déterminés dans le cadre du recensement des établissements de 1970. Des données sur la rémunération des ouvriers et des employés dans les divers secteurs économiques proviennent, entre autres, des enquêtes courantes sur les gains et des enquêtes, effectuées à quelques années d'intervalle, sur la structure des salaires et des traitements. Ainsi qu'il a déjà été dit à propos de la nouvelle statistique de l'emploi, on espère d'obtenir encore d'autres informations en matière des salaires et des traitements (rémunérations soumises à la cotisation), par l'exploitation des bordereaux de l'assurance invalidité-vieillesse proposée par le Ministère fédéral du Travail. Notons enfin que les statistiques fiscales fournissent régulièrement des renseignements sur les revenus délimités conformément aux règles d'imposition.

Une autre source d'informations sur les revenus à laquelle on a eu recours dans une plus large mesure sont les enquêtes par sondage menées auprès d'un échantillon de ménages ou d'individus. Outre les enquêtes courantes de budgets de famille, les enquêtes par sondage au 1/100 des logements et le microrecensement, n'oublions pas de mentionner surtout les enquêtes par sondage sur les revenus et les dépenses de consommation qui permettent de dégager les différents revenus touchés par l'individu ou le ménage. Cependant, l'observation des revenus échéant aux indépendants laisse encore beaucoup à souhaiter. A la comptabilité nationale on s'efforce de calculer les revenus des ménages particuliers par groupe de ménages et catégorie de revenus en utilisant l'ensemble des statistiques concernées et des données de référence fournies par la comptabilité nationale elle-même. Une classification par catégorie d'importance est également prévue. Pour un tel projet, les données de base restent cependant encore relativement défectueuses.

Les statistiques concernant la consommation finale ont été perfectionnées d'une façon permanente. Pour présenter la demande des ménages, on peut en principe suivre deux voies d'approche. La première consiste à dégager d'abord, dans le cadre de la comptabilité nationale, le volume de la consommation privée et à le ventiler assez sommairement suivant plusieurs aspects sur la base des diverses statistiques sur le chiffre d'affaires du commerce de détail, de l'artisanat et d'autres fournisseurs des ménages, en tenant également compte des statistiques de l'impôt sur le chiffre d'affaires, de la structure des coûts, de la production etc. La seconde voie passe directement par l'enquête auprès des ménages. A l'aide de diverses enquêtes (budgets familiaux, sondages sur les logements, les revenus et les dépenses de consommation, recensement des logements et des immeubles de 1968, etc.) on a pu augmenter sensiblement les informations disponibles surtout au sujet de la structure des dépenses de consommation privée, en liaison avec les diverses fins d'utilisation, ainsi que pour les rapports existant entre le revenu et son utilisation.

Ce qui a été dit à propos des statistiques des revenus vaut également, et à plus forte raison, pour les statistiques concernant la formation et la distribution de la fortune. Etant donné que dans ce domaine il subsiste encore de graves lacunes, l'amélioration des bases statistiques s'impose. Dans la comptabilité nationale (y compris les comptes de financement de la Deutsche Bundesbank), on comptabilise certes les fluctuations de fortune des trois

grands secteurs: entreprises, Etat, ménages; toutefois, les valeurs relevées ne permettent pas de tirer des conclusions valables pour la formation de la fortune dans certaines branches d'activité collective ou dans quelques groupes sociaux. La situation est encore bien pire pour ce qui concerne l'établissement du patrimoine et de sa distribution. Il est donc indispensable de réaliser des enquêtes complémentaires. Les résultats de la statistique de l'impôt sur la fortune ne permettent pas, entre autres à cause des exonérations fiscales en vigueur, d'en tirer des informations suffisantes sur la formation et l'état de la fortune des groupes de salariés particulièrement intéressants du point de vue économique et social. Dans le cadre de l'enquête par sondage sur les revenus et les dépenses de consommation de 1969 — qui, comparée à la première de ce genre effectuée en 1962/63, dans une plus large mesure a tenu compte des problèmes du revenu et de la fortune — on a essayé de recueillir également, auprès des ménages, des données relatives au patrimoine. Mais étant donné le caractère facultatif de ces enquêtes, on ne peut pas se faire, par cette voie, une idée assez complète de ce problème sans parler des difficultés de l'évaluation. D'autres données, pourtant d'une moindre valeur informative, pourraient être relevées dans les statistiques des banques et des assurances. De la même façon que dans le domaine des statistiques des revenus, on ne pourra dégager la fortune et sa distribution qu'en rapprochant et combinant toutes les informations provenant des sources les plus diverses. Les conditions nécessaires d'une amélioration continue sont, entre autres, une statistique générale des bilans ainsi que des données propres à être étendues à l'ensemble des entreprises ayant les formes juridiques considérées.

La statistique des finances publiques qui, entre autres, fournit des informations sur la demande de l'Etat, a été largement influencée par les modifications de la législation financière de l'Etat ainsi que par la nouvelle classification budgétaire pour le Bund et les Laender entrée en vigueur en 1969/70. Les renseignements nécessaires en vue de l'établissement des statistiques financières ou à d'autres fins devront désormais être recueillis d'après un programme uniforme et en liaison étroite avec la gestion et la présentation des comptes des budgets publics. Ainsi il sera possible de suivre de plus près les relations existant sur le plan de l'économie générale. Une importance particulière revient au classement des recettes et dépenses par nature, à la ventilation suivant les opérations courantes et les opérations en capital, compte tenu de la présentation des opérations spéciales de financement, ainsi qu'au groupement par fonction. D'importantes amélio-

rations des statistiques financières résulteront de l'extension du champ d'enquête aux organismes de la Sécurité sociale, aux associations coopératives intercommunales, etc.

Sur le plan des Communautés européennes, des efforts particuliers sont entrepris en vue de réaliser une représentation complète de l'ensemble des prestations de la Sécurité sociale ainsi que de leur affectation et du financement. C'est dans le cadre des travaux consacrés au perfectionnement du Système européen de comptes économiques intégrés que l'on est occupé à élaborer un système complémentaire de comptes sociaux permettant de connaître la structure des dépenses sociales effectuées dans chacun des pays membres.

Notons que les besoins croissants en informations dans le domaine de la statistique sanitaire ne peuvent être satisfaits que très insuffisamment par les données élaborées aux statistiques spéciales de morbidité et par la statistique des causes de décès. Pour cette raison, une statistique générale de morbidité est envisagée en tenant compte des expériences faites dans certains autres pays. Une attention particulière se porte sur l'amélioration des statistiques de l'éducation et de la recherche. De même, on s'est attaqué à l'élargissement du système d'information statistique sur les institutions fonctionnant dans le domaine de la science et de la recherche ainsi que sur le financement de ces institutions. Compte tenu du fait que les statistiques traditionnelles concernant les effectifs des élèves et du personnel enseignant ne sont plus susceptibles de satisfaire aux exigences de la planification de l'enseignement, on étudie actuellement la question de les compléter par des statistiques des flux. Il est prévu d'étendre ce principe, qui est déjà suivi dans les statistiques universitaires, à d'autres domaines de l'enseignement. La loi fédérale sur les statistiques universitaires qui est actuellement en voie de préparation et se fonde sur les nouvelles attributions du Bund dans ce secteur, servira de base pour l'élargissement des statistiques universitaires en réglant l'obligation statistique et créant les conditions financières préalables. Quelques informations relatives aux rapports entre formation et activité économique sont fournies par le recensement de la population et de l'emploi ainsi que par le microrecensement et les enquêtes complémentaires.

C. Traitement ultérieur de résultats statistiques

Après la guerre, la statistique officielle s'est vu attribuer un nombre important de nouvelles tâches par suite de l'élaboration et de la

mise au point de la comptabilité nationale. Aux tâches traditionnelles de l'organisation d'enquêtes statistiques est venue s'ajouter la mission de transformer les résultats des enquêtes en un ensemble de données chiffrées complexe permettant d'en tirer de nouvelles informations sur la structure et les processus économiques ainsi que sur les rapports existant sur le plan de l'économie nationale. Pour établir la comptabilité nationale, on a recours à la presque totalité des données disponibles. La plupart de ces données ayant en premier lieu été recueillies à d'autres fins, elles doivent en général être regroupées et converties. Les lacunes qui subsistent dans le matériel sont comblées par estimation.

Au fil des années la comptabilité nationale a été transformée en un système complet des flux des biens et des revenus ainsi que des flux financiers, système qui comprend, en dehors des comptes traditionnels, aussi des tableaux entrées/sorties et les comptes de financement dressés par la Deutsche Bundesbank. Les calculs annuels ont été complétés par des évaluations faites tous les six mois. Il y a aussi les débuts de calculs officiels à effectuer tous les trois mois. En coopération avec l'Office fédéral, les offices statistiques des Laender ont calculé quelques valeurs typiques du système pour les Laender et les Kreise. Mentionnons encore que les systèmes nationaux s'adaptent de plus en plus aux systèmes internationaux intégrés établis par les Nations Unies et les Communautés européennes. Parmi les tâches à accomplir dans un proche avenir, il faut mentionner les travaux suivants: présentations du patrimoine et de sa distribution, études plus approfondies sur la stratification des revenus, répartition par catégorie socio-économique du secteur des ménages, etc.

Les prémices d'une transformation des résultats en de nouvelles grandeurs statistiques sont plus vieilles que la comptabilité nationale et il y en a encore parallèlement à ces comptes économiques. Il convient de mentionner, entre autres, les divers indices, le calcul de parités du pouvoir d'achat, l'évaluation du revenu national effectuée par l'ancien Office statistique du Reich, etc. Ces derniers temps, des efforts ont été entrepris en République fédérale comme en d'autres pays en vue de développer un système intégré de statistiques démographiques.

Actuellement on voit se dessiner de plus en plus la tendance de confier aux offices statistiques les travaux analytiques qui jusqu'ici avaient été effectués par de nombreux services différents, suivant des méthodes semblables, et à grand renfort de travaux de calcul. Un exemple typique est l'analyse de séries temporelles, et

surtout le calcul d'indicateurs conjoncturels corrigés des variations saisonnières où se dessine une certaine modification de la répartition des travaux entre la statistique officielle et ses utilisateurs.

Les offices statistiques se voient toujours davantage attribuer l'interprétation des résultats statistiques pour les différents rapports et projets de réforme des gouvernements (Rapports sur la situation des familles, l'aménagement du territoire et les affaires sociales; réformes financière et fiscale, etc.). Les prévisions, ou la participation aux activités dans ce domaine (population, personnes actives, évolution économique générale, impôts, etc.), sont d'une importance croissante dans le programme de travail des offices statistiques. L'élargissement le plus remarquable du champ d'activité de la statistique officielle résulte, en effet, de l'établissement d'une banque de données statistiques (ou bien d'un système de banques de données statistiques du Bund et des Laender) dont il sera question dans le paragraphe ci-après.

D. Banque de données statistiques

Le besoin toujours plus marqué éprouvé par l'économie et l'administration de disposer d'informations, d'analyses et d'une planification assez systématiques coïncide avec les possibilités techniques offertes par l'informatique pour la mise en mémoire et le traitement de grandes quantités d'informations, et avec le développement de procédés modernes d'analyse et de pronostic sous forme de calculs mathématiques-statistiques. A cet égard, la statistique constitue l'une des sources d'information les plus importantes. Les besoins croissants en données statistiques pour l'étude et la solution des problèmes et la réalisation des tâches dans les secteurs politique, social, économique et scientifique supposent toujours de nouveaux efforts pour ce qui concerne l'observation statistique des sujets étudiés, le dépouillement et la représentation des résultats statistiques ainsi que la manière dont ceux-ci sont évalués à des fins d'analyse et de pronostic. Comme, à la longue, ces besoins accrus ne sauraient être satisfaits que dans le cadre d'un système d'information statistique de grande envergure, l'Office fédéral de la Statistique a entrepris en 1969, à la demande du Ministère fédéral de l'Intérieur, des travaux en vue de l'établissement d'une banque de données statistiques en tant qu'élément du système informatique fédéral qui se trouve actuellement en cours de préparation. Vu les usages multiples faits de la presque totalité des données statistiques et compte tenu de l'éventail de besoins exprimés par la plupart des utilisateurs, il est apparu que seule la concentration des informations statistiques en un même lieu permet d'éviter

des chevauchements dans la fourniture des données ainsi que des doubles emplois, et d'assurer une présentation uniforme des résultats statistiques. D'autres raisons valables pour la centralisation des informations auprès de l'Office fédéral sont le caractère particulier des données statistiques, les fonctions liées à la mise à disposition de ces données et avant tout le souci de rendre les résultats statistiques provenant de sources et de périodes différentes plus aptes à être comparés et combinés. Il ne serait, en effet, guère possible de séparer ces fonctions de la production des statistiques proprement dite. Par ailleurs, le rattachement de la banque de données statistiques à l'Office statistique est la meilleure garantie pour l'observation du secret des renseignements individuels. Ce qui a été dit à propos des opérations à l'échelle fédérale vaut également pour les Laender.

La fonction principale de la banque de données statistiques, ou d'un système de banques de données statistiques du Bund, est — en tenant compte des aspects de rentabilité — d'emmagasiner pendant une période assez longue, pour les besoins d'un large groupe d'utilisateurs, un grand nombre d'informations statistiques de volume et de nature très variés qui présentent un intérêt matériel en vue de faciliter et d'améliorer l'interprétation des résultats statistiques, de rendre ces informations, qui proviennent de diverses sources et périodes de référence, aptes à être combinées et comparées dans la mesure du possible et à être fournies dans les meilleurs délais et dans une combinaison quelconque, permettant des calculs rapides à des fins d'analyse, de prévision et de planification. Or la banque de données a pour mission non seulement de rendre facilement accessibles les informations statistiques existantes, mais également de constituer l'appareil de calcul pour l'évaluation des résultats.

Notons que les utilisateurs de ce système sont en principe les mêmes que jusqu'ici en statistique officielle, c'est-à-dire outre l'administration et le parlement aussi le grand public, évidemment en respectant le secret statistique. La sélection des informations à emmagasiner dans la banque de données statistiques a été faite en partant de grands groupes de problèmes. En raison des travaux préparatoires correspondants effectués déjà par certains des Laender et par le Ministère fédéral de l'Intérieur, il a paru utile d'élaborer tout d'abord un programme minimum commun en matière de statistique régionale pour les besoins de l'aménagement du territoire, du plan d'équipement, de la politique régionale à propos de la structure économique et agricole ainsi que pour toutes autres projections et recherches régionales. A noter également qu'un répertoire d'informations tirées des statistiques conjoncturelles et des statistiques étrangères ainsi qu'un programme de longues

séries servant de base aux prévisions à plus long terme se trouvent actuellement en cours de préparation. En principe, la banque de données statistiques devra recueillir des résultats statistiques et non pas les données élémentaires. Cependant, pour les rendre utilisables à des fins multiples, les résultats seront ventilés avec une finesse de subdivision relativement poussée.

L'organisation de la banque de données statistiques comporte une quantité énorme de

travaux, en partie assez volumineux et difficiles à exécuter. Il s'agit, par exemple, de répertorier et de spécifier les informations recueillies, de les rendre comparables par une coordination accrue et, le cas échéant, une conversion des résultats, de programmer les états de données et les opérations de calcul, de développer un langage utilisateur et enfin de mettre en place les installations techniques nécessaires, etc. Ainsi, il se passera encore un certain temps jusqu'au moment où ces travaux seront menés à bien.

IV. Relations publiques

Les travaux des offices statistiques sont sensiblement facilités par l'information courante de la population sur les fonctions de la statistique officielle et les buts des enquêtes effectuées. Un effort continu pour renseigner de façon systématique sur la signification et les objectifs des enquêtes statistiques peut contribuer à réduire la méfiance et les préjugés qui subsistent à cet égard. Ainsi, le but principal des efforts entrepris sur le plan des relations publiques est de convaincre le public que tout État moderne a besoin de données numériques bien fondées concernant la situation sociale et économique du pays, lorsqu'il s'agit de prendre les décisions et mesures appropriées. Néanmoins, il ne suffit pas de justifier la nécessité d'enquêtes statistiques. Il faut également que les chiffres recueillis soient fournis dans les moindres délais et sans heurts, pour ainsi assurer non seulement aux services gouvernementaux et administrations concernés, mais aussi à l'économie et la science, ainsi qu'au grand public, les moyens de faciliter les décisions à prendre en rapport avec leurs fonctions multiples.

Dans les années passées, l'effort principal de l'Office fédéral de la Statistique dans ce domaine consistait à faire paraître des publications, et c'est encore l'un des objectifs les plus importants du service des relations publiques de fournir aussi rapidement que possible les chiffres exigés. Est venue s'y ajouter encore une nouvelle tâche d'une importance toujours croissante, c'est-à-dire la coopération générale avec les moyens de communication et d'autres agents de l'opinion publique.

A. Information générale du public

C'est maintenant l'opinion quasi générale qu'à l'époque des moyens de communication de masse le citoyen a le droit d'être informé sur les pré-occupations de l'administration publique, ce qui vaut évidemment aussi pour les activités de la statistique fédérale.

L'Office fédéral de la Statistique considère donc comme une tâche permanente de communiquer continuellement des informations générales sur nature, ampleur et contenu du programme de travail statistique ainsi que sur les fonctions assumées par l'Office. Mentionnons avant tout les publications faisant la synthèse de l'ensemble des travaux statistiques, telles que le volume présent dont l'original allemand est intitulé « Das Arbeitsgebiet der Bundesstatistik ». La version intégrale se prête particulièrement bien à l'usage de l'expert statistique, mais il y a également une édition abrégée qui est surtout destinée au lecteur qui ne s'intéresse pas à tous les détails. Cette dernière version a aussi été traduite en anglais et en français. De plus, il faut mentionner les aperçus des travaux statistiques, comme le rapport établi à l'intention du Conseil consultatif statistique sous le titre « Die Arbeiten des Statistischen Bundesamtes » (Les activités de l'Office fédéral de la Statistique) et quelques publications élaborées par les services gouvernementaux, les instituts scientifiques et d'autres organismes. La gamme des publications sera complétée par une série de brochures et d'états de caractère populaire qui sont actuellement en préparation. Ils ont pour but de susciter l'intérêt de l'utilisateur moins familiarisé avec les particularités de la statistique officielle.

Les résultats des travaux de l'Office fédéral sont communiqués au public par les diverses publications récapitulatives et de nombreuses collections spécialisées (pour plus de détails voir section B du présent chapitre).

Un service spécial des renseignements statistiques répond aux demandes exprimées par les usagers à l'étranger ou en Allemagne qui s'intéressent aux problèmes généraux ou spécialisés en matière de la statistique.

L'établissement d'une banque de données statistiques (ou plus précisément d'un système de banques de données à l'échelon du Bund et des Länder) doit d'ailleurs faciliter et avancer la fourniture et l'analyse des résultats statistiques (cf. chapitre III, section D).

L'information du public sur les travaux statistiques comprend aussi les visites guidées organisées à l'Office à l'intention des visiteurs étrangers ou allemands ainsi que les discussions relatives aux activités courantes. De même, les conférences faites, à l'Office même ou ailleurs, par ses membres ainsi que la participation aux travaux d'autres organismes contribuent à entretenir des contacts réguliers.

A noter l'importance particulière attribuée à la coopération étroite avec les moyens de communication de masse (presse, radio, télévision) qui a pu être développée sensiblement au cours des dernières années, ce qui a exercé une influence favorable sur le « climat » général. De nombreux journalistes et reporters entretiennent des relations étroites avec l'Office et, s'il y a lieu, sont prêts à aborder des sujets comme par exemple les particularités du programme de travail statistique, les innovations techniques, les problèmes de la coopération internationale, etc.

Viennent s'ajouter les efforts spéciaux d'information et de publicité en vue de certaines enquêtes statistiques. Ce sont avant tout les recensements généraux de la population, de l'emploi et des établissements, le recensement des logements ou les grandes enquêtes de structure menées dans certains secteurs économiques qui exigent une préparation publicitaire soignée afin de soutenir, auprès des enquêtés, la disposition à fournir des réponses complètes et précises dans les délais prévus. Tel est le cas aussi, et à plus forte raison, pour les enquêtes facultatives, comme l'enquête par sondage sur les revenus et les dépenses de consommation pour lesquelles il faut solliciter le concours de la population.

Citons en exemple récent d'une campagne de relations publiques de grande envergure la publicité faite au sujet du recensement de la population de 1970. Suivant une conception soignée préparée de longue date, la presse, la radiodiffusion-télévision et le cinéma avaient d'une façon très différenciée et toujours informative expliqué au grand public les buts et le déroulement de ce recensement. Ainsi ils ont pu apporter une contribution importante au succès de l'enquête. Pour ce recensement on a aussi mis à profit certains « moyens publicitaires », tels que: affiches, annonces, dépliants etc., frayant ainsi une voie encore nouvelle — au moins dans le domaine statistique — pour informer le public des projets officiels, voie dans laquelle il faudrait encore poursuivre.

Il va sans dire que les moyens de communication publics ne sauraient pas se contenter d'exposer les problèmes généraux de la statistique fédérale ou de solliciter le concours de la population pour certaines enquêtes. Ils ont plutôt intérêt à tenir leur clientèle au courant des résultats

les plus importants des statistiques nouvelles ou périodiques qui paraissent particulièrement intéressants pour le grand public.

Dans ce but, l'Office publie chaque année jusqu'à 400 communiqués de presse qui sont distribués aux agences de presse, aux grands journaux, aux périodiques et à des journalistes individuels. Ces communications publiées presque tous les jours dans un grand nombre de journaux, et précédées de la formule: « Comme il a été annoncé par l'Office fédéral de la Statistique, ... », contribuent à attirer l'attention du public sur les travaux de l'Office et leur utilité. Puisque ces communiqués paraissent avant, ou, au plus tard, en même temps que les publications contenant les chiffres détaillés, beaucoup de journalistes en profitent pour écrire des articles étudiant en détail les résultats des travaux de l'Office.

Enfin, il existe des contacts réguliers avec les services de radiodiffusion et télévision qui font diffuser séparément ou dans le cadre d'émissions d'actualités les résultats fournis par l'Office fédéral.

B. Publications

Il convient de souligner que l'édition rapide de publications d'une présentation intéressante constitue un excellent moyen de publicité de la statistique officielle. Actuellement, l'Office fait paraître environ 1.300 publications périodiques ou non périodiques pour informer le public des principaux résultats de ses travaux, avec un tirage total de quelque 850.000 exemplaires.

1. Objectif, ampleur et contenu de ces publications

D'après l'Article 2, § 1 de la Loi sur la Statistique à des buts fédéraux du 3 septembre 1953, l'Office fédéral de la Statistique est chargé de présenter les résultats de la statistique fédérale « à des fins générales ». Cette disposition stipule que les publications doivent être réalisées, non pour répondre à des objectifs spéciaux d'organismes déterminés (services administratifs, syndicats, firmes ou organisations diverses), non pour faire face à certains problèmes ou à des mesures projetées, mais pour servir de base à un ensemble aussi vaste que possible de consommateurs divers.

L'ampleur des chiffres destinés à être publiés est déjà limitée en raison des frais qui en découlent. En règle générale on ne publie que les résultats vraiment importants. On est appelé à fournir des résumés dans lesquels bien des détails intéressants ne peuvent être mentionnés. Toutefois, si l'on procède à une sélection intelligente du matériel, la publication ne perd rien de

sa valeur informative. Les consommateurs intéressés par d'autres chiffres plus différenciés ont toujours la possibilité de les demander à l'Office, dans la mesure où les dispositions de la Loi statistique, concernant l'observation du secret quant aux renseignements individuels, ne s'y opposent pas.

Une autre limite à l'ampleur des publications provient des accords, passés au début avec les offices statistiques des *Laender*, et précisant la portée de la ventilation régionale fournie par les publications. L'Office fédéral de la Statistique est tenu de présenter les résultats des statistiques fédérales dans une analyse matérielle et systématique aussi vaste que possible, mais d'une différenciation régionale réduite. En échange les offices statistiques des *Laender* publient les données suivant une ventilation régionale très poussée. Il en résulte que l'Office fédéral de la Statistique ne présente en général que des résultats à l'échelle du *Land* ou, dans certains cas, à l'échelle cantonale et d'autres unités régionales. Font exception les grands recensements ou enquêtes de structure où l'Office fédéral de la Statistique présente des données sélectionnées sur le plan de l'arrondissement ou d'unités équivalentes. La publication de résultats à l'échelle de la commune se limite à la liste des communes et aux cartes communales.

Des dispositions complémentaires doivent être arrêtées en vue de la publication envisagée de chiffres concernant les unités d'espace non administratives.

Pour éliminer les divergences formelles et matérielles propres à cette présentation des résultats, et qui compliquent l'accès des consommateurs aux chiffres comparables, et pour utiliser au maximum les avantages présentés par les progrès techniques que constituent les ordinateurs électroniques dans la publication des résultats, les divers offices statistiques des *Laender* se sont entendus pour établir les principes d'un programme de publication uniformisé dans son contenu et sa forme, et fournissant donc des informations comparables. On doit donc réaliser dans chaque statistique un programme de publication minimum et commun, précisant les subdivisions des tableaux et les structures d'encadrement (titre, en-tête et colonne principale uniformisées) et correspondant aux programmes de l'Office fédéral de la Statistique, en ce qui concerne la classification et la ventilation régionale.

Une grande partie des publications de l'Office fédéral de la Statistique se compose de tableaux précédés d'une brève introduction explicative sur les méthodes d'enquête et de présentation. En dehors des annuaires statistiques et des mémentos, ce sont surtout des publications à brefs délais des résultats des statistiques cou-

rantes et des rapports anticipés ou rapides annonçant des publications futures beaucoup plus détaillées. Si l'on a renoncé à des textes tenant lieu de commentaires, c'est que l'Office tient à mettre le plus rapidement possible à la disposition des consommateurs les statistiques établies. Des descriptions détaillées sont faites régulièrement dans la revue mensuelle «*Wirtschaft und Statistik*» (*Economie et Statistique*). Dans les publications annuelles, exceptionnelles ou accompagnant les recensements, on a, dans la plupart des cas, une partie de texte. Pour éviter des frais, les publications annuelles courantes ne sont accompagnées de textes que tous les deux ou trois ans. On traite des questions méthodologiques, techniques, et des questions d'organisation, qui ne s'appliquent pas à une statistique particulière, mais ont une portée générale, soit dans «*Wirtschaft und Statistik*», soit dans des publications spéciales (par exemple le volume sur les sondages).

Dans le texte accompagnant la présentation des résultats, l'Office se borne à décrire les données principales, en établissant des comparaisons avec un matériel correspondant et par le moyen de rapports (pourcentages, rapports, quotients, indices), ainsi qu'à apporter les précisions méthodologiques indispensables à la compréhension des résultats. Dans une certaine mesure, ces chiffres de structure ou d'évolution fournissent une analyse objective des faits qu'ils reflètent. Mais l'Office refuse en général de faire fonction d'explorateur de la situation économique, fournissant un diagnostic complet ou des rapports sur la situation économique, car il demeure conscient qu'un tel diagnostic est relatif, s'il ne s'appuie que sur un matériel statistique quantitatif. Cette tâche revient aux ministères, à la *Deutsche Bundesbank*, aux instituts et syndicats et autres. Par suite de la création de la banque de données statistiques, l'Office sera à même d'aider dans une plus large mesure qu'autrefois à l'évaluation des statistiques.

Deux possibilités de fixation du contenu s'offrent en gros dans le cadre des publications.

On peut présenter, soit les résultats des statistiques individuelles, soit les chiffres correspondant à certaines caractéristiques à partir des diverses statistiques.

On est en droit d'estimer que les consommateurs s'intéressent aux deux formes de publications. Mais comme un regroupement du matériel, selon les deux points de vue, aboutirait à un double emploi dans le programme des publications, il est nécessaire de choisir un seul principe et de s'y tenir.

Pour des raisons pratiques, on a choisi de présenter les résultats par statistiques, car ce système offre l'avantage de publier les résultats

CLASSIFICATION DES PUBLICATIONS DE L'OFFICE FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE

PUBLICATIONS RÉCAPITULATIVES

Publications générales	Organisation des statistiques, sujets d'intérêt méthodologique général	Analyses des structures, observation économique	Documentation statistique internationale
Annuaire statistique Mémento des statistiques Economie et statistique Bulletin hebdomadaire de statistique etc.	Aperçu de la statistique fédérale allemande Sources des données statistiques régionales Les activités de l'Office fédéral de la Statistique etc.	L'économie de la République fédérale d'Allemagne Structure de la population et ressources économiques des Länder La République fédérale d'Allemagne représentée sous forme de cartes etc.	Chiffres mensuels internationaux Relevés statistiques sur les pays étrangers Abrégés statistiques sur les pays étrangers

COLLECTIONS ET SÉRIES SPÉCIALISÉES

A	Population et culture
B	Agriculture, sylviculture, pêche
C	Entreprises et établissements (non compris l'agriculture)
D	Industrie et artisanat
E	Bâtiment, construction, logements
F	Commerce de gros et de détail, hôtellerie et restaurants, tourisme
G	Commerce extérieur
H	Transports et communications
I	Monnaie et crédit
K	Prévoyance sociale
L	Finances et impôts
M	Prix, salaires, budgets familiaux
N	Comptabilité nationale

CLASSIFICATIONS

Classifications des entreprises et des établissements	Classifications des biens	Classifications des personnes	Classifications régionales	Autres classifications
---	---------------------------	-------------------------------	----------------------------	------------------------

dans les plus brefs délais. En outre, vouloir présenter les chiffres par caractéristiques regroupées des diverses statistiques, c'est augmenter les difficultés en raison des divergences matérielles (délimitation de concepts, méthodes d'enquête, regroupements) et des différences temporelles (période de référence, jour de recensement), autant d'éléments qui varient avec la nature et la fin d'utilisation des diverses statistiques, et que tous les efforts de l'Office pour coordonner les divers domaines du vaste appareil statistique ne sauraient complètement éliminer.

L'une des fonctions principales de la banque de données statistiques, qui se trouve actuellement en voie de préparation, consistera à fournir des états comprenant des données provenant de sources différentes et relatives à des groupes de problèmes spéciaux devant être étudiés. En outre, il s'agira de sauvegarder une meilleure harmonisation des chiffres par la conversion des résultats disponibles (cf. chapitre III, section D).

Les statistiques étant différemment délimitées, les publications de l'Office contiennent en partie des informations sur des caractéristiques particulières de quelques domaines individuels (par exemple personnes occupées dans l'industrie, main-d'œuvre dans l'agriculture, chiffre d'affaires du commerce de détail et de gros), mais en partie aussi du matériel sur des caractéristiques particulières des divers domaines ou même de tous les domaines (p. e. prix ou salaires dans les diverses branches d'activité, chiffre d'affaires de tous les secteurs enregistrés dans les statistiques de l'impôt sur le chiffre d'affaires, structure des coûts dans tous les domaines).

Dans toutes les publications récapitulatives, telles que « Statistisches Jahrbuch » (Annuaire statistique), « Statistisches Taschenbuch » (Mémento des statistiques) ou « Wirtschaft und Statistik » (Économie et statistique), et dans les publications spécialisées, les résultats des diverses statistiques sont classés par rubriques vastes (p. e. agriculture, sylviculture, pêche — industrie et artisanat — commerce extérieur — transports et communications) et, pour permettre une meilleure orientation, on a procédé bien souvent à un regroupement des domaines voisins dans un seul chapitre: bâtiment, construction, logements. Pour compléter ces publications structurées selon les statistiques, l'Office a fait paraître des publications spéciales fournissant des informations sur certains groupes de personnes, telles que les femmes, les jeunes, les expulsés, en regroupant pour ce faire les résultats de diverses statistiques.

Pour aider à trouver les chiffres se rapportant à des caractéristiques particulières des diverses statistiques, on a inséré dans le « Statistisches Jahrbuch » (Annuaire statistique) les « pages de

renvoi » qui avertissent le lecteur, à la fin du chapitre, qu'il trouvera les résultats concernant des caractéristiques apparentées dans tels autres chapitres. En outre, le volume « Statistische Erfassung der Produktionsgrundlagen, -vorgänge und -ergebnisse in den Bereichen der Wirtschaft » (Les investigations statistiques sur les bases, les processus et les résultats de la production des différentes branches de l'économie), complété par un catalogue très détaillé, renseigne sur l'endroit où l'on pourra trouver les données statistiques correspondant à des caractéristiques particulières des divers secteurs de l'économie. Le présent volume ainsi que l'édition intégrale allemande « Das Arbeitsgebiet der Bundesstatistik » fournissent à intervalles de plusieurs années des informations sur les principales statistiques; cet ouvrage est classé suivant les mêmes grandes rubriques que celles retenues dans l'Annuaire statistique. Un ouvrage réalisé en collaboration avec les divers offices statistiques des Länder vient le compléter; il s'agit de « Quellennachweis regionalstatistischer Ergebnisse » (Sources des données statistiques régionales) qui doit faciliter l'accès au matériel de statistiques régionales quelque peu disséminé. On y examine le genre, la périodicité et les sources des données régionales publiées, tant par l'Office fédéral, que par les offices des Länder. Dans le cadre de la banque de données statistiques, il est envisagé de cataloguer et de décrire d'une façon encore plus détaillée le matériel statistique disponible.

2. Classification des publications

Les publications de l'Office fédéral de la Statistique se classent en trois groupes:

- Publications récapitulatives
- Collections et séries spécialisées
- Classifications.

Les publications récapitulatives renferment les résultats provenant de plusieurs ou même de tous les domaines d'activité de l'Office. Les plus connues parmi les publications de ce groupe permettant une vue globale à travers les différents domaines statistiques sont: « Statistisches Jahrbuch » (Annuaire statistique), « Statistisches Taschenbuch » (Mémento des statistiques), la revue mensuelle « Wirtschaft und Statistik » (Économie et statistique), « Statistischer Wochenbericht » (Bulletin hebdomadaire de statistique) ainsi que, de nouvelle date, la petite brochure intitulée « Zahlenkompaß » (Boussole des chiffres). Cette dernière qui présente en raccourci les données les plus importantes de la statistique officielle a pu intéresser un grand nombre d'utilisateurs. Il faut encore citer dans ce groupe les plus larges volumes sur les questions d'organisation, les sujets méthodologiques et techniques,

les analyses des structures de l'économie et les séries de rapports comprenant des résultats généraux de la statistique étrangère. Certaines de ces publications paraissent aussi en langues française, anglaise et espagnole.

Les publications rassemblant les résultats des domaines statistiques particuliers, paraissent dans le cadre de collections spécialisées. Le titre de chaque collection indique le domaine principal dont proviennent les publications qu'elle comprend. Les collections existant à l'heure actuelle sont les suivantes:

- A: Population et culture
- B: Agriculture, sylviculture, pêche
- C: Entreprises et établissements
- D: Industrie et artisanat
- E: Bâtiment, construction, logements
- F: Commerce de gros et de détail, hôtellerie et restaurants, tourisme
- G: Commerce extérieur
- H: Transports et communications
- J: Monnaie et crédit
- K: Prévoyance sociale
- L: Finances et impôts
- M: Prix, salaires, budgets familiaux
- N: Comptabilité nationale

Chaque collection comporte un certain nombre de séries présentant les résultats périodiques d'une statistique ainsi que les études spéciales publiées à intervalles irréguliers. En règle générale, les titres des séries indiquent le domaine particulier touché par la statistique. Des subdivisions complémentaires du titre sont faites si les séries présentent les résultats d'enquêtes partielles. Les résultats des recensements ou d'autres enquêtes importantes, autres que périodiques ou effectués à intervalles irréguliers, font l'objet de publications non périodiques rattachées à la collection respective.

Les classifications sont des instruments indispensables à la ventilation des statistiques fédérales suivant des aspects spécifiés. Conformément au genre des caractéristiques classées, on distingue les classifications des entreprises et des établissements, des biens, des personnes, des régions et autres classifications.

Le tableau des publications de l'Office fédéral de la Statistique pages 112 et suiv. permet de se faire une idée plus précise de la nature et de l'ampleur des principales publications. Pour des informations plus précises quant à la périodicité et les conditions de livraison voir la Liste des publications de l'Office fédéral de la Statistique¹⁾.

¹⁾ Cf. à ce sujet le schéma page 33.

V. Coopération avec les organisations internationales

De nombreuses organisations internationales ont besoin de matériel statistique comparable sur le plan international, afin de mener à bien leurs activités politiques, économiques, sociales et culturelles et s'occupent donc de manière plus ou moins intensive de la collecte des chiffres, de l'uniformisation et du développement méthodologique des statistiques nécessaires. Par l'échange d'idées et d'expériences entre statisticiens de tous les continents ou de régions déterminées, par des recommandations ou des accords passés en vue de l'utilisation uniforme des concepts, des classifications et des méthodes statistiques, elles ont contribué dans une large mesure au développement de la statistique internationale, notamment dans les années d'après-guerre. La communication d'expériences, rendue possible par les organisations internationales, joue aussi un rôle stimulant pour les travaux nationaux et favorise le développement des statistiques des États membres; on peut ainsi adopter des méthodes statistiques qui ont déjà fait leurs preuves à l'étranger et réaliser de cette

manière des économies de temps et d'argent. En outre les chiffres publiés par les organisations internationales constituent une aide précieuse pour les organismes centraux de la statistique des divers pays, qui se voient de cette manière débarrassés pour une large part de la tâche lente et ardue qui consisterait à se procurer directement à l'étranger le matériel parallèle nécessaire.

L'Office fédéral de la Statistique prend part aux travaux statistiques de nombreuses organisations internationales¹⁾. Dans ce contexte il convient de souligner l'importance particulière que revêtent ses rapports avec l'Office Statistique des Communautés Européennes et avec la Conférence des Statisticiens Européens auprès de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe. En outre, il entretient des relations étroites avec diverses autres organisations internationales.

¹⁾ Cf. à ce sujet le schéma page 39.

A. Communautés européennes

On a créé en 1958 l'Office Statistique des Communautés Européennes (O.S.C.E.), un service statistique commun aux trois organisations supranationales — Communauté Economique Européenne (C.E.E.), Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.), Communauté Européenne de l'Energie Atomique (E. U. R. A. T. O. M.) — qui, après la fusion de leurs institutions (notamment des Conseils des Ministres et des Commissions) constituent depuis le 1^{er} juillet 1967, sous forme de Communautés européennes, une seule organisation. Cet Office (ayant son siège à Luxembourg) est, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les traités, en mesure d'influencer beaucoup plus durablement la statistique des six Etats membres que cela n'est possible aux organisations internationales traditionnelles, celles-ci ne pouvant en général prendre de dispositions astreignantes mais se bornant à présenter des recommandations. La coopération avec l'Office Statistique des Communautés Européennes, qui accomplit d'importants efforts dans maints domaines en vue de l'uniformisation et du développement de la statistique, revêt une importance toujours croissante et exerce de multiples effets sur la statistique officielle allemande.

A ces fins de coopération et de coordination ont été créées des commissions correspondantes, telles que: la Conférence des Directeurs des Offices Centraux de Statistique des Etats membres auprès de l'O.S.C.E. — conférence qui discute de l'ensemble du programme de travail — ainsi que des comités, des groupes de travail et d'experts, notamment dans le domaine de la comptabilité nationale, des classifications, des statistiques de l'agriculture, de l'industrie, de l'artisanat, du commerce intérieur et extérieur, des transports, de l'énergie, de la main-d'œuvre, des salaires, des prix, de la conjoncture, des budgets familiaux, des recensements de la population et des logements, du traitement électronique de l'information, etc. Du côté allemand, le Comité interministériel pour la coordination et la rationalisation des statistiques s'occupe aussi du programme de travail de l'O.S.C.E.

Dans les travaux de l'O.S.C.E. il faut distinguer l'harmonisation des statistiques existant déjà chez les Etats membres, de l'élaboration de statistiques uniformes répondant aux vœux présentés dans les délibérations communes des Communautés européennes. Pendant les premières années dominait l'harmonisation, c'est-à-dire l'uniformisation des statistiques des Etats membres réalisée sans que jouent des dispositions astreignantes. Toute une série de statistiques dont disposent les six Etats membres, ont été établies de façon analogue sur simple recommandation des organisations internationales. Les

efforts intensifs d'intégration des Communautés européennes, tant sur le plan économique que sur le plan social, rendent nécessaires une révision des statistiques nationales, tenant compte des moindres détails, et une adaptation réciproque aussi vaste que possible des méthodes, des concepts, des classifications employées. L'harmonisation est liée en partie à un élargissement du programme statistique.

Dans divers cas, où pour remplir les tâches découlant des traités, les données statistiques sont indispensables, alors qu'elles manquent totalement ou partiellement, ou bien là où les statistiques existantes n'ont pas été suffisamment uniformisées, des statistiques ont été ordonnées par les Communautés européennes, conformément aux dispositions prévues dans les traités. Ces dispositions définissent avec précision, et parfois même avec un luxe de détails, les objectifs, concepts, groupements, méthodes d'enquête et de dépouillement.

Citons, à titre d'exemple, parmi les nombreuses tâches découlant, au cours des dernières années, de la coopération de l'Office fédéral de la Statistique avec l'O.S.C.E., ou plus exactement parmi les travaux réalisés: établissement d'un Système européen de comptes économiques intégrés (SEC) et travaux consacrés à son perfectionnement (entre autres, comptabilité nationale trimestrielle, comptes et tableaux entrées/sorties régionaux, réalisation d'un système supplémentaire pour la recherche et le développement, établissement de systèmes supplémentaires de comptes pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche; calcul de parités du pouvoir d'achat sur la base de l'emploi du produit national), élaboration d'une Nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés européennes (NACE) ainsi que des classifications des marchandises pour le commerce extérieur, le trafic marchandises et la production industrielle, exécution d'une enquête commune sur la structure agricole, établissement de bilans de la disponibilité en certains produits agricoles, exécution de statistiques viticoles, de recensements industriels communs et de statistiques des investissements dans les industries productrices; plans relatifs à l'introduction d'un système d'enquêtes annuelles harmonisées ainsi que de statistiques industrielles à court terme; statistique mensuelle de la production, uniformisation et amélioration des statistiques du commerce extérieur (entre autres évaluation des conséquences qu'entraîne la suppression des barrières douanières à l'intérieur de la C.E.E.), harmonisation des statistiques du commerce intérieur, de l'hôtellerie et des restaurants, du tourisme; réalisation du programme de statistiques des transports; introduction d'une statistique régionale concernant le trafic marchandises ainsi que d'enquêtes par sondage sur le transport de marchandises par route; harmo-

nisation des statistiques des permis de construire et des achèvements, des statistiques et indices des prix dans l'agriculture et le commerce de détail, du coût de la vie dans les ménages, des statistiques des budgets familiaux, des statistiques des prestations sociales et de leur financement, des statistiques de la population active, des statistiques des finances publiques; réalisation de statistiques du coût salarial et d'enquêtes sur la structure des salaires, élaboration d'un système de statistiques pour l'observation des tendances économiques, problèmes du traitement électronique de l'information et du numérotage, fourniture de chiffres provenant des divers domaines de la statistique etc.

B. Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (E. C. E.) et autres organisations européennes

A noter aussi l'importance que revêtent pour le développement de la statistique officielle des diverses régions du globe, les conférences permanentes de statisticiens que — suivant l'exemple européen — le Conseil économique et social des Nations Unies a réalisées auprès de ses commissions économiques régionales. Elles ont pour tâche d'améliorer les statistiques nationales et leur comparabilité internationale et de coordonner les travaux statistiques des organisations internationales, dans le domaine relevant de leur compétence.

Font partie de la Conférence des Statisticiens Européens auprès de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (E.C.E.), les directeurs des offices centraux de statistiques de tous les pays de l'Europe occidentale et orientale ainsi que des Etats-Unis. La Conférence et ses multiples groupes de travail et groupes d'experts se consacrent à la statistique officielle dans tous les domaines, notamment à la comptabilité nationale, aux classifications, aux grands recensements, aux statistiques courantes — appropriées à l'observation à court terme de l'évolution économique — et à d'autres questions pratiques ou méthodologiques de la statistique, p.e. au problème de l'unité statistique des statistiques économiques, aux statistiques et indices des prix et des quantités, à la mesure et la comparaison de la productivité, aux statistiques régionales, à la formation de statisticiens, à l'application du traitement électronique des informations à la statistique, etc. A l'heure actuelle, on accorde une grande importance à la mise au point d'un système intégré de statistiques de la population, des affaires sociales et de la population active. De plus, il faut mettre l'accent sur les travaux de la Conférence en vue de l'établissement de programmes statistiques

dans le domaine des sciences et de l'éducation. Sur la base des recommandations préexistantes des Nations Unies, la Conférence des Statisticiens Européens a élaboré des normes européennes pour les statistiques de la formation du capital mobilier, de la consommation privée, pour les recensements de la population et de l'emploi, des logements ainsi que pour les statistiques courantes des logements, pour les statistiques des industries productrices et de l'activité du bâtiment, pour les statistiques du commerce intérieur, de l'hôtellerie et des restaurants, des services, du trafic intérieur et des transports pour compte propre ainsi que pour les budgets familiaux, et ceci sous forme de programmes statistiques européens. De même, la Conférence a fourni une contribution importante à l'élaboration du nouvel système révisé et élargi de comptabilité nationale des Nations Unies (SCN) et à la 2^{ème} révision de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI). Comme la plupart des pays, les plus développés du point de vue statistique, sont membres de la Conférence, de telles normes ou « standards » ont une grande importance, une importance parfois supérieure à celle des normes employées par la Commission statistique des Nations Unies qui, parce qu'elles doivent être applicables dans le monde entier, doivent être nécessairement conçues d'une manière beaucoup plus générale.

La standardisation des statistiques n'est pas le seul but poursuivi par la Conférence. Rien que l'échange d'idées et d'expériences à propos de problèmes multiples, parfois neufs et difficiles, bien qu'il n'ait pas ou pas encore donné des résultats définitifs, est en soi d'une grande valeur. Notons à ce sujet que la Conférence des Statisticiens Européens joue aussi un rôle important, en tant que forum pour des discussions pan-européennes, pour des échanges de vues entre représentants de l'Ouest et de l'Est, appartenant à des systèmes économiques et statistiques différents. Les efforts d'unification des deux systèmes différents de comptabilité nationale en fournissent un exemple manifeste.

En dehors de la Conférence des Statisticiens Européens, qui a rang de commission technique, il existe à la E.C.E. des commissions techniques pour l'agriculture, le bois, l'industrie chimique, l'acier, le charbon, le gaz, l'énergie électrique, les problèmes du secteur économique de l'eau, l'évolution du commerce extérieur, le trafic intérieur, le logement, le bâtiment et l'urbanisme. Le Groupe de conseillers économiques pour les gouvernements des pays membres de la E.C.E. est aussi un organisme important du même niveau. Toutes ces commissions s'occupent des questions pratiques de l'économie européenne et, dans le cadre de leurs compétences, également des problèmes statistiques. Dans l'intérêt

d'une répartition rationnelle des travaux ainsi que de la meilleure coordination possible des travaux statistiques de la E.C.E., la quasi totalité des programmes de travail statistiques des commissions sont réalisés conjointement avec la Conférence des Statisticiens Européens.

Il faut encore souligner dans le domaine statistique le rôle de premier plan de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (O.C.D.E.) qui, ayant pris la succession de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (O.E.C.E.), s'est agrandie des Etats-Unis et du Canada, devenus membres à part entière. Cette organisation a eu le mérite de coopérer activement à l'élaboration de la comptabilité nationale. Elle a apporté des suggestions précieuses pour élargir les statistiques de la main-d'œuvre et les prévisions du jeu de l'offre et de la demande en main-d'œuvre; de même, elle a suscité des travaux fondamentaux dans le domaine des statistiques internationales de la productivité, de la planification de l'éducation et de la création d'un système intégré de statistiques démographiques, qui constitue une contribution valable à l'établissement du système international des statistiques de la population, des affaires sociales et de la population active. N'oublions pas les travaux de l'O.C.D.E. concernant une statistique internationale des dépenses pour la recherche (Manuel FRASCATI) et dans le domaine des statistiques du tourisme.

Soulignons aussi l'importance des travaux effectués par le Conseil de l'Europe de sa propre initiative dans quelques domaines statistiques individuels, comme par exemple les recherches entreprises sur le plan de la statistique du cancer et les études pour déterminer les besoins en données démographiques et leur utilisation pour les analyses démographiques et sociales en vue de la préparation des conférences démographiques européennes.

L'une des plus vieilles organisations européennes est la Commission centrale de navigation sur le Rhin (C.C.R.), qui compte au nombre de ses compétences la statistique de la navigation rhénane. Cette organisation a joué un grand rôle dans l'élaboration de la Classification internationale de marchandises pour les statistiques de transport.

Au surplus, l'Office fédéral de la Statistique travaille en collaboration étroite avec le Conseil de coopération douanière (C.C.D.), l'Union de l'Europe Occidentale (U.E.O.), la Conférence européenne des Ministres des transports (C.E.M.T.), l'Organisation européenne de recherches spatiales (E.S.R.O.), et la Commission du Danube (C.D.).

C. Organisations mondiales

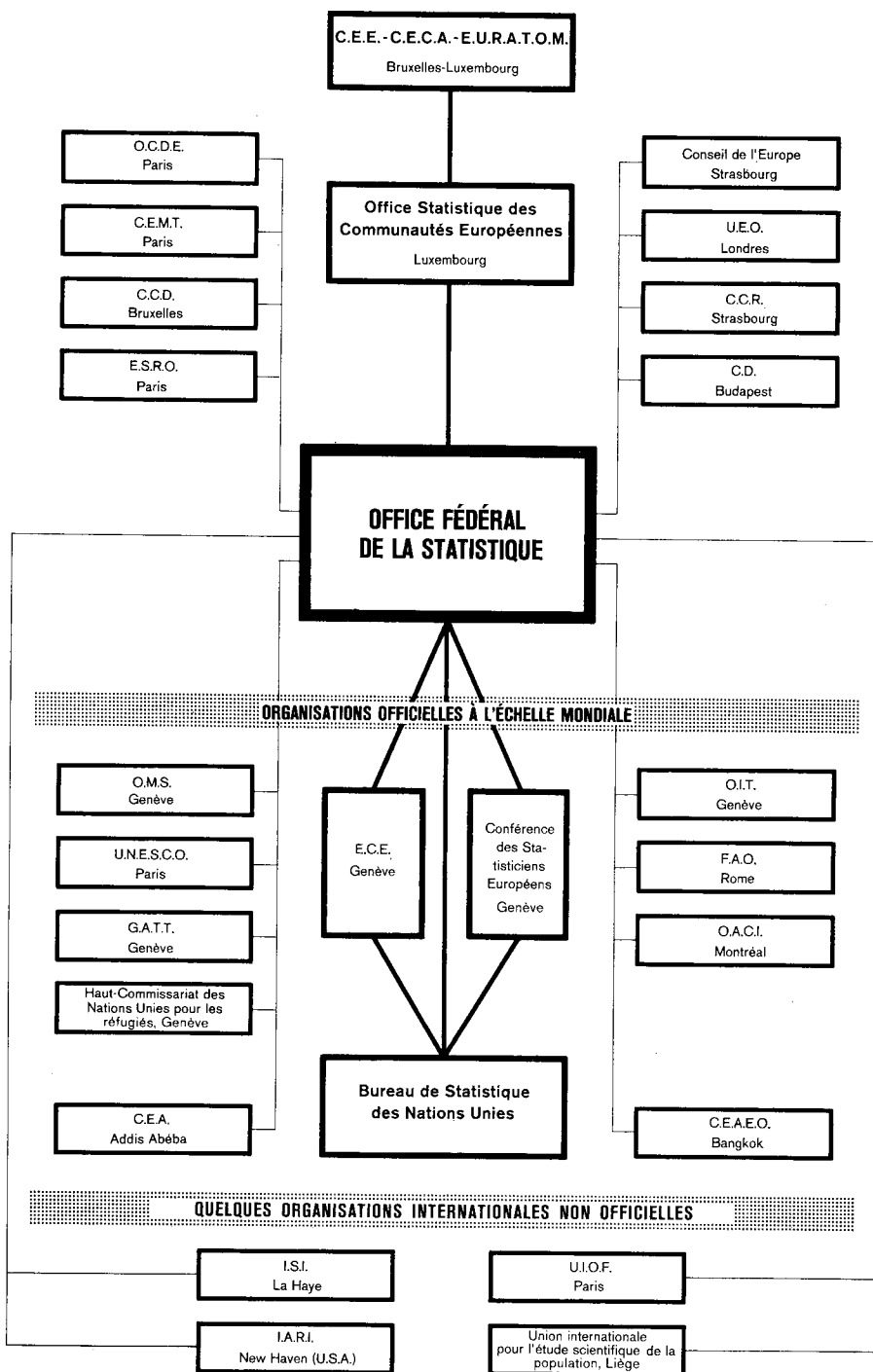
Il appartient aux organisations mondiales de faire avancer et d'unifier les statistiques officielles au-delà des secteurs régionaux et cette tâche revient en premier lieu à la plus grande et la plus vaste de ces organisations, celle des Nations Unies (O.N.U.). La responsabilité de l'avancement de la statistique internationale est assumée par le Conseil économique et social. Son agent le plus actif dans ce domaine est la Commission Statistique soutenue par le Bureau de Statistique des Nations Unies fonctionnant en organe exécutif. Ce Bureau (ayant son siège à New York) maintient des liens étroits avec les offices statistiques centraux de tous les pays et avec les sections statistiques d'autres organisations internationales. Ceux-ci fournissent à l'Office, selon certains principes, les chiffres nécessaires à la publication de statistiques courantes embrassant le monde entier (par exemple: Annuaire Statistique, Annuaire Démographique, Bulletin Mensuel de Statistique), et prennent part aux discussions sur les questions méthodologiques, qui poursuivent comme but l'établissement de statistiques internationales uniformes, dans la mesure où cela est possible, en tenant compte des conditions et données différentes existant dans les divers pays. Ainsi les recommandations des Nations Unies, qui ont été préparées de cette manière, forment le cadre de la structure des statistiques internationales et fournissent simultanément — notamment aux pays en voie de développement — des indications précieuses pour établir et élargir les systèmes nationaux de statistiques. Les recommandations de la Commission Statistique des Nations Unies en matière de statistique, qui au début étaient en partie des recommandations révisées de l'ancienne Société des Nations, doivent être considérées comme programmes minima applicables dans le monde entier. Ainsi qu'il a déjà été indiqué, les programmes mondiaux sont encore développés par les commissions économiques régionales des Nations Unies pour les adapter à la situation dans les Etats membres de ces régions. Dans la Section B, mention a déjà été faite des principaux domaines statistiques pour lesquels il existe des programmes à l'échelle mondiale.

Dans le cadre de cette collaboration mondiale sur le plan de la statistique les organisations spécialisées des Nations Unies font office d'intermédiaires de première importance, puisque l'O.N.U. les charge de réunir, d'interpréter, de publier, et d'améliorer les statistiques de leurs domaines respectifs. L'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (F.A.O.), l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (U.N.E.S.C.O.), l'Organisation Mondiale de la

COOPÉRATION INTERNATIONALE

(L'OFFICE FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE ET SES PARTENAIRES INTERNATIONAUX)

ORGANISATIONS OFFICIELLES DE L'EUROPE



Santé (O.M.S.) et l'Organisation de l'Aviation civile internationale (O.A.C.I.) prennent une part active à l'élaboration de statistiques. Ils soumettent régulièrement à la Commission Statistique des Nations Unies des rapports sur leurs activités et travaux statistiques. La République fédérale en fait partie, tout comme elle fait partie des autres organisations spécialisées des Nations Unies. C'est pourquoi l'Office fédéral de la Statistique est en rapport permanent avec ces organisations et participe, dans la mesure du possible, à leurs travaux statistiques. Et il ne s'agit pas seulement de mettre à la disposition des organisations spécialisées les chiffres dont elles ont besoin pour leurs publications statistiques, mais encore de prendre une part active aux discussions méthodologiques, tendant à l'uniformisation et l'amélioration des statistiques et qui ont déjà réalisé la standardisation d'une série de statistiques. Qu'il nous suffise de citer les travaux de l'O.I.T. (Classification internationale type des professions — C.I.T.P. —, budgets familiaux, statistiques de l'emploi et de la sécurité sociale, statistiques de productivité), de la F.A.O. (Programme mondial pour les recensements agricoles, élargissement des statistiques de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche), de l'O.M.S. (Classement statistique international des maladies, traumatismes et causes de décès — C.I.M. —, amélioration des statistiques sanitaires), de l'U.N.E.S.C.O. (standardisation des statistiques concernant l'éducation et la vie culturelle) ou de l'O.A.C.I. (uniformisation des statistiques des transports aériens). De plus, l'Office fédéral possède des liens étroits avec l'Accord

général sur les tarifs douaniers et le commerce (G.A.T.T.) et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Mentionnons aussi les échanges d'expériences de l'Office fédéral de la Statistique avec les Conférences permanentes de Statisticiens auprès des Commissions économiques (régionales) des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient (C.E.A.E.O.) et pour l'Afrique (C.E.A.). Des experts statistiques de ces continents viennent participer aux Séminaires organisés par l'Office fédéral conjointement avec la Fondation Allemande pour les Pays en Voie de Développement.

En dehors de ces organisations officielles, des associations scientifiques ou spécialisées jouent en matière de coopération internationale un rôle incontestable sur le plan de la statistique. Parmi ces organisations non officielles, il faut citer notamment l'Institut International de Statistique (I.S.I.), l'institution internationale la plus ancienne de coopération de statisticiens. Les tâches premières de cet Institut ont été reprises en partie d'abord par la Société des Nations, puis par les Nations Unies. L'Institut continue d'avoir de l'importance en tant qu'institution scientifique, cadre des discussions entre statisticiens de toutes les branches.

Citons encore parmi les organisations mondiales occupant une place plus ou moins importante dans l'élaboration des statistiques: l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population et l'Association internationale de recherches sur le revenu et la fortune (I.A.R.I.W.).

VI. Tâches de la statistique étrangère

En vertu de l'Art. 2, point 4 de la Loi sur la statistique à des buts fédéraux du 3 septembre 1953 l'Office fédéral de la Statistique est aussi tenu «de recueillir et présenter des statistiques étrangères et des statistiques des organisations internationales». On a donc procédé, tout en se mettant d'accord avec les Ministères fédéraux intéressés et d'autres administrations, à la création de services de statistiques étrangères chargés, en outre, de la préparation de publications dans ce domaine.

Par «statistiques étrangères» on entend ici les travaux qui, dans le sens des dispositions légales, s'occupent des résultats tirés des statistiques des pays étrangers sur les événements et les faits de la vie économique et sociale, au sens large du terme, et présentent un intérêt particulier pour les utilisateurs allemands. En règle générale il s'agit de préparer des publications aux chiffres statistiques étrangers et de fournir des rensei-

gnements à partir de ces données statistiques. Ne sont mentionnées ici ni l'étude de la méthodologie statistique à l'étranger, qui s'impose dans tous les services de l'Office fédéral de la Statistique en vue du perfectionnement de la statistique allemande, ni la coopération internationale concernant les problèmes techniques et méthodologiques, bien que les deux domaines d'attributions s'entrecoupent dans une large mesure.

A. Nature des travaux

Les activités de la statistique étrangère comportent en particulier:

Collecte, triage et évaluation des chiffres ou des autres données publiés par les pays étrangers et les organisations internationales; publication (sous forme de relevés adaptés aux besoins des

utilisateurs allemands) de l'essentiel de ces données statistiques à l'intention des Ministères fédéraux et des autres intéressés; fourniture de renseignements à partir du matériel disponible.

Etude des techniques et de la méthodologie utilisées pour l'élaboration des statistiques étrangères ainsi que de la signification et de la fiabilité des résultats, dans la mesure où cela est nécessaire et possible pour comprendre et commenter les données étrangères retenues dans les publications.

Les travaux comportent avant tout l'examen et l'exploitation du matériel statistique publié à l'étranger et la publication d'une partie importante de ces données à l'intention des utilisateurs allemands. Les publications ayant trait à des pays et domaines différents comprennent en outre les « Chiffres mensuels internationaux » qui fournissent, pour de nombreux pays, des indicateurs économiques à court terme, ainsi que la Partie internationale de l'Annuaire statistique. D'autres publications renseignent sur les domaines individuels, tels que la population, l'industrie, le commerce extérieur, les prix de gros et de détail ainsi que les gains, les salaires et les heures travaillées à l'étranger. Un groupe séparé renferme les « Relevés statistiques sur les pays étrangers » qui présentent en grand détail la situation démographique, économique et sociale des pays individuels. Ces relevés sont complétés et actualisés par des « Abrégés statistiques sur les pays étrangers ».

Ces dernières années, on a pu faire face aux besoins croissants en informations rapides sur une base plus étendue, dûs avant tout à l'« aide au développement » accordée par la République fédérale à de nombreux pays, en augmentant le nombre des relevés statistiques concernant d'importants pays en voie de développement. En outre, il fallait présenter, le plus rapidement possible, dans les « abrégés statistiques » les derniers chiffres disponibles pour la quasi totalité des Etats indépendants (y compris les pays en voie de développement). L'évaluation des données relatives aux pays en voie de développement est compliquée par le fait que les publications souvent peu nombreuses de ces pays ne contiennent guère de notes méthodologiques. Il est donc souvent très difficile de préparer des rapports complets, assortis des notes critiques requises, sans visiter les pays en question. Dans certains cas où pour des raisons particulières il a fallu réunir une documentation très détaillée, des membres de l'Office fédéral de la Statistique ont fait des investigations sur les lieux, ce qui permettait d'ailleurs de vérifier directement auprès des organismes compétents les données statistiques disponibles quant à leur origine, fiabilité et signification. Il s'y agit avant tout d'étudier les méthodes d'enquête et le traitement des données de base statistiques.

Toutes ces informations doivent permettre de se faire, du point de vue statistique, une idée aussi précise que possible de la structure économique et sociale ainsi que du développement des pays considérés.

La coopération internationale, qui va s'intensifiant, et l'interpénétration économique croissante se sont traduites par une demande toujours accrue des dernières données provenant des domaines individuels de la statistique étrangère.

Des documentations volumineuses ont été réunies à l'intention de plusieurs institutions sur l'évolution démographique de quelques pays. Il s'agissait, entre autres, de projections générales de la population et de prévisions démographiques.

Ont également été établis des relevés comprenant des chiffres de production et d'emploi d'un grand nombre de branches industrielles et de pays. Il s'agit, entre autres, du secteur de l'industrie chimique, où l'évolution dynamique sur le plan international a suscité un intérêt très répandu à ces renseignements.

L'intérêt témoigné pour les résultats du commerce extérieur d'autres pays s'est traduit par des demandes d'information formulées par les autorités, les associations économiques et les entreprises. Parmi les entreprises, c'étaient surtout celles qui, en raison de leurs relations économiques avec l'étranger, s'intéressent à des chiffres détaillés sur le commerce extérieur.

Pour ce qui concerne les études comparatives sur l'évolution des prix et des salaires dans les pays européens et non européens, mentionnons plus particulièrement les calculs du pouvoir d'achat pour les indemnités et les traitements à payer aux agents de la fonction publique membres des missions à l'étranger. Les travaux assez volumineux et compliqués se fondent sur les prix des biens et services allemands et étrangers constituant la consommation type. Ceux-ci sont regroupés conformément aux structures de dépenses des ménages particuliers et ensuite comparés à la lumière des taux de change. Cette comparaison géographique effectuée à une date donnée est complétée par la mise à jour des résultats à l'aide des indices du coût de la vie des pays en question. Les changements des relations établies sont suivis de près (comparaison dans le temps). De même, des données statistiques sur les salaires sont réunies régulièrement. Mentionnons aussi les travaux relatifs aux questions des heures de travail effectuées dans la fonction publique de l'étranger ainsi que les relevés sur les coûts salariaux et les charges annexes établies pour de nombreux organismes.

En plus des activités dont il a été fait mention ci-dessus, il fallait également rassembler, pour les voyages effectués par des représentants du gouvernement dans les pays en voie de développement, ainsi que pour répondre aux besoins des Ministères individuels, des données générales sur les pays en voie de développement en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie, ainsi que sur des pays socialistes-communistes.

Ces quelques exemples, auxquels on pourrait ajouter beaucoup d'autres, démontrent combien les progrès accomplis dans la coopération internationale sont d'une incidence sensible sur le programme de travail de la statistique étrangère et son actualité. A l'aide de la banque de données statistiques il sera également possible de faciliter et d'accélérer l'élaboration et l'évaluation de données de la statistique étrangère.

B. Délimitation vis-à-vis des attributions d'autres organismes

Plus la statistique étrangère assumait des tâches nouvelles, plus il fallait veiller à la délimitation appropriée des activités à l'égard des autres organismes pour éviter des doubles emplois inutiles.

En développant l'ensemble de leurs activités, les organisations internationales et supranationales ont par exemple aussi étendu le regroupement et la publication de données statistiques pour leurs secteurs respectifs. Cela s'applique avant tout aux Nations Unies et aux Communautés européennes. Pour des raisons diverses, les relevés établis par ces organisations ne sont cependant pas utilisables, ou seulement d'une manière très limitée, pour les besoins allemands. En partie ils sont publiés trop tard puisqu'il faut attendre jusqu'à ce que tous les pays aient fourni leurs données individuelles. Qui plus est, ils ne correspondent qu'en partie dans leurs ventilations matérielles, systématiques, régionales et temporelles aux exigences allemandes. Enfin, il y a aussi certaines limitations en raison des difficultés de langue. Pour certaines tâches

et exigences il faut donc très souvent entreprendre, et cela même toujours davantage, des études nationales en matière de la statistique étrangère.

Depuis des années, le Service fédéral d'informations pour le commerce extérieur, les instituts de recherches économiques et d'autres organismes ont réalisé assez souvent des études très approfondies sur les problèmes des pays étrangers. Ainsi l'Institut Ifo a créé son propre centre de recherches africaines qui dispose pour l'étude de problèmes spécifiques d'un nombre de collaborateurs dans les pays de l'Afrique. Et l'«Institut für Weltwirtschaft» de Kiel a publié depuis bien des années des études très profondes sur la situation économique dans les pays étrangers. Il possède d'ailleurs une des plus grandes bibliothèques sur l'étranger.

En revanche, la statistique étrangère officielle s'est vu confier la tâche de recueillir les données statistiques provenant de diverses sources sous forme de relevés, d'abrégés ou de rapports statistiques sur certains secteurs partiels et de les publier, si possible assortis d'explications méthodologiques, à l'intention du grand public. Ainsi elle fournit une documentation de base dont les organismes chargés des études relatives à des problèmes spécifiques peuvent faire usage en utilisant encore d'autres sources. En vue de l'intensification et de l'actualisation des travaux il y a également intérêt à assurer, dans la mesure où cela est possible, une coordination réciproque des tâches. Pour y parvenir, on se sert de divers moyens permettant d'exclure tout double emploi inutile et d'harmoniser les programmes de travail.

Pour assurer la coordination du programme de travail pour la statistique étrangère, surtout avec les Ministères, ainsi que d'autres organismes et les instituts scientifiques qui, eux aussi, fournissent de l'information sur les pays étrangers, le Conseil consultatif statistique a constitué un cercle de travail qui, en plus des collaborateurs de l'Office fédéral de la Statistique, comprend des représentants des groupes d'intérêts mentionnés.

VII. Classifications

Pour assurer la comparabilité des résultats, il importe d'appliquer aux diverses statistiques des classifications identiques ou adaptées les unes aux autres. Au surplus, il faut veiller à ce que dans toutes les statistiques une unité statistique donnée est, en fait, rattachée à la même position systématique. Ceci soulève, toutefois, certaines difficultés — surtout pour les combinaisons — lorsqu'il s'agit de classer l'unité consi-

dérée suivant son activité principale (entreprises exerçant plusieurs activités économiques, marchandises destinées à des usages différents, etc.). Mis à part le fait qu'il n'est pas toujours facile de déterminer le critère approprié pour définir l'activité principale, il faut, toutefois, mentionner que cette activité principale pourrait ne pas être déterminée de la même façon et avec la même exactitude dans toutes les enquêtes.

La statistique fédérale utilise des classifications diverses, très différentes les unes des autres quant au degré de ventilation¹⁾.

A. Classifications des entreprises et des établissements

Citons les principales classifications utilisées actuellement pour le classement des entreprises et des établissements:

- Classification des branches d'activité collective de 1961, Supplément de 1970
dont dérivées:
 - Classification des branches d'activité collective, version pour le recensement des établissements
 - Classification des branches d'activité collective, version pour le recensement de l'emploi
 - Classification des branches d'activité collective, version pour la statistique de l'impôt sur le chiffre d'affaires
 - Classification des branches d'activité collective, version pour le recensement des industries productrices
 - Classification des branches d'activité collective, version pour la statistique des détenteurs de véhicules automobiles
 - Classement des branches d'activité pour le calcul du produit national
 - Nomenclature des branches utilisée pour l'établissement des tableaux Entrées-Sorties (SIO)
- Liste systématique du relevé mensuel sur l'industrie, 1971
- Liste des branches de l'artisanat, 1956
- Liste des métiers susceptibles d'être exercés sous forme d'activités artisanales, 1968
- Liste des branches d'activité collective pour la statistique de la main-d'œuvre, 1951
- Nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés européennes — NACE 1970
dont dérivée:
 - Nomenclature des activités économiques dans les Communautés européennes — Ramification pour l'établissement des tableaux Entrées-Sorties — NACE/CLIO
- Classification Internationale Type par Industrie de toutes les branches d'activité économique, 2ème rév. — CITI, Nations Unies, 1968.

1. Classification des branches d'activité collective

La «Classification des branches d'activité collective» publiée en 1961 sert de base pour le groupement de toutes les institutions économiques suivant la nature de leur activité économique. Elle s'applique strictement à toutes les statistiques visant les branches d'activité collective.

Aux fins des recensements de 1970, on a fait paraître un supplément où quelques branches économiques sont présentées sous une forme plus détaillée et parfois délimitées autrement que dans la Classification pour assurer ainsi une

meilleure coordination avec les classifications internationales (ces modifications correspondent d'ailleurs largement à celles qui ont déjà été introduites à l'occasion du recensement des industries productrices de 1967). En outre, on se propose de réaliser une révision de grande envergure pour tenir compte des changements qui se dessinent dans la structure économique et permettre une adaptation aussi étroite que possible aux nouvelles classifications internationales (CITI et NACE).

La Classification des branches d'activité collective se groupe au premier niveau de classement — «sections» — suivant les grands secteurs économiques qui se caractérisent par certaines fonctions économiques différentes (production, consommation finale, redistribution des revenus, etc.), par une combinaison variée de ces fonctions ainsi que par une position divergente vis-à-vis du marché et, en conséquence, par des possibilités diverses de financement (ventes au prix coûtant, impôts, etc.)²⁾. Il s'agit des secteurs: «Entreprises et professions libérales» (sections 0 à 7), «Organismes privés sans but lucratif et ménages particuliers» (section 8), «Collectivités territoriales et Sécurité sociale» (section 9).

Dans les sections du secteur «Entreprises et professions libérales» se classent les entreprises (et les institutions correspondantes des professions libérales) et/ou leurs unités individuelles définies du point de vue géographique ou technique. La ventilation de ce secteur par sections se fait suivant la production de marchandises, leur distribution (commerce et transports) et les services. Pour la production de marchandises on tient compte, à un certain degré, des différents stades de production; parmi les services, les «Établissements de crédit et assurances» et les «Transports et communications» constituent chacun une section à part.

La présentation suivant les «sections» (à un chiffre) pouvant s'avérer trop grossière à maints égards, il a paru utile d'introduire le niveau supplémentaire des «sous-sections» (à 2 chiffres). Aux fins d'une décomposition plus poussée, la Classification comprend ensuite les «groupes» (à 3 chiffres), les «sous-groupes» (à 4 chiffres) et les «classes» (à 5 chiffres). Ces subdivisions ont été adaptées, pour autant que l'on puisse le faire, aux positions des classifications spéciales. L'aspect principal de classement est le rapport existant quant au processus de production. Dans la production de marchandises sont combinées les institutions qui — par le matériel de fabrication utilisé ou leurs techniques de production,

¹⁾ Pour certaines de ces classifications, le lecteur trouvera dans un tableau synoptique (voir p. 96 et suiv.) quelques informations sommaires relatives au degré de ventilation et aux domaines d'application.

²⁾ Voir à ce sujet «Wirtschaft und Statistik», 2/1959: «Die Systematik der Wirtschaftszweige». La version complétée par le Supplément a paru sous le titre «Systematik der Wirtschaftszweige, Grundschematik ohne Erläuterungen, Stand 1970».

mais également par la destination des marchandises — ont un programme analogue de production etc. Pour le classement dans le commerce, on se rapporte à l'assortiment de marchandises, pour le secteur des services, au même genre de services rendus. En établissant la Classification des branches d'activité collective, on a également tenu compte du regroupement de l'économie suivant les diverses associations, pour autant qu'il correspond, en principe, aux critères de classement utilisés. D'une manière générale, on est parti de l'idée que l'appartenance à des associations reflète également l'existence de relations quant à la production, de sorte qu'il était possible d'utiliser pour le groupement systématique aussi l'appartenance aux associations. On n'a pourtant pas tenu compte de regroupements suivant les formes juridiques, l'inscription à certains registres (par exemple le registre des métiers), les engagements contractuels, les aspects sociologiques (comme, par exemple, pour la présentation des professions libérales). Ont été négligées, en outre, les caractéristiques valables seulement pour certaines branches d'activité ou qui ne pourraient être saisies que par une enquête très détaillée (par exemple le groupement des grands magasins et la ventilation du commerce de gros d'après le commerce extérieur et le commerce de gros intérieur. La tâche de classer de telles caractéristiques, qui souvent présentent également un intérêt particulier, est réservée à des codes complémentaires.

La distinction faite d'après les entreprises et les professions libérales, d'une part, et les organismes privés sans but lucratif, les ménages particuliers, les collectivités territoriales et l'assurance sociale, d'autre part, oblige de faire de même pour le groupement des établissements et institutions dépendant des différents secteurs. Dans ce but, on a ajouté à la liste un code spécial permettant de classer les établissements et institutions de façon à les grouper, selon les besoins, soit conformément à la nature de leur activité, soit d'après le type des organismes responsables.

Les institutions combinées dont l'activité économique s'étend sur plusieurs positions de la Classification sont en principe classées à la rubrique qui correspond à leur activité principale. Des positions combinées ne sont prévues que pour les cas peu fréquents où une entreprise exerce normalement plusieurs activités différentes, dont aucune ne présente l'activité principale, si bien que le classement suivant une de ces activités serait tout à fait impossible ou du moins peu significatif.

Par ailleurs, il existe de la Classification des branches d'activité collective une version sommaire aux fins du recensement des établisse-

ments de 1970 et une seconde encore plus condensée pour le recensement de l'emploi de 1970. C'est également pour d'autres statistiques (par exemple les statistiques des impôts) que des versions dérivées de cette Classification existent déjà ou se trouvent en cours de préparation. Cependant, dans tous les cas d'application d'une version sommaire de la Classification des branches d'activité collective, le numérotage identique des mêmes positions établit la correspondance avec la Classification de base.

Aux fins de l'établissement des tableaux entrées/sorties, on a élaboré, à partir de la Classification des branches d'activité collective, une Classification des secteurs de production tenant compte de l'objet spécial visé par ces tableaux ainsi que des données statistiques de base disponibles. Les secteurs de production constituent des branches d'activité économique fictives définies comme si tous les biens typiques de cette branche d'activité — et seulement eux — étaient produits dans ces secteurs. La « Nomenclature des branches utilisée pour l'établissement des tableaux Entrées-Sorties » (SIO) a été établie par analogie à la Nomenclature des activités économiques dans les Communautés européennes — Ramification pour l'établissement des tableaux Entrées-Sorties — NACE/CLIO.

En plus de cette Classification générale et des versions dérivées, il existe encore d'autres classifications par branche d'activité collective qui sont utilisées à certaines fins spéciales. La statistique industrielle se base sur la « Liste systématique du relevé mensuel sur l'industrie » dont la composition correspond à celle de la « Classification des marchandises pour la statistique industrielle » et dont les positions sont également comparables avec les positions correspondantes de la Classification des branches d'activité collective. Cette Liste systématique est utilisée non seulement pour les relevés périodiques sur l'industrie, mais également pour d'autres enquêtes dans le domaine de la statistique industrielle. Les établissements artisanaux sont aussi classés conformément à la « Liste des métiers susceptibles d'être exercés sous forme d'activités artisanales » (« Liste positive ») qui, bien que correspondant aux conditions particulières de l'artisanat, ne tient, par exemple, pas compte de la possibilité que l'activité principale d'un établissement artisanal pourrait bien, dans certaines circonstances, se situer au-dehors du traitement et de la transformation ainsi que des services exercés comme activités artisanales. Aussi cette liste n'est-elle comparable avec la Classification des branches d'activité collective que sous certaines réserves.

Grosso modo, la Classification des branches d'activité collective reste comparable avec la « Classification Internationale Type par Industrie

de toutes les branches d'activité économique (CITI) » même après cette dernière fut révisée en 1968. La « Nomenclature des activités économiques dans les Communautés européennes (NACE) », achevée en 1970, est d'un plus grand intérêt pour la statistique fédérale. Au niveau global, elle présente une divergence assez importante pour ce qui concerne le secteur « Electricité, gaz, eau » lequel constitue, dans la NACE, avec certaines parties des industries extractives (par exemple: extraction des combustibles solides) une subdivision à un chiffre. Du reste, la comparabilité correspond au moins à celle par rapport à la CITI. Les deux classifications internationales des branches d'activité économique ou bien ne comportent aucune ventilation suivant les grands secteurs économiques, ou bien ne présentent un classement pareil que sous forme d'un code complémentaire.

B. Classifications des finances publiques et des ménages particuliers

Ont été élaborées des classifications spécifiques pour les finances publiques et les ménages particuliers dont le caractère économique diffère beaucoup de celui des entreprises et des professions libérales. Parmi ces classifications, qui s'appliquent notamment à la présentation des événements financiers, il faut mentionner:

- Système de ventilation et de groupement pour la statistique des finances de l'Etat
- Code systématique pour les statistiques financières concernant les communes
- Code d'exploitation pour les statistiques combinées des finances de l'Etat et des communes (Combinaison de 1 et 2)
- Classification des recettes et dépenses des ménages particuliers
- Classification des fonctions des administrations publiques (partie du SCN), Nations Unies, 1968.

1. Classifications des finances publiques

Les classifications spécifiques précitées des finances publiques constituent la base pour l'ensemble des relevés statistiques en matière des finances: détermination des prévisions budgétaires (statistique des prévisions budgétaires), relevés des comptes annuels (statistique des bilans annuels), tableaux mensuels et trimestriels sur la situation budgétaire et les opérations au comptant (statistiques mensuelles et trimestrielles), relevés sur l'état de l'endettement et des changements y intervenus (statistique de la dette publique) ainsi que de l'effectif et des variations du personnel (statistique du personnel).

Dans le cadre de la réforme budgétaire de l'Etat, on a établi des principes uniformes pour la législation budgétaire du Bund et des Laender

(Loi sur les principes budgétaires³⁾) qui se traduisent dans les règlements budgétaires du Bund⁴⁾ et des Laender (en cours de préparation). A été créé un système de groupement et de fonctions, obligatoire pour l'ensemble des budgets de l'Etat, qui — en plus du classement des dépenses et des recettes par nature — prescrit un numéro de code fonctionnel permettant d'attribuer les différentes opérations financières aux fonctions correspondantes. Ce système sert également de base pour la ventilation de la statistique des finances de l'Etat.

Quant aux communes et collectivités multicommunales, il existe dans tous les Laender un système uniforme de ventilation et de groupement des budgets. Ce système se base sur le « Code systématique pour les statistiques financières » qui en quelque sorte constitue le « cadre » indiquant la portée minimum de classification pour l'analyse et le groupement des budgets. On entend ici par « analyse » la répartition en titres spéciaux, sections et sous-sections des budgets qui, dans le secteur communal, est identique à la ventilation par fonction (branches administratives de la statistique des finances communales). Le système de groupement a pour but de régler le classement des recettes et dépenses communales par nature. Pour les budgets des communes aussi on prépare une classification uniforme, adaptée aux exigences économiques, des recettes et des dépenses par nature ainsi que suivant les fonctions. Dès que celle-ci sera introduite (probablement en 1972), on n'aura plus besoin d'un « Code systématique pour les statistiques financières » séparé.

Pour ce qui concerne la combinaison des statistiques des finances de l'Etat et des communes, on utilise un code spécial d'exploitation qui correspond, quant à son contenu, essentiellement aux classifications et groupements précités.

Le plan des fonctions du Bund et des Laender et le système de ventilation (par fonction) des communes et collectivités multicommunales constituent en même temps une classification uniforme applicable à toutes les documentations concernant les finances publiques, à l'exception des recettes et dépenses, c'est-à-dire pour faire état de l'endettement et des changements y survenus, ainsi que de l'effectif du personnel. Les comptes de capital et les statistiques du patrimoine, qui sont établis en quelques domaines partiels, se regroupent également selon des principes de classement fonctionnel.

2. Classification des recettes et dépenses des ménages particuliers

C'est en vue des enquêtes courantes de budgets de famille, des enquêtes par sondage sur les revenus et les dépenses de consommation et

³⁾ Bundesgesetzblatt I, 1969, page 1273. — ⁴⁾ Bundesgesetzblatt I, 1969, page 1284.

d'autres enquêtes pareilles que l'on a développé une «Classification des recettes et dépenses des ménages particuliers». Pour sa structure et la délimitation des positions individuelles, cette Classification s'adapte étroitement aux critères de regroupement utilisés pour la comptabilité nationale. Les recettes sont ventilées suivant l'origine et leur nature; quant à la rémunération des salariés il est prévu de retenir, en outre, les bénéficiaires de revenus (chef de ménage, épouse, enfants ou d'autres membres des ménages).

Les dépenses se regroupent suivant l'objet et la nature. Sous ce rapport, on a renoncé à une ventilation des achats, destinés à la consommation privée, étant donné l'existence de la «Nomenclature des biens pour la consommation privée».

C. Classifications des biens

Ainsi qu'il ressort de l'énumération plus loin, il n'existe pas de classification générale des marchandises; on ne dispose que de classifications servant à des fins spéciales. Mentionnons les plus importantes d'entre elles: Classification des marchandises pour la statistique industrielle, Classification des marchandises pour la statistique du commerce extérieur, Classification des marchandises pour la statistique de transport.

Tous les efforts entrepris, sur le plan national et international, afin de réaliser une classification uniforme pour l'ensemble de l'économie (production, importations/exportations, commerce intérieur, transports, emplois finals des ménages particuliers/de l'Etat, etc.) n'ont apporté jusqu'ici aucun résultat satisfaisant. Ceci tient essentiellement au fait que les divers stades du flux des marchandises sont régis par des aspects bien différents. Pour le groupement de la production, on tient en premier lieu compte du rapport existant quant au processus de production, alors que la ventilation des marchandises pour le commerce extérieur est, pour des raisons d'opportunité, adaptée à celle du tarif douanier; dans le commerce intérieur, l'aspect prioritaire de classement est l'assortiment; pour les transports, on se fonde sur les caractéristiques de transport des marchandises et pour la consommation finale sur le critère de la destination. Une classification des marchandises tenant compte à la fois, et de façon satisfaisante, de tous les aspects ne serait guère maniable et aurait, par conséquent, peu de chances d'être réalisée. Néanmoins, on se propose de poursuivre et d'intensifier les efforts entrepris jusqu'ici en vue de l'harmonisation des différentes classifications des marchandises.

Les principales classifications des biens actuellement utilisées sont les suivantes:

- Classification des marchandises pour la statistique industrielle, 1970
dont dérivée:
Liste des produits et des groupes de produits relative au Rapport rapide mensuel sur la production
- Classification des marchandises pour la statistique du commerce extérieur, 1971
- Classification des marchandises pour la statistique de transport, 1969
- Classement général des produits d'agriculture, sylviculture, chasse et pêche, 1959
- Nomenclature des biens pour la consommation privée, 1963
- Classification des bâtiments, 1970
- Nomenclature industrielle des produits — NIPRO⁵⁾
- Classification type de tous les produits et services par secteur d'origine⁵⁾
- Nomenclature harmonisée pour les Statistiques du Commerce Extérieur des pays de la CEE — NIMEXE, 1969
- Nomenclature Douanière de Bruxelles — NDB, 1955
- Tarif douanier commun de la CEE — TDC, 1968
- Classification Type pour le Commerce International, édition révisée — CTIC rev., Nations Unies, 1961 (2ème révision en préparation), et y correspondant:
- Classification Statistique et Tarifaire pour le Commerce International — CST
- Nomenclature uniforme de Marchandises pour les Statistiques de Transport — NST, 1968
- Classification des Marchandises pour les Statistiques de Transport en Europe — CSTE, 1968
- Classification des fonctions de consommation des ménages (partie du SCN) — Nations Unies, 1968
- Classification de la formation brute de capital fixe par type (partie du SCN) — Nations Unies, 1968
- Classification des stocks par type (partie du SCN) — Nations Unies, 1968

1. Classification des marchandises pour la statistique industrielle

La version actuelle de la «Classification des marchandises pour la statistique industrielle» date de 1970. L'adaptation continue de cette classification à l'évolution technique et économique ainsi qu'aux classifications des marchandises utilisées sur le plan international exige des éditions nouvelles à quelques années d'intervalle.

La classification comporte les produits fabriqués (manufacturés ou transformés) par les entreprises industrielles ainsi qu'un certain nombre de services, par exemple travaux de montage et de réparations. Le classement à l'échelon le plus élevé selon les «groupes de produits» se base sur le rapport existant quant au processus de production et est, de cette façon, étroitement lié au groupement institutionnel.

Cette adaptation à la ventilation institutionnelle soulève des difficultés lorsque, par exemple, une marchandise appartient aux produits de plusieurs branches économiques, parce que d'après les principes de cette classification les mêmes marchandises ne devraient être classées

⁵⁾ En préparation.

que sous une seule rubrique. Dans la mesure du possible, de telles marchandises sont attribuées au groupe de produits qui correspond au groupe industriel comprenant essentiellement la fabrication du produit respectif. C'est, par exemple, que les cuisinières électriques sont toutes groupées avec les articles électrotechniques, même si elles sont en partie produites par l'industrie des articles métalliques.

La ventilation plus poussée par branche, catégorie et type de produits se faisait surtout suivant le rapport existant quant au processus de production; cependant elle ne saurait pas être effectuée sous cet aspect unique. Il n'a pas été possible d'éviter des variations du degré de classement pour les différents groupes de produits.

2. Classification des marchandises pour la statistique du commerce extérieur

La structure de la « Classification des marchandises pour la statistique du commerce extérieur » correspond largement à celle du Tarif douanier commun de la CEE (TDC) qui est basé sur la Nomenclature Douanière de Bruxelles 1955 (NDB). Ont été empruntés à ce Tarif l'ensemble des divisions, des chapitres et des numéros de code, formant ainsi le cadre de cette Classification. De plus, cette Classification tient compte, depuis le 1^{er} janvier 1966, des positions (actuellement environ 6.000) de la Nomenclature harmonisée pour les Statistiques du Commerce Extérieur des pays de la CEE (NIMEXE). L'adaptation au Tarif douanier et à la NIMEXE exige des éditions nouvelles à des intervalles plus rapprochés. La dernière édition disponible est celle de 1971.

Toutefois, cette adaptation étroite au Tarif douanier complique la comparabilité avec la Classification des marchandises pour la statistique industrielle; des travaux sont cependant en cours pour assurer une meilleure concordance des deux classifications.

Les numéros de code, qui constituent les plus petits éléments de la Classification des marchandises pour la statistique du commerce extérieur, permettent d'agréger les résultats en groupes et sous-groupes pour l'Alimentation et l'Industrie. A l'intérieur de l'Industrie on distingue, selon le stade de transformation, entre matières premières, demi-produits et articles demi-finis et finis. La structure de cette Classification est essentiellement la même depuis 1936 et ne correspond plus tout à fait aux exigences actuelles.

Le regroupement des numéros de code de la Classification des marchandises pour la statistique du commerce extérieur suivant les positions de la Classification Type pour le Com-

merce International (CST et CTCI/rév.) sert de base à la comparaison internationale et aux relevés à fournir aux organisations internationales.

Dans un tableau comparatif, les numéros de la Classification des marchandises pour la statistique du commerce extérieur en vigueur sont attribués — si besoin est, selon des aspects prépondérants — aux groupes et branches de produits de la Classification des marchandises pour la statistique industrielle. Cela permet, sous certaines réserves, la comparaison des résultats de la statistique du commerce extérieur avec les résultats correspondants de la statistique de la production. Dans un autre schéma de comparaison établi à l'intention de l'Office Statistique des Communautés Européennes de Luxembourg, les numéros de la Classification des marchandises pour la statistique du commerce extérieur sont attribués aux positions de la NIMEXE.

3. Classification des marchandises pour la statistique de transport

La « Classification des marchandises pour la statistique de transport », en vigueur depuis 1969, est composée de façon à pouvoir s'appliquer dans tous les secteurs de transport. Elle se conforme à l'édition 1968 de la Nomenclature uniforme de Marchandises pour les Statistiques de Transport (NST), et, par conséquent, à l'édition 1968 de la Classification de Marchandises pour les Statistiques de Transport en Europe (CSTE), ainsi qu'aux autres classifications de marchandises internationales mentionnées plus haut (CTCI et CST). La comparabilité avec l'ancienne Classification allemande des marchandises pour la statistique de transport est complètement assurée pour les groupes de produits à 3 chiffres; de plus, la nouvelle Classification est comparable avec la Classification des marchandises pour la statistique du commerce extérieur et avec celle pour la statistique industrielle. Vu la diversité de ses usages et l'adaptation aux classifications internationales déjà existantes, il n'a guère été possible de tenir compte, dans la nouvelle Classification, des aspects de transport purement techniques.

4. Nomenclature des biens pour la consommation privée

La « Nomenclature des biens pour la consommation privée » publiée en 1963 groupe les biens et services achetés par les ménages particuliers. La Classification a été établie sur la base de deux critères de groupement: la fonction et les caractéristiques spécifiques des groupes, d'une part, et la durabilité et la valeur,

d'autre part. La ventilation par fonction posait des problèmes spéciaux en raison du fait qu'il fallait classer des achats — un stade précédant la consommation proprement dite — et puisque certains groupes des biens achetés, à des usages multiples, ne se prêtent pas à des subdivisions. Le système de classement proprement dit suit de près celui des groupements traditionnels. La catégorie générale et combinée comprend l'«entretien ménager»; suivent les catégories «transports et communications», «soins personnels et médicaux», «culture et distraction» et enfin la catégorie «effets personnels, autres biens». Ont été séparées de la catégorie «entretien ménager» certains groupes de produits, comme par exemple: «produits alimentaires, boissons, tabacs», «habillement, chaussures», «électricité, gaz, combustibles, etc.» ainsi que «loyers», pour en former des groupes généraux. Ceux-ci ont été encore subdivisés d'après quelques caractéristiques spécifiques.

En outre, les biens et services sont classés suivant leur durabilité et leur valeur pour les catégories suivantes: Biens de consommation, réparations; biens de consommation durables (de durabilité moyenne et/ou de valeur limitée); biens durables de haute valeur et services.

En plus de son application pour grouper les éléments de la consommation privée dans la comptabilité nationale, cette classification a également servi de base au dépouillement des résultats des enquêtes par sondage sur les revenus et les dépenses de consommation. Se fondent sur cette Nomenclature des biens, en outre, l'indice du coût de la vie et les enquêtes courantes de budgets familiaux.

Actuellement on soumet la Nomenclature des biens de la consommation privée à une vérification, compte tenu de la Classification des fonctions de consommation des ménages (rév. 1968) qui fait partie du Système de comptabilité nationale (SCN) des Nations Unies. Cette Classification est également employée pour le regroupement de la consommation privée au Système européen de comptes économiques intégrés (SEC) qui a été mis au point par l'Office statistique des Communautés européennes.

D. Classifications des personnes

Pour ce qui concerne le regroupement des personnes selon les principales caractéristiques et sujets — notamment dans les statistiques de la population et de l'emploi — les classifications spécifiques suivantes sont appliquées:

— Classification des professions, 1970

Suppléments:

Manuel de codification des désignations professionnelles pour le recensement de l'emploi

Activités professionnelles en République fédérale d'Allemagne décrites suivant les unités des classifications professionnelles (d'après la liste systématique et alphabétique des désignations professionnelles), 1961 (conversion à 1970 en voie de préparation)

Liste des grades des fonctionnaires suivant les groupes de carrière; code pour le recensement de l'emploi

- Classement statistique international des maladies, traumatismes et causes de décès (CIM), 1968
- Liste des maladies, lésions et causes de décès pour la statistique des organismes de la Sécurité sociale, 1962
- Liste des dénominations religieuses, 1970
- Classification internationale type des professions (CITP), 1968

1. Classification des professions

L'édition 1970 de la «Classification des professions» est le résultat d'un travail fait en commun par le Ministère du Travail et de l'Ordre social, l'Office fédéral de la Statistique ainsi que l'Office fédéral du Travail.

Cette Classification considère comme «profession» toute activité exercée à but lucratif et exigeant des connaissances, des capacités et des expériences caractéristiques réunies dans une combinaison typique.

Au premier niveau de classement, la Classification comporte six secteurs professionnels. Le premier comprend — comme c'est en général le cas dans les classifications économiques — les professions de la production végétale, de l'élevage et de la pêche, suivies des mineurs et des professions de l'exploitation de minéraux, des professions de production et des professions techniques. S'y ajoutent les travailleurs spécialisés dans les services, auxquels se rattachent: commerçants de marchandises et de services, travailleurs spécialisés dans le secteur transports et communications, professions d'organisation, d'administration, de bureau, d'ordre et de sécurité, d'écrits et de classement, professions artistiques, professions de la santé publique, professions sociales et pédagogiques ainsi que les autres professions du secteur tertiaire.

Un secteur séparé comprend les autres travailleurs, y compris ceux dont la profession est encore indéterminée et les personnes ayant fait au sujet de leur profession une déclaration imprécise ou insuffisante.

Les secteurs professionnels (chiffres romains) sont d'abord subdivisés en 33 sections servant notamment à l'observation du marché de travail. Elles sont également disposées hors de la numération décimale (lettres). Leur effectif résulte des groupes (à 2 chiffres) qui leur sont attribués et se scindent en activités (à 3 chiffres) constituant les unités de base. Suivent les 1.672 catégories professionnelles (à 4 chiffres). Les désignations professionnelles sont exclusivement attribuées aux catégories.

Ne sont pas retenus comme caractéristiques, dans la classification des professions, des éléments comme le niveau de formation (p. ex. apprenti, compagnon, maître), le statut profession-

nel (p. ex. indépendant, employé, ouvrier) ou le statut dans l'établissement (p. ex. contre-maître, cadre supérieur).

Les occupations multiples sont attribuées à la rubrique correspondant à l'activité principale.

Un « Manuel de codification des désignations professionnelles pour le recensement de l'emploi de 1970 » qui sert de base pour le recensement comprend, en plus du classement de toutes les désignations professionnelles, un tableau de correspondance à la version de 1961 et à la Classification internationale type des professions (CITP), édition 1968. Un supplément décrivant les activités professionnelles suivant les unités de classification professionnelles a déjà paru en 1966 et, pour cette raison, ne tient pas encore compte de la version de 1970. Il est prévu de procéder à une révision de ce supplément.

La classification allemande des professions est adaptée à la Classification internationale type des professions (CITP), édition 1968. Dans la plupart des cas, la comparaison se fait au niveau des « unit groups » de la CITP, c'est-à-dire à l'échelon le plus bas prévu aux fins statistiques.

2. Classement statistique international des maladies, traumatismes et causes de décès

Depuis le 1^{er} janvier 1968, la statistique officielle de la santé publique utilise le « Classement statistique international des maladies, traumatismes et causes de décès (CIM) — 8^{ème} Révision » à 4 chiffres. Conformément aux conventions internationales, cette classification est appliquée dans tous les pays membres de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour les statistiques de morbidité et de mortalité. L'édition allemande de la CIM se présente sous le titre « Handbuch der Internationalen Klassifikation der Krankheiten, Verletzungen und Todesursachen ». Les notes d'introduction de la classification indiquent les principes de classement et les règles pour l'application. Tous les dix ans environ, la classification est soumise à une révision, la prochaine étant prévue pour 1975.

Pour le chiffrage de la statistique des causes de décès, on se fonde sur les règles de classement, les définitions et les recommandations donnés dans le Manuel de la CIM. A l'heure actuelle, on ne retient, en principe, qu'une seule cause pour chaque cas de décès. Des chiffrements expérimentaux en vue d'une analyse de causes multiples tenant compte de chaque maladie indiquée ont déjà été effectués. Pour les statistiques de morbidité (questions complémentaires relatives aux maladies et accidents dans le cadre du dénombrement par sondage « Mikrozensus ») on fait usage d'éditions spéciales abrégées

de la CIM. L'Association allemande des organismes de l'assurance invalidité-vieillesse applique déjà la CIM (8^{ème} Rév.) alors que l'Assurance obligatoire maladie utilise encore une édition spéciale dérivée de la Liste allemande des maladies (DAS) — 7^{ème} Rév. Mentionnons enfin les travaux en cours auprès de l'Association des assurances privées maladies et du Groupe de travail fédéral pour la réhabilitation en vue d'introduire la CIM.

La « Liste des maladies, lésions et causes de décès pour la statistique des organismes de la Sécurité sociale » n'est plus appliquée que pour les statistiques des types de maladies établies par les services de l'assurance obligatoire maladie.

E. Classifications régionales

La « Liste de numérotage statistique des communes et des circonscriptions administratives en République fédérale d'Allemagne — édition 1970 » constitue une classification régionale particulièrement importante. Elle renferme toutes les communes et circonscriptions administratives de la République fédérale par ordre systématique et alphabétique, indiquant le numéro de code utilisé en statistique officielle et de plus, pour chaque commune, le numéro (ou le code) des régions naturelles ainsi que le code des coordonnées. A l'aide de suppléments publiés chaque semestre il est possible d'en assurer l'ajustement courant. D'autres unités d'espace non administratives qui sont d'une importance croissante n'ont pas encore été retenues.

Parmi les classifications comprenant des répartitions géographiques en dehors de la République fédérale d'Allemagne, il faut mentionner l'« Index alphabétique des pays pour la statistique du commerce extérieur » — qui, quant à sa structure et son numérotage, correspond au « Code géographique commun pour le commerce extérieur des pays membres de la CEE » — ainsi que la « Liste des districts de transport et des ports » qui comprend, entre autres, des districts de transport, des ports et des sections côtières de l'étranger.

F. Autres classifications

Outre les classifications mentionnées dans les chapitres précédents, la statistique officielle utilise encore d'autres classifications et listes systématiques qui servent pour la plupart à un but spécial d'enquête et, de ce fait, ne classent que des sujets étroitement délimités. Citons en exemple la « Liste des hôpitaux » et la « Liste des écoles secondaires, moyennes et d'arriérés ».

VIII. La pratique des sondages

1. Statistiques partielles

Tandis que pour une statistique exhaustive toutes les unités de l'ensemble à examiner doivent être dénombrées et dépouillées, la réalisation de statistiques partielles correspondantes permet de limiter l'ampleur de la masse à interpréter. Pour extraire cette masse témoin de la totalité examinée, on peut employer diverses méthodes de sélection¹⁾. On peut, en fait, distinguer deux groupes: les sondages reposant sur le choix au hasard et les sondages qui ne sont pas ou du moins pas uniquement aléatoires. Ces derniers impliquent toujours un coefficient de subjectivité dans la sélection. Les échantillons aléatoires, par contre, sont libres de toute influence subjective. Ils présentent l'avantage capital de fournir une sélection soumise aux seules lois du calcul des probabilités et des résultats dont on peut mathématiquement estimer la qualité.

Parmi les sondages qui ne sont pas soumis au pur hasard, on trouve, à côté de la sélection arbitraire, diverses sortes de sélections raisonnées. Pour réaliser une sélection typique on n'admet dans l'échantillonnage que des unités que, subjectivement, on considère comme «typiques», par exemple se rapprochant au maximum de la moyenne. Cette «sélection de cas-types» est très intéressante pour obtenir l'indice des prix basé sur les prix constatés de marchandises-types. Mais cet exemple prouve assez bien que des unités «typiques» peuvent varier et cesser d'être «typiques».

On emploie très souvent dans les statistiques officielles ce que l'on appelle la méthode abrégée. Cette méthode est basée sur le principe de concentration. Il consiste à ne faire entrer dans les données de base que les «grandes» unités, c'est-à-dire celles qui fournissent l'apport principal dans les caractéristiques à exploiter, et à laisser de côté les «petites» unités. C'est ainsi que dans les rapports sur l'industrie on ne tient compte que des entreprises ayant un minimum de salariés et c'est sur ceux-ci que se basent la collecte et le dépouillement mensuel de données. La méthode abrégée est facile à employer mais présente l'inconvénient de ne pas renseigner sur l'évolution particulière des «petites» unités.

On peut aussi employer la méthode des quotas; l'échantillon est alors composé de la manière suivante: on définit des caractéristiques qui se voient imposer des quotas, des pourcentages dont il faut tenir compte lors de la

sélection. Ces sondages entachés d'un fort coefficient de subjectivité ne sont pratiquement pas employés dans la statistique officielle.

Nous ne nous attacherons qu'aux statistiques partielles établies selon un choix au hasard, et c'est cette catégorie de statistiques que nous appellerons «sondages», car ils offrent la possibilité d'être extrapolés sans être handicapés par leur étroitesse comme les autres statistiques partielles.

2. Avantages et limites des sondages

Les sondages sont employés de plus en plus avec succès dans la collecte et l'exploitation des statistiques officielles. Ils offrent toute une série d'avantages qui expliquent leur emploi multiple: ils se limitent à une partie de la masse (échantillon) qui reproduit fidèlement, mais à une échelle réduite, la réalité, et permettent ainsi de limiter l'ampleur de la masse à examiner. Il en résulte un nombre réduit d'enquêtes, des frais moins élevés dans la collecte et le dépouillement, et des résultats beaucoup plus rapidement disponibles. Les sondages permettent donc une rationalisation du travail statistique. En outre, ils offrent la possibilité de considérer chaque cas particulier avec beaucoup plus d'attention que cela n'est faisable dans le cadre de la statistique exhaustive. C'est ainsi que des erreurs, provenant de renseignements incomplets dans le questionnaire ou des travaux d'exploitation, ont une portée moindre que dans le cas de statistiques exhaustives. Dans certains cas même, il est nécessaire de procéder par sondages, parce qu'il est impossible de saisir techniquement la masse statistique dans sa totalité, ou bien parce que les questions posées sont si difficiles que des réponses correctes et adéquates ne peuvent être espérées que si des agents recenseurs et des enquêteurs chevronnés sont chargés de l'enquête.

D'autre part il est bien évident que les sondages ont aussi leurs limites. Dans de multiples domaines de la statistique, des statistiques exhaustives sont indispensables. C'est le cas de toutes les entreprises où une classification régionale et objective approfondie de la masse statistique est exigée et notamment dans les recensements de population. En outre, ces enquêtes exhaustives servent souvent de base de sondage pour le prélèvement des échantillons et pour la réalisation d'une extrapolation corrélative.

Les sondages ont aussi des inconvénients dont il faut s'accommoder si l'on veut jouir de leurs avantages; ce sont les «erreurs d'échantillonnage». Les résultats de sondages ne correspon-

¹⁾ Cf. «Stichproben in der amtlichen Statistik» et «Wirtschaft und Statistik» 11/1960: «Stand der Anwendung des Stichprobenverfahrens in der amtlichen Statistik».

dent presque jamais aux résultats d'une statistique exhaustive équivalente et idéale; on observe des divergences plus ou moins graves et purement aléatoires. C'est pourquoi lorsqu'on se sert des résultats de sondages, il faut toujours tenir compte d'un « intervalle d'erreurs ». Il est possible de déterminer mathématiquement l'ampleur de cet intervalle d'erreurs, lorsque l'on utilise des sondages basés sur le choix au hasard. C'est pourquoi l'on n'utilise dans les statistiques officielles que la sélection au hasard ou un procédé équivalent²⁾.

3. Applications de la méthode des sondages

Selon l'expérience des années passées et les plans futurs les sondages auront priorité dans les tâches suivantes:

a) Emploi des sondages dans la collecte

Limitation de l'enquête pour des raisons matérielles:

Citons comme exemples de sondages déjà réalisés l'enquête particulière sur les récoltes, le microrecensement et l'enquête par sondage au $\frac{1}{100}$ des logements. Dans le cas des récoltes, des statistiques exhaustives sont impensables. Les deux autres domaines contiennent des questions compliquées et les réponses ne peuvent être fructueuses qu'avec l'aide des enquêteurs.

Limitation de l'enquête pour des raisons techniques et méthodologiques:

Sondages intercalés entre des enquêtes exhaustives.

Là les statistiques exhaustives sont réalisées à intervalles réguliers et espacés afin de fournir des résultats détaillés et approfondis sur le plan régional. Entre ces recensements exhaustifs, il est nécessaire d'intercaler des sondages qui ne s'appliquent qu'à un programme restreint, mais fournissent en échange les résultats les plus récents avec plus de rapidité et une plus grande économie de moyens. Citons comme exemples l'enquête sur l'utilisation des sols et les statistiques du chiffre d'affaires dans le commerce.

Sondages ajoutés à des enquêtes exhaustives:

On tend de plus en plus lors des grands recensements à isoler les caractéristiques dont les enquêtes principales peuvent être débarrassées et à les traiter à part sous forme de sondages. Ce procédé d'enquête à « plusieurs étages » a été utilisé notamment lors du recensement de l'artisanat de 1968 et du recensement de la population de 1970.

Transformation d'enquêtes partielles en sondages valables pour l'ensemble:

On tente de transformer des enquêtes partielles en sondages pour en obtenir des renseignements valables sur la masse statistique. Un exemple nous est fourni par les budgets familiaux, qui jusqu'alors n'avaient été établis de façon permanente que pour certaines catégories de ménages de salariés, mais qui, depuis l'introduction des enquêtes par sondage sur les revenus et les dépenses de consommation, ont été élargis à la totalité de la population.

b) Emploi des sondages dans le dépouillement

Dépouillement provisoire par sondage:

On peut obtenir une anticipation valable sur les résultats principaux d'une statistique exhaustive en dépouillant d'abord un échantillon prélevé sur le matériel statistique. Citons comme exemple le dépouillement provisoire et représentatif du recensement de la population en 1950.

Dépouillement représentatif de certains groupes de tableaux des statistiques exhaustives:

Lors de grands recensements, il est souvent possible de tenir prêtes, grâce à des échantillons prélevés sur la totalité du matériel, certaines parties du programme de tabulation. C'est ainsi que lors du recensement de la population de 1961 les tableaux concernant les statistiques des ménages et des familles et le chemin parcouru jusqu'au lieu de travail ont pu être établis par sondage.

Dépouillement représentatif de matériel statistique secondaire:

Lorsque le matériel qui à l'origine n'avait pas été réuni pour des buts statistiques revêt une grande ampleur, on peut, en utilisant les sondages, obtenir une réduction considérable des frais et un dépouillement plus rapide. C'est le cas pour les statistiques concernant les transports routiers à longue distance. En outre les sondages sont beaucoup plus appropriés même lorsque, par suite de l'imperfection du matériel statistique, les résultats des statistiques comporteraient des erreurs systématiques importantes. Un exemple nous est fourni par les statistiques de l'impôt sur les traitements et salaires.

c) Emploi des sondages pour contrôler les résultats

Contrôle de la collecte par sondages:

Les statistiques de l'agriculture ont commencé à contrôler de manière représentative les statistiques exhaustives sur l'utilisation des sols et les recensements du bétail. Dans le premier cas, les résultats ont été utilisés opérativement pour éliminer les erreurs. Dans le second cas ils s'appliquent descriptivement à l'évaluation des

²⁾ La technique manuelle la plus importante est celle de la sélection systématique, selon laquelle on prélève dans un ensemble ordonné, et à intervalles réguliers, des unités dont la première est fixée au hasard.

résultats du recensement du bétail. Un autre exemple est le contrôle représentatif du recensement des immeubles et des logements de 1968.

Contrôle du dépouillement par sondages:

Le triage et le chiffrage des données statistiques, tout comme l'enregistrement de ces données sur cartes perforées peuvent, lorsque les statistiques revêtent une grande envergure — un peu comme dans la production en masse industrielle — subir un contrôle de qualité par voie de sondage. Ce procédé de contrôle de la qualité statistique fut employé pour la première fois lors du triage manuel des statistiques de l'impôt sur les salaires de 1955. On emploie déjà assez longtemps avec succès un procédé de contrôle pour le perforage des documents.

Le tableau synoptique pages 100 et suiv. permet d'avoir une idée générale des principaux sondages. L'ouvrage volumineux intitulé: « Les sondages en statistique officielle », nous offre une représentation détaillée de 38 statistiques par sondage importantes. La première partie de cette publication contient, après une introduction accessible à tous, sur la pratique des sondages, une étude méthodologique détaillée et un exposé sur les expériences pratiques, tirées de la préparation et de la réalisation de sondages.

4. Elaboration d'un plan de sondage

Une statistique par sondage exige toujours une préparation très soignée. Les démarches diverses qui vont du choix des échantillons au calcul des résultats, doivent être soigneusement coordonnées et correspondre au but visé par les statistiques. L'ensemble du plan est basé sur le principe que dans les conditions données, les résultats du sondage doivent être aussi rationnels que possible et aussi précis que possible.

Le plan de sondage d'une statistique dépend étroitement des facteurs d'influence suivants:

- du programme de tabulation des statistiques;
- de la particularité des questions posées et de la technique de collecte;
- du matériel disponible pour le plan et le choix;
- de la variabilité des caractéristiques à étudier;
- de la taille de l'échantillon ou du taux de sondage;
- des exigences ou des espoirs en matière de précision;
- des frais que peuvent assumer les statistiques;
- du temps disponible.

Ces facteurs d'influence donnés dans tout plan, peuvent être modifiés en partie par les exigences méthodologiques de sondage. En outre, il ne faut pas oublier que ces divers éléments influent les uns sur les autres jusqu'à un certain point, et qu'ils ne sauraient par conséquent être considérés isolément.

Un plan de sondage se compose de trois parties principales:

- méthode d'échantillonnage;
- méthode d'extension ou de conversion des valeurs d'échantillonnage;
- méthode d'estimation de la précision des résultats.

Le choix de l'échantillon doit fournir une image miniature de l'ensemble. On peut réaliser cette tâche de diverses manières. Pour le plan de sondage la fixation des « unités de sondage » revêt une importance particulière; par unités de sondage on entend les unités sur lesquelles sera basée la sélection. Par opposition aux unités statistiques qui dépendent de la manière d'organiser l'enquête et par opposition aux unités de dépouillement qui sont fixées par le programme de tabulation, les unités de sondage peuvent être déterminées selon des points de vue méthodologiques. Dans les « sondages à plusieurs degrés », on fixe plusieurs sortes d'unités de sondage. C'est ainsi que dans le microrecensement avant l'enquête d'octobre 1962, on avait pris pour unités de sondage les communes et les logements, alors que les unités statistiques étaient constituées par les ménages, et les unités de dépouillement par les personnes. Très souvent les unités de sondage sont les mêmes que les unités statistiques. Souvent aussi les unités de sondage sont fixées de telle façon qu'elles renferment plusieurs unités de dépouillement. Un tel « échantillonnage en grappes » est pratiqué dans le microrecensement depuis l'enquête d'octobre 1962; on y enregistre toutes les personnes dans des districts de recensement sélectionnés. Le processus inverse n'est employé qu'exceptionnellement.

Par une « stratification » ou une « classification » des unités avant la sélection, il est possible d'améliorer la précision des résultats, sans manquer au principe du choix au hasard. Lors d'une stratification, l'ensemble est décomposé en parties et de chaque « strate » ainsi formée, on tire un échantillon au hasard; les taux de sondage peuvent varier de strate en strate. Très souvent une classification pratique des unités de sondage, alliée à la méthode d'échantillonnage systématique, permet d'améliorer très nettement la précision. De grande valeur pratique est également la combinaison des méthodes de stratification et de classification. On l'a expérimentée lorsqu'on prépara le microrecensement et on l'a utilisée depuis dans de nombreux autres sondages.

La précision des résultats des sondages et les frais de réalisation dépendent en grande partie de la « taille de l'échantillon », c'est-à-dire du nombre d'unités entrant dans l'échantillon: des échantillons plus restreints fournissent, à égalité du plan de sondage, des résultats moins précis que des échantillons plus grands. En ce qui concerne la précision, il est à retenir que la taille de l'échantillon importe plus que le « taux de sondage »³⁾, c'est-à-dire le pourcentage d'unités de sondage retenues.

L'image réduite de l'ensemble à examiner, que l'on obtient lors de la sélection, doit en général lors du dépouillement retrouver sa grandeur première. On appelle ce processus extension de l'échantillon. Dans l'« extension libre », il faut multiplier les valeurs d'échantillonnage par l'inverse du taux de sondage de la strate en question. Dans certaines conditions, on peut améliorer la précision des résultats en se servant de l'« extension corrélatrice ». Par ce procédé d'estimation de la corrélation, de la régression et de la différence, l'extension corrélatrice permet, par opposition à l'extension libre, de réunir des informations complémentaires sur l'ensemble, améliorant ainsi la précision des résultats. Dans le cas d'enquêtes de structure, on utilise à la place de l'extension, une conversion de valeurs de sondage en pourcentages et d'autres nombres proportionnels.

Une des composantes essentielles du plan de sondage est le procédé permettant de juger la précision des résultats. Dans toute statistique et même dans les statistiques exhaustives, les résultats diffèrent des « valeurs réelles » par certaines erreurs. Dans les sondages on distingue deux sortes d'erreurs: les « erreurs aléatoires » sont des écarts qui résultent du fait que l'on n'a pas considéré toutes les unités de l'ensemble, mais que l'on s'est basé dans l'élaboration de la statistique sur quelques unités choisies au hasard. On appelle « erreurs systématiques » les écarts qui ne proviennent pas du choix, mais sont à imputer à d'autres influences, telles que la délimitation inexacte de l'ensemble, des questions mal posées, des réponses fausses, le refus de répondre, des questions de prestige, des erreurs dans le dépouillement etc.

Dans chaque statistique l'erreur d'ensemble est déterminante pour juger de la précision des résultats. Les erreurs aléatoires et les erreurs systématiques, prises séparément, ne donnent pas d'information complète sur l'exactitude des résultats statistiques; elles ne sont que des composantes de l'erreur d'ensemble, seule déterminante. Ainsi, lorsque dans l'élaboration d'une statistique, on peut s'attendre à d'importantes erreurs systématiques, qu'il n'est pas possible

d'éliminer par des contrôles plus strictes ou par un remaniement adéquat du matériel d'enquête, il est inutile de vouloir réduire l'erreur d'ensemble en augmentant la taille de l'échantillon ou en réduisant l'erreur aléatoire, par des procédés spéciaux de choix et d'extension, de manière à ce qu'elle soit inférieure à la moitié de l'erreur systématique. Des considérations analogues sont valables, en ce qui concerne les rapports entre statistiques exhaustives et statistiques représentatives. Si l'on s'attend, dans des statistiques exhaustives, à des erreurs systématiques importantes, il est souvent préférable, abstraction faite des cas exigeant une classification en profondeur précise des résultats, de n'envisager qu'une partie, choisie au hasard, de l'ensemble soumis à l'enquête. On peut même remédier au léger accroissement de l'erreur d'ensemble provenant des erreurs aléatoires en réduisant en échange l'erreur systématique; il suffit de se servir pour ce faire de constatations plus pesées, pour définir la partie représentative de l'ensemble.

Pour estimer les erreurs systématiques, des données supplémentaires sont indispensables (c'est ainsi que pour vérifier les erreurs systématiques dans le recensement exhaustif du bétail, on procède à des enquêtes de contrôle), alors que les erreurs aléatoires peuvent être estimées dans un ordre de grandeur approximatif, grâce au « calcul d'erreurs » et sans que l'on ait besoin de matériel supplémentaire.

C'est pourquoi on est amené à procéder à une estimation de l'erreur aléatoire, au lieu de tenter de déterminer l'erreur d'ensemble. Mais alors il est indispensable de considérer, en plus, l'ordre de grandeur des erreurs systématiques.

Ce calcul des erreurs ne se borne pas à nous fournir un critère objectif d'appréciation des résultats; il permet d'améliorer le plan de sondage et de reconnaître dans quels cas le sondage n'est plus rationnel. C'est ainsi que le calcul des erreurs, lors de l'enquête représentative sur les pépinières de 1959, a révélé que dans le cadre de cette statistique, les sondages ne présentaient aucun avantage, parce que le nombre des pépinières est relativement réduit et que de plus l'ensemble manque d'homogénéité.

5. Avenir des sondages

Les multiples expériences faites au cours des dernières décennies, dans le domaine des sondages, permettront d'améliorer les sondages futurs. Dans cette application future des sondages, trois points joueront un rôle particulièrement important⁴⁾: le changement planifié des unités de sondage, la détermination quantitative

³⁾ Cf. «Wirtschaft und Statistik», 1/1958: «Über die Genauigkeit und den Umfang von Stichproben».

⁴⁾ Cf. également «Wirtschaft und Statistik», 11/1960: «Stand der Anwendung des Stichprobenverfahrens in der amtlichen Statistik».

des erreurs systématiques et l'amélioration de la préparation et du dépouillement des statistiques de sondage grâce à l'emploi de calculateurs électroniques.

Lors de sondages courants, il est bon de procéder à un changement planifié des unités de sondage («rotation de l'échantillon»). S'il n'y a pas de motif valable pour revenir toujours aux mêmes sources d'information, le fait d'y recourir est à considérer comme une entorse à l'égalité des droits. Le mode et l'ampleur de ce changement dépendent de points de vue techniques, concernant l'enquête et le dépouillement, tout comme de considérations méthodologiques. En règle générale, on doit toujours tenir compte des unités présentant la valeur maximale des caractéristiques, sous peine de nuire dangereusement à l'exactitude des résultats. Mais ce groupe doit être aussi réduit que possible. Dans tous les autres groupes, on doit savoir dès l'élaboration qu'on pourra procéder au bout d'un certain

temps à un renouvellement des enquêtés. D'une manière générale, il est bon de ne renouveler qu'une partie des échantillons en les remplaçant par de nouvelles unités. Un tel système de «rotation partielle» est appliqué dans le microrecensement depuis 1962.

D'autre part les informations fournies par les enquêtes statistiques peuvent être considérablement améliorées par une détermination quantitative des erreurs systématiques autant que celles-ci ne peuvent être évitées par des mesures appropriées ou éliminées par des opérations de contrôle. C'est ainsi que dans les statistiques de l'impôt sur les salaires, il n'est pas possible de tenir compte de toutes les fiches d'impôt qui ont été délivrées de droit, car une partie seulement est à la disposition des offices statistiques. On ignore encore l'ordre de grandeur et la nature des erreurs systématiques résultant des lacunes que présente le matériel.

IX. Emploi de procédés mécanographiques

Grâce à l'utilisation de calculateurs électroniques on peut améliorer et accélérer la préparation des sondages. Par ce moyen on peut examiner parallèlement divers plans de sondage et choisir le plus adéquat. On y a eu de plus en plus recours dans les dernières années. Pour déterminer les taux de sondage optimaux, lors de sondages stratifiés, on a établi un programme qui permet, après l'introduction de certaines données fondamentales concernant les diverses strates, telles que fréquence absolue et variance, de confronter divers projets établissant des gradations de précision dans ces strates et de choisir ainsi celui qui paraît le plus apte à être appliqué.

C'est sur cette base que furent réalisés par exemple les plans de sondage des statistiques de la main-d'œuvre dans les exploitations agricoles et forestières de 1966/67, l'enquête complémentaire au recensement de la distribution menée en 1970, la statistique des kilomètres parcourus par les véhicules automobiles de 1970 et l'enquête sur la structure des traitements et des salaires. En outre, grâce à l'emploi de calculateurs, il est possible d'utiliser des techniques de dépouillement particulièrement efficaces qui jusqu'alors, en raison des difficultés de calcul, n'avaient pu être appliquées, telle que l'estimation de la régression. Enfin, les calculs d'erreurs indispensables à l'appréciation des résultats des sondages, peuvent être réalisés avec plus de rapidité et d'ampleur que jusqu'alors. C'est ainsi que l'on a réalisé un calcul d'erreurs très détaillé englobant 350 caractéristiques du microrecensement de 1964, à l'échelle des Länder et de la République fédérale.

A. Équipement électronique

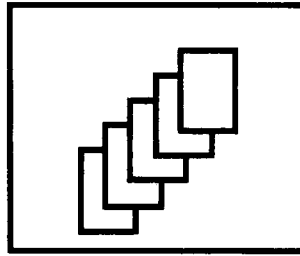
Pour effectuer de façon rationnelle les travaux d'exploitation mécanographique, l'Office fédéral de la Statistique emploie les moyens techniques les plus modernes, tels que: calculateurs de table électroniques, machines comptables automatiques contrôlées par programme et, avant tout, ordinateurs électroniques. A l'heure actuelle, l'Office fédéral utilise trois petits ensembles électroniques et trois grands ordinateurs.

L'une des trois petites unités (Univac 1004) n'est adaptée qu'aux cartes. On l'utilise pour l'exploitation des statistiques moins volumineuses et les concentrations à l'échelon fédéral. Les deux autres petits ensembles (IBM 1401) disposent chacun d'une unité de bandes magnétiques et servent de machines-satellites pour les grands calculateurs électroniques (système off-line); elles se chargent pour les grands calculateurs en partie de l'opération carte-bande et impriment les résultats enregistrés sur bandes. La plus grande partie de la capacité des machines est consacrée à la statistique du commerce extérieur dont l'exploitation est centralisée à l'Office fédéral, ainsi qu'à la gestion mécanographique du registre central des étrangers, qui lui a été confiée à titre temporaire par l'Office administratif fédéral de Cologne, et enfin au dépouillement des statistiques des transports.

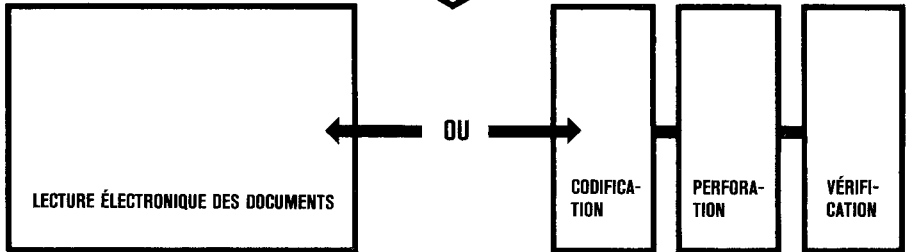
C'est à la mi-juillet 1962 que le premier grand ordinateur (IBM 7070) a été installé à l'Office fédéral de la Statistique, remplaçant la plupart des machines à cartes perforées classiques (machines Hollerith). Sa mémoire à ferrites a une

MÉCANOGRAPHIE

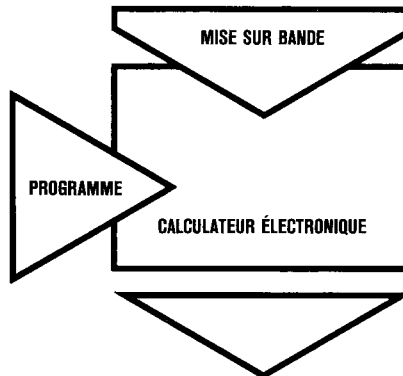
LIVRAISON
DES DOCUMENTS



ACQUISITION
DES DONNÉES



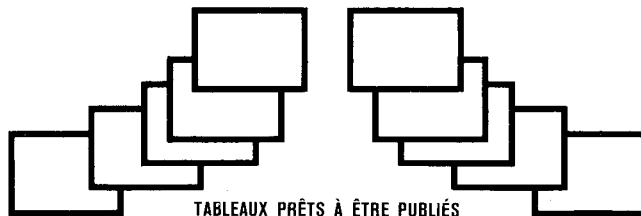
TRAITEMENT
DES DONNÉES



PRÉSENTATION
DES RÉSULTATS



PUBLICATION



capacité de 100.000 chiffres ou de 50.000 signes alphanumériques. Cet ordinateur est muni de 11 unités de bandes magnétiques qui servent au choix, soit d'unité d'entrée, soit d'unité de sortie, et sont capables de lire ou d'écrire à une vitesse de 59.880 signes à la seconde. L'entrée et la sortie des données se font exclusivement par bandes magnétiques. C'est pourquoi il est nécessaire d'utiliser, à côté du calculateur à bandes magnétiques, les machines-satellites mentionnées plus haut. La capacité de la machine est pour la plupart utilisée pour les travaux relatifs au registre central des étrangers. De plus, elle sert à l'exploitation de quelques statistiques majeures, comme par exemple: microrecensement, statistique de l'enseignement supérieur, calculs d'indices, budgets familiaux, statistique du commerce de transit, statistique de la navigation maritime, statistique de la navigation fluviale, etc.

Le deuxième grand ordinateur (IBM 360/40) a été installé en janvier 1967. Il comporte actuellement: 11 unités de bandes magnétiques, deux unités de disques magnétiques, un lecteur de cartes perforées, une imprimante rapide et un lecteur optique universel. Les unités de bandes magnétiques lisent et enregistrent à une vitesse de 60.000 et les unités de disques magnétiques de 156.000 bytes (positions de mémoire) à la seconde. Le lecteur de cartes perforées fonctionne à une vitesse de 60.000 cartes à l'heure et l'imprimante rapide peut fournir au maximum 66.000 lignes à l'heure, chaque ligne comprenant 132 signes. La mémoire à ferrites a une capacité de 131.000 bytes environ. Pour assurer une meilleure utilisation du temps de calcul interne, cet ordinateur permet l'emploi de la méthode dite «multiprogramming» (programmation simultanée) ainsi que le traitement de données à distance. Les résultats des élections fédérales de 1969 ont par exemple été exploités sur cette machine qui, à cet effet, était munie de dispositifs de transmission à distance. De plus ont été installées des stations terminales dans les bureaux des présidents des comités électoraux des Länder et dans celui du préposé suprême des élections fédérales. Les résultats reçus à Bonn furent immédiatement imprimés par une imprimeuse rapide. Le lecteur universel raccordé à l'ordinateur a pour la première fois été utilisé sur une grande échelle pour le traitement des données du recensement de la population de 1970. Sont également effectuées sur ce système, en utilisant le multiprogramming, des opérations de grande envergure en vue des statistiques suivantes: microrecensement, indice des cours des actions, statistique de la main-d'œuvre agricole et forestière, statistiques de transport, budgets familiaux, statistique du commerce de gros, etc.

Un troisième ordinateur (Siemens 4004/55), qui est aussi le plus puissant, a été mis en service à

fin février 1970. Sa mémoire à ferrites possède une capacité d'environ 262.000 bytes. Y sont rattachés les appareils périphériques suivants: 14 unités de bandes magnétiques susceptibles de lire et d'écrire à une vitesse de 120.000 bytes à la seconde; deux lecteurs de cartes perforées qui fonctionnent à une vitesse pouvant atteindre 60.000 cartes à l'heure; deux imprimantes rapides travaillant à une vitesse de 45.000 ou de 56.000 lignes à la seconde; une grande mémoire à disques comportant huit mécanismes de mouvement d'une capacité totale de 233,4 millions bytes et lisant et écrivant à une vitesse de 312.000 bytes à la seconde. Au cours de l'établissement d'une banque de données statistiques, il est prévu de compléter l'équipement périphérique par deux mémoires à cartes magnétiques dont chacune aura une capacité de 536,87 millions de bytes et sera capable de lire et d'écrire à une vitesse de 70.000 bytes à la seconde. Avec ce nouvel ordinateur, l'Office fédéral de la Statistique dispose de la capacité supplémentaire indispensable à l'exploitation de ses statistiques, mais surtout à l'établissement d'une banque de données statistiques. L'exploitation mécanographique de la statistique du commerce extérieur, qui se trouve centralisée à l'Office fédéral de la Statistique, a déjà été transférée à ce système. Enfin, il est prévu d'effectuer sur cet ensemble électronique les concentrations sur le plan fédéral des résultats du recensement de la population de 1970.

B. Nouvelles formes d'acquisition automatique des données

Pour assurer la collecte de grandes masses de données, dont le traitement ultérieur ne peut se faire pratiquement que par voie mécanique, on continue d'employer, comme par le passé, la carte perforée. A ces fins, l'Office fédéral de la Statistique utilise en tout 105 perforatrices et 44 vérificatrices, y compris 58 perforatrices et 26 vérificatrices aux services de Berlin.

L'emploi de lecteurs optiques constitue une première étape en vue d'éviter, pour certaines statistiques appropriées, le détour passant par les cartes perforées, qui exige beaucoup de temps, et de lire directement le document original. Le lecteur universel (IBM 1288) branché sur l'ordinateur IBM 360/40 assure l'enregistrement automatique des marquages, chiffres manuscrits, chiffres et lettres-machine stylisés.

Pour la première fois ce lecteur a été utilisé sur une grande échelle, et aussi notamment aux offices statistiques des Länder, pour assurer la lecture des questionnaires du recensement de la population de 1970. Ainsi on a pu éliminer les opérations de perforation et de vérification d'environ 60 millions de cartes perforées. On se propose d'utiliser ce nouveau dispositif pour encore

d'autres tâches. Les travaux préparatoires dans ce domaine s'occupent à réorganiser l'acquisition des données pour les relevés du commerce de gros, l'indice des cours des actions, la Classification des marchandises pour la statistique du commerce extérieur et certaines enquêtes complémentaires au microrecensement.

C. Programmation

En raison de la multiplication de ses tâches et de la réduction de l'effectif des programmeurs par suite de la sortie du personnel vers l'industrie ce n'est qu'avec bien des efforts que l'Office peut faire face aux travaux considérables de programmation. C'est pourquoi il organise ses propres cours de formation de programmeurs pour satisfaire les besoins dans ce domaine. A l'heure actuelle, les différents groupes de programmation comprennent en tout 25 personnes. Une grande partie de la capacité de programmation est utilisée pour les opérations d'adaptation, alors qu'une certaine part est réservée aux modifications courantes. Parmi les projets actuellement à l'étude, il faut mentionner les suivantes: Recensement des industries productrices, statistiques des finances d'Etat, statistiques des flux de l'enseignement supérieur, enquête par sondage sur les revenus et les dépenses de consommation de 1969. En outre, il faudra s'attaquer à la réalisation de quelques programmes volumineux et compliqués pour la banque de données statistiques, les calculs entrées/sorties et certains autres projets en suspens.

Pour ce qui concerne la coopération avec les offices statistiques des Laender, il faut souligner les travaux considérables en vue de la coordina-

tion du traitement électronique de l'information pour le Bund et les Laender. A mentionner également les travaux préliminaires pour la programmation commune, effectués en coopération avec les divisions spécialisées compétentes pour ce qui concerne l'établissement d'instructions de perforation et de vérification, les spécifications des contrôles de vraisemblance et les programmes de tabulation. De plus, il s'agit de mettre au point les plans de calcul pour une série de statistiques qui seront discutés au sein du groupe de travail mécanographie. Pour assurer une bonne coordination, il est toujours indispensable de maintenir des relations étroites avec les offices statistiques des Laender, ce qui se traduit en nombreuses discussions des programmeurs, en directives uniformes concernant la programmation statistique commune et en consultations communes entre les programmeurs et les chefs des services spécialisés, etc. Dans le cadre de la programmation commune, l'Office fédéral de la Statistique coopère à l'établissement de programmes pour l'exploitation décentralisée des statistiques fédérales. C'est par exemple que les programmes de lecture pour le lecteur optique des documents IBM 1288 sont établis par l'Office.

Pour disposer à l'avenir de meilleurs et de plus flexibles moyens d'exploitation, on entreprend des efforts de développement dans le domaine de programmation. Il s'agit, entre autres, d'études générales concernant les programmes d'impression et les générateurs de tableaux. Tous ces efforts de standardisation doivent également être considérés en rapport avec les problèmes tenant à la création de la banque de données. C'est également sur le plan international que l'Office participe aux études correspondantes dans le domaine des langages des programmes.

B. Catalogue des Statistiques

Notes explicatives

Les indications faisant l'objet de la partie suivante ont pour but de donner une vue synthétique des statistiques fédérales élaborées par l'Office fédéral de la Statistique et les administrations supérieures du Bund (y compris leurs services subordonnés), des statistiques des Communautés européennes et des statistiques coordonnées des Lander, dans la mesure où les résultats se prêtent, dans leur ensemble ou en partie, à la publication. Sont également reprises, pour autant que l'on puisse le faire, les statistiques qui se trouvent encore en cours de préparation.

Le lecteur y trouvera de brèves indications concernant leur périodicité, les principaux faits publiés et, en partie — surtout pour les enquêtes par sondage — sur le groupe des enquêtés. Pour les statistiques des différents ministères, mention a été faite des compétentes administrations supérieures du Bund ou de leurs services subordonnés.

Des informations supplémentaires sur les statistiques retenues sont fournies dans les tableaux synoptiques suivants: Bases juridiques (pages 92 et suiv.), classifications (pages 96 et suiv.), enquêtes par sondage (pages 100 et suiv.), indices (pages 108 et suiv.) et publications (pages 112 et suiv.).

Le lecteur intéressé à de plus amples détails en la matière pourra, comme il a déjà été souligné en préface, se reporter à l'édition intégrale de ce volume en langue allemande qui comprend un « Catalogue des statistiques » complet. Il y trouvera, pour chacune des statistiques, la base juridique, la périodicité, le groupe des enquêtés, le passage des informations statistiques, les résultats ventilés du point de vue matériel et régional ainsi que les publications.

I. Territoire et population

« Inventaire » de la population réalisé tous les deux ans environ, le dernier au 27 mai 1970. Permet d'avoir une idée générale de la population, de sa structure démographique et sociale ainsi que de son activité économique. Les résultats constituent en même temps le cadre de l'observation statistique courante de la population et la base de l'ajustement courant de l'effectif global de la population (voir sous 3). Dépouillement des données dans une ventilation matérielle et régionale assez détaillée.

Ont été retenues, entre autres, dans le recensement de la population de 1970 les informations démographiques suivantes: population légale suivant le sexe, l'âge, l'état matrimonial, la confession, la nationalité; population des ménages collectifs, étrangers, type et composition des ménages et des familles, couples mariés, épouses et enfants — en partie combinées avec des indications sur la participation à l'activité économique, le revenu, l'enseignement et la formation. (Pour les données relatives à la statistique de l'emploi voir p. 64.)

Enquête par sondage trimestrielle sur la population et l'activité économique au $\frac{1}{100}$ des ménages en avril et au $\frac{1}{1000}$ des ménages en juillet, octobre et janvier.

Sont retenues, dans un programme de base invariable, quelques données relatives à la statistique de la population: sexe, âge, catégories de revenus, assurance maladie de la population, ménages, membres du ménage, nombre d'enfants, ainsi que femmes et mères avec enfants. De plus, études particulières, dans le cadre d'un programme complémentaire variable, actuellement sur les régions d'origine des expulsés (1964) et l'appartenance de la population aux confessions (1966). (Pour les données relatives à la statistique de l'emploi voir p. 64.)

Détermination annuelle du territoire sur la base des informations fournies par les services du cadastre. Ajustement mensuel de l'effectif global de la population sur la base des résultats du recensement de la population à l'aide des données de la statistique du mouvement de la population et de celle des migrations (voir ci-dessous). De plus projections de la population (les dernières jusqu'à l'année 2000). Statistique annuelle de nationalité sur acquisition, maintien et perte de la nationalité allemande. Une série de statistiques renseignent sur les expulsés, les réfugiés et les Allemands venus de la RDA.

1. Recensement de la population

2. Dénombrement par sondage « Mikrozensus »

3. Autres statistiques

II. Mouvement de la population

Présentation mensuelle à annuelle des mariages, naissances et décès, à partir des bulletins statistiques de l'état civil. Dépouillement suivant certaines caractéristiques, p. ex.: mariages par âge, état matrimonial antérieur, confession; naissances par sexe et espacement des naissances ainsi que par âge et confession des parents; décès par sexe, âge, état matrimonial. En outre, calculs de tables de nuptialité, de natalité et de mortalité. Observation particulière des décès par faits de guerre et qui ont été inscrits au registre de l'état civil ainsi que des déclarations judiciaires de décès.

Renseignements annuels sur les jugements définitifs de litiges matrimoniaux, et surtout sur les divorces avec une ventilation variée.

Données mensuelles à annuelles concernant les entrées et sorties de personnes, à partir des fiches de déclaration de la police. Dépouillement des migrations à l'intérieur de la République fédérale (migration

1. Statistiques du mouvement naturel de la population

2. Statistique des migrations

intérieure) ainsi que de celles franchissant les frontières (migration extérieure) dans une répartition régionale suivant certaines caractéristiques, à savoir: régions d'origine et de destination, sexe, âge, état matrimonial, nationalité.

III. Santé publique

1. Statistiques des maladies

Statistique des cas de maladies à déclaration obligatoire, établie à partir des renseignements fournis par les offices de santé sur les nouveaux cas et les décès (y compris cas soupçonnés) de maladies infectieuses, en vertu de la loi fédérale sur la prévention des épidémies (périodicité hebdomadaire à annuelle). En outre, relevés trimestriels et annuels sur les cas de tuberculose évolutive — cas nouveaux et total des tuberculeux — (statistique de la tuberculose) et sur les cas de maladies vénériennes par âge et sexe des malades et suivant la nature de la maladie.

Enquêtes complémentaires au dénombrement par sondage «Mikrozensus», entre autres sur: enfants et mineurs âgés de moins de 15 ans impliqués dans les accidents y compris empoisonnements (1965), déficience physique et mentale (1966), maladies et accidents (1966).

Statistique des types de maladies établie par le Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales. Elle comprend des indications relatives aux cas d'incapacité au travail des affiliés obligatoires à l'assurance-maladie.

De plus, statistiques établies annuellement par l'Office fédéral de la santé publique en ce qui concerne les causes responsables de la pustule maligne et les vaccinations antivarioliques.

2. Statistique des causes de décès

Résultats trimestriels et annuels sur les décès par cause, sexe et groupe d'âge ainsi que sur la mortalité infantile et maternelle, à partir des certificats médicaux de décès.

3. Statistique des professions médico-sanitaires

Enquête annuelle sur le personnel médico-sanitaire; médecins, médecins-assistants, chirurgiens-dentistes et pharmaciens, classés suivant plusieurs aspects; personnel des offices de santé.

4. Statistique sur les hôpitaux

Résultats annuels sur le nombre et le type des hôpitaux ainsi que les lits montés; médecins, personnel, mouvement hospitalier, etc.

IV. Enseignement et vie culturelle

1. Statistiques des écoles

Enquête annuelle auprès des écoles de l'enseignement général (écoles primaires, d'arriérés, moyennes et secondaires — lycées —, écoles-pilotes organisées d'une manière spéciale, institutions de la seconde voie offerte pour l'éducation) et de l'enseignement technique (cours professionnels, écoles de perfectionnement professionnel, écoles professionnelles à temps plein, écoles professionnelles spécialisées et écoles sanitaires). L'analyse comporte: nombre et types d'écoles, organisme responsable, classes, élèves et personnel enseignant suivant les différentes caractéristiques. Pour les catégories d'enseignement individuelles, observation de certains sujets complémentaires. En outre, enquêtes individuelles menées auprès des enseignants, faisant état, entre autres, des matières et des heures hebdomadaires enseignées.

Statistique annuelle des écoles d'ingénieurs, des écoles de techniciens et des cours pour techniciens comportant: type d'enseignement, étudiants et élèves, personnel enseignant. Ventilation suivant certaines caractéristiques. De plus, enquêtes individuelles auprès des étudiants et des enseignants.

Relevés (semestre d'été et d'hiver) auprès des établissements d'enseignement supérieur, pour la statistique générale de l'enseignement supérieur (touchant les étudiants pour: certaines caractéristiques relatives à la personne, spécialité choisie, semestres d'études, financement des études, etc.), et pour la statistique complémentaire de l'enseignement supérieur (enquête auprès des établissements d'enseignement supérieur faisant état des: effectifs inscrits suivant quelques caractéristiques des étudiants). A quelques années d'intervalle (la dernière en 1966) statistique de l'effectif du personnel enseignant et scientifique des grandes écoles scientifiques. Enfin, relevé semestriel des agrégations et enquête annuelle sur les examens d'Université.

De plus, enquête semestrielle auprès des écoles normales supérieures et des institutions similaires qui ne sont pas intégrées ou rattachées aux grandes écoles scientifiques (étudiants, but des études et examens) ainsi que relevés annuels concernant les séminaires d'études qui forment le personnel enseignant des établissements du 1er degré, des écoles moyennes et de l'enseignement technique (nombre de séminaires, durée de la formation, participants, examens, corps enseignant).

Tous les dix ans environ (la dernière en 1965), enquête dans l'ensemble des communes couvrant les membres des sociétés gymnastiques et sportives, les stades, les salles gymnastiques, les piscines en plein air, etc.

2. Statistiques de l'enseignement supérieur

3. Statistique des établissements gymnastiques et sportifs

V. Justice

Statistiques trimestrielles et annuelles de la justice comportant les renseignements suivants: nombre et personnel des tribunaux et ministères publics, activité de la juridiction de droit commun.

Statistiques annuelles de la juridiction administrative renseignant sur les juges et l'activité des tribunaux (élaborées par le Ministère fédéral de la Justice) ainsi que de la juridiction prud'homale retenant le nombre et la nature des procédures terminées (élaborées par le Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales).

Statistique de la juridiction sociale sur les procédures préliminaires (périodicité annuelle) et l'activité (périodicité semestrielle), élaborée par le Ministère fédéral du Travail et le tribunal social fédéral.

Relevés mensuels du Bureau fédéral de Police Criminelle en ce qui concerne les infractions constatées et les cas élucidés, ainsi que le nombre de délinquants découverts.

Résultats annuels sur les personnes jugées et condamnées par les tribunaux. Classement selon certaines caractéristiques, p. ex. sexe, âge, infraction, nature et mesure des peines infligées, etc.

Statistique annuelle de l'exécution des peines qui comporte des données sur les détenus et les internés (sexe, âge, infraction, nature et durée des peines infligées, etc. ainsi que mouvement des détenus). En plus, statistique annuelle concernant les mesures d'assistance et de

1. Statistiques sur l'organisation, le personnel et l'activité des tribunaux

2. Statistique de la criminalité

3. Statistique des poursuites pénales

4. Autres statistiques de la justice

surveillance de condamnés avec sursis (effectif, accroissement, décroissement, nature des mesures appliquées, etc.) et les extraditions (élaborée par le Ministère fédéral de la Justice).

VI. Elections

1. Statistiques des élections du Bundestag

Etablies tous les quatre ans, la dernière ayant trait aux élections du Bundestag de 1969. Sont retenus les éléments suivants: Inscrits, votants, participation électorale, voix exprimées et répartition des voix. Candidats et sièges remportés suivant certaines caractéristiques. Enquête par sondage comportant: Participation électorale et voix exprimées suivant le sexe et l'âge des inscrits et des votants ainsi que selon le système de combinaison pour les voix numéros 1 et 2.

VII. Emploi

1. Recensement de la population

Aperçu général de l'emploi de la population par les recensements de la population effectués tous les dix ans environ, le dernier au 27 mai 1970.

Dans le recensement de la population de 1970 ont été retenues, entre autres, les données suivantes relatives à la statistique de l'emploi: participation à l'activité économique et principales ressources de subsistance; personnes ayant un emploi, suivant certaines caractéristiques, p. ex. sexe, âge, état matrimonial, activité professionnelle, statut professionnel, groupe socio-économique, activité exercée, revenu, durée du travail, temps nécessaire pour aller au lieu de travail ou de formation scolaire ou professionnelle, etc. De plus, indications concernant la population des ménages particuliers et collectifs, les femmes, les étrangers, les navetteurs ainsi que les personnes en cours de formation, suivant diverses caractéristiques de l'emploi, de la formation scolaire et professionnelle, etc. (Pour les informations démographiques retenues par le recensement de la population de 1970, voir page 61.)

2. Dénombrement par sondage « Mikrozensus »

Données relatives à la statistique de l'emploi retenues dans les enquêtes par sondage trimestrielles (voir page 61). Sont déterminés, entre autres, dans le cadre d'un programme de base invariable: personnes actives et personnes ayant un emploi suivant le sexe, le statut professionnel, les groupes professionnels, les cas d'activité, la durée du travail, l'affiliation à l'assurance invalidité-vieillesse et à l'assurance-maladie; emploi des femmes et des mères. Dans le cadre du programme complémentaire variable études ayant porté jusqu'ici sur la formation professionnelle (1964), le travail de dimanche et de nuit (1965), l'emploi des femmes (1966), les caractéristiques des activités exercées (1969), la surveillance des enfants (1969), le congé annuel (1969), la formation et le perfectionnement professionnel (1970).

3. Statistiques de la main-d'œuvre

L'Office fédéral du Travail dresse, à des intervalles mensuels à annuels, diverses statistiques de la main-d'œuvre (placement des travailleurs, orientation et promotion professionnelles, main-d'œuvre étrangère, frontaliers, chômage partiel, travail à domicile, formation et perfectionnement professionnels.

De plus, statistique trimestrielle des grèves et lock-out.

VIII. Agriculture, sylviculture, pêche

1. Recensement agricole

Tous les dix ans environ, enquête générale concernant la situation des exploitations et les bases de production dans l'agriculture et la sylviculture. Recensement agricole de 1971 portant sur les exploitations agricoles et forestières ayant une superficie agricole utilisée d'au moins 1 ha ou une production annuelle pour la vente d'au moins 4.000 DM. Sont recueillies

dans le recensement général les informations suivantes: mode de faire-valoir, main-d'œuvre et conditions de travail, sources de revenu et de subsistance, élevage de bétail, utilisation de machines, affiliation aux coopératives de production ainsi que — sur une base représentative — formation spécialisée, bâtiments, emploi des machines et conditions de vente. Dans le cadre d'enquêtes spéciales moins étendues, détermination des formes d'intégration et de coopération agricoles.

En outre, trois enquêtes complémentaires: Enquête sur la pêche en eau douce de 1972 auprès des exploitations de la pêche dans les eaux intérieures (fleuves, lacs, étangs) et de la pisciculture. Renseigne sur la situation des exploitations et les conditions de travail, résultats (production) de la pêche. Recensement horticole de 1972/73 auprès des exploitations dont la production horticole est destinée à la vente. Renseigne sur la situation des exploitations et les conditions de travail, l'utilisation des surfaces, l'emploi des machines et la production fruitière. Recensement viticole de 1972/73 auprès des exploitations ayant des surfaces en vigne d'au moins 10 ares ainsi que des coopératives. Fournit des indications sur la situation des exploitations et les conditions de travail, l'utilisation des surfaces, l'emploi des machines et les débouchés.

Enquête par sondage menée dans les pays membres de la C. E. E. en hiver 1966/67 auprès des exploitations agricoles d'une surface agricole utilisée d'au moins 1 ha en vue d'étudier les conditions structurelles des exploitations agricoles dans l'ensemble de la Communauté. Ont été retenues des informations sur la situation des exploitations et le mode de faire-valoir, l'utilisation des sols, l'élevage du bétail, l'emploi des machines et la main-d'œuvre.

Etablissement du cadastre viticole en 1964, suivi d'un dépouillement des données relatives aux exploitations, modes de faire-valoir, à la localisation des surfaces en vigne, des vignobles et cépages, etc. Mise à jour annuelle des données sur les surfaces en vigne et les cépages.

Dernier recensement en 1961/62 auprès des exploitations forestières d'une superficie boisée de 0,5 ha et plus. Renseignements sur la situation des exploitations et les modes de faire-valoir, les effectifs des arbres et la main-d'œuvre.

Enquêtes par sondage menées tous les deux ans auprès des exploitations agricoles (y compris l'horticulture) et tous les trois ans auprès des exploitations forestières. Sont retenues des informations sur les chefs d'exploitation et les membres de leur famille, l'emploi à l'intérieur ou hors de l'exploitation, la main-d'œuvre non familiale suivant l'emploi, le statut dans l'exploitation et d'autres caractéristiques.

Décomptes annuels non périodiques du parc de tracteurs et de moissonneuses-batteuses suivant le mode de faire-valoir et l'importance de la superficie agricole utile. Les tracteurs également suivant les classes CV.

Enquête préliminaire annuelle (réévaluation tous les six ans; autrement — dans les grandes villes, tous les trois ans seulement — détermination des changements intervenus), afin d'établir le territoire rural suivant les principales utilisations (superficie agricole utilisée, superficie boisée, etc.) et la superficie agricole utilisée suivant les différentes cultures (terres arables, herbages permanents, etc.) ainsi que les exploitations et la superficie utilisée suivant l'importance.

Enquête principale annuelle, exécutée tous les trois ans (dans les grandes villes tous les six ans) sous forme d'enquête exhaustive; autrement, observation par voie de sondages. Détermination de l'utilisation des terres arables suivant les cultures (céréales, plantes sarclées, etc.).

2. Enquête de structure agricole (C. E. E.)

3. Cadastre viticole

4. Recensement sylvicole

5. Statistique de la main-d'œuvre

6. Statistique des tracteurs et moissonneuses-batteuses

7. Enquêtes sur l'utilisation des sols

D'après le même procédé, enquête complémentaire annuelle, en vue d'établir les superficies des cultures dérochées d'été et d'hiver ainsi que des plantes fourragères consacrées à la production de semences.

En outre, à trois années d'intervalle, enquête de contrôle spéciale par sondage à l'égard des enquêtes préliminaire et principale sur l'utilisation des sols.

Pour les cultures maraîchères, une enquête préliminaire et une enquête principale sont exécutées annuellement sous forme de sondages (la dernière accompagnée, tous les trois ans, d'un recensement des plantes ornementales), renseignant sur les surfaces prévues ouensemencées en légumes et fraises pour la vente. Par ailleurs, recensement annuel des pépinières et, à quelques années d'intervalle (le dernier en 1965), des arbres fruitiers, en vue d'établir l'effectif des arbres fruitiers suivant les espèces, la productivité, la localisation, etc.

8. Relevés des récoltes

Dans la période de mars à novembre, rapports mensuels sur l'état végétatif et le rendement des cultures agricoles (seigle, blé, pommes de terre, etc.), des surfaces en légumes et fraises, fruits, vigne (ou moût de vin produit), sur la base d'estimations établies par des enquêteurs honorifiques. En plus, pour assurer les estimations des récoltes, enquêtes annuelles représentatives des quantités récoltées de quelques cultures agricoles, légumes et fruits.

Pour certaines espèces de céréales et variétés de pommes de terre (degrés de maturité), relevés spéciaux des récoltes à l'aide de coupes échantillons et de battages complets, d'arrachages probatoires et complémentaires sur quelques champs sélectionnés. Utilisation des résultats pour la vérification et, si besoin est, la correction des estimations du rendement des autres variétés de céréales et de pommes de terre.

9. Statistiques de l'alimentation

Enquêtes mensuelles du Ministère fédéral de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Forêts qui portent sur les céréales (stocks de seconde main, ventes, transformation, établissement de bilans des céréales et farines) et du sucre (transformation de betteraves sucrières, production, vente et stocks de sucre) ainsi que des graisses (stocks, transformation, production et vente des huiles et graisses). De plus, statistiques annuelles de la production et des stocks de vin.

10. Statistiques de l'élevage du bétail, de la pêche et du bois

Recensements généraux du bétail (en décembre de chaque année; dans les villes plus importantes, tous les deux ans seulement). Sont retenus les détenteurs d'animaux et les effectifs des animaux de rapport suivant les principales espèces. Tous les deux ans, étude complémentaire des rapports existant entre les effectifs du bétail et la superficie agricole utile. De plus, trois fois par an (mais sans les grandes villes) recensements intermédiaires représentatifs du bétail pour déterminer le nombre de détenteurs de porcs et l'effectif du cheptel porcin et, une fois par an, aussi le nombre de détenteurs de bovins et d'ovins ainsi que l'effectif de leur cheptel. Tous les deux ans, enquête de contrôle par sondage concernant les résultats du recensement général du bétail et du recensement intermédiaire du mois de juin. En outre, statistique de la volaille qui comprend des enquêtes mensuelles et annuelles auprès des couvoirs et abattoirs de volaille.

Statistique des abattages d'animaux qui comprend la détermination courante des abattages industriels contrôlés, des poids en carcasse, de la qualité de la viande destinée à la consommation humaine.

Statistique mensuelle concernant la production et l'utilisation du lait. Fournit des indications sur la production de lait de vache, son utilisation par le détenteur, le rendement par vache.

Relevés rapides établis par le Ministère fédéral de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Forêts en ce qui concerne l'élevage du bétail et la production animale (approvisionnement en animaux vivants et viande, prix d'animaux vivants, livraisons de viande, etc.), les laiteries (livraison, transformation, production et ventes de lait; prix à la production, etc.); les épizooties à déclaration obligatoire, la production forestière et les ventes de bois (en grumes) dans les exploitations productrices.

Statistique mensuelle de la pêche maritime et côtière (quantités pêchées selon les espèces de poissons et certaines autres caractéristiques; bateaux de pêche, etc.) et de la pêche dans le lac de Constance (quantités pêchées).

Relevés annuels du Ministère fédéral de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Forêts à partir des résultats comptables des exploitations agricoles, viticoles et horticoles (recettes, dépenses, rentabilité et revenus, dettes). Renseignant sur les matières suivantes: Peuplement rural (acquisition et distribution de terrains, intégration des expulsés et réfugiés, etc.), remembrement agricole (cas en suspens, surfaces, etc.), formation et vulgarisation agricoles. De plus, rapports sur la gestion des exploitations et les débouchés agricoles, accompagnés des enquêtes (mensuelles à annuelles) touchant les prix à la production des principaux produits agricoles, les stocks en céréales et pommes de terre, les ensemencements d'automne, les cultures d'été, la consommation fourragère, etc. Enfin, détermination annuelle des superficies consacrées à la multiplication des semences.

11. Statistiques spéciales

IX. Entreprises et établissements (non compris l'agriculture)

Enquête effectuée tous les dix ans environ, la dernière au 27 mai 1970, alliée au recensement de la population. Donne un aperçu des établissements existant dans toutes les branches d'activité collective, non compris l'agriculture (mais y compris les professions libérales, les administrations et institutions publiques, les organismes privés sans but lucratif).

1. Recensement des établissements

Ont été retenus en 1970, entre autres, les éléments suivants: nombre et type des établissements et entreprises, nature juridique des entreprises; personnes occupées par sexe et statut dans l'établissement; travailleurs à temps partiel, étrangers, travailleurs à domicile; salaires et traitements globaux; relations systématiques économiques et régionales entre les entreprises et leurs succursales. Dépouillement des données avec une finesse de subdivision très poussée du point de vue matériel et régional.

Enquêtes par sondage à participation volontaire menées tous les quatre ans successivement dans les branches d'activité collective: industrie, artisanat, transports, commerce de gros, intermédiaires du commerce, commerce de détail, hôtellerie et restaurants, professions libérales etc. Comporte entre autres: résultats totaux, chiffre d'affaires, mouvements des stocks en marchandises produites par l'entreprise, valeur des installations faites par l'entreprise pour elle-même et des fournitures internes, valeur de la production nette (industrie et artisanat), produit brut (commerce), matériaux et produits reçus (commerce, hôtellerie et restaurants), coûts par nature (consommation de matériel et prix de revient des marchandises vendues en l'état sans être transformées, consommation de combustibles, de carburants et d'énergie, salaires, traitements, charges sociales, impôts, loyers, amortissements, coût du capital étranger, etc.).

2. Statistique de la structure des coûts

Statistique des sociétés de capitaux renseignant sur le nombre et le capital nominal des sociétés de capitaux ainsi que sur les changements intervenus. Statistique des bilans des sociétés anonymes comportant

3. Autres statistiques

les principaux éléments du bilan et renseignant sur les postes du compte de résultats, la structure du bilan, les sources de financement, les dividendes, etc. (périodicité annuelle); propriété quant aux capitaux des sociétés anonymes (périodicité irrégulière).

Statistique annuelle des finances des entreprises publiques. Présentation des bilans annuels en suivant le schéma de publication des sociétés anonymes.

Statistique annuelle de l'inspection du travail et de la main-d'œuvre établie par le Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales, et qui considère avant tout les infractions aux dispositions légales en matière de protection du travail.

X. Industrie et artisanat

1. Recensement des industries productrices

Enquêtes effectuées tous les trois à cinq ans (la dernière en 1967) auprès des entreprises des industries productrices dans les secteurs: industrie (sans le bâtiment), activités productrices de l'artisanat (non compris l'artisanat du bâtiment), bâtiment, distribution publique d'énergie et d'eau. Les éléments retenus sont, entre autres, nombre d'entreprises et d'établissements, personnes occupées par sexe et statut dans l'établissement, montants bruts des salaires et traitements, augmentation brute des immobilisations par nature et produit des ventes d'immobilisations, matériel et marchandises reçus (ou consommation des matériaux), stocks de matériel et de marchandises, chiffre d'affaires, valeurs de la production brute et nette.

2. Enquête des investissements dans les industries productrices

Enquêtes annuelles concernant les investissements effectués par les entreprises des industries productrices, à savoir dans les secteurs: industrie (sans le bâtiment), activités productrices de l'artisanat (non compris l'artisanat du bâtiment), activité principale du bâtiment et distribution publique d'énergie et d'eau. Sont retenus, entre autres, les éléments suivants: augmentation brute des immobilisations, par nature, et produit des ventes d'immobilisations, valeur des stocks de matériel et de marchandises au début et à la fin de l'année de référence.

3. Relevés de l'industrie

Rapport industriel fourni mensuellement par les établissements occupant généralement 10 personnes et plus. Il a pour but d'établir le nombre d'établissements et de personnes occupées, les heures-ouvriers effectuées, les salaires et traitements globaux, le chiffre d'affaires et la consommation d'énergie. Résultats disponibles une fois par an sur les établissements, les personnes occupées et le chiffre d'affaires pour l'ensemble de l'industrie (y compris petites entreprises, voir plus loin).

Une enquête complémentaire effectuée tous les deux ans renseigne sur les personnes occupées par statut dans l'établissement ainsi que sur l'approvisionnement en eau.

Enquêtes annuelles auprès des établissements industriels exclus de l'observation mensuelle (relevé sur les petits établissements industriels), pour établir le nombre d'établissements et de personnes occupées ainsi que le chiffre d'affaires.

Statistique mensuelle relative à la rentrée des commandes dans les établissements industriels occupant en général 25 personnes et plus. Comprenant des branches industrielles sélectionnées, elle sert de base pour le calcul d'un indice de la rentrée des commandes dans l'industrie. Statistique mensuelle des ordres en carnet auprès des entreprises et des branches industrielles sélectionnées pour calculer un indice des ordres en carnet dans l'industrie.

De périodicité variable, relevé statistique, auprès des entreprises industrielles sélectionnées, sur le matériel et les marchandises reçus. Présentation suivant les groupes de produits. La dernière enquête pour l'année 1967.

Enquête trimestrielle sur la production qui se rapporte aux établissements industriels occupant en général 10 personnes et plus et saisit la production destinée à la vente (quantité et valeur) de 5.500 produits.

Rapport rapide sur la production établi chaque mois et couvrant la production (quantité seulement) d'environ 600 produits ou groupes de produits sélectionnés. Il sert, entre autres, de base aux calculs des indices de la production.

Sont calculés des indices de la production industrielle nette, de la production industrielle brute de biens d'investissement et de biens de consommation ainsi que de la productivité du travail.

Statistiques spéciales de quelques branches industrielles, à partir d'enquêtes, pour la plupart mensuelles, effectuées en partie par l'Office fédéral de l'Industrie et de l'Artisanat, dans les secteurs suivants: sidérurgie, métaux non ferreux et métaux précieux, huiles minérales, textiles, cuir, tabac, bois, engrais chimiques. Relevé d'informations complémentaires concernant les secteurs des matières premières et de la production.

Enquête annuelle auprès des entreprises industrielles (sauf le bâtiment) occupant 10 personnes et plus qui renseigne sur les entreprises, les personnes occupées et le chiffre d'affaires.

Recensement de l'artisanat, à quelques années d'intervalle, le dernier en 1968, touchant les entreprises inscrites au registre des métiers, sous forme d'une enquête générale et d'une enquête complémentaire par sondage. Sont retenus: entreprises, personnes occupées par sexe et statut dans l'établissement, salaires et traitements globaux, augmentation brute des immobilisations, matières premières et marchandises reçues, stocks de matières premières et de marchandises, chiffre d'affaires, valeurs de la production brute et nette. Renseignements concernant les activités productrices de l'artisanat également pour le recensement des industries productrices.)

Relevés sur l'artisanat moyennant des enquêtes par sondage auprès des établissements d'artisans indépendants de quelques branches sélectionnées. Sont retenus: personnes occupées, chiffre d'affaires (à cadence trimestrielle) ainsi qu'entrées et stocks de marchandises (à quelques années d'intervalle, dernière enquête en 1968).

Pour des raisons systématiques, indications à ce sujet au Chapitre XI (voir plus loin).

Statistique de l'approvisionnement en énergie électrique et gaz couvrant les entreprises publiques (élaborée en partie par le Ministère fédéral de l'Economie). Renseignements sur production, importations et exportations, capacité des installations (périodicité mensuelle), ainsi que livraisons et distribution, personnes occupées, salaires et traitements, recettes, valeur des investissements (périodicité annuelle).

De plus, enquêtes annuelles sur les centrales électriques du secteur industriel et les installations industrielles de production de gaz.

A cadence irrégulière (la dernière pour 1970), enquêtes sur la distribution d'eau et les égouts (comprenant, entre autres, production, disponibilités et distribution d'eaux, la canalisation, l'épuration des eaux résiduelles).

4. Statistique de la production industrielle

5. Enquête sur les entreprises industrielles

6. Statistique de l'artisanat

7. Statistiques sur l'activité principale du bâtiment

8. Statistique sur le secteur électricité, gaz, eau

XI. Bâtiment, construction, logements

Recensement et enquête des investissements dans le bâtiment voir Chapitre X (p. 68).

1. Relevés sur le bâtiment

Rapport mensuel sur le bâtiment des établissements de l'activité principale du bâtiment occupant 20 personnes et plus pour déterminer le nombre d'établissements et de personnes occupées, les salaires et traitements globaux, le chiffre d'affaires et les heures de travail effectuées.

Enquête exhaustive annuelle touchant l'ensemble des établissements. Présentation, sous une forme plus détaillée, de ces mêmes sujets ainsi que du parc des matériels utilisés.

Statistique mensuelle relative à la rentrée des commandes et statistique trimestrielle des ordres en carnet auprès des établissements de l'activité principale du bâtiment occupant 20 personnes et plus. Sert de base pour le calcul des indices de la rentrée des commandes et des ordres en carnet dans l'activité principale du bâtiment.

2. Statistique de la production du bâtiment

Sont calculés des indices de la production du bâtiment (périodicité trimestrielle), de l'activité principale du bâtiment (périodicité mensuelle) et des industries accessoires du bâtiment (périodicité trimestrielle).

3. Enquête auprès des entreprises de l'activité principale du bâtiment

Enquête annuelle auprès des entreprises et groupements de l'activité principale du bâtiment occupant 20 personnes et plus. Sont retenus les entreprises, les personnes occupées et le chiffre d'affaires.

4. Statistiques de l'activité du bâtiment

Statistique mensuelle des permis de construire délivrés par les autorités de construction ainsi que statistique mensuelle des constructions achevées. Présentation des immeubles et logements, du volume d'espace, de la surface utile, du montant des devis, des types d'immeubles (présentation annuelle sous une forme plus détaillée). Détermination courante des projets de construction pas encore achevés à la fin d'année (reliquat des projets de construction). Observation régulière des travaux souterrains dont la valeur de commande dépasse 25.000 DM. Statistique trimestrielle des fonds accordés pour la construction de logements sociaux. Relevés mensuels relatifs au financement de la construction de logements par les institutions de capitalisation et aux mesures d'encouragement à la construction de logements (Ministère fédéral de l'Urbanisme et du Logement).

5. Recensements des immeubles et logements

Recensement des immeubles de 1961, dans le cadre du recensement de la population. Renseignant sur la catégorie, l'âge, l'équipement et le régime de propriété des immeubles habités, sur l'effectif et le type des logements ainsi que sur leur occupation.

Recensement des immeubles et logements de 1968 fournissant, entre autres, des informations sur les immeubles à usage d'habitation suivant le type, le nombre de logements, la conduite d'eau, ainsi que sur les logements suivant l'emplacement, l'équipement, le système de chauffage, le régime de propriété et l'occupation. De plus, renseignements plus détaillés sur les occupants et les loyers.

6. Ajustement de l'effectif des logements

Mise à jour annuelle des résultats du recensement des immeubles et logements de 1968 (voir sous 5) concernant le nombre total d'immeubles à usage d'habitation et de logements situés dans les bâtiments destinés à l'habitation ou en d'autres bâtiments.

7. Enquête par sondage sur les logements

Enquêtes par sondage au $\frac{1}{100}$ environ des ménages dans les logements et les unités d'habitation improvisées. Ces enquêtes dont la dernière date de 1965 sont intercalées entre les recensements exhaustifs des immeubles et logements (voir sous 5) et fournissent, entre autres, les renseignements

suivants: immeubles et logements par type, âge de construction, régime de propriété, le nombre, la densité d'occupation et l'équipement des logements; immeubles à usage d'habitation suivant le système de chauffage, de conduite d'eau et des égouts; fonds publics accordés pour la construction de logements; modification et résolution de contrats; ménages par taille, statut socio-économique du chef de ménage, statut d'occupation, conditions de logement présentes et intentions de relogement, types de ménages, revenus, loyers.

Détermination des allocations de logement consenties, à savoir: demandes exprimées, décisions et montants (relevés trimestriels); bénéficiaires d'allocations de logement ventilés suivant de nombreux aspects (relevés annuels).

8. Statistique des allocations de logement

XII. Commerce de gros et de détail, hôtellerie et restaurants, tourisme

De périodicité variable, la dernière enquête fut effectuée en 1968. Fournit une vue d'ensemble des structures du commerce de gros et de détail, de l'hôtellerie et des restaurants ainsi que des intermédiaires du commerce.

1. Recensement de la distribution

Enquête de base de 1968 renseignant sur entreprises, établissements, personnes occupées, chiffre d'affaires, marchandises reçues, stocks de marchandises, produit brut, salaires et traitements, type de service.

Enquête par sondage complémentaire de 1970 comportant des résultats pour les entreprises; entre autres, sur la structure du chiffre d'affaires, l'actif et le passif, la structure des marchandises reçues (catégories de marchandises, sources d'approvisionnement, régions d'achat), les valeurs immobilisées.

Enquête par sondage sur le commerce de gros comprenant le calcul d'indices du chiffre d'affaires et des personnes occupées (périodicité mensuelle) ainsi que des marchandises reçues et des stocks de marchandises (périodicité annuelle). De plus, chiffres annuels sur la part du produit brut dans les transactions commerciales.

2. Statistique du commerce de gros et de détail, de l'hôtellerie et des restaurants

Enquête par sondage sur le commerce de détail comprenant le calcul d'indices du chiffre d'affaires (périodicité mensuelle), des personnes occupées ainsi que des marchandises reçues et des stocks de marchandises (périodicité annuelle). De plus, chiffres annuels sur la part du produit brut dans les transactions commerciales.

Statistique représentative de l'hôtellerie et des restaurants, comprenant le calcul mensuel d'indices du chiffre d'affaires et des personnes occupées.

Statistique du tourisme aux points d'hébergement. Relevés mensuels des arrivées et nuitées de touristes et enquêtes annuelles sur la capacité d'hébergement (chambres et lits).

3. Statistique du tourisme

Enquêtes par sondage complémentaires au dénombrement par sondage «Mikrozensus» (la dernière en 1970), concernant les voyages de vacances et d'agrément (touristes, régions de tourisme; type, saison, durée et frais de voyage).

Observation courante des échanges commerciaux entre Berlin-Ouest et le reste de la République fédérale. Résultats mensuels et annuels sur les livraisons de marchandises par catégorie de produit, poids et valeur ainsi que suivant les voies et modes de transport.

4. Statistique des échanges commerciaux avec Berlin

5. Statistique des échanges commerciaux avec la RDA

Observation courante des échanges commerciaux avec la RDA et Berlin-Est. Résultats mensuels et annuels sur les livraisons de marchandises par catégorie de produit, poids et valeur ainsi que suivant les motifs de livraison.

XIII. Commerce extérieur

1. Statistique du commerce extérieur

Observation courante du trafic marchandises entre la République fédérale et l'étranger. Dépouillement (en partie sur une base représentative) fournissant des résultats mensuels, mensuels cumulatifs et annuels.

Pour les importations et les exportations, relevé des quantités et des valeurs. Ventilation détaillée par pays de production et pays de consommation ainsi que par pays d'achat et pays de vente, avec indication des modes d'importation et d'exportation (marché libre, trafic de perfectionnement, régime du dépôt en entrepôt) pour le commerce spécial et le commerce général. De plus, pour le commerce spécial, calcul mensuel du volume et d'indices du commerce extérieur et présentation du produit prévisionnel des droits de douane.

Pour les marchandises en transit, détermination des quantités par groupe de produits, pays de provenance et pays de destination ainsi que par circonscription frontalière d'entrée et de sortie.

Relevé mensuel séparé des livraisons et des stocks de combustibles solides importés établi par l'Office fédéral de l'Industrie et de l'Artisanat.

XIV. Transports, communications

1. Statistiques sommaires du secteur des transports

Rapports récapitulatifs renseignant sur l'ensemble du secteur des transports.

Calcul d'indices du trafic voyageurs et marchandises.

Recensement des transports de 1962 couvrant, à titre unique, tous les établissements et toutes les entreprises du transport commercial suivant le type d'activité économique, les personnes occupées et l'effectif des véhicules et installations de transport ainsi que la structure du chiffre d'affaires. (Ces indications sont désormais fournies dans le cadre des statistiques courantes concernant les différents modes de transport.)

Statistique du trafic voyageurs international, fondée sur la détermination courante des personnes arrivant en provenance de l'étranger (en partie également de celles partant pour l'étranger) ainsi que des personnes franchissant la ligne de démarcation en provenance ou à destination de la RDA.

Supplémentant le « Mikrozensus », enquête par sondage (la dernière en 1969) sur les moyens de transport utilisés dans le trafic professionnel et le transport général des grandes villes.

2. Statistique des chemins de fer

Enquêtes auprès des chemins de fer fédéraux et privés: Inventaire annuel comprenant des indications sur la longueur des lignes et des voies, le parc de véhicules, les gares, l'effectif du personnel, etc.; statistique d'exploitation mensuelle qui fait ressortir, entre autres: kilomètres parcourus par automotrices, autorails et trains, tonnes-kilomètres; fourniture de wagons à marchandises et containers, consommation de carburants et d'énergie; statistique mensuelle des transports effectués qui inclut: transports voyageurs, bagages expédiés, trafic marchandises

suivant de nombreux caractères; statistique annuelle des accidents concernant le nombre d'accidents de chemin de fer, de victimes tuées et blessées.

Statistique établie par le Ministère fédéral des Transports sur les routes hors des agglomérations comprenant un inventaire du réseau routier réalisé tous les cinq ans (le dernier en 1966), une statistique annuelle de la longueur des routes et un recensement du trafic (volume du trafic moyen journalier) effectué, en général, également à cinq années d'intervalle (le dernier en 1965).

Tous les cinq ans environ (dernière enquête en 1966), statistique des routes communales fournissant des renseignements sur les routes, les parkings, etc. ainsi que sur les ponts.

Statistiques établies par le Bureau fédéral de l'automobile en ce qui concerne le parc de véhicules automobiles et de remorques ainsi que les permis de conduire et les licences pour moniteurs d'auto-écoles. Inventaires semestriels et annuels du parc de véhicules automobiles et de remorques. De plus, renseignements sur les immatriculations de véhicules, les annulations, les transferts de la propriété. Rapports semestriels et annuels sur les permis de conduire et les licences pour moniteurs d'auto-écoles délivrés et les retraits, les « délinquants multiples » inscrits dans le registre central des transports, les avis d'amendes, les inspections faites par les services de contrôle technique. Enquête par sondage à titre unique menée dans le cadre du « Mikrozensus » sur les détenteurs de permis de conduire et l'utilisation de ces permis (1965).

Statistiques des transports routiers de voyageurs comportant des indications annuelles sur le type d'activité des entreprises, les personnes occupées, les véhicules, les lignes, etc. et des renseignements mensuels sur les entreprises, les voyageurs transportés, les prestations de transport, les recettes, etc.

Statistiques provenant de services différents (Institut fédéral des transports routiers à longue distance, Bureau fédéral de l'automobile, Office fédéral de la Statistique) relatives aux transports routiers de marchandises, à savoir: A intervalles irréguliers (dernière enquête en 1966), statistique du parc de véhicules couvrant les véhicules des transports à longue distance pour compte d'autrui de marchandises et de mobilier ainsi que des transports pour propre compte à longue distance. Statistique mensuelle des transports à longue distance, pour compte d'autrui et compte propre (par camions allemands et étrangers) comportant les quantités de marchandises transportées, les tonnes-kilomètres effectuées et les recettes de frets. De plus, à quelques années d'intervalle (la dernière en 1970), statistique représentative des transports routiers de marchandises, présentant le type et l'activité des entreprises, les personnes occupées, les véhicules, la capacité de chargement ainsi que les prestations de transport.

Statistiques recueillies par le Bureau fédéral de l'automobile sur les transports routiers franchissant les frontières de la République fédérale comportant la détermination mensuelle du trafic voyageurs (véhicules et passagers) et du trafic marchandises (camions et marchandises transportées) ainsi que sur le trafic routier avec Berlin et la RDA.

A quelques années d'intervalle (dernière en 1966/67), statistique représentative des kilomètres parcourus par les véhicules automobiles comprenant une enquête de base pour déterminer les kilomètres parcourus en moyenne ou en total par les véhicules classés suivant certains caractères et aussi une enquête complémentaire qui fournit des informations plus détaillées sur les kilomètres parcourus par les camions. (Enquête de base et dépouillement des données effectués par le Bureau fédéral de l'automobile.)

3. Statistique du trafic routier

Statistique des accidents de la circulation routière, à partir des informations recueillies par la police. Chaque mois, indications sommaires et, annuellement, données plus détaillées sur les accidents ventilés suivant la nature des sinistres, les personnes tuées ou blessées, les usagers de la route impliqués dans les accidents et les causes des accidents, etc.

4. Statistique de la navigation fluviale et maritime

La statistique de la navigation fluviale comporte la mise à jour annuelle des résultats (établis en 1950) sur le parc des bateaux fluviaux. Statistique annuelle des entreprises concernant le type d'activité des entreprises, les personnes occupées ainsi que le type et la capacité des bateaux fluviaux disponibles; détermination courante du mouvement des navires et des transports de marchandises effectués par des bateaux allemands ou étrangers sur les voies fluviales de la République fédérale. Relevés mensuels et, plus en détail, présentations annuelles concernant surtout le trafic marchandises suivant les zones de trafic (statistique du mouvement des marchandises). De plus, statistique annuelle des accidents sur les voies fluviales.

Statistique de la navigation maritime comportant l'ajustement courant des résultats (établis en 1948) sur l'état de la flotte commerciale et la statistique (établie tous les six mois) de l'effectif des marins (personnel à bord des navires de mer). Statistique du trafic maritime fournissant des renseignements mensuels et, plus en détail, des présentations annuelles concernant les mouvements des navires, le trafic maritime de marchandises (entre autres, statistique du mouvement des marchandises), le trafic sur le canal de Kiel et le trafic maritime de voyageurs avec l'étranger. De plus, statistique annuelle des accidents maritimes ayant fait l'objet de mesures d'instruction d'un tribunal maritime.

(Statistiques de l'état de la flotte commerciale et des accidents maritimes, de l'effectif des marins et du trafic sur le canal de Kiel, élaborées par le Ministère fédéral des Transports.)

5. Statistique du trafic aérien

Relevé annuel du type et de l'activité des entreprises, des personnes occupées ainsi que du type des aéronefs disponibles. Observation mensuelle du trafic aérien payant enregistré sur quelques aéroports sélectionnés. Renseignant sur les mouvements d'appareils (arrivées et départs), le trafic de passagers et de marchandises. Relevé annuel des mouvements d'appareils dans le trafic non payant. De plus, statistique annuelle des accidents du trafic aérien.

6. Statistique des pipe-lines

Informations mensuelles sur les quantités de pétrole brut déplacées ainsi que des produits pétroliers importés ou exportés par pipe-lines.

7. Statistique des Postes fédérales

Renseignements empruntés aux propres statistiques des Postes fédérales et portant sur les objets suivants: Parc roulant et équipement d'exploitation (postes, télécommunications), activités (services postaux, trafic voyageurs, service des chèques postaux et de la caisse d'épargne postale, télégraphe, téléphone), personnel et finances (compte d'exploitation, profits/pertes, capitaux, bilans, etc.).

8. Statistique des services météorologiques allemands

Présentation des résultats de l'observation des phénomènes atmosphériques (air, vent, précipitations, etc.).

XV. Monnaie et crédit

(Les statistiques ci-dessous mentionnées sont élaborées par la Deutsche Bundesbank, abstraction faite de la statistique des caisses privées d'épargne-construction, de la statistique des cours des valeurs mobilières et de celle des faillites et règlements judiciaires).

Vue d'ensemble de l'évolution monétaire intérieure moyennant le bilan consolidé du système bancaire (Synthèse des résultats des relevés statistiques établis aux établissements de crédit avec le bilan de la Deutsche Bundesbank).

Données mensuelles sur l'évolution de la masse monétaire intérieure ainsi que de la liquidité des banques et de ses facteurs déterminants.

Chaque semaine bancaire, relevé de l'évolution des principaux éléments de l'actif et du passif du bilan de la Deutsche Bundesbank ainsi que de la circulation de la monnaie divisionnaire. Informations mensuelles sur les avoirs en or et en devises et les créances et obligations à l'étranger.

Enquête sur les réserves minima des établissements de crédit auprès de la Deutsche Bundesbank et les taux de réserves (périodicité mensuelle).

Statistique mensuelle des bilans intermédiaires comprenant des indications sur les actifs et les passifs des établissements de crédit et des différents groupes des banques (pour les caisses d'épargne-construction encore d'autres informations).

Statistique des crédits aux enquêtes mensuelles sur les crédits consentis par les établissements de crédit et les groupes de banques individuels aux entreprises, particuliers, collectivités publiques et établissements de crédit suivant la nature des crédits et l'échéance. De plus, relevés trimestriels sur les bénéficiaires de crédit privés.

Statistique mensuelle du portefeuille de titres ainsi que des dépôts et des emprunts contractés (y compris les dépôts d'épargne) auprès des établissements de crédit. Statistique annuelle des dépôts de titres de la clientèle et statistique mensuelle des créances et obligations à l'étranger des établissements de crédit.

Statistique des établissements de crédit foncier et de crédit communal. Relevés mensuels des opérations actives et passives (depuis la réforme monétaire) des établissements (circulation, premier placement et remboursements d'obligations, engagements dus aux prêts contractés à long terme, emprunts bruts et effectif total des emprunts); détermination trimestrielle de la circulation et couverture des obligations résultant des opérations totales.

Enquêtes trimestrielles et annuelles de l'Organisme fédéral de contrôle des assurances et de l'épargne-construction sur les comptes d'exploitation générale (versements d'épargne, règlements, amortissements, prêts à la construction, intérêts, etc.); de plus, sur la situation et l'évolution des immobilisations ainsi que sur les résultats totaux et individuels de la clôture des comptes.

Statistique mensuelle des émissions. Elle renseigne sur la vente et la circulation des titres. Pour les valeurs à revenu fixe, les renseignements portent également sur les remboursements, le placement net et les conditions d'émission.

Statistique mensuelle des investissements renseignant, entre autres, sur les valeurs actives nettes des fonds d'investissement, les valeurs émises, les prix d'émission et les capitaux accrus.

Statistique des cours des valeurs mobilières comprenant des relevés hebdomadaires et mensuels (moyenne des cours, des dividendes et des taux de rendement des actions, etc.) se fondant sur les cotations en Bourse de la République fédérale. Calcul d'un indice des cours des actions.

1. Analyse monétaire générale

2. Statistique de la Deutsche Bundesbank

3. Statistique des établissements de crédit

4. Statistique des caisses d'épargne-construction

5. Statistique du marché des valeurs mobilières

Statistique des taux de rendement des valeurs mobilières à revenu fixe, comprenant des relevés mensuels sur les taux de rendement moyens des valeurs mobilières à imposition tarifaire.

Statistique mensuelle des opérations de Bourse (Cours cotés des valeurs mobilières négociées par l'intermédiaire de courtiers en bourse et de courtiers libres).

6. Statistiques concernant d'autres aspects du système monétaire

Relevés trimestriels sur les monnaies internationales (entre autres, cours de devises, cours d'achat et de vente du dollar US, parités calculées, parités des monnaies). De plus, par jour de bourse, état des cours officiels des devises à la Bourse de Francfort.

Statistique des taux d'argent et d'intérêt, aux relevés établis par jour, par semaine ou à de plus longs intervalles, en ce qui concerne les taux d'escompte et les taux d'intérêt de l'argent prêté sur titres gagés, les taux de la Deutsche Bundesbank pour la vente de titres sur le marché libre, etc.

Statistique semestrielle des créances de péréquation pour la Deutsche Bundesbank, les établissements de crédit, les sociétés d'assurances et les caisses d'épargne-construction.

7. Statistique des insolvabilités

Statistique des faillites et règlements judiciaires qui comprend la détermination du nombre (trim.) et des résultats financiers probables (ann.) des faillites et règlements judiciaires. De plus, sont retenus trimestriellement les protêts de traites et de chèques suivant le nombre et les sommes protestées.

XVI. Assurances

(Les statistiques ci-dessous mentionnées sont élaborées par les soins de l'Organisme fédéral de contrôle des assurances et de l'épargne-construction.)

1. Statistique des placements de capitaux des sociétés d'assurances

Enquêtes trimestrielles et annuelles auprès des sociétés importantes sur: propriété foncière, créances sur hypothèques, dettes foncières et rentes foncières, billets de dette, valeurs mobilières, participations et créances inscrites dans le grand-livre de la dette publique. Pour les sociétés moins importantes, détermination annuelle des avoirs suivant les catégories de placement.

De plus, tous les trois ans, une statistique des sociétés d'assurances mutuelles moins importantes relative aux renseignements suivants: nombre d'adhérents, primes encaissées, règlements des sinistres survenus, valeurs de capital, rendement du capital, etc.

2. Statistiques de l'assurance-vie, des caisses de retraites et de capital-décès

Statistique de l'assurance-vie comprenant des indications trimestrielles sur la marche des affaires (primes, règlements, effectif et changements du nombre total d'assurances, etc.) et relevé annuel de l'évolution de l'effectif d'assurances selon les différentes branches. S'y ajoutent, pour les sociétés plus importantes, des résultats individuels de clôture des comptes (postes de bilan, placements de capitaux, primes encaissées, règlements, etc.).

Statistique annuelle des caisses de retraites et de capital-décès renseignant sur le nombre d'adhérents, les cotisations encaissées, les règlements, les avoirs, etc.

3. Statistique des sociétés d'assurances-maladies

Enquêtes trimestrielles et annuelles sur la marche des affaires (primes encaissées, indemnités versées, nombre d'assurés, etc.). En outre, pour les sociétés plus importantes, résultats individuels de la clôture des comptes (postes de bilan, placements de capitaux, primes encaissées, règlements).

Enquêtes annuelles auprès des sociétés plus importantes sur les opérations effectuées (primes encaissées, règlements effectués, quota de sinistres) ainsi que sur l'effectif des assurances « Animaux et mortalité du bétail ». En outre, résultats individuels de la clôture des comptes (postes de bilan, placements de capitaux, primes encaissées, règlements effectués).

Pour les sociétés d'assurances mutuelles moins importantes, relevés annuels sur le total des placements de capitaux, les primes encaissées, les règlements effectués et les réserves constituées ainsi que l'effectif des assurances « Animaux et mortalité du bétail ».

Enquêtes annuelles sur: primes encaissées, règlements effectués, réserves de garantie et réserves pour règlements. Pour les sociétés plus importantes, encore résultats individuels de la clôture des comptes (postes de bilan, placements de capitaux, primes encaissées, règlements effectués, etc.).

4. Statistique des sociétés de la branche A. I. R. D.

5. Statistique des sociétés de réassurances

XVII. Prévoyance sociale

Relevés, de périodicité trimestrielle à annuelle, établis par les organismes d'assurances et comportant l'assurance invalidité-vieillesse des ouvriers et employés, le régime minier et l'assurance vieillesse agricole. Sont indiqués, entre autres: demandes de rentes déposées et décisions prises, nombre de rentes versées, recettes et dépenses, effectif et accroissement des capitaux investis, personnel, avoirs (élaborés par le Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales).

Relevés, de périodicité mensuelle à annuelle, concernant les affiliés, le nombre de malades, les taux des cotisations, les recettes et dépenses, les avoirs, le personnel et les prestations fournies (élaborés par le Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales).

Relevés, de périodicité semestrielle et annuelle, comportant: accidents du travail, maladies professionnelles et titulaires de rentes; personnel, entreprises, assurés, rémunérations, prestations fournies, recettes et dépenses, avoirs (élaborés par le Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales).

Statistique élaborée par l'Office fédéral du Travail. Relevés, de périodicité mensuelle à annuelle, comprenant: bénéficiaires et demandes d'allocations de chômage, d'aide sociale aux travailleurs sans emploi et de secours d'entretien; personnes employées aux travaux du programme pour la lutte contre le chômage, dépenses d'allocations de chômage, heures chômées et allocations chômage intempéries dans le bâtiment, cotisants et affiliés exonérés des cotisations.

Statistique élaborée par le Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales et fournissant les indications suivantes avec une périodicité trimestrielle à annuelle: Ayants-droit, demandes d'assistance formulées, occupation des établissements, recettes et dépenses, activités des services d'assistance orthopédique, etc.

Statistique élaborée par la Direction fédérale de la péréquation des charges. Relevés, de périodicité trimestrielle à annuelle, comportant: Indemnités aux expulsés, réfugiés et sinistrés de guerre (évaluation des dommages, indemnités de base, indemnités compensatrices pour épargnants originaires des territoires de l'Est et indemnités aux titulaires de placements d'épargne antérieurs à la réforme monétaire, rentes versées au titre de règlement des dommages de guerre, indemnités de remplacement d'objets mobiliers et allocations, prêts pour l'établissement et la réinstallation des sinistrés, aide à la formation professionnelle, etc.), indemnités aux personnes ayant subi des dommages en raison des réparations, des restitutions, etc. De plus, statistique sur les prêts et allocations aux anciens prisonniers de guerre et détenus politiques.

1. Statistique de l'assurance invalidité-vieillesse

2. Statistique de l'assurance maladie

3. Statistique de l'assurance accidents du travail

4. Statistique de l'assurance chômage et de l'aide sociale aux travailleurs sans emploi

5. Statistique de l'assistance aux victimes de guerre

6. Statistique de la péréquation des charges

7. Statistique de l'aide sociale, de l'assistance supplémentaire aux victimes de guerre et de l'aide à la jeunesse

Statistique de l'aide sociale basée sur des enquêtes annuelles faisant ressortir: Bénéficiaires d'aide, dépenses et recettes des organismes de l'aide sociale. Au plus une fois par an, enquête par sondage complémentaire concernant certaines questions spéciales de l'aide sociale.

Statistique de l'assistance supplémentaire aux victimes de guerre comportant des enquêtes annuelles sur: Bénéficiaires, dépenses, recettes. Au plus tous les deux ans, enquête par sondage complémentaire concernant certaines questions spéciales de ce régime.

Statistique de l'aide sociale à la jeunesse aux enquêtes annuelles comportant: Bénéficiaires d'aide éducative individuelle, dépenses, institutions de l'aide à la jeunesse, recettes. Au plus tous les quatre ans, enquête par sondage complémentaire concernant certaines questions spéciales de ce régime.

8. Statistique des allocations familiales

Statistique élaborée par l'Office fédéral du Travail renfermant des rapports sur les demandes d'allocations familiales, les bénéficiaires d'allocations familiales et le nombre d'enfants.

XVIII. Finances et impôts

1. Statistique des finances du Bund, des Laender et des communes

Statistique annuelle des prévisions budgétaires sur la base des états prévisionnels du Bund, des Laender et des communes (10.000 habitants et plus) ainsi que des collectivités multicommunales. Sont saisis les éléments suivants: recettes et dépenses ainsi qu'impôts par nature; dépenses nettes, dépenses de construction, prêts accordés par fonction.

Statistique des bilans annuels comprenant des enquêtes menées après la clôture des comptes. Renseignant sur les recettes et les dépenses du Bund, du Fonds de péréquation des charges et du fonds spécial ERP ainsi que des Laender, des communes et des collectivités multicommunales, ventilées par fonction et par nature.

Statistique trimestrielle des finances. Les renseignements portent sur les recettes et les dépenses du Bund, des Laender et du Fonds de péréquation des charges par nature ainsi que sur les investissements de construction et les dettes des communes de 10.000 habitants et plus.

Relevé établi par la Deutsche Bundesbank sur la situation de caisse du budget fédéral.

Statistique de la péréquation financière, de périodicité annuelle, sur les recettes des communes et des collectivités multicommunales à titre de subventions générales, sur les recettes des collectivités locales, des Landkreise et des autorités locales provenant des prélèvements généraux ainsi que sur les dépenses communales à titre des prélèvements des Laender.

2. Statistique du budget fiscal du Bund, des Laender et des communes

Relevé mensuel des recettes fiscales effectives du Bund et des Laender et, sur une base trimestrielle, renseignements sur les recettes fiscales effectives des communes et des collectivités multicommunales.

3. Statistique de l'endettement

Statistique annuelle de l'endettement montrant les dettes du Bund, du Fonds de péréquation des charges et du fonds spécial ERP ainsi que des Laender, des communes et des collectivités multicommunales (dettes intérieures contractées avant ou après la réforme monétaire, dettes à l'étranger, cautionnements).

Statistique trimestrielle de l'endettement faisant ressortir les dettes consolidées et flottantes du Bund et des Laender (élaborée par le Ministère fédéral des Finances) ainsi que les dettes contractées depuis la réforme monétaire par les communes de 10.000 habitants et plus ainsi que par les collectivités multicommunales.

Statistique de l'effectif du personnel, de périodicité annuelle, qui présente le personnel des collectivités territoriales, de leurs entreprises publiques non constituées en sociétés, des Chemins de fer fédéraux et des Postes fédérales (tous les trois ans avec une ventilation plus détaillée).

Statistique non périodique sur la structure du personnel, établie en octobre 1968, et portant sur le sexe, l'âge, l'éducation et la formation, les rapports de service et d'emploi, les groupes de salaires et de traitements; de plus, renseignements sur les variations du nombre de bénéficiaires de ventes et de pensions.

Statistique de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (à trois années d'intervalle, la dernière enquête pour 1968) sur la base des duplicata des avis d'imposition et des données empruntées aux dossiers de taxation.

Sont retenus les recettes, les revenus, les impositions dues, etc. des contribuables soumis à l'obligation fiscale illimitée (imposition sur le revenu). Renseignements spéciaux sur les assujettis à l'impôt sur le salaire perçu par voie de rôle et les sociétés (associations).

Statistique de l'impôt sur le revenu des sociétés établie pour les mêmes années sur la base des duplicata des avis d'imposition et des données empruntées aux dossiers de taxation. Sont retenus les recettes, les revenus et les impositions dues ainsi que des renseignements sur l'évolution des revenus à imposer provenant du bénéfice établi par le bilan, etc. pour les sociétés soumises à l'obligation fiscale illimitée. Données séparées pour les sociétés affiliées et les sociétés imposables partiellement (imposition sur le revenu).

Statistique des impôts sur les salaires établie pour les mêmes années à partir des fiches d'impôt sur les salaires et des feuilles de transfert de l'impôt, dépouillement en partie sur une base représentative. Les renseignements retenus comportent: Assujettis à l'impôt sur les salaires, salaire brut, impôt sur les salaires, etc. Ventilation particulière des assujettis à l'impôt sur les salaires suivant les revenus du travail salarié.

Statistique établie à trois années d'intervalle (la dernière pour l'année 1969) sur la base des duplicata des avis d'imposition. Sont présentés: Catégories de patrimoine, patrimoine brut, patrimoine global, fraction de patrimoine imposée, impositions dues, etc. des personnes physiques soumises à l'obligation fiscale illimitée (imposition sur la fortune). De plus, renseignements sur les personnes morales ainsi que sur les personnes physiques et morales imposables partiellement.

Statistique des valeurs unitaires des établissements commerciaux et industriels (à trois années d'intervalle, la dernière enquête pour 1969) à partir des duplicata des avis de taxation. Sont retenus: Valeurs immobilisées, valeurs d'exploitation et avoirs bruts, dettes et autres déductions, valeurs unitaires des établissements commerciaux et industriels de personnes physiques et morales.

Statistique des valeurs unitaires de la propriété foncière, la première enquête pour l'année 1964, sur la base des duplicata des avis de taxation. Renseignant sur: Superficie et rendement de l'exploitation; valeur de logement et valeur unitaire des exploitations agricoles et forestières; superficie et valeurs unitaires des terrains non bâtis, valeurs unitaires des terrains bâtis.

La dernière établie en 1962; dorénavant (à compter de 1972) tous les six ans, à la fois pour les cinq années précédentes, sur la base des documents sur les successions. Sont retenus entre autres: Acquisition nette, acquisition imposable et impôt liquidé, successions et dotations, imposition due des personnes soumises à l'obligation fiscale illimitée (imposition sur les successions), acquisition imposable et impôt liquidé des contribuables imposables partiellement.

4. Statistique de l'effectif du personnel du Bund, des Länder et des communes

5. Statistique de l'imposition des revenus

6. Statistique des impôts sur la fortune

7. Statistique de la valeur unitaire

8. Statistique de l'impôt sur les successions

- 9. Statistique de l'impôt sur le chiffre d'affaires** Etablie tous les deux ans (la dernière enquête pour l'année 1970) sur la base des feuilles de contrôle de l'impôt sur le chiffre d'affaires. Sont retenus entre autres: Chiffre d'affaires imposable, chiffre d'affaires soumis à l'imposition ou exonéré d'impôts et impôts sur le chiffre d'affaires, sous une forme très détaillée du point de vue économique. En outre, nombre, chiffre d'affaires et impôts des petites entreprises et des affiliations de sociétés.
- 10. Statistique des droits de consommation** De périodicité mensuelle à annuelle, statistique des impôts sur tabac, bière, huiles minérales, eau-de-vie et esprit, vins mousseux, sucre, sel, luminaire, allumettes et bougies, cartes à jouer et acide acétique. En règle générale, les résultats représentés comportent: Etablissements producteurs, quantités imposées et produit théorique de l'impôt ainsi que d'autres informations supplémentaires.
- 11. Etude comparative des impôts réels (contributions foncières)** Enquêtes annuelles dans les communes faisant ressortir: Recettes effectives de ces impôts, montants de base, moyennes pondérées des taux de l'impôt prélevé, variations des taux effectifs de l'impôt prélevé selon les Laender et les catégories d'importance des communes.
- 12. Statistique de l'impôt sur les exploitations** De périodicité trimestrielle, dernière enquête pour l'année 1966, statistique générale de l'impôt sur les exploitations à partir des avis d'imposition. Renseigne sur les contribuables, l'assiette de l'imposition et les montants servant de base au calcul de l'impôt. Statistique des valeurs d'imposition à partir des avis de recouvrement. Présente: Entreprises soumises à l'obligation fiscale, valeur d'imposition uniforme, quotas de répartition, taux d'imposition, produit théorique de l'impôt. Statistique de la taxe sur les salaires payés à partir des avis d'imposition. Renseigne sur: Cas d'imposition, salaires globaux, valeurs et taux d'imposition, taxe sur les salaires payés.

XIX. Prix

- 1. Statistique des prix à la production et des prix de vente du commerce de gros** Enquêtes ayant lieu chaque mois (ou à des intervalles plus rapprochés) et portant sur les prix de vente des producteurs et les prix d'achat du commerce de gros de 107 produits agricoles et forestiers ainsi que de près de 2.000 produits industriels (matières premières, demi-produits, produits manufacturés); de plus, enquête sur les prix de vente du commerce de gros de 1.000 produits environ.

Calcul des indices des prix à la production (produits industriels, produits agricoles, fleurs coupées et plantes en pot, produits forestiers); indices des prix des produits de base et des prix de vente du commerce de gros.
- 2. Statistique des prix d'achat dans l'agriculture** Enquêtes mensuelles sur 104 positions de moyens de production et de services agricoles.

Calcul d'un indice des prix d'achat des moyens de production agricoles.
- 3. Statistique des prix à l'importation et à l'exportation** Enquêtes mensuelles des prix pour environ 1.400 produits importés et environ 1.500 produits exportés (produits alimentaires et matières premières pour l'industrie, demi-produits, produits manufacturés).

Calcul des indices des prix d'achat des produits importés et des prix de vente des produits exportés.
- 4. Statistique des prix des terrains de construction et des prix de construction** Statistique des prix des terrains de construction avec présentation trimestrielle des prix moyens. Statistique des prix de construction qui comporte des enquêtes trimestrielles sur les prix de services de construction.

Calcul des nombres-indices de 300 services de construction (dont 31 services d'entretien) et des indices du coût de la construction (immeubles à usage d'habitation, immeubles non destinés à l'habitation, autres constructions et maisons préfabriquées).

Enquêtes mensuelles (ou à des intervalles plus rapprochés) couvrant environ 900 produits et services.

Calcul d'un indice des prix de détail ainsi que des indices du coût de la vie (pour l'ensemble des ménages particuliers; les ménages d'employés et de fonctionnaires aux revenus élevés; les ménages de salariés dont le chef de ménage, qui est le seul soutien économique, a un revenu moyen; les ménages de retraités et de bénéficiaires d'assistance sociale; coût de vie modéré d'un enfant).

De plus, enquêtes mensuelles et annuelles des prix de respectivement 17 et 19 services (nuitées, repas, boissons) de l'hôtellerie et des restaurants.

Relevés des tarifs ferroviaires, taux de frets de camionnage à longue distance, taux de frets des transports par voie fluviale et par navires de mer, prix des transports aériens, taxes des P. T. T.

Calcul des indices des taux de frets maritimes (Ministère fédéral des Transports) et des taxes postales.

5. Statistique des prix à la consommation

6. Statistique des prix de prestations de transport

XX. Salaires et traitements

Enquête annuelle par sondage dans l'agriculture sur les gains bruts en espèces de la main-d'œuvre au salaire mensuel (logée et nourrie dans le ménage de l'employeur) ainsi que de la main-d'œuvre masculine au salaire horaire (vivant hors du ménage de l'employeur).

Enquête trimestrielle par sondage sur les gains dans l'industrie et le commerce, qui présente: Moyennes des gains horaires et hebdomadaires bruts, moyennes des heures hebdomadaires payées et des heures hebdomadaires effectuées, pour les ouvriers de l'industrie; moyennes des gains bruts mensuels des employés de l'industrie, du commerce, des établissements de crédit et des assurances.

Calcul des indices des heures hebdomadaires payées en moyenne et des gains moyens bruts horaires et hebdomadaires des ouvriers de l'industrie ainsi que des moyennes des gains mensuels bruts des employés de l'industrie, du commerce, des établissements de crédit et des assurances.

Enquête semestrielle par sondage sur les gains dans l'artisanat comprenant les renseignements suivants: Moyennes des gains horaires et hebdomadaires bruts des ouvriers qualifiés (compagnons) et du reste des ouvriers masculins ainsi que sur les heures hebdomadaires payées et les heures hebdomadaires effectuées en moyenne.

Enquêtes par sondage effectuées tous les trois ans, conformément aux règlements de la C.E.E., dans les industries productrices. Sont retenus: Ouvriers, employés et apprentis, rémunération du travail et charges annexes, heures de travail effectuées (dernière enquête pour 1969). En outre, des enquêtes par sondage encore non périodiques dans les entreprises du transport routier (1967) et dans le commerce et le secteur des services (1970) portant sur les mêmes faits.

Enquêtes par sondage menées à intervalles irréguliers (la dernière pour 1962) dans l'agriculture et la sylviculture ainsi que dans les exploitations horticoles produisant pour la vente et comportant: Main-d'œuvre salariée à temps complet ou ouvriers permanents (sylviculture), mode de rémunération, composition et répartition des gains, heures de travail.

1. Statistiques courantes des gains

2. Enquêtes sur les dépenses de personnel des employeurs

3. Enquêtes sur la structure des traitements et des salaires

Enquête par sondage menée à intervalles de trois à cinq ans (la dernière pour 1966) dans l'industrie et le commerce ainsi que dans le secteur des services. Sont relevées les moyennes des gains bruts mensuels, horaires et hebdomadaires des ouvriers et des employés, ventilés sous des aspects divers. De plus renseignements sur les retenues obligatoires, la durée du travail des ouvriers, les paiements extraordinaires ainsi que sur les travailleurs à temps partiel, etc.

Enquête par sondage non périodique auprès des services de la fonction publique en 1968, comprenant des informations sur les moyennes des gains mensuels bruts des fonctionnaires, magistrats du siège et employés ainsi que les moyennes des gains bruts horaires et hebdomadaires des ouvriers ventilées suivant des aspects divers.

4. Statistique des salaires et traitements conventionnels

Détermination courante des taux des salaires et traitements conventionnels sur la base des conventions collectives. Sont retenus pour un certain nombre de conventions sélectionnées: Taux des salaires, traitements initiaux et finals ainsi que les principaux règlements tarifaires (durée du travail, congé, etc.).

Calcul des indices de la durée du travail hebdomadaire et des salaires et traitements conventionnels pratiqués dans l'activité économique — secteurs privé et public — (durée du travail hebdomadaire conventionnelle des ouvriers et employés, salaires horaires et hebdomadaires conventionnels des ouvriers et traitements mensuels conventionnels des employés) ainsi que des salaires tarifaires dans l'agriculture. De plus, calcul du niveau des salaires et traitements conventionnels pour l'ensemble de l'économie nationale et l'industrie, effectué par la Deutsche Bundesbank.

5. Statistique de la formation du patrimoine des salariés

Enquête par sondage non périodique pour l'année 1963 comportant les informations suivantes: Entreprises, personnes occupées ainsi que nature, forme et montant des dépenses génératrices de patrimoine.

XXI. Budgets familiaux

1. Enquêtes de budgets familiaux

Enquêtes mensuelles auprès de 150 ménages de retraités et de bénéficiaires d'assistance sociale à deux personnes au revenu faible, de 400 ménages urbains de salariés à 4 personnes au revenu moyen et de 450 ménages urbains de fonctionnaires et d'employés à 4 personnes aux revenus élevés. Présentation du budget familial mensuel (revenus et recettes) suivant les sources, des dépenses de consommation privée par fonction et catégorie de produit, des quantités de certains produits achetées par ménage et du montant des dépenses effectuées en moyenne par unité de quantité. De plus, information sur les conditions de logement, l'équipement en biens durables, etc.

2. Enquête par sondage sur les revenus et les dépenses de consommation

Enquête par sondage menée à des intervalles de trois à cinq ans environ (la dernière pour 1969) et touchant environ 50.000 ménages. Sont retenus: Revenus des ménages suivant les sources, épargne par type; dépenses des ménages par fonction, durabilité et valeur des produits acquis. De plus, équipement en biens durables, avoirs, motifs et propension à l'épargne.

XXII. Comptabilité nationale

1. Comptabilité nationale

Présentation des événements économiques sous forme d'un système comptable compréhensif et dans une série de tableaux complétant ce système. Pour ces comptes et tableaux types, les unités économiques sont regroupées

pées en trois secteurs: Entreprises, Etat, ménages particuliers et organismes privés sans but lucratif. Pour chaque secteur sont établis les comptes suivants:

Compte 0:	Compte consolidé des biens de l'économie nationale
Groupe	
comptable no. 1:	Comptes de production des secteurs
Groupe	
comptable no. 2:	Comptes d'exploitation des secteurs
Groupe	
comptable no. 3:	Comptes de revenu des secteurs
Groupe	
comptable no. 4:	Comptes de redistribution des secteurs
Groupe	
comptable no. 5:	Comptes d'utilisation des secteurs
Groupe	
comptable no. 6:	Comptes de capital des secteurs
Groupe	
comptable no. 7:	Comptes financiers des secteurs
Compte 8:	Compte consolidé des opérations avec le reste du monde

Les tableaux relatifs au produit national et d'autres tableaux normalisés présentent, en partie dans une ventilation très poussée, les éléments suivants:

Origine du produit national, emploi du produit national, distribution du revenu national, revenus des ménages (y compris les organismes privés sans but lucratif) et leur affectation, l'Etat en tant qu'élément de l'économie nationale, formation du patrimoine et son financement, transactions économiques avec le reste du monde.

De plus présentation, dans le cadre de tableaux entrées/sorties, des rapports existant quant aux flux des biens et au processus de production dans l'économie nationale. Le tableau entrées/sorties de 1965 fait ressortir entre autres: biens provenant de la production intérieure et des importations, emploi des biens, contributions au produit intérieur (valeur ajoutée) et leur composition. Tableaux complémentaires concernant la consommation privée, la formation de capital fixe et certains flux de quantités.

Par ailleurs calcul d'indices dans le cadre de la comptabilité nationale.

Relevés établis à cadence annuelle et semestrielle par la Deutsche Bundesbank en ce qui concerne les variations des avoirs et des engagements des secteurs intérieurs suivant les principaux types de la formation de patrimoine financier et des emprunts; également variations dans les relations avec le reste du monde.

2. Compte de financement

Les statistiques mentionnées ci-après sont élaborées par la Deutsche Bundesbank:

Statistique de la balance des paiements qui comporte la détermination de l'ensemble des opérations économiques de la République fédérale avec l'étranger susceptibles d'être retenues (échanges commerciaux, services, transferts, opérations en capitaux et mouvements des devises). Relevés mensuels des principaux postes ventilés suivant des aspects matériels et relevés annuels avec une ventilation très poussée du point de vue matériel et régional.

3. Statistique de la balance des paiements

Statistique du commerce de transit, des services et des transferts en provenance de/vers l'étranger. Relevés mensuels et annuels des versements effectués et reçus à titre de ventes et achats dans le com-

merce de transit, recettes et dépenses ayant trait aux services échangés avec l'étranger; transferts en provenance de/vers l'étranger.

Statistique des opérations en capital à long terme avec l'étranger. Résultats mensuels et annuels concernant les investissements allemands à long terme à l'étranger et les investissements étrangers à long terme en République fédérale.

Statistique des opérations en capital à court terme avec l'étranger. Elle comporte des enquêtes effectuées auprès des établissements de crédit au domicile commercial sur le territoire et auprès des entreprises économiques domiciliées sur le territoire (non compris les établissements de crédit), auprès des organismes privés et publics en ce qui concerne l'effectif et les variations des créances et engagements à court terme.

Statistique des réserves monétaires. Elle comporte des relevés mensuels, trimestriels et annuels sur l'effectif et les variations des réserves monétaires.

XXIII. Statistiques étrangères

Résultats élaborés par l'Office fédéral de la Statistique à partir des statistiques des pays étrangers. A cet effet, on utilise comme source les publications, documents et informations fournis par les services officiels de l'étranger, les organisations internationales et les missions allemandes à l'étranger. Ce n'est que rarement que l'on a recours aux revues et sources semblables. Les résultats sont en partie complétés, dans la mesure où cela est possible, par des données recueillies auprès des sources mêmes des pays en cause.

Etat récapitulatif de résultats provenant des statistiques étrangères.

Aperçus internationaux comprenant des tableaux comparatifs internationaux concernant certains sujets qui sont d'une importance particulière pour les relations économiques extérieures de la République fédérale. Ils font l'objet de la série de publications « Internationale Monatszahlen » (Chiffres mensuels internationaux) ainsi que de la partie internationale de l'Annuaire statistique.

Relevés statistiques sur les pays étrangers, de périodicité irrégulière, comprenant des textes sommaires et des données statistiques à l'égard de pays individuels et de groupes des pays sur tous les domaines de la statistique économique et sociale.

Abrégés statistiques sur les pays étrangers, publiés avec une périodicité d'un à trois ans ou à intervalles irréguliers et comprenant sous forme très agrégée des textes et des données numériques sur la structure économique et sociale ainsi que le développement des pays individuels retenus.

Pour un grand nombre de pays, données sélectionnées des domaines statistiques suivants: Industrie, commerce extérieur, accidents de la circulation routière, prix (entre autres, tableaux comparatifs du coût de la vie), salaires, comptabilité nationale et balances des paiements. Des tableaux spéciaux à l'égard des statistiques démographiques et agricoles sont prévus.

1. Documentation statistique internationale

2. Domaines spéciaux de la statistique internationale

C. Tableaux Synoptiques

I. Bases juridiques

A. Dispositions générales

Les fondements juridiques spéciaux en vigueur pour la Statistique fédérale sont la Loi sur la Statistique à des buts fédéraux (Loi Statistique) du 3 septembre 1953¹⁾ avec ses prescriptions-cadre et les lois et règlements concernant les diverses enquêtes statistiques.

Pour mieux comprendre le contexte constitutionnel et les dispositions légales supranationales, on nous permettra de citer quelques prescriptions de la Loi Fondamentale et du droit européen, particulièrement importantes pour la statistique officielle.

I. Dispositions de la Loi Fondamentale²⁾

1. Le principe de la soumission de l'exécutif à la loi et au droit, principe valable également pour l'administration statistique, est contenu dans l'Art. 20, § 3 de la Loi Fondamentale:

Art. 20, § 3

« (3) Le pouvoir législatif est soumis à l'ordre constitutionnel, les pouvoirs exécutif et judiciaire sont soumis à la loi et au droit. »

2. La compétence législative en matière de statistiques fédérales est conférée à la Fédération; c'est ce que prescrit l'Art. 73 No. 11 de la Loi Fondamentale:

Art. 73

*« La Fédération a le droit de législation exclusive dans les matières ci-dessous:
11. statistique destinée à des buts fédéraux. »*

Pour savoir si dans un domaine donné, on peut poursuivre des buts fédéraux, il faut s'en référer au catalogue complet de la compétence législative de la Fédération, par conséquent aux Art. 73 et suiv., et, en matière financière, aux Art. 105 et suiv. C'est à ces prescriptions concernant la législation exclusive et la législation concurrente que l'on se réfère pour fixer les compétences respectives de la Fédération et des Laender (Art. 70, § 2 de la Loi Fondamentale).

3. L'autorisation à prendre des règlements et les conditions de promulgation³⁾ sont exprimées dans l'Art. 80, § 1 de la Loi Fondamentale:

Art. 80, § 1

« (1) Le Gouvernement fédéral, un ministre fédéral ou les gouvernements des Laender peuvent être autorisés par une loi à prendre des règlements. Cette loi doit préciser le contenu, le but et l'étendue de l'autorisation donnée. Le règlement doit mentionner son fondement juridique. S'il est prévu dans une loi qu'une autorisation peut être subdéléguée, un règlement est nécessaire à la délégation de l'autorisation. »

4. L'exécution des lois fédérales appartient en principe aux Laender. C'est ce qu'exprime l'Art. 83, en accord avec l'Art. 30 de la Loi Fondamentale:

Art. 83

« Sauf disposition contraire prévue ou admise par la présente Loi Fondamentale, les Laender exécutent les lois fédérales au titre de leurs propres attributions. »

Comme la Statistique fédérale n'appartient pas aux secteurs administratifs, qui, conformément à l'Art. 87, § 1 sont dotés d'une infrastructure administrative propre, elle revient aux Laender — dans la mesure où n'existent pas de dispositions particulières — et les Laender sont fondés à se charger des enquêtes et du dépouillement des statistiques fédérales.

Une exception d'importance pour la Statistique fédérale est contenue dans l'Art. 87, § 3, première phrase:

Art. 87, § 3, première phrase

« (3) En outre, pour des matières relevant de la compétence législative de la Fédération, des organismes supérieures fédérales indépendants ainsi que des organismes et établissements de droit public nouveaux dépendant directement de la Fédération peuvent être créés par loi fédérale... »

En vertu de cette prescription, la Loi sur la Statistique à des buts fédéraux du 3 septembre 1953 a créé l'Office fédéral de la Statistique, qui se vit confier les tâches mentionnées à l'Art. 2.

L'Art. 84 de la Loi Fondamentale précise l'application de la loi par les Laender:

Art. 84

« (1) Si les Laender exécutent les lois fédérales au titre de leurs propres attributions, ils réglementent l'organisation des administrations et la procédure administrative, à moins que des lois fédérales n'en disposent autrement avec l'approbation du Bundesrat. »

¹⁾ Texte p. 88 et suiv. — ²⁾ Loi Fondamentale pour la République fédérale d'Allemagne du 23 mai 1949 (Bundesgesetzblatt p. 1). — ³⁾ En ce qui concerne l'habilitation du Gouvernement fédéral à décider par règlements des enquêtes statistiques à réaliser, cf. Art. 6, § 2 de la Loi Statistique.

- (2) Le Gouvernement fédéral peut, avec l'approbation du Bundesrat, édicter des règles administratives générales.
- (3) Le Gouvernement fédéral veille à ce que les Laender exécutent les lois fédérales conformément au droit en vigueur. A cet effet, il peut envoyer des délégués auprès des autorités suprêmes des Laender; avec l'accord de celles-ci et, en cas de refus, avec l'approbation du Bundesrat, il peut en envoyer aussi auprès des autorités subordonnées.
- (4) Si des défauts relevés par le Gouvernement fédéral dans l'exécution des lois fédérales dans les Laender ne sont pas corrigés, le Bundesrat constate, sur demande du Gouvernement fédéral ou du Land, si ce dernier a violé le droit. Contre la décision du Bundesrat, le recours au Tribunal Constitutionnel fédéral est ouvert.
- (5) Une loi fédérale, soumise à l'approbation du Bundesrat, peut conférer au Gouvernement fédéral, en vue d'assurer l'exécution des lois fédérales, le pouvoir de donner des instructions spéciales pour des cas particuliers. Sauf si le Gouvernement fédéral juge qu'il y a urgence, elles doivent être adressées aux autorités suprêmes des Laender.»

II. Dispositions du Traité instituant la Communauté Economique Européenne

1. Les buts de la Communauté sont précisés dans l'Art. 2 du Traité instituant la Communauté Economique Européenne du 25 mars 1957⁴⁾:

Art. 2

«La Communauté a pour mission, par l'établissement d'un marché commun et par le rapprochement progressif des politiques économiques des Etats membres, de promouvoir un développement harmonieux des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté, une expansion continue et équilibrée, une stabilité accrue, un relèvement accéléré du niveau de vie, et des relations plus étroites entre les Etats qu'elle réunit.»

2. La Communauté dispose des institutions mentionnées dans l'Art. 4, §1 du Traité:

Art. 4, §1

«(1) La réalisation des tâches confiées à la Communauté est assurée par:

- une Assemblée
- un Conseil
- une Commission
- une Cour de Justice.

Chaque institution agit dans les limites des attributions qui lui sont conférées par le présent Traité.»

Tandis que le Conseil est compétent pour tout ce qui concerne les décisions fondamentales et en particulier pour l'élaboration de la législation, la Commission est surtout compétente en matière administrative. Elle coopère lors des décisions à prendre par le Conseil, du fait qu'elle possède un droit de proposition dans la plupart des domaines et que le Conseil n'a pas le droit de prendre des décisions sans s'y être référé auparavant. La Commission a également comme tâche de veiller à ce que le Traité soit respecté. Pour remplir toutes ses tâches, la Commission se sert entre autres de l'Office Statistique des Communautés Européennes.

3. Le secret professionnel est réglé par l'Art. 214:

Art. 214

«Les membres des institutions de la Communauté, les membres des comités, ainsi que les fonctionnaires et agents de la Communauté sont tenus, même après la cessation de leurs fonctions, de ne pas divulguer les informations qui, par leur nature, sont couvertes par le secret professionnel, et notamment les renseignements relatifs aux entreprises et concernant leurs relations commerciales ou les éléments de leur prix de revient.»

4. Pour atteindre les buts poursuivis par le Traité, les institutions de la Communauté ont un droit de regard sur la situation économique des Etats membres. Pour ce faire, elles ont besoin de matériel statistique. L'Art. 213 confère à la Commission un droit général à l'information:

Art. 213⁵⁾

«Pour l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées, la Commission peut recueillir toutes informations et procéder à toutes vérifications nécessaires, dans les limites et conditions fixées par le Conseil en conformité avec les dispositions du présent Traité.»

5. Des actes juridiques de la Communauté peuvent servir de fondement à cette exigence d'information. L'Art. 189 du Traité précise les formes de ces actes juridiques:

Art. 189

«Pour l'accomplissement de leur mission et dans les conditions prévues au présent Traité, le Conseil et la Commission arrêtent des règlements et des directives, prennent des décisions et formulent des recommandations ou des avis. Le règlement a une portée générale. Il est obligatoire dans tous ses éléments et il est directement applicable dans tout Etat membre.

La directive lie tout Etat membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens. La décision est obligatoire en tous ses éléments pour les destinataires qu'elle désigne.

Les recommandations et les avis ne lient pas.»

⁴⁾ Bundesgesetzblatt II, 1957, p. 766. — ⁵⁾ Y correspondent textuellement l'Art. 187 du Traité instituant la Communauté Européenne de l'Energie Atomique (EURATOM) du 25 mars 1967 (Bundesgesetzblatt II, p. 753, 1018) et sous une forme assez voisine l'Art. 47, §1 du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier du 18 avril 1951 (Bundesgesetzblatt II, p. 447).

B. Loi sur la Statistique à des buts fédéraux*)

SECTION I

L'Office fédéral de la Statistique

Article 1

(1) L'Office fédéral de la Statistique est une autorité fédérale supérieure autonome relevant du Ministère fédéral de l'Intérieur.

(2) Le Président de l'Office fédéral de la Statistique est nommé sur proposition du Gouvernement par le Président de la République fédérale.

Article 2

Les attributions de l'Office fédéral de la Statistique sont les suivantes:

1. Préparer sur le plan technique et méthodologique des statistiques à des buts fédéraux (statistiques fédérales), contribuer à les rendre uniformes et comparables, recueillir, regrouper et présenter ces résultats pour la Fédération dans des buts généraux,
2. collecter et dépouiller les statistiques fédérales, lorsqu'une loi fédérale l'exige ou dans la mesure où les Laender intéressés l'approuvent,
3. élaborer les statistiques d'administration conformément à l'Art. 9, phrase 2,
4. recueillir et présenter des statistiques étrangères et des statistiques des organisations internationales,
5. procéder à l'élaboration de la comptabilité nationale,
6. participer à la préparation des lois fédérales, des règlements et des dispositions administratives générales dans le domaine de la Statistique fédérale,
7. exécuter sur demande des administrations fédérales supérieures tous autres travaux statistiques ou apparentés et fournir des expertises en matière statistique.

Article 3

L'Office fédéral de la Statistique exécute ses travaux conformément à la demande du Ministre fédéral compétent, et dans le cadre du budget qui lui est alloué.

SECTION II

Le Conseil Consultatif Statistique

Article 4

(1) L'Office fédéral de la Statistique est doté d'un Conseil consultatif.

(2) Ce Conseil se compose

1. du Président de l'Office fédéral de la Statistique ou de son représentant dans l'exercice de ses fonctions, en tant que président,
2. d'un représentant chacun des Ministères fédéraux, de la Cour fédérale des Comptes, de la Banque des Laender et des Chemins de fer fédéraux,
3. des directeurs des Offices statistiques des Laender ou de leurs représentants dans l'exercice de leurs fonctions,
4. d'un représentant par organisation centrale des communes,
5. de sept représentants de l'industrie et du commerce et d'un représentant des fédérations patronales,
6. de trois représentants des syndicats,
7. de deux représentants de l'agriculture,
8. de deux représentants des instituts de sciences économiques.

Lors des prises de décisions, les représentants des catégories 1 à 3 n'ont qu'une voix consultative.

(3) Les gouvernements des Laender doivent être invités aux séances du Conseil. Leurs représentants ont de tout temps le droit d'être consultés.

*) Version correspondant à la situation en fin d'année 1970. Pour plus de commodités, les amendements apportés à la Loi sur la Statistique à des buts fédéraux (Loi Statistique) du 3 septembre 1953 (Bundesgesetzblatt I, p. 1314) ont été inclus dans le présent texte. Il s'agit de l'amendement de l'Art. 8 en vertu de l'Art. 4 de la Loi concernant le règlement des rapports financiers entre la Fédération et les Laender (Quatrième Loi Transitoire) du 27 avril 1955 (Bundesgesetzblatt I, p. 189), des deux prorogations du délai prévu dans l'Art. 16 en vertu des amendements du 8 août 1955 (Bundesgesetzblatt I, p. 507) et du 15 juillet 1957 (Bundesgesetzblatt I, p. 721) ainsi que de l'introduction d'une nouvelle section VIIa en vertu de l'Art. 8 de la Loi concernant l'Exécution du Règlement No. 70/66/C.E.E. (Loi sur l'enquête de structure agricole) du 23 décembre 1966 (Bundesgesetzblatt I, p. 682) et d'un nouvel Art. 15 en vertu de l'Art. 35 de la Loi d'introduction relative à la Loi sur les infractions du 24 mai 1968 (Bundesgesetzblatt I, p. 503).

(4) Les représentants des catégories 4 à 8 du § 2 sont nommés par le Président de l'Office fédéral de la Statistique sur proposition des associations et organisations en question; le Ministère fédéral compétent désigne les associations et organisations ayant droit de proposition.

(5) Le Conseil peut, pour certains domaines, fonder des commissions techniques permanentes et des groupes de travail chargés de certaines questions. On peut faire appel lors des séances du Conseil, des commissions ou des cercles de travail à des experts. Lors des séances des commissions et des cercles de travail on doit convoquer les représentants des Ministères, qui ont de tout temps le droit d'être consultés.

(6) Les fonctions remplies au sein du Conseil, des commissions et des cercles de travail sont purement honorifiques.

Article 5

(1) L'Office fédéral de la Statistique doit, lors de la réalisation de ses tâches, consulter le Conseil ou ses commissions ou cercles de travail, pour toutes questions techniques ou méthodologiques. Dans les cas urgents ou simples, cette consultation peut se faire par écrit.

(2) L'Office fédéral de la Statistique doit examiner les propositions et suggestions du Conseil et les mettre à profit dans le cadre des nécessités administratives et des possibilités financières.

SECTION III

Décret d'établissement des statistiques fédérales

Article 6

(1) C'est par loi que doit être décrété l'établissement des statistiques fédérales, à moins que des exceptions ne soient autorisées conformément au § 2 ou à d'autres prescriptions juridiques.

(2) Le Gouvernement fédéral a le droit d'ordonner par règlement, dont la validité n'excède pas trois années, la réalisation d'enquêtes statistiques, lorsque les conditions suivantes sont remplies:

1. Les résultats de l'enquête doivent être indispensables à la réalisation de buts fédéraux précis et connus avant que l'enquête ne soit entreprise,
2. L'enquête ne doit pas être appliquée à un nombre illimité de personnes,
3. Les frais d'enquête prévus, exception faite des frais de publication, ne doivent pas dépasser DM 500.000 par an, pour la Fédération et les Laender réunis.

Article 7

(1) Le décret doit fixer les caractéristiques à retenir et le cercle des enquêtés. Il doit être inscrit sur les questionnaires.

(2) Lors de la réalisation de statistiques fédérales basées sur des enquêtes facultatives, on doit auparavant informer les enquêtés qu'ils sont libres de répondre ou non.

Article 8

Les frais des statistiques fédérales sont assumés par la Fédération, dans la mesure où ils sont engagés aux administrations fédérales; en tous autres cas ils sont assumés par les Laender.

SECTION IV

Dispositions particulières de procédure

Article 9

(1) Les Ministres fédéraux prennent la direction des tâches définies à l'Art. 2, pour toute statistique dont les données proviennent exclusivement des travaux effectués par les propres services des administrations fédérales ou dont l'élaboration est inséparable des affaires traitées par ces administrations (statistiques de service). Ils peuvent en totalité ou en partie transmettre ces tâches à l'Office fédéral de la Statistique.

(2) Le Gouvernement fédéral peut, dans des cas particuliers, autoriser un ministre ou un service désigné par lui à prendre, en totalité ou en partie, la direction des tâches définies à l'Art. 2 dans les cas de statistiques fédérales déterminées, même si celles-ci ne sont pas des statistiques de service.

SECTION V

Obligation statistique

Article 10

(1) Toutes les personnes physiques et juridiques, les administrations et organismes sont tenus de répondre aux questions fixées selon le règlement. Exception faite des dispositions légales particulières concernant le secret professionnel dans les secteurs privé et public, qui continue à être respecté.

(2) La réponse doit être vraie, complète, rendue dans les délais prévus, et, sauf disposition contraire, elle est gratuite.

(3) Si des questionnaires officiels sont prévus pour être remplis par les enquêtés, ceux-ci sont tenus d'inscrire leurs réponses dans les questionnaires. L'exactitude des données doit être confirmée par signature, si cela est prévu dans le questionnaire.

Article 11

Les enquêtés sont tenus de fournir les informations demandées aux personnes et services chargés officiellement de la réalisation des statistiques fédérales.

SECTION VI

Secret statistique

Article 12

(1) Des résultats individuels concernant des situations personnelles ou matérielles et recueillis dans le cadre d'une statistique fédérale sont à garder secrets par les responsables de l'enquête, à moins qu'un règlement (Art. 6) n'en décide autrement. Les prescriptions des Art. 175, 179, 188, § 1 et de l'Art. 189 du Code de la Fiscalité du 22 mai 1931 (Reichsgesetzblatt I, p. 187) concernant l'obligation de coopération et d'information vis-à-vis des autorités fiscales ne sont pas valables pour les responsables de l'enquête.

(2) L'Office fédéral de la Statistique, les offices statistiques des Laender et tous autres organismes et services chargés d'une enquête ont le droit et le devoir de transmettre par la voie hiérarchique, et sur simple demande, aux administrations supérieures de la Fédération et des Laender, compétentes en la matière, ou aux services désignés par elles, tous résultats individuels, au cas et dans la mesure où ceci est autorisé par le décret d'établissement de la statistique en question et où il en est fait mention dans les questionnaires.

(3) Un résumé de données fournies par plusieurs enquêtés n'est pas considéré comme résultat individuel dans le sens de cette loi.

(4) Les publications ne doivent pas comporter de résultats individuels dans le sens de cette loi.

SECTION VII

Peines et amendes

Article 13

(1) Quiconque qui, sans y être autorisé, révèle ou emploie un secret concernant affaires ou entreprises, lequel lui a été confié en vertu de cette loi au cours de son activité ou dont il a eu connaissance d'une autre manière, ou quiconque révèle, sans y être autorisé, un fait qu'il aurait dû garder secret, conformément aux prescriptions de cette loi, sera puni d'une peine privative de liberté¹⁾ allant jusqu'à six mois et d'une amende ou de l'une seulement de ces peines.

(2) Si le coupable commet cette action contre paiement, ou dans l'intention de se procurer, ou de procurer à un tiers, un profit illégal, ou de porter préjudice à quelqu'un, il est puni d'une peine privative de liberté¹⁾ jusqu'à deux ans. En outre il peut être passible d'amende.

(3) Les §§ 1 et 2 ne sont applicables que dans la mesure où d'autres prescriptions ne prévoient pas de peine plus grave.

(4) Les poursuites sont entamées sur demande de la personne lésée.

(5) Il n'est pas illicite de révéler des faits devant être gardés secrets, à l'autorité administrative compétente, afin qu'elle entame des poursuites conformément à l'Art. 14, pour irrégularité provenant d'informations fausses ou incomplètes.

Article 14

(1) Commet une irrégularité, quiconque ne fournit pas, volontairement ou involontairement, en totalité ou en partie, les informations qu'il est tenu de fournir conformément à l'Art. 10, ou ne les transmet pas dans les délais prescrits ou fournit des informations fausses ou incomplètes.

(2) Cette irrégularité peut être passible d'une amende pouvant atteindre DM 10.000.

SECTION VII a

Dispositions particulières concernant les statistiques de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique

Article 15

Les Art. 10 à 14 s'appliquent également aux enquêtes statistiques établies par règlement de la Communauté Economique Européenne ou de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique. Cela vaut aussi pour

¹⁾ Texte modifié en vertu de la première Loi sur la Réforme du Droit pénal du 25 juin 1969, Section II, Art. 3 et 4 (Bundesgesetzblatt I, p. 645).

les Art. 13 et 14 dans les cas où l'obligation et le secret statistiques sont fixés dans un règlement de la Communauté Economique Européenne ou de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique ou dans une loi d'application édictée à cet effet.

SECTION VIII

Dispositions transitoires et finales

Article 16

(1) Les statistiques courantes de la Fédération et de l'Administration économique de la Bizone, pour lesquelles lors de l'entrée en vigueur de cette Loi, les conditions définies dans la section III ne sont pas remplies, ne peuvent plus être réalisées comme statistiques fédérales six ans après l'entrée en vigueur de la présente Loi, à moins que d'ici-là les conditions ne fussent créées. Jusqu'à ce que ces prescriptions juridiques soient édictées, ces statistiques sont considérées dans leur ampleur actuelle comme statistiques à des buts fédéraux.

(2) Jusqu'à ce que ces prescriptions juridiques soient édictées, le règlement précédemment en vigueur, concernant le secret statistique vaut pour les statistiques mentionnées dans le § 1 de cet article.

(3) En ce qui concerne les statistiques pour lesquelles, au moment de l'entrée en vigueur de cette Loi, un Ministre fédéral est chargé de la direction des tâches définies à l'Art. 2, l'autorisation particulière du Gouvernement fédéral exposée dans l'Art. 9, § 2 est considérée comme accordée.

Article 17

Cette Loi vaut également pour le Land Berlin, conformément à l'Art. 13, § 1 de la Troisième Loi Transitoire du 4 janvier 1952 (Bundesgesetzblatt I, p. 1). Les règlements qui sont pris en vertu de l'autorisation contenue dans cette Loi valent pour le Land Berlin conformément à l'Art. 14 de la Troisième Loi Transitoire.

Article 18

Cette Loi entre en vigueur quinze jours après sa promulgation. Sont annulés simultanément la Loi concernant l'institution d'un Office Statistique de la Bizone datant du 21 janvier 1948 (Gesetzblatt des Vereinigten Wirtschaftsgebietes, p. 19) dans la version de l'Art. 4 de la Loi du 19 janvier 1949 (Gesetzblatt des Vereinigten Wirtschaftsgebietes, p. 9), et le décret sur l'application du droit de l'Administration économique de la Bizone, en matière statistique, aux Laender suivants: Bade, Rhénanie-Palatinat, Wurtemberg-Hohenzollern, et au canton bavarois de Lindau, décret du 31 mars 1950 (Bundesgesetzblatt, p. 81).

C. Lois et règlements statistiques

La liste ci-après (situation début 1971) groupe, suivant les domaines statistiques, les bases juridiques des statistiques fédérales et des statistiques à l'intention des Communautés européennes élaborées par l'Office fédéral de la Statistique et les Offices statistiques des Laender.

Les bases juridiques marquées d'un astérisque*) s'appliquent à plus d'une enquête statistique. Par conséquent, elles sont mentionnées sous toutes les rubriques respectives.

TERRITOIRE ET POPULATION

Loi sur un recensement de la population, de l'emploi et des établissements et entreprises non agricoles (Loi sur le recensement de la population en 1970), du 14 avril 1969*)

Loi sur l'exécution d'une statistique représentative de la population et de l'activité économique (Dénombrement par sondage « Mikrozensus »), du 21 décembre 1962*)

Loi concernant l'amendement de la Loi sur l'exécution d'une statistique représentative de la population et de l'activité économique (Dénombrement par sondage « Mikrozensus »), du 28 décembre 1968*)

Premier Règlement en matière du programme complémentaire au dénombrement par sondage « Mikrozensus », du 16 décembre 1963*)

Deuxième Règlement en matière du programme complémentaire au dénombrement par sondage « Mikrozensus », du 19 avril 1966*)

Troisième Règlement en matière du programme complémentaire au dénombrement par sondage « Mikrozensus », du 24 juin 1969*)

Loi sur la statistique du mouvement de la population et l'ajustement de l'effectif global de la population, du 4 juillet 1957*)

MOUVEMENT DE LA POPULATION

Loi sur la statistique du mouvement de la population et l'ajustement de l'effectif global de la population, du 4 juillet 1957*)

SANTE PUBLIQUE

Loi concernant l'amendement de la Loi sur la lutte contre les maladies vénériennes, du 25 août 1969

Loi sur la statistique du mouvement de la population et l'ajustement de l'effectif global de la population, du 4 juillet 1957*)

Premier Règlement en matière du programme complémentaire au dénombrement par sondage « Mikrozensus », du 16 décembre 1963*)

Deuxième Règlement en matière du programme complémentaire au dénombrement par sondage « Mikrozensus », du 19 avril 1966*)

Troisième Règlement en matière du programme complémentaire au dénombrement par sondage « Mikrozensus », du 24 juin 1969*)

EMPLOI

Loi sur un recensement de la population, de l'emploi et des établissements et entreprises non agricoles (Loi sur le recensement de la population en 1970), du 14 avril 1969*)

Loi sur l'exécution d'une statistique représentative de la population et de l'activité économique (Dénombrement par sondage « Mikrozensus »), du 21 décembre 1962*)

Loi concernant l'amendement de la Loi sur l'exécution d'une statistique représentative de la population et de l'activité économique (Dénombrement par sondage « Mikrozensus »), du 28 décembre 1968*)

Premier Règlement en matière du programme complémentaire au dénombrement par sondage « Mikrozensus », du 16 décembre 1963*)

Deuxième Règlement en matière du programme complémentaire au dénombrement par sondage « Mikrozensus », du 19 avril 1966*)

Troisième Règlement en matière du programme complémentaire au dénombrement par sondage « Mikrozensus », du 24 juin 1969*)

AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE

Loi sur un recensement dans l'agriculture et la sylviculture (Loi sur le recensement agricole en 1971), du 23 décembre 1970

Loi sur un recensement des exploitations agricoles et forestières (Recensement agricole en 1960), du 13 avril 1960

Règlement sur l'enquête forestière dans le cadre du recensement agricole de 1960, du 3 mars 1961

Règlement sur une enquête des exploitations viticoles en 1958, du 12 mars 1958

Règlement No. 70/66/CEE du Conseil, du 14 juin 1966, portant organisation de l'enquête de base dans le cadre d'un programme d'enquêtes sur la structure des exploitations agricoles

Loi portant application du Règlement No. 70/66/CEE (Loi sur l'enquête de structure agricole), du 23 décembre 1966

Règlement No. 24 du Conseil de la CEE sur la réalisation par étapes de réglementations communes du marché de vin, du 4 avril 1962¹⁾

Loi sur une statistique de la main-d'œuvre agricole et forestière, du 24 juin 1964

Règlement sur l'exécution des enquêtes de la main-d'œuvre agricole dans la campagne 1970/71, du 12 novembre 1969

Loi relative à l'enquête sur l'utilisation des sols et les récoltes, du 23 juin 1964

Loi concernant l'amendement de la Loi relative à l'enquête sur l'utilisation des sols et les récoltes, du 23 décembre 1970

Règlement sur la fixation de nouvelles dates pour l'exécution de l'enquête probatoire sur l'utilisation des sols en 1970 et 1971, du 11 juin 1969

Troisième Règlement en matière du programme complémentaire au dénombrement par sondage « Mikrozensus », du 24 juin 1969 *)

Loi sur les rapports de l'agriculture en matière de la gestion des exploitations et de l'économie du marché, du 23 décembre 1966

Loi sur le recensement du bétail, du 18 juin 1956

Loi concernant l'amendement de la Loi sur le recensement du bétail, du 3 décembre 1958

Loi sur une statistique de la volaille, du 29 mars 1967

Loi sur une statistique des poids en carcasse, du 21 juillet 1960

Loi concernant l'amendement de la Loi sur une statistique des poids en carcasse, du 30 août 1966

Deuxième Loi concernant l'amendement de la Loi sur une statistique des poids en carcasse, du 15 juin 1970

Loi concernant l'amendement de la Loi sur l'inspection de la viande, du 15 septembre 1969, Art. 1, 5

Règlement sur l'exécution de la statistique de l'inspection de la viande, du 30 avril 1970

Loi sur une statistique du lait, du 25 juillet 1968

Loi sur une statistique de la pêche, du 21 juillet 1960

Loi sur une statistique du bois, du 30 avril 1968 *)

ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS

(non compris l'agriculture)

Loi sur un recensement de la population, de l'emploi et des établissements et entreprises non agricoles (Loi sur le recensement de la population en 1970), du 14 avril 1969 *)

Loi sur la statistique de la structure des coûts, du 12 mai 1959

Loi sur la statistique financière, du 8 juin 1960 *)

INDUSTRIE ET ARTISANAT

Loi sur la statistique générale de l'industrie et de l'activité principale du bâtiment, du 15 juillet 1957 *)

Loi concernant l'amendement de la Loi sur la statistique générale de l'industrie et de l'activité principale du bâtiment, du 26 avril 1961 *)

Deuxième Loi concernant l'amendement de la Loi sur la statistique générale de l'industrie et de l'activité principale du bâtiment, du 24 avril 1963 *)

Règlement portant application de la Loi sur la statistique générale de l'industrie et de l'activité principale du bâtiment, du 27 juillet 1967 *)

Loi sur la statistique générale du secteur « électricité et gaz » et sur l'exécution du recensement industriel européen aux services publics, du 24 avril 1963

Règlement portant application de la Loi sur la statistique générale du secteur « électricité et gaz » et sur l'exécution du recensement industriel européen aux services publics, du 30 avril 1964

Deuxième Règlement portant application de la Loi sur la statistique générale du secteur « électricité et gaz » et sur l'exécution du recensement industriel européen aux services publics, du 27 juillet 1967

Règlement sur l'exécution d'une statistique des investissements dans l'industrie et les industries extractives, du 11 août 1969 *)

Règlement sur l'exécution d'une statistique des investissements dans l'activité principale du bâtiment et les activités productrices de l'artisanat, du 11 août 1969 *)

Règlement sur l'exécution d'une statistique de la rentrée des commandes dans l'industrie, du 23 décembre 1969

Règlement sur l'exécution d'une statistique des ordres en carnet dans l'industrie, du 23 décembre 1969

Règlement sur l'observation statistique du matériel et des marchandises reçus dans l'industrie, du 27 juillet 1967

Loi sur les statistiques des matières premières et de la production de certaines branches d'activité collective, du 11 novembre 1960

Loi sur une statistique du bois, du 30 avril 1968 *)

Règlement sur une statistique des engrais, du 21 avril 1970

¹⁾ Règlement fondamental de la CEE pour le cadastre viticole et la statistique de la production et des stocks de vin.

Loi sur le recensement de l'artisanat en 1968, du 1^{er} avril 1968 *)

Loi sur l'exécution de statistiques courantes de l'artisanat, de l'hôtellerie et des restaurants, du 12 août 1960 *)

Règlement sur la statistique de la distribution publique d'eau et des égouts, du 22 août 1969

BATIMENT, CONSTRUCTION, LOGEMENTS

Loi sur la statistique générale de l'industrie et de l'activité principale du bâtiment, du 15 juillet 1957 *)

Loi concernant l'amendement de la Loi sur la statistique générale de l'industrie et de l'activité principale du bâtiment, du 26 avril 1961 *)

Deuxième Loi concernant l'amendement de la Loi sur la statistique générale de l'industrie et de l'activité principale du bâtiment, du 24 avril 1963 *)

Règlement portant application de la Loi sur la statistique générale de l'industrie et de l'activité principale du bâtiment, du 27 juillet 1967 *)

Règlement sur l'exécution d'une statistique de la rentrée des commandes dans l'activité principale du bâtiment, du 18 décembre 1970

Règlement sur l'exécution d'une statistique des ordres en carnet dans l'activité principale du bâtiment, du 18 décembre 1970

Loi sur le recensement de l'artisanat en 1968, du 1^{er} avril 1968 *)

Loi sur l'exécution de statistiques courantes de l'artisanat, de l'hôtellerie et des restaurants, du 12 août 1960 *)

Règlement sur l'exécution d'une statistique des investissements dans l'activité principale du bâtiment et les activités productrices de l'artisanat, du 11 août 1969 *)

Loi sur l'exécution de statistiques de l'activité du bâtiment, du 20 août 1960

Loi sur un recensement de la population et des établissements et entreprises non agricoles en 1961 ainsi que sur le recensement des transports en 1962 (Loi sur le recensement de la population en 1961), du 13 avril 1961 *)

Loi sur le recensement des immeubles et logements en 1968, du 18 mars 1968

Loi sur l'exécution d'une statistique par sondage du logement, du 18 août 1965

Deuxième Loi sur les allocations de logement, du 14 décembre 1970, Art. 35

COMMERCE DE GROS ET DE DETAIL, HOTELLERIE ET RESTAURANTS, TOURISME

Loi sur un recensement du commerce, de l'hôtellerie et des restaurants (Loi sur le recensement de la distribution en 1968), du 1^{er} avril 1968

Loi sur l'exécution de statistiques courantes du commerce ainsi que sur la statistique du tourisme aux points d'hébergement, du 12 janvier 1960

Troisième Règlement en matière du programme complémentaire au dénombrement par sondage « Mikro-zensus », du 24 juin 1969 *)

COMMERCE EXTERIEUR

Loi sur la statistique relative au trafic marchandises passant les frontières (Loi sur la statistique du commerce extérieur), du 1^{er} mai 1957 *)

Règlement portant application de la Loi sur l'exécution de la statistique relative au trafic marchandises passant les frontières, version du 8 janvier 1970

Règlement sur l'observation statistique des combustibles solides consommés sur le territoire régi par ce règlement, du 18 juillet 1968

TRANSPORTS

Loi sur un recensement de la population et des établissements et entreprises non agricoles en 1961 ainsi que sur le recensement des transports en 1962 (Loi sur le recensement de la population en 1961), du 13 avril 1961 *)

Règlement sur une statistique des chemins de fer, du 8 août 1965

Loi sur la statistique des routes dans les communes en 1966, du 24 août 1965

Premier Règlement en matière du programme complémentaire au dénombrement par sondage « Mikro-zensus », du 16 décembre 1963 *)

Loi sur l'exécution d'une statistique des transports routiers de personnes, du 28 décembre 1968

Règlement sur l'exécution d'une statistique des prestations de transport du camionnage à longue distance, du 20 avril 1956

Loi sur les statistiques du trafic marchandises par la route et de la navigation fluviale, du 10 juillet 1969

Loi sur une statistique des kilomètres parcourus par les véhicules automobiles en 1966/1967, du 12 août 1966

Loi sur l'exécution d'une statistique des accidents de la circulation routière, du 18 mai 1961
Loi concernant l'amendement de la Loi sur l'exécution d'une statistique des accidents de la circulation routière, du 20 septembre 1965
Loi sur la statistique de la navigation fluviale et des transports de marchandises sur les voies fluviales ainsi que la mise à jour du parc des bateaux fluviaux, du 26 juillet 1957
Loi sur la statistique de la navigation maritime, du 26 juillet 1957
Loi sur la statistique du trafic aérien, du 30 octobre 1967
Règlement relatif à la Loi sur la statistique du trafic aérien, du 30 octobre 1967
Deuxième Règlement relatif à la Loi sur la statistique du trafic aérien, du 24 juillet 1968

MONNAIE ET CREDIT

Loi sur les banques hypothécaires, version du 5 février 1963, Art. 23
Loi sur les obligations hypothécaires et d'autres obligations similaires émises par les établissements de crédit de droit public, version du 8 mai 1963, Art. 7
Loi sur les banques de prêts hypothécaires maritimes, version de 3 mai 1963, Art. 21

PREVOYANCE SOCIALE

Loi sur l'exécution de statistiques en matière de l'aide sociale, de l'assistance supplémentaire aux victimes de guerre et de l'aide sociale à l'enfance, du 15 janvier 1963
Règlement sur l'exécution d'une statistique complémentaire dans le domaine de l'aide sociale concernant l'assistance aux tuberculeux, du 8 novembre 1967
Règlement sur l'exécution d'une statistique complémentaire dans le domaine de l'assistance supplémentaire aux victimes de guerre concernant les prestations en vertu de l'Art. 27 b de la Loi fédérale sur l'organisation de l'aide sociale aux victimes de guerre, du 28 novembre 1968

FINANCES ET IMPOTS

Loi sur la statistique financière du 8 juin 1960 *)
Loi sur une statistique du personnel, des rémunérations, traitements et salaires dans la fonction publique, du 15 mai 1968 *)
Loi sur les statistiques fiscales, du 6 décembre 1966, Amendements du 8 septembre 1969 et du 17 décembre 1970

PRIX

Loi sur la statistique des prix, du 9 août 1958
Règlement portant application de la Loi sur la statistique des prix, du 29 mai 1959
Règlement sur l'amendement du Règlement portant application de la Loi sur la statistique des prix, du 19 août 1960
Quatrième Règlement portant application de la Loi sur la statistique des prix, du 9 mars 1964
Cinquième Règlement portant application de la Loi sur la statistique des prix, du 5 juin 1967

SALAIRES ET TRAITEMENTS

Loi sur la statistique des salaires, du 18 mai 1956
Deuxième Règlement sur l'exécution d'une enquête spéciale concernant la statistique des salaires, du 8 août 1961
Troisième Règlement sur l'exécution d'une enquête spéciale concernant la statistique des salaires, du 20 mai 1966
Règlement No. 1899/68/CEE du Conseil, du 26 novembre 1968, portant organisation de l'enquête sur les salaires dans l'industrie, y compris le secteur « électricité, gaz » et la distribution publique d'eau
Règlement No. 100/66/CEE du Conseil, du 14 juillet 1966, portant organisation de l'enquête sur les salaires du secteur des transports routiers
Règlement No. 2053/69/CEE du Conseil, du 17 octobre 1969, portant organisation de l'enquête sur les salaires du commerce de détail, des banques et assurances
Loi sur une statistique du personnel, des rémunérations, traitements et salaires dans la fonction publique, du 15 mai 1968 *)
Règlement sur l'exécution d'une enquête concernant l'application de la Loi sur l'encouragement à la formation de patrimoine des salariés, du 22 avril 1964

BUDGETS FAMILIAUX

Loi sur la statistique des budgets familiaux, du 11 janvier 1961
Loi concernant l'amendement de la Loi sur la statistique des budgets familiaux, du 19 janvier 1968

II. Classifications

Degré de ventilation et domaines d'application des principales classifications allemandes

Classification	Degré de ventilation et domaines d'application
CLASSIFICATIONS DES ENTREPRISES ET DES ETABLISSEMENTS	
Classification des branches d'activité collective ¹⁾	<p>Nombre de positions: 10 sections (à un chiffre), 29 sous-sections (à 2 chiffres), 206 groupes (à 3 chiffres), 669 sous-groupes (à 4 chiffres), 1.397 classes (à 5 chiffres).</p> <p>Domaines d'application: Statistique des grèves et lock-out, statistique de la structure des coûts, statistique des sociétés de capitaux, statistique des bilans des sociétés anonymes, indice de la production du bâtiment, relevés sur le bâtiment (enquête exhaustive), enquête sur les investissements dans l'activité principale du bâtiment, enquête sur les entreprises de l'activité principale du bâtiment, recensements de la distribution, statistique du commerce de gros, statistique du commerce de détail, statistique de l'hôtellerie et des restaurants, recensement des transports de 1962, statistique des transports routiers de voyageurs, statistique des transports routiers de marchandises, statistique des kilomètres parcourus par les véhicules automobiles, statistique de la navigation fluviale, statistique du trafic aérien, statistique des faillites et règlements judiciaires, certaines statistiques des prix, enquête sur les gains dans l'agriculture, enquête sur les gains dans l'industrie et le commerce, enquêtes sur la structure des traitements et salaires dans l'industrie, le commerce et le secteur des services, statistique des salaires et traitements conventionnels, statistique de la formation de patrimoine des salariés, comptabilité nationale.</p>
Version pour la statistique de l'impôt sur le chiffre d'affaires ²⁾	<p>Nombre de positions: 10 sections (à un chiffre), 25 sous-sections (à 2 chiffres), 166 groupes (à 3 chiffres), 435 sous-groupes (à 4 chiffres), 635 classes (à 5 chiffres).</p> <p>Domaines d'application: Statistique de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, statistique de l'impôt sur le revenu des sociétés, statistique de l'impôt sur les exploitations de 1966, statistique des valeurs unitaires, statistique de l'impôt sur le chiffre d'affaires, statistique des cours des valeurs mobilières.</p>
Version pour le recensement des industries productrices de 1967 ³⁾	<p>Nombre de positions: 8 sections (à un chiffre), 21 sous-sections (à 2 chiffres), 78 groupes (à 3 chiffres), 166 sous-groupes (à 4 chiffres), 223 classes (à 5 chiffres).</p> <p>Domaines d'application: Recensement des industries productrices de 1967, statistique du matériel et des marchandises reçus dans l'industrie de 1967, recensement de l'artisanat de 1968, enquête sur les investissements dans l'industrie et l'artisanat, enquête sur les entreprises industrielles et artisanales.</p>
Version pour le recensement des établissements de 1967 ³⁾	<p>Nombre de positions: 10 sections (à un chiffre), 30 sous-sections (à 2 chiffres), 164 groupes (à 3 chiffres), 436 sous-groupes (à 4 chiffres), 586 classes (à 5 chiffres).</p> <p>Domaines d'application: Recensement des établissements de 1970.</p>
Version pour le recensement de l'emploi de 1970 ³⁾	<p>Nombre de positions: 4 secteurs, 10 sections (à un chiffre), 36 sous-sections (à 2 chiffres), 100 groupes (à 3 chiffres).</p> <p>Domaines d'application: Recensement de la population de 1970 (données relatives à la statistique de l'emploi), dénombrement par sondage « Mikrozensus » (à partir de 1972).</p>

¹⁾ Pour toutes les statistiques ventilées par institutions à l'exception des relevés de l'industrie (voir plus loin). — Il y a aussi une « Liste alphabétique des désignations d'établissements et des spécifications similaires ». — ²⁾ Est également utilisée pour les autres statistiques fiscales (à un degré de ventilation variable) et pour la statistique des cours des valeurs mobilières. — ³⁾ Renfermant le Supplément de 1970.

Classification	Degré de ventilation et domaines d'application
Liste systématique du relevé mensuel sur l'industrie de 1971	<p>Domaines d'application: Relevé mensuel sur l'industrie, relevé sur les petits établissements industriels, enquête complémentaire au relevé sur l'industrie, indice de la rentrée des commandes, indice de la production industrielle nette, indice de la productivité du travail, enquête sur les centrales électriques du secteur industriel.</p> <p>Nombre de positions: 34 groupes industriels (à 2 chiffres), 106 branches industrielles (à 4 chiffres).</p> <p>34 groupes industriels (à 2 chiffres), 143 branches industrielles (à 4 chiffres).</p>
à dépouiller comme correspondant à l'activité principale à dépouiller pour d'autres activités	
Liste des branches de l'artisanat de 1956	<p>Nombre de positions: 7 groupes (à un chiffre), 140 branches (à 3 chiffres).</p> <p>Domaines d'application: Relevés sur l'artisanat, enquête sur les gains dans l'artisanat.</p>
Liste des métiers susceptibles d'être exercés sous forme d'activités artisanales de 1968	<p>Nombre de positions: 7 groupes (à un chiffre), 125 branches (à 3 chiffres).</p> <p>Domaines d'application: Recensement de l'artisanat de 1968.</p>
CLASSIFICATIONS DES FINANCES PUBLIQUES ET DES MENAGES PARTICULIERS	
Code d'exploitation pour les statistiques combinées des finances de l'Etat et des communes, à partir de 1970	<p>Domaines d'application: Pour toutes les représentations sur les finances publiques, y compris l'endettement et l'effectif du personnel.</p>
Etat récapitulatif de l'économie générale par fonction par catégorie de dépenses par catégorie de recettes	<p>Nombre de positions: 18 secteurs de fonctions. 2 catégories principales et 20 catégories individuelles de dépenses. 2 catégories principales et 15 catégories individuelles de recettes.</p>
Etat récapitulatif des finances publiques par fonction par catégorie de dépenses par catégorie de recettes	<p>10 fonctions principales, 63 fonctions générales, 221 fonctions individuelles. 3 catégories principales et 21 catégories individuelles de dépenses. 2 catégories principales et 9 catégories individuelles de recettes.</p>
Classification des recettes et dépenses des ménages particuliers (Edition 1963)	<p>Domaines d'application: Enquêtes courantes des budgets familiaux, enquêtes par sondage sur les revenus et les dépenses de consommation.</p>
Recettes Dépenses	<p>Nombre de positions: 6 positions à 2 chiffres, 16 à 3 chiffres, 34 à 4 chiffres, 51 à 5 chiffres. 5 positions à 2 chiffres, 12 à 3 chiffres, 26 à 4 chiffres, 39 à 5 chiffres.</p>
CLASSIFICATIONS DES BIENS	
Classification des marchandises pour la statistique industrielle (Edition 1970) ⁴⁾	<p>Nombre de positions: 33 groupes de produits (à 2 chiffres), 200 branches de produits (à 3 chiffres), 873 catégories de produits (à 4 chiffres), 5.445 types de produits (à 6 chiffres).</p> <p>Domaines d'application: Enquête de production trimestrielle, statistique des textiles, statistique des échanges commerciaux avec Berlin, statistique des échanges de marchandises avec la RDA, statistique du commerce extérieur, certaines statistiques des prix.</p>

⁴⁾ Il y a aussi une « Liste alphabétique pour la statistique industrielle » et une « Liste de comparaison entre la Classification des marchandises pour la statistique industrielle et celle pour la statistique du commerce extérieur ».

Classification	Degré de ventilation et domaines d'application
Liste des produits et des groupes de produits relative au Rapport rapide mensuel sur la production	<p>Nombre de positions: 29 groupes de produits, 649 numéros du Rapport.</p> <p>Domaines d'application: Rapport rapide sur la production, indices de la production.</p>
Classification des marchandises pour la statistique du commerce extérieur (Edition 1971) ⁵⁾	<p>Nombre de positions: 21 divisions (I à XXI), 99 chapitres (1 à 99), 1.163 numéros de code (à 4 chiffres), env. 8.200 types de produits (à 6 chiffres).</p> <p>Domaines d'application: Statistique du commerce extérieur, certaines statistiques des prix.</p>
Classification des marchandises pour la statistique de transport (Edition 1969) ⁵⁾	<p>Nombre de positions: 10 sections (à un chiffre), 52 groupes généraux (à 2 chiffres), 175 groupes (à 3 chiffres), de plus 6 positions pour les marchandises CECA.</p> <p>Domaines d'application: Statistiques des chemins de fer, statistique des transports routiers de marchandises, statistique des transports routiers de marchandises franchissant les frontières de la République fédérale, statistique de la navigation fluviale, statistique de la navigation maritime, statistique du trafic aérien.</p>
Nomenclature des biens pour la consommation privée (Edition 1963) ⁵⁾	<p>Nombre de positions: 9 groupes généraux (à un chiffre), 46 groupes (à 2 chiffres), 88 sous-groupes (à 3 chiffres).</p> <p>Domaines d'application: Représentations sur la consommation privée dans le cadre de la comptabilité nationale, enquêtes par sondage sur les revenus et les dépenses de consommation, indices du coût de la vie, enquêtes courantes de budgets familiaux.</p>
Classification des bâtiments (Version 1970)	<p>Nombre de positions: 2 groupes, 12 sous-groupes de bâtiments, dont 4 à la fois classes, 28 classes de bâtiments, dont 22 à la fois types de bâtiments, 55 types de bâtiments, dont 22 à la fois classes.</p> <p>Domaines d'application: Statistique de l'activité du bâtiment, statistique des prix de construction.</p>
Classement des produits d'agriculture, sylviculture, chasse et pêche (Edition 1959)	<p>Nombre de positions: 6 groupes (à 2 chiffres), 11 sous-groupes (à 3 chiffres), 66 classes (à 4 chiffres), 927 produits (à 6 chiffres).</p> <p>Domaines d'application: Statistique des textiles, statistique des échanges commerciaux avec Berlin, statistique des échanges de marchandises avec la RDA.</p>
CLASSIFICATIONS DES PERSONNES	
Classification des professions (Edition 1970) ⁶⁾	<p>Nombre de positions: 6 secteurs professionnels (chiffres romains), 33 sections professionnels (lettres minuscules), 86 groupes (à 2 chiffres), 328 activités (à 3 chiffres), 1.672 catégories prof. (à 4 chiffres).</p> <p>Domaines d'application: Recensement de la population de 1970 (données relatives à la statistique de l'emploi), statistiques de la main-d'œuvre.</p>
Classement statistique international des maladies, traumatismes et causes de décès (CIM), 1968 — 8ème Révision Volume I: Liste systématique	<p>Nombre de positions: 18 chapitres (chiffres romains), 1.042 positions à 3 chiffres, 2.988 à 4 chiffres.</p> <p>Domaines d'application: Statistique des causes de décès, représentations des maladies.</p>

⁵⁾ Comprend un Index alphabétique. — ⁶⁾ Comprend une Liste alphabétique des désignations professionnelles.

Classification	Degré de ventilation et domaines d'application
Liste des dénominations religieuses (Edition 1970)	<p>Nombre de positions: 10 positions à un chiffre, 42 positions à 2 chiffres.</p> <p>Domaines d'application: Recensement de la population de 1970, statistique du mouvement naturel de la population.</p>
CLASSIFICATIONS REGIONALES	
Liste officielle des communes (Edition 1961) ^{*)}	<p>Nombre de positions: 11 Laender (à 2 chiffres), 33 districts gouvernementaux et circonscriptions administratives (à 3 chiffres), 139 villes disjointes administrativement des cercles et 425 cercles ruraux (à 5 chiffres), 24.503 communes (à 8 chiffres).</p> <p>Domaines d'application: Détermination du territoire et de l'effectif global de la population.</p>
Liste de numérotage statistique des communes et des circonscriptions administratives (Edition 1970)	<p>Nombre de positions: 11 Laender (à 2 chiffres), 30 districts gouvernementaux et circonscriptions administratives (à 3 chiffres), 135 villes disjointes administrativement des cercles et 413 cercles ruraux (à 5 chiffres), 23.040 communes (à 8 chiffres).</p> <p>Domaines d'application: Détermination du territoire.</p>
Index alphabétique des pays pour la statistique du commerce extérieur (Edition 1971)	<p>Nombre de positions: 6 continents (à un chiffre), 158 positions de pays (à 3 chiffres).</p> <p>Domaines d'application: Statistique du commerce extérieur.</p>
Liste des districts de transport et des ports (Edition 1969)	<p>Nombre de positions: 77 zones de transport (à 2 chiffres), dont 22 en République fédérale; 307 districts de transport (à 3 chiffres), dont 76 en République fédérale.</p> <p>Domaines d'application: Statistique de transport.</p>

^{*)} Comprend une Liste alphabétique des communes.

III. Éléments méthodologiques

Matière Statistique	Catalogue Page	Éléments de la statistique		unité d'échan- tillonnage *)
		unité statistique	unité de dépouillement	
		1	2	
POPULATION ET EMPLOI				
Recensement de la population, 1970	61, 64	ménage	personne, ménage	liste de recensement ¹⁾
Dénombrement par sondage « Mikrozensus »				
a) Sondages au 1/100	61, 62, 64, 72, 73	ménage	en général: personne	district de recensement ²⁾ ³⁾
b) Sondages au 1/1000	62, 64, 71	ménage	personne	district de recensement ²⁾
Statistique des élections du Bundestag, 1969	64	inscrit ou votant	inscrit ou bulletin	circonscription électorale
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PÊCHE				
Enquête de structure agricole C. E. E., 1966/67	65	exploitation	exploitation, personne, animal, machine	exploitation
Statistique de la main-d'œuvre ⁷⁾	65	exploitation	personne	exploitation
Enquêtes principale et complémentaire sur l'utilisation des sols ⁸⁾	65	exploitation	exploitation	exploitation
Enquêtes préliminaire et principale sur les cultures maraîchères	65	exploitation	exploitation	commune ⁹⁾
Enquête de contrôle relative aux enquêtes préliminaire et principale sur l'utilisation des sols	66	exploitation	exploitation	commune exploitation
Relevé spécial des récoltes ¹⁰⁾				
a) Coupes et arrachages échantillons	66	parcelle échantillon	champ	commune, exploitation, champ de la culture, parcelle échan- tillon
b) Battages complets	66	champ	champ	champ de la culture ¹²⁾
Recensements intermédiaires du bétail	66	éleveur	animal, éleveur	superficie de recensement
Enquête de contrôle relative aux recensements du bétail				
a) en décembre	66	éleveur	animai	superficie de recensement
b) en juin	66	éleveur	animal	superficie de recensement ¹³⁾

Voir notes pages 106/107.

des enquêtes par sondage

Méthode de sondage			Méthode d'extension
nombre d'unités d'échantillonnage	caractéristiques de stratification (nombre de groupes)	Fraction de sondage moyenne	
4	5	6	
800.000	Land (11), nombre de ménages (6)	10 % ¹⁾	Extension libre avec adaptation à la structure des personnes et ménages par « Kreis »
59.200 ³⁾	Land (11), catégories d'importance des communes (10), nombre de districts de recensement par commune (22)	1 % ⁴⁾	Adaptation à la structure des personnes, ensuite extension libre. Adaptation au sondage au 1/100
1.970 ⁵⁾	Land (11), catégories d'importance des communes (10)	0,1 % ⁴⁾	
55.000	Land (10), catégories d'importance des communes (7), parts de SPD (7), FDP (3), part des protestants (3)	2,4 % ⁴⁾	Estimation par la méthode du quotient, liée au nombre des inscrits ou votants
1.246.000	circonscription administrative (36), groupe d'exploitations (3), superficie agricole utile (8/3)	21,7 %	Extension libre
1.100.000	Land (8), catégories principales d'exploitations (2), superficie agricole utile (8)	6 %	Extension libre
1.380.000	Land (11), terres arables (4)	8 %	Extension libre
9.200	Land (8), surfaces ensemencées en légumes, fraises, y compris les cultures sous verre (3 ou 4)	15 % ⁴⁾	Estimation par la méthode du quotient ou extension libre
24.000	Land (7), Landkreise (20 à 140)	4 %	Estimation combinée par la méthode du quotient (superficie retenue par rapport à la superficie déclarée de chaque catégorie d'utilisation respective)
1.400.000	—	0,2 % ⁴⁾	
max. 24.000	Land (7)	env. 0,0001 % de la superficie ⁴⁾ ¹¹⁾	Rendement moyen à l'ha en tant que valeur moyenne non pondérée des rendements observés sur les parcelles échantillons
1.100.000	—		
—	—		
—	—		Calcul de correctifs ¹³⁾
1.500 à 1.900 ¹²⁾	Land (7)	0,03 % de la superficie ⁴⁾ ¹¹⁾	Extension libre ou estimation séparée par la méthode du quotient
65.000	Land (7), nombre de truies reproductrices (3 ou 4), nombre de vaches (4 ou 5) ¹⁴⁾	16 %	
65.000	Land (8), nombre de truies reproductrices (1 ou 3)	0,8 %	Estimation combinée par la méthode du quotient
10.500 ¹⁵⁾	Land (8), nombre de truies reproductrices (1 ou 3)	0,8 % ⁴⁾	

III. Eléments méthodologiques

Matière Statistique	Catalogue Page	Eléments de la statistique		unité d'échan- tillonnage *)
		unité statistique	unité de dépouillement	
		1	2	
INDUSTRIE ET ARTISANAT				
Recensement de l'artisanat, 1968 (Enquête par sondage)	69	entreprise	entreprise	entreprise
Relevés sur l'artisanat	69	entreprise	entreprise	entreprise
LOGEMENTS				
Enquête par sondage sur les logements, 1965	70	unité de logement	unité de logement	commune ¹⁶⁾ immeuble
COMMERCE				
Recensement de la distribution, 1968/70				
Enquête par sondage complémentaire auprès				
a) du commerce de gros	71	entreprise	entreprise	entreprise
b) du commerce de détail	71	entreprise	entreprise	entreprise
c) de l'hôtellerie et des restaurants	71	entreprise	entreprise	entreprise
Statistique du commerce de gros	71	entreprise	entreprise	entreprise
Statistique du commerce de détail	71	entreprise	entreprise	entreprise
Statistique de l'hôtellerie et des restaurants	71	entreprise	entreprise	entreprise

Voir notes pages 106/107.

des enquêtes par sondage

Méthode de sondage			Méthode d'extension
nombre d'unités d'échantillonnage	caractéristiques de stratification (nombre de groupes)	Fraction de sondage moyenne	
4	5	6	7
621.000	Land (11), catégories d'activité économique (223), nombre de personnes occupées (4)	24 %	Extension libre et estimation par la méthode du quotient
500.000	Land (11), activités artisanales (36), nombre de personnes occupées (max. 7), créations de nouvelles entreprises (1)	env. 6 %	Extension libre (numérateur et dénominateur des valeurs proportionnelles), estimation combinée par la méthode du quotient (valeurs totales)
24.500 9.000.000	Land (11), catégories d'importance des communes (2), type d'immeuble (max. 15) ¹⁷⁾ , communes suivant le nombre de districts de recensement de la population (max. 50) ¹⁸⁾	1 % ⁴⁾	} Extension libre (doublement aléatoire des cas défaillants réels)
110.000	Land (11), catégories d'activité économique (73), tranches de chiffre d'affaires (6), type d'entreprise (2), catégories d'importance des personnes occupées (2)	33 %	
421.600	Land (11), catégories d'activité économique (66), tranches de chiffre d'affaires (5), type d'entreprise (2), catégories d'importance des personnes occupées (2)	10 %	Extension libre
107.800	Land (11), catégories d'activité économique (11), tranches de chiffre d'affaires (5), catégories d'importance des personnes occupées (2)	8 %	Extension libre
110.000	catégories d'activité économique (73), tranches de chiffre d'affaires (6), type d'entreprise (2), catégories d'importance des personnes occupées (2), créations de nouvelles entreprises	12 %	Extension libre
421.600	Land (11), catégories d'activité économique (66), tranches de chiffre d'affaires (5), type d'entreprise (2), catégories d'importance des personnes occupées (2), créations de nouvelles entreprises	10 %	Extension libre
107.800	Land (11), catégories d'activité économique (11), tranches de chiffre d'affaires (5), catégories d'importance des personnes occupées (2), créations de nouvelles entreprises (4)	12 %	Extension libre

III. Eléments méthodologiques

Matière Statistique	Catalogue Page	Eléments de la statistique		unité d'échan- tillonnage *)
		unité statistique	unité de dépouillement	
		1	2	3
Statistique du commerce extérieur				
a) Exportations	72	—	cas de commerce extérieur	déclaration de sortie
b) Importations	72	—	cas de commerce extérieur	déclaration d'entrée
TRANSPORTS				
Recensement des transports, 1962 (transport pour propre compte)	72	entreprise	entreprise	établissement
Statistique des transports routiers de marchandises pour compte d'autrui à longue distance	73	cas de transport	cas de transport	lettre de voiture
Statistique des transports routiers pour propre compte à longue distance	73	cas de transport	cas de transport	cas de transport
Statistique des transports routiers de marchandises, 1970 ²⁰⁾	73	véhicule automobile	véhicule automobile	véhicule automobile
Statistique des kilomètres parcourus par les véhicules automobiles				
a) Enquête de base, 1966	73	véhicule	véhicule	véhicule
b) Enquête complémentaire, 1966/67 ²¹⁾	73	véhicule automobile	véhicule automobile	véhicule automobile
PREVOYANCE SOCIALE				
Statistique de l'aide sociale (Enquête complémentaire sur l'assistance aux tuberculeux, 1968)	78	bénéficiaire	bénéficiaire	bénéficiaire
Statistique de l'assistance supplémentaire aux victimes de guerre (Enquête complémentaire, 1969)	78	personne	personne	personne
IMPOTS				
Statistique des impôts sur les salaires, 1968	79	cas d'impôt sur les salaires ²²⁾	assujetti	fiche d'impôt
Statistique des valeurs unitaires de la propriété foncière ²⁴⁾	79	terrain bâti	terrain bâti	district de recensement ²⁵⁾
SALAIRES ET TRAITEMENTS				
Enquêtes courantes sur les gains				
a) dans l'agriculture	81	exploitation	exploitation	exploitation
b) dans l'industrie et le commerce	81	établissement	établissement	établissement
c) dans l'artisanat	81	établissement	établissement	établissement

Voir notes pages 106/107.

des enquêtes par sondage

Méthode de sondage			Méthode d'extension
nombre d'unités d'échantillonnage	caractéristiques de stratification (nombre de groupes)	Fraction de sondage moyenne	
4	5	6	7
environ 14.000.000	valeur d'exportation (3)	env. 54 % ¹⁹⁾	Ne sont pas considérés les cas de moins de 300 DM; en revanche, les cas entre 300 et 499 DM sont comptés à plusieurs reprises
environ 7.000.000	valeur d'importation (3)	env. 80 % ¹⁹⁾	
1.200.000	Land (11), groupe ou sous-groupe d'activité collective (21), nombre de véhicules (3)	env. 12 %	Extension libre
environ 10.000.000	offices de contrôle des frets	33 %	Extension libre
environ 11.780.000	—	11 %	Extension libre
737.000	groupes de détenteurs (6), type de carrosserie (4), classes de charge utile (3)	11 %	Extension libre (doublement des cas défaillants réels)
12.500.000	groupes de véhicules (28), profession ou métier du détenteur de véhicule (9)	0,8 %	Extension libre (doublement des cas défaillants réels)
603.000	groupes de véhicules (17), profession ou métier du détenteur de véhicule (6)	6,3 %	
100.000	—	33 ⅓ %	Adaptation à la statistique annuelle courante de l'aide sociale
environ 100.000	Land (11)	50 %	Estimation par la méthode du quotient
environ 6.120.000 ²³⁾	Land (9), tranches de salaire brut (9), classes d'imposition (23)	env. 1 % ²³⁾	Extension libre à l'ensemble des unités d'échantillonnage
592.000	Land (11)	10 %	Pas d'extension; indication de valeurs proportionnelles
138.000	Land (7), catégories d'importance des exploitations (3)	6 %	Extension libre du numérateur et du dénominateur des valeurs proportionnelles
252.000	Land (11), branches d'activité collective (60), catégories d'importance des personnes occupées (6)	11 %	
174.000	Land (11), activités artisanales (10), catégories d'importance des personnes occupées (5)	13,5 %	

III. Éléments méthodologiques

Matière Statistique	Catalogue Page	Éléments de la statistique		unité d'échan- tillonnage *)
		unité statistique	unité de dépouillement	
		1	2	3
Enquêtes sur les dépenses de personnel des employeurs				
a) dans les industries productrices, 1969	81	entreprise	entreprise et établissement	entreprise
b) dans le secteur des transports routiers, 1967	81	entreprise	entreprise	entreprise
c) dans le commerce et le secteur des services, 1970 ²⁴⁾	81	entreprise	entreprise	entreprise
Enquêtes sur la structure des traitements et salaires				
a) dans l'agriculture, la sylviculture et les exploitations horticoles produisant pour la vente, 1962	81	exploitation	salarié (cas d'activité)	exploitation, salarié
b) dans l'industrie, le commerce et le secteur des services, 1966 ³¹⁾	81	établissement	salarié (cas d'activité)	établissement
				salarié
c) dans la fonction publique, 1968	81	office ou service soumis à l'enquête	employé	employé
Statistique de la formation de patrimoine des salariés	82	entreprise	entreprise, salarié	entreprise
BUDGETS FAMILIAUX				
Enquête par sondage sur les revenus et les dépenses de consommation, 1969	82	ménage	ménage	district de recensement ³³⁾ ménage

*) En cas d'échantillonnage à plusieurs degrés, les unités de sondage sont énumérées suivant les étapes individuelles.

¹⁾ Institutions de taille plus importante retenues en total. Listes de recensement tirées dans la strate comprenant le plus tiers de l'échantillon ordonné, pour la préparation de la rotation des districts de recensement. Chaque année, un tiers ménage choisi) demeure au maximum pendant trois ans soumis à l'enquête. — ²⁾ Tirage deuxième phase dans les unités ³⁾ Fraction globale de sondage. — ⁴⁾ Tirage troisième phase dans un tiers des unités du dénombrement par sondage au modification des fractions de sondage aux strates, l'échantillon restait autopondéré à l'intérieur d'un Land. — ⁵⁾ Plan de relatifs aux années de référence 1969/70. — ⁶⁾ Dans certains Länder également échantillonnage d'exploitations au deuxième échantillons sur le champ. — ⁷⁾ Valeurs proportionnelles servant à ramener les valeurs de rendement obtenues par coupes- et Bade-Wurtemberg; de plus, nombre de moutons (5) pour la Basse-Saxe. — ⁸⁾ Tirage deuxième phase à partir de l'enquête zensus » d'octobre 1962. — ⁹⁾ Dans la catégorie d'importance des communes de 5.000 habitants et plus. — ¹⁰⁾ Dans la de référence et répartition en 13 sous-échantillons. — ¹¹⁾ Pour 26 semaines de référence et répartition en 26 sous-échantil- les salaires au rajustement mécanique des retenues mensuelles de l'année courue et sans les salaires bruts de plus de au sondage au 1/10 pour la statistique sur les ménages et les familles effectuée dans le cadre du recensement de la plus ont été retenues en total. — ¹²⁾ Seulement les exploitations occupant de la main-d'œuvre salariée (chiffre estimé). — produisant pour la vente. — ¹³⁾ Non compris le service public. — ¹⁴⁾ Les effectifs de personnel des Chemins de fer censement de la population de 1961 et au dénombrement par sondage « Mikrozensus » de 1968.

des enquêtes par sondage

Méthode de sondage			Méthode d'extension
nombre d'unités d'échantillonnage	caractéristiques de stratification (nombre de groupes)	Fraction de sondage moyenne	
4	5	6	7
30.000	Land (11), branches d'activité collective (51), catégories d'importance des entreprises (6)	22,5 %	Extension libre
9.500	Land (11), catégories d'activité économique (2), catégories d'importance des entreprises (4/5)	10 %	
7.900	Land (11), branches d'activité collective (10), catégories d'importance des personnes occupées (2)	65 %	
85.000 ²⁷⁾	Land (7/8 ou 11), types d'exploitations (3), superficie agricole utile (2)	15 % ou 30 % ²⁸⁾ 25 % ²⁹⁾ 50 % ³⁰⁾	Evaluation directe sans extension (en partie conversions des taux d'échantillonnage différents)
environ 450.000	Land (11), groupes d'activité collective et catégories d'activité économique (63), catégories d'importance des établissements (3)	max. 15 % ⁴⁾	Extension libre
environ 14.000.000	—		
1.020.000	Land (11) ³²⁾ , collectivités territoriales (2), collectivités (5), fonction (3)	env. 50 %	Extension libre
450.000	Land (11), branches d'activité collective (14), catégories d'importance des entreprises (2)	16 %	Extension libre
220.000	voir également dénombrement par sondage « Mikrozensus » (taille du ménage, statut professionnel, tranches de revenus)	25 %	Extension libre (adaptation aux ménages échantillons du « Mikrozensus »)

grand nombre de ménages avec un taux de sondage de 20 % et retenues par moitié. — ²⁾ Décomposition systématique en de l'échantillon au 1/100 est échangé contre un autre, de sorte que chaque tiers de l'échantillon (et par conséquent chaque de la statistique sur les ménages et les familles effectuée dans le cadre du recensement de la population de 1961. — 1/100 « Mikrozensus ». — ⁴⁾ Sont exclues de l'échantillon les circonscriptions électorales comptant moins de 290 inscrits; par sondage séparé pour le recensement de 3.000 exploitations forestières (taux de sondage de 30 %). — ⁸⁾ Renseignements degré. — ¹⁰⁾ Pour la Sarre, plan de sondage différent. — ¹¹⁾ Par culture. — ¹²⁾ Tirage deuxième phase à partir des coupes-échantillons aux quantités récoltées. — ¹⁴⁾ Seulement pour les Laender: Basse-Saxe, Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Hesse de référence. — ¹⁶⁾ Correspond à l'échantillonnage indirect de communes pour le dénombrement par sondage au 1/100 « Mikro-catégorie d'importance des communes de moins de 5.000 habitants. — ¹⁹⁾ Cf. méthode d'extension. — ²⁰⁾ Pour 13 semaines lons. — ²²⁾ Les époux sont considérés comme un seul cas d'impôt sur le salaire. — ²³⁾ Non compris les cas d'impôts sur 36.000 DM. Non compris les Laender Bade-Wurtemberg et Brême. — ²⁴⁾ Pour les résultats préliminaires. — ²⁵⁾ Correspond population de 1961. — ²⁶⁾ Pour le commerce de détail seulement; les banques et assurances occupant 20 personnes et ²⁸⁾ Dans l'agriculture. — ²⁹⁾ Dans la sylviculture (maîtres-bûcherons retenus en total). — ³⁰⁾ Aux exploitations horticoles fédérales et des Postes fédérales ne sont pas stratifiés par Land mais suivant la fonction. — ³²⁾ Correspondant au re-

IV. Base de calcul des indices et des nombres-indices*)

Titre	Périodicité	Année de base = 100	Classement ¹⁾	Séries	Pondération	Méthode, voir WiSta ²⁾
INDUSTRIE						
Indice de la rentrée des commandes dans l'industrie	mensuelle	1962	groupes principaux ainsi que 33 groupes ou branches industriels	79	rentree des commandes en 1962	69/3
Indice de la production industrielle nette	mensuelle	1962	groupes principaux ainsi que 62 groupes ou branches industriels	459	valeurs nettes de la production de 1962	68/3
Indice de la production industrielle brute des biens d'investissement et de consommation	mensuelle	1962	5 groupes de produits pour les biens d'investissement et 6 groupes de produits pour les biens de consommation	103 pour les biens d'invest., 103 pour les biens de consommation	valeurs brutes de la production de 1962	68/4
Indices du résultat de la production fournie par personne occupée, par heure-salarié, par ouvrier et par heure-ouvrier dans l'industrie	annuelle ²⁾	1962	groupes principaux ainsi que 47 groupes ou branches industriels	comparaison du résultat de la production (suivant l'indice de la production industrielle nette) avec les différentes données relatives au travail fourni		68/5
BATIMENT						
Indice de la production du bâtiment	trimestrielle ³⁾	1962	activité principale et industries accessoires du bâtiment	6	valeurs nettes de la production de 1962	69/4
COMMERCE						
Nombres-indices du chiffre d'affaires, des personnes occupées, des marchandises reçues et des stocks dans le commerce de gros	mensuelle ⁴⁾	1962	5 secteurs et 48 branches du commerce de gros	env. 10.000 entreprises	—	66/4
Nombres-indices du chiffre d'affaires, des personnes occupées, des marchandises reçues et des stocks dans le commerce de détail	mensuelle ⁴⁾	1962	10 groupes, 56 branches ainsi que catégories d'entreprises etc. du commerce de détail	env. 40.000 entreprises	—	⁵⁾
Nombres-indices du chiffre d'affaires et des personnes occupées de l'hôtellerie et des restaurants	mensuelle	1962	7 branches de l'hôtellerie et des restaurants	env. 15.000 entreprises	—	66/6
Indices des importations et des exportations						
a) Indice des valeurs courantes	mensuelle	1962	{ 8 groupes de produits, 214 sous-groupes de produits de la statistique du commerce extérieur. 10 sections de la Classification Type pour le Commerce International. 40 groupes et branches de produits ainsi que 10 groupes de biens d'investissement et 8 groupes de biens de consommation de la statistique industrielle }	env. 8.000 produits	{ valeurs moyennes de 1962, quantités des mois ou années de référence }	66/10
b) Indice du volume						
c) Indice de la valeur moyenne						
TRANSPORTS						
Nombres-indices du trafic voyageurs et marchandises	mensuelle	1962	trafic voyageurs: Chemins de fer, trafic routier, trafic aérien; trafic marchandises: Chemins de fer, camionnage à longue distance, voie fluviale, navires de mer, voie aérienne, pipe-lines	33	—	51/4

Voir notes p. 111.

IV. Base de calcul des indices et des nombres-indices *)

Titre	Périodicité	Année de base = 100	Classement ¹⁾	Séries	Pondération	Méthode, voir WiSta ²⁾
MONNAIE ET CREDIT						
Indice des cours des actions	hebdomadaire ³⁾	31 déc. 1965	4 groupes principaux et 30 groupes d'activité économique	354 actions de capital sélectionnées	capital nominal de toutes les sociétés anonymes dont les actions sont cotées en bourse, au 31. déc. 1965	67/6
PRIX						
Indice des prix à la production des produits industriels	mensuelle	1962	31 groupes de produits industriels, subdivisés en sous-groupes et catégories de produits	9.270 séries de prix pour environ 2.000 produits	valeurs du chiffre d'affaires de l'industrie en 1962	65/2
Indice des prix agricoles à la production	mensuelle	1961/63 ⁴⁾	14 groupes de produits d'origine végétale et animale	1.120 séries de prix pour 73 produits	moyennes des prix de vente réalisés dans l'agriculture, camp. agr. 1961/62 et 1962/63	65/5
Indice des prix à la production des fleurs coupées et des plantes en pot	mensuelle	1961/63 ⁴⁾	6 variétés de fleurs coupées et 4 variétés de plantes en pot	228 séries de prix pour 10 produits	moyennes des valeurs du chiffre d'affaires, camp. agr. 1961/62 et 1962/63	66/2
Indice des prix à la production des produits forestiers	mensuelle	1962 ⁴⁾	4 espèces de bois bruts en provenance des forêts d'Etat et des forêts privées	1.497 séries de prix pour 34 produits	prix de vente réalisés dans la sylviculture, camp. forest. 1962	66/5
Indice des prix des produits de base	mensuelle	1962	16 groupes de produits de l'agriculture, sylviculture et pêche 14 groupes de produits industriels 30 groupes de produits suivant la statistique du comm. extérieur (suivant l'origine intérieure et extérieure)	3.500 séries de prix pour 349 produits	prix de vente réalisés dans l'agriculture, production brute de l'industrie, valeurs des importations (plus taxes et droits) en 1962	69/6
Indice des prix de vente du commerce de gros	mensuelle	1962	15 groupes d'act. collect., subdivisés en classes	7.172 séries de prix pour 956 produits	recensement du commerce de 1960 et valeurs ajustées de la statistique du chiffre d'affaires, base 1962	67/4
Indice des prix d'achat des moyens de production agricoles	mensuelle	1962/63 ⁴⁾	15 groupes de produits, subdivisés en sous-groupes de produits 10 groupes de dépenses	6.833 séries de prix pour 104 produits et services	dépenses d'exploitation dans l'agriculture, camp. agr. 1962/63	65/5
Indice des prix d'achat des produits importés	mensuelle	1962	3 groupes de produits de l'agriculture, sylviculture et pêche 35 groupes de produits suivant le rapport existant quant au processus de production	2.759 séries de prix pour 1.375 produits	valeurs des importations en 1962	67/5
Indice des prix de vente des produits exportés	mensuelle	1962	11 groupes de produits suivant la statistique du commerce extérieur	3.610 séries de prix pour 1.515 produits	valeurs des exportations en 1962	67/5

Voir notes p. 111.

IV. Base de calcul des indices et des nombres-indices *)

Titre	Périodicité	Année de base = 100	Classement ¹⁾	Séries	Pondération	Méthode, voir WiSta **)
Nombres-indices des prix de services de construction	trimestrielle	1962	constructions nouvelles: 41 services de constr.; entretien: 16 services de constr.	37.000 séries de prix pour 300 services de constr., dont 31 travaux d'entretien	—	66/9
Indices du coût de la construction	trimestrielle	1962	constructions nouvelles: indice général du coût de la constr. d'immeubles à usage d'habit. suivant 6 catégories de coûts, 12 catégories de bâtiments, 34 types de constr., 41 services de constr. entretien: 4 catégories	37.000 séries de prix pour 360 services de constr.	parts dans les coûts de production	66/9
Indice des prix de détail (prix de vente)	mensuelle	1962	9 groupes d'activité collect. subdivisés en sous-groupes et catégories d'activité économique 8 groupes principaux subdivisés en groupes et sous-groupes		valeurs du chiffre d'affaires du commerce de détail en 1962	68/9
Indices du coût de la vie						
a) Ensemble des ménages particuliers	mensuelle	1962	9 groupes principaux subdivisés en groupes et sous-groupes suivant la destination ainsi que suivant la durabilité et la valeur des biens	Plus de 150.000 séries de prix pour un total de 900 produits et services	structure de consommation de 1962	69/3
b) Ménages d'employés et de fonctionnaires à 4 personnes aux revenus élevés	mensuelle	1962			structure de consommation de 1965	69/12
c) Ménages de salariés à 4 personnes dont le chef de ménage, qui est le seul soutien économique, a un revenu moyen	mensuelle	1962			structure de consommation de 1962/63	64/8
d) Ménages de retraités et de bénéficiaires d'assistance sociale à 2 personnes	mensuelle	1962				65/3
e) Coût de vie modéré d'un enfant ¹⁰⁾	mensuelle	1962			consommation type de 1965	68/5
Indices des taxes postales intérieures	11)	1956 ¹²⁾	3 secteurs de service subdivisés par secteurs partiels et services individuels suivant le « compte de services et de charges incorporés des Postes fédérales »	264 séries de prix pour 84 services	recettes de taxes des Postes fédérales, 1958	—
SALAIRES ET TRAITEMENTS						
Indices des heures hebdomadaires payées en moyenne et des gains moyens bruts horaires et hebdomadaires des ouvriers de l'industrie	trimestrielle	1962	7 branches, 35 groupes d'act. collect., séparément pour hommes et femmes; pour l'ensemble des secteurs encore par catégorie de qualification	5.142	nombres de personnes occupées	59/4; 61/12; 66/1
Indice des moyennes des gains mensuels bruts des employés de l'industrie et du commerce	trimestrielle	1962	8 branches, 39 groupes d'act. collect., par catégorie d'emploi et sexe; pour l'ensemble des secteurs encore par catégorie de qualification	4.102	nombres de personnes occupées	62/2; 66/1

Voir notes p. 111.

IV. Base de calcul des indices et des nombres-indices *)

Titre	Périodicité	Année de base = 100	Classement 1)	Séries	Pondération	Méthode, voir WiSta **)
Indices de la durée du travail hebdomadaire conventionnelle ainsi que des salaires et traitements conventionnels pratiqués dans l'activité économique (secteurs privé et public)						
a) Durée du travail hebdomadaire conventionnelle des ouvriers et employés	trimestrielle	1962	11 branches d'act. collect., 44 groupes d'act. collect. pour les ouvr. hommes, 32 pour les ouvr. femmes; 10 branches, 48 groupes pour les employés hommes, 45 pour les employées femmes	454 conventions pour les ouvr. hommes et 306 conventions pour les ouvr. femmes; 236 convent. pour les employés hommes et 215 pour les employées femmes	nombres de personnes occupées	60/8; 66/1
b) Salaires horaires et hebdomadaires conventionnels des ouvriers	trimestrielle	1962	11 branches, 44 groupes pour les ouvr. hommes et 32 pour les ouvr. femmes	1.727 séries de salaires à partir de 454 conventions pour les ouvr. hommes et 738 séries de salaires à partir de 306 convent. pour les ouvr. femmes	nombres de personnes occupées	58/9; 66/1
c) Traitements mensuels conventionnels des employés	trimestrielle	1962	10 branches, 48 groupes pour les employés hommes, 45 pour les employées femmes	1.148 séries de traitements à partir de 236 convent. collect. pour les employés hommes et 657 séries de traitements à partir de 215 convent. pour les employées femmes	nombres de personnes occupées	58/9; 66/1
Indice des salaires conventionnels dans l'agriculture	trimestrielle	1962	7 groupes suivant la qualification et le mode de rémunération	153 séries de salaires pour 11 convent.	nombres de personnes occupées	58/11; 64/12
COMPTABILITE NATIONALE						
Nombres-indices de l'évolution du volume du produit national brut	semestrielle annuelle	1960	produit national brut suivant l'emploi	—	conformément aux relations de prix de 1962	57/11
Nombres-indices de l'évolution du volume du produit intérieur brut	semestrielle annuelle	1960	produit intérieur brut par branche d'activité	—		
Nombres-indices de l'évolution de la productivité (produit intérieur brut aux prix de 1962 par personne active — nombre moyen de l'année —)	semestrielle annuelle	1960		—		58/3
Indices des prix utilisés pour le calcul du produit national	semestrielle annuelle	1962	produit national brut suivant l'emploi	—	panier-type de l'année de référence en cause	63/1

*) Seulement les indices et nombres-indices calculés par l'Office fédéral de la Statistique. — **) « Wirtschaft und Statistik ».

1) Conformément aux Classifications énumérées aux pages 96 et suiv. — 2) Pour « industrie totale »: à cadence mensuelle. —

3) Pour « activité principale du bâtiment »: mensuelle. — 4) Marchandises reçues et stocks: à cadence annuelle seulement. —

5) Collection F, série 3/1 (1966). — 6) A partir de juillet 1967 encore calcul par jour de bourse suivant 4 groupes principaux. — 7) Campagnes agricoles 1961/62 et 1962/63. — 8) Campagne forestière. — 9) Campagne agricole. — 10) Calcul basé

sur les besoins moyens d'enfants âgés de 1 à 18 ans. — 11) Chaque fois que les taxes changent. — 12) Conversion à l'année de base 1962 en préparation.

V. Publications

A. Publications de l'Office fédéral de la Statistique

On trouvera ci-après un aperçu des principales publications de l'Office fédéral de la Statistique qui peuvent être obtenues chez les éditeurs W. Kohlhammer GmbH, 65 Mainz 42 (Allemagne), Postfach 120. Pour plus de détails concernant le contenu, la périodicité et le prix, voir la Liste des publications de l'Office fédéral de la Statistique. Les publications ayant paru il y a déjà quelque temps, mais dont il n'existe pas de nouvelles éditions, sont énumérées dans la Liste des sources reproduite dans l'Annuaire statistique de la République fédérale.

I. Publications récapitulatives

Publications générales

STATISTISCHES JAHRBUCH

(Annuaire statistique)

Ouvrage de référence fondamental sur tous les sujets statistiques; première édition d'après-guerre en 1952. Outre les résultats relatifs à la population et à l'activité économique de la République fédérale, il renferme également une «partie internationale» et des tableaux concernant la RDA et Berlin-Est.

STATISTISCHES TASCHENBUCH

(Mémento des statistiques)

Publication triennale comprenant une sélection de chiffres condensés de tous les domaines de la statistique officielle: dernière édition de 1970. Version anglaise intitulée «Handbook of statistics», édition française sous le titre «Mémento des statistiques» et version espagnole intitulée «Manual Estadístico».

WIRTSCHAFT UND STATISTIK

(Economie et statistique)

Revue mensuelle comprenant des articles fondamentaux d'ordre méthodologique ainsi que des analyses relatives aux résultats de statistiques périodiques récentes, complétées par nombre de graphiques. On y trouve également une partie synoptique présentant les chiffres des statistiques périodiques, des tableaux d'ensemble sur une question particulière ainsi que des chiffres complémentaires aux articles.

Une sélection des études méthodologiques parues dans cette revue fait l'objet d'une série en langue anglaise, et de périodicité variable, intitulée «Studies on Statistics».

STATISTISCHER WOCHENDIENST

(Bulletin hebdomadaire de statistique)

Sélection de résultats actuels de tous les domaines de la statistique officielle sous forme de séries continues accompagnées de brefs commentaires sur les principaux résultats.

WIRTSCHAFTSKALENDER

(Calendrier de l'économie)

Publication trimestrielle et annuelle comportant des données sur les événements politico-économiques qui sont d'intérêt pour l'appréciation des résultats statistiques.

ZAHLENKOMPASS (Boussole des chiffres)

Cette petite brochure présente en raccourci les principaux chiffres de tous les domaines statistiques dans une comparaison pour l'après-guerre. Périodicité annuelle.

Organisation des statistiques, sujets d'intérêt méthodologique général

DAS ARBEITSGEBIET DER BUNDESSTATISTIK

(Aperçu de la statistique fédérale allemande)

Publication présentant en résumé l'organisation et les tâches de la statistique fédérale et renfermant des textes, un catalogue des statistiques et des tableaux synoptiques complémentaires. Paraît à cadence quadriennale; dernière édition de 1971. Sont également publiés de cet ouvrage un «abrégé» ainsi que des éditions anglaise («Survey of German Federal Statistics») et française («Aperçu de la Statistique Fédérale Allemande»).

QUELENNACHWEIS

REGIONALSTATISTISCHER ERGEBNISSE

(Sources des données statistiques régionales)

Liste des sources pour les données d'ordre régional retenues dans les publications du Bund et des Laender (Situation en mi-1965).

DIE ARBEITEN DES STATISTISCHEN BUNDESAMTES (Les activités de l'Office fédéral de la Statistique)

Rapport annuel établi à l'intention du Conseil consultatif statistique. Aperçu de l'ensemble des travaux, mettant en relief les problèmes d'une

importance méthodologique particulière. Comprend, entre autres, des informations relatives à la participation de l'Office aux travaux internationaux.

ORGANISATION UND TECHNIK DES ZÄHLUNGSWERKS 1960/62 (Organisation et technique des recensements de 1960/62)

Description des principes de l'organisation et de l'exécution technico-méthodologique des recensements de 1960/62.

BIBLIOGRAPHIE ZUM VOLKSZÄHLUNGS- WERK 1961

(Bibliographie du recensement général de 1961)

Exposé récapitulatif des publications du Bund et des Länder, classées par matière et par région.

STICHPROBEN IN DER AMTLICHEN STATISTIK (Les sondages en statistique officielle)

Présentation détaillée des principes théoriques et pratiques s'appliquant aux enquêtes par sondage et qui comprend une introduction facilement à comprendre ainsi qu'une description assez détaillée des principaux champs d'application en statistique officielle, et enfin une collection de formules mathématiques à l'intention des experts des sondages (situation en 1960). Une sélection de ces études a été publiée en langue anglaise dans la série « Studies on Statistics ».

DIE STATISTIK IN DEN INTERNATIONALEN ORGANISATIONEN (La statistique des organi- sations internationales)

Aperçu de l'organisation, des fonctions et de l'activité statistique des organisations internationales et supranationales (épuisé).

EIN STANDARDSYSTEM VOLKSWIRTSCHAFT- LICHER GESAMTRECHNUNGEN

(Système normalisé de comptabilité nationale)

Traduction allemande de la publication O.E.C.E. de 1952 « Standardised System of National Accounts », ayant pour but de normaliser et développer les systèmes de comptabilité nationale dans les divers pays (épuisé).

Analyses des structures, observation économique

WIRTSCHAFTSKUNDE DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND (L'économie de la République fédérale d'Allemagne)

Ouvrage de vulgarisation sur les résultats les plus importants de la statistique officielle, sous forme de textes, de chiffres et de nombreux graphiques (Edition 1955).

BEVÖLKERUNGSSTRUKTUR UND WIRTSCHAFTSKRAFT DER BUNDESLÄNDER (Structure de la population et ressources écono- miques des Länder)

Publication annuelle aux séries continues d'importantes données démographiques et économiques présentant un intérêt particulier pour les budgets publics.

DIE BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND IN KARTEN (La République fédérale d'Alle- magne représentée sous forme de cartes)

Collection de cartes multicolores renseignant sur: Structure administrative, sol, climat, eaux, population et sa structure, économie et ses voies de communication, répartition physico-géographique, utilisant surtout les résultats des grands recensements de 1960/62. (Publication éditée par: Office fédéral de la Statistique — Institut für Landeskunde — Institut für Raumforschung.)

Documentation statistique internationale

INTERNATIONALE MONATSAHLEN

(Chiffres mensuels internationaux)

Etudes comparatives à l'échelon international concernant quelques sujets sélectionnés représentant un intérêt particulier en vue des relations extérieures de la République fédérale.

LÄNDERBERICHTE (Relevés statistiques sur les pays étrangers)

Publications groupant les chiffres les plus récents sur les principaux faits économiques et sociaux des divers pays ou de certains groupes de pays.

LÄNDERKURZBERICHTE (Abrégés statistiques sur les pays étrangers)

Tableaux récapitulatifs donnant des chiffres actuels relatifs à la structure socio-économique et l'évolution de quelques pays.

II. Collections et séries spécialisées

COLLECTION A: POPULATION ET CULTURE

Séries:

- Série 1: Etat de la population et évolution démographique
- Série 2: Mouvement naturel de la population
- Série 3: Migrations
- Série 4: Expulsés et réfugiés

- Série 5: Ménages et familles
- Série 6: Emploi
- Série 7: Santé publique
- Série 8: Elections du Bundestag
- Série 9: Justice
- Série 10: Enseignement

Publications non périodiques:

Recensement de la population et de l'emploi du 6 juin 1961

COLLECTION B: AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE

Séries:

- Série 1: Utilisation des sols et récoltes
- Série 2: Horticulture et viticulture
- Série 3: Elevage de bétail
- Série 4: Pêche
- Série 5: Exploitations, main-d'œuvre et moyens de production techniques

Publications non périodiques:

- Recensement agricole du 31 mai 1960
- Recensement de la main-d'œuvre des exploitations agricoles et forestières, 1960/61
- Recensement horticole de 1961
- Recensement sylvicole de 1961
- Enquête sur la pêche en eau douce, 1962
- Recensement des petites exploitations d'une surface totale inférieure à 0,5 ha
- Enquête de structure agricole C. E. E., 1966/67

COLLECTION C: ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS

Séries:

- Série 1: La structure du coût dans l'économie
- Série 2: Sociétés de capitaux
- Série 3: Entreprises publiques

Publications non périodiques:

- Recensement des établissements du 6 juin 1961

COLLECTION D: INDUSTRIE ET ARTISANAT

Séries:

- Série 1: Etablissements et entreprises de l'industrie
- Série 2: Indices de la production industrielle, production de quelques produits industriels
- Série 3: Production industrielle
- Série 4: Etudes spéciales en statistique industrielle
- Série 5: Distribution d'électricité, de gaz et d'eau
- Série 6: Indices de la rentrée des commandes et des ordres en carnet dans certaines branches industrielles
- Série 7: Artisanat
- Série 8: Industrie des pays étrangers
- Série 9: Statistiques spécialisées

Publications non périodiques:

- Recensement des industries productrices de 1967
- Recensement de l'artisanat de 1963

COLLECTION E: BATIMENT, CONSTRUCTION, LOGEMENTS

Séries:

- Série 1: Quelques chiffres sélectionnés sur le bâtiment
- Série 2: Etablissements et entreprises de l'activité principale du bâtiment
- Série 3: Construction
- Série 4: Fonds accordés pour la construction de logements sociaux
- Série 5: Déficit calculé de logements dans les « Kreise » (supprimée)
- Série 6: Effectif des logements
- Série 7: Allocations de logement

Publications non périodiques:

- Recensement des immeubles et logements du 25 octobre 1968
- Enquête par sondage au 1/100 des logements en 1965

COLLECTION F: COMMERCE DE GROS ET DE DETAIL, HOTELLERIE ET RESTAURANTS, TOURISME

Séries:

- Série 1: Commerce de gros
- Série 2: Groupements d'achat et de vente (supprimée)
- Série 3: Commerce de détail
- Série 4: Intermédiaires du commerce (prévue)
- Série 5: Echanges commerciaux entre Berlin-Ouest et le reste de la République fédérale
- Série 6: Echanges commerciaux avec la République démocratique allemande et Berlin-Est
- Série 7: Hôtellerie et restaurants
- Série 8: Tourisme

Publications non périodiques:

- Recensement de la distribution, 1960

COLLECTION G: COMMERCE EXTERIEUR

Séries:

- Série 1: Tableaux récapitulatifs
- Série 2: Commerce spécial par produit et pays
- Série 3: Commerce spécial suivant les pays et les groupes de produits
- Série 4: Commerce général
- Série 5: Spécial Trade according to the Classification for Statistics and Tariffs (CST)
- Série 6: Commerce de transit
- Série 7: Etudes spéciales

COLLECTION H: TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Séries:

- Série 1: Navigation fluviale
- Série 2: Navigation maritime
- Série 3: Trafic aérien
- Série 4: Trafic par voie ferrée
- Série 5: Trafic routier
- Série 6: Accidents de la circulation routière
- Série 7: Trafic voyageurs passant les frontières
- Série 8: Communications
- Série 9: Trafic marchandises des différents modes de transport

Publications non périodiques:

- Recensement des transports, 1962

COLLECTION I: MONNAIE ET CREDIT

Séries:

- Série 1: Etablissements de crédit foncier et communal
- Série 2: Cours des actions
- Série 3: Insolvabilités

COLLECTION K: PREVOYANCE SOCIALE

Séries:

- Série 1: Aide sociale, assistance supplémentaire aux victimes de guerre
- Série 2: Aide sociale à l'enfance

COLLECTION L: FINANCES ET IMPOTS

Séries:

- Série 1: Finances du Bund, des Laender et des communes
- Série 2: Impôts du Bund, des Laender et des communes
- Série 3: Dettes et avoirs du Bund, des Laender et des communes
- Série 4: Effectif du personnel du Bund, des Laender et des communes
- Série 5: Etudes spéciales en statistique financière
- Série 6: Impôts sur le revenu et la fortune
- Série 7: Impôts sur le chiffre d'affaires
- Série 8: Droits de consommation
- Série 9: Impôts réels

COLLECTION M: PRIX, SALAIRES, BUDGETS FAMILIAUX

Séries:

- Série 1: Prix et indices des prix pour les produits du commerce extérieur
- Série 2: Indice des prix des produits de base
- Série 3: Prix et indices des prix pour les produits industriels (prix à la production)
- Série 4: Prix et indices des prix agricoles et forestiers
- Série 5: Prix et indices des prix de la construction d'immeubles et des terrains de construction
- Série 6: Prix et indices du coût de la vie
- Série 7: Prix des prestations de transport
- Série 8: Indice des prix de vente du commerce de gros
- Série 9: Prix pratiqués à l'étranger
- Série 10: Comparaison internationale du coût de la vie
- Série 11: Salaires et traitements conventionnels
- Série 12: Gains et salaires à l'étranger
- Série 13: Enquêtes de budgets de famille
- Série 14: Les gains des ouvriers agricoles
- Série 15: Les gains des salariés de l'industrie et du commerce
- Série 16: Les gains des ouvriers de l'artisanat
- Série 17: Enquêtes sur la structure des salaires et des traitements
- Série 18: Enquêtes par sondage sur les revenus et les dépenses de consommation

COLLECTION N: COMPTABILITE NATIONALE

- Série 1: Comptes et tableaux types.

III. Classifications

CLASSIFICATIONS DES ENTREPRISES ET DES ETABLISSEMENTS

Classification des branches d'activité collective

Classification de base renfermant des notes explicatives (Edition 1961 et Supplément 1970)

Classification de base sans notes explicatives (Edition 1970)

Classification renfermant des désignations d'établissements etc. (Edition 1961 et Supplément 1970)

Liste alphabétique des désignations d'établissements etc. (Edition 1970)

Liste des sociétés anonymes (Situation au 1er mars 1970)

CLASSIFICATIONS DES BIENS

Classement des produits d'agriculture, sylviculture, chasse et pêche (Edition 1959)

Classification des marchandises pour la statistique industrielle

Liste systématique (Edition 1970)

Commentaires pour produits pétroliers; articles électrotechniques; produits chimiques; machines de bureau; appareils et installations de traitement des données; préparations à base de sucre

Liste alphabétique (Edition 1970)

Classification des marchandises pour la statistique du commerce extérieur (Edition 1971)

Classification Type pour le Commerce International (Edition 1961)

Comparaisons:

Classification des marchandises pour la statistique du commerce extérieur et Classification des marchandises pour la statistique industrielle (Edition 1964)

Classification Type pour le Commerce International (CTCI/CST) et Classifications des marchandises pour la statis-

tique industrielle et la statistique du commerce extérieur (Edition 1964)

Classification des marchandises pour la statistique de transport (Edition 1969)

Nomenclature des biens pour la consommation privée (Edition 1963)

CLASSIFICATIONS DES PERSONNES

Classification des professions (Edition 1970)

Classification internationale type des professions (Edition 1969)

Classement statistique international des maladies, traumatismes et causes de décès (Edition 1968)

Volume I: Liste systématique

Liste des maladies, lésions et causes de décès pour la statistique des organismes de la Sécurité sociale (Edition 1962)

Liste des dénominations religieuses (Edition 1970)

CLASSIFICATIONS REGIONALES

Liste officielle des communes (Edition 1961)

Liste de numérotage statistique des communes et des circonscriptions administratives (Edition 1970 avec suppléments)

Index alphabétique des pays pour la statistique du commerce extérieur (Edition 1970)

Liste des districts de transport et des ports (Edition 1969)

AUTRES CLASSIFICATIONS

Liste des écoles secondaires, moyennes et d'arriérés (Edition 1960)

Liste des hôpitaux (Edition 1969)

Liste trilingue des termes statistiques (allemand — anglais — français; édition 1969)

B. Rapports statistiques des Offices statistiques des Laender

De nombreuses publications sont éditées par les offices statistiques des Laender. Le lecteur intéressé à de plus amples détails concernant le système, le volume, le contenu et la périodicité de ces publications pourra consulter les listes des publications des différents offices statistiques des Laender.

Ne sont énumérés ci-après que les groupes les plus importants des « Statistische Berichte » (Rapports statistiques). Ces rapports assez uniformisés comportent très souvent encore des résultats relatifs aux petites unités régionales (en particulier « Regierungsbezirke » et « Kreise »). La liste ci-dessous ne permettra qu'une première orientation. Pour des informations plus détaillées voir le « Gesamtverzeichnis Statistische Berichte der Statistischen Landesämter » (Catalogue général des rapports statistiques des offices statistiques des Laender, 7^{ème} édition: Situation au 1^{er} janvier 1969) qui peut être obtenu chez tous les offices statistiques des Laender (adresses p. 120).

Code	Domaine statistique et groupe de publications	Code	Domaine statistique et groupe de publications
A	POPULATION ET EMPLOI	G	COMMERCE, HOTELLERIE ET RESTAURANTS
A 0	Enquêtes spéciales non périodiques	G 0	Enquêtes spéciales non périodiques
A I 1 à 8	Etat de la population	G I 1 à 2	Commerce intérieur
A II 1 à 3	Mouvement naturel de la population	G II 1 à 2	Echanges commerciaux avec la zone DM-Est et avec Berlin-Ouest
A III 1 à 2	Migrations	G III 1 à 2	Commerce extérieur
A IV 1 à 8	Santé publique	G IV 1 à 3	Tourisme, hôtellerie et restaurants
A V 1	Territoire		
A VI 1 à 4	Emploi		
B	ENSEIGNEMENT, JUSTICE, ELECTIONS	H	TRANSPORTS
B I 1 à 7	Ecoles	H 0	Enquêtes spéciales non périodiques
B II 1 à 7	Justice	H I 1 à 6	Trafic routier et trafic ferroviaire
B III 1 à 4	Elections	H II 1 à 3	Mouvement des navires
B IV 1 à 7	Autres institutions et manifestations culturelles, jeunesse, sports	H III 1	Trafic aérien
C	AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PECHE	J	MONNAIE ET CREDIT
C 0 6	Enquêtes spéciales non périodiques	J I 1 à 4	Monnaie et crédit
C I 1 à 6	Utilisation des sols et cultures		
C II 1 à 7	Etat des cultures et récoltes	K	PREVOYANCE SOCIALE
C III 1 à 6	Elevage du bétail	K 0	Enquêtes spéciales non périodiques
C IV 1 à 8	Gestion de l'exploitation	K I 1 à 6	Aide sociale, aide sociale à l'enfance, assistance supplémentaire aux victimes de guerre
C V	Sylviculture	K II 1 à 2	Sécurité sociale
C VI	Pêche	K III 1 à 2	Pensions
D	ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS	L	FINANCES ET IMPOTS
D 0	Enquêtes spéciales non périodiques	L 0	Enquêtes spéciales non périodiques
D I 1 à 2	Statistiques courantes des entreprises (ou établissements)	L I 1 à 6	Finances
		L II 1 à 11	Impôts
E	INDUSTRIE (SANS LE BATIMENT) ET ARTISANAT	M	PRIX ET INDICES DES PRIX
E 0	Enquêtes spéciales non périodiques	M I 1 à 6	Prix et nombres-indices des prix
E I 1 à 6	Industrie (sans le bâtiment)		
E II 1 à 2	Artisanat	N	SALAIRES ET TRAITEMENTS
		N 0	Enquêtes spéciales non périodiques
		N I 1 à 3	Gains effectifs
F	CONSTRUCTION, BATIMENTS, LOGEMENTS	O	CONSOMMATION
F 0	Enquêtes spéciales non périodiques	O I 1 à 2	Enquêtes de budgets de famille
F I 1 à 2	Construction		
F II 1 à 11	Logements	P	COMPTABILITE NATIONALE
F III 1	Propriété foncière	P I 1	Produit national (Compte d'origine) Les titres peuvent en partie varier

C. Publications des Ministères et d'autres services fédéraux

Les résultats des statistiques élaborées par les ministères et d'autres services fédéraux sont reproduits en premier lieu dans les publications énumérées ci-après. Une sélection des principaux chiffres est reprise avant tout dans le « Statistisches Jahrbuch der Bundesrepublik Deutschland » (Annuaire statistique de la République fédérale d'Allemagne).

Service	Publication	Service	Publication
EMPLOI			
Office fédéral du travail	« Amtliche Nachrichten » (Nouvelles officielles) Cahiers spéciaux sous forme de suppléments des « Amtliche Nachrichten »	Ministère fédéral de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Forêts	« Buchführungsergebnisse von Weinbaubetrieben » (Résultats de la comptabilité des exploitations viticoles) « Statistischer Monatsbericht » (Rapport statistique mensuel) « Statistisches Jahrbuch über Ernährung, Landwirtschaft und Forsten » (Annuaire statistique de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Forêts) « Agrarstrukturbericht » (Rapport sur la structure agricole) « Statistische Berichte über die Milch- und Molkereiwirtschaft im Bundesgebiet » (Rapports statistiques sur la production de lait et les laiteries en République fédérale) « Tierseuchenbericht » (Rapport sur les épizooties) « Jahresbericht über die Deutsche Fischwirtschaft » (Rapport annuel sur la pêche allemande)
SANTÉ PUBLIQUE			
Ministère fédéral de la Jeunesse, de la Famille et de la Santé	« Das Gesundheitswesen der Bundesrepublik Deutschland » (Band 1 bis 4) ¹⁾ (Atlas statistique de la Santé publique en République fédérale d'Allemagne — Vol. 1 à 4)		
Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales	« Jahresberichte » (Rapports annuels) sous forme de cahiers spéciaux		
Office fédéral de l'Hygiène et de la Santé	« Bundesgesundheitsblatt » (Journal fédéral de la Santé)		
JUSTICE		ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS (non compris l'agriculture)	
Ministère fédéral de la Justice	« Bundesanzeiger » (Journal officiel)	Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales	« Jahresberichte der Gewerbeaufsicht » (Rapports annuels de l'Inspection du Travail)
Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales	« Arbeits- und Sozialstatistische Mitteilungen » (Informations sur les statistiques du travail et de la vie sociale) « Hauptergebnisse der Arbeits- und Sozialstatistik » (Principaux résultats des statistiques du travail et de la vie sociale)		
Bureau fédéral de Police criminelle	« Polizeiliche Kriminalstatistik der Bundesrepublik Deutschland » (Statistique policière de la criminalité en République fédérale d'Allemagne)	ENERGIE ET EAU	
		Ministère fédéral de l'Economie	« Öffentliche Elektrizitätsversorgung der Bundesrepublik Deutschland » (Approvisionnement public en énergie électrique en République fédérale d'Allemagne) « Vierteljahresbericht über die Elektrizitätswirtschaft in der Bundesrepublik Deutschland » (Rapport trimestriel sur l'énergie électrique en République fédérale d'Allemagne) « Die Elektrizitätswirtschaft in der Bundesrepublik Deutschland » (L'énergie électrique en République fédérale d'Allemagne) « Bericht über die Gaswirtschaft in der Bundesrepublik Deutschland » (Rapport sur le secteur économique du gaz en République fédérale d'Allemagne) « Die Entwicklung der Gaswirtschaft in der Bundesrepublik Deutschland » (Evolution du secteur économique du gaz en République fédérale d'Allemagne)
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PÊCHE			
Ministère fédéral de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Forêts	« Jährlicher Bericht über die Lage der Landwirtschaft — Grüner Bericht » (Rapport annuel sur la situation de l'agriculture — Rapport Vert) Publications spéciales (sous forme de brochures): « Landwirtschaftliche Buchführungsergebnisse » (Résultats de la comptabilité agricole) « Buchführungsergebnisse von Gartenbaubetrieben » (Résultats de la comptabilité des établissements horticoles)		

¹⁾ Elaboré à l'Office fédéral de la Statistique.

Service	Publication	Service	Publication
ACTIVITE DU BATIMENT		SERVICE DE LA METEOROLOGIE	
Ministère fédéral de l'Urbanisme et du Logement	« Bundes-Baublatt » (Bulletin fédéral de la construction)	Service météorologique allemand	« Täglicher Wetterbericht » (Bulletin météorologique quotidien) « Klima-Schnellmeldedienst » (Service rapide de climatologie) « Medizin-Meteorologischer Bericht » (Rapport médico-météorologique) « Klimatologische Werte » (Valeurs climatologiques) « Monatlicher Witterungsbericht » (Bulletin météorologique mensuel) « Großwetterlagen Europas » (Situation météorologique générale en Europe) « Witterung in Übersee » (Conditions météorologiques dans les pays d'outre-mer) « Deutsches Meteorologisches Jahrbuch (Bundesrepublik) » (Annuaire météorologique allemand — République fédérale) « Jahresbericht » (Rapport annuel)
TRAFIC ROUTIER		MONNAIE ET CREDIT	
Ministère fédéral des Transports	« Verkehrsmengenkarten » (Cartes de l'ampleur du trafic) Rapports : « Straße und Autobahn » (Routes et autoroutes), « Straßenbau und Straßenverkehrstechnik » (Construction de routes et technique du trafic routier)	Deutsche Bundesbank	« Monatsberichte » (Rapports mensuels) « Statistische Beihefte zu den Monatsberichten, Reihe 1, Bankensstatistik nach Bankengruppen » (Annexe statistique aux Rapports mensuels, série 1, Statistique bancaire par groupe de banques) « Statistische Beihefte zu den Monatsberichten, Reihe 2, Wertpapierstatistik » (Annexe statistique aux Rapports mensuels, série 2, Statistique des valeurs mobilières) « Die Währungen der Welt » (Monnaies mondiales) « Geschäftsbericht » (Rapport de gestion) « Veröffentlichungen » (Publications)
Bureau fédéral de l'automobile	« Statistische Mitteilungen » (Informations statistiques) « Der Bestand an Kraftfahrzeugen und Kraftfahrzeuganhängern » (Parc de véhicules automobiles et de remorques) « Neuzulassungen — Besitzumschreibungen — Löschungen von Kraftfahrzeugen und Kraftfahrzeuganhängern » (Nouvelles immatriculations — Transferts de propriété — Annulations d'immatriculations de véhicules automobiles et de remorques)	Organisme fédéral de contrôle des assurances et de l'épargne-construction	
Institut fédéral des transports routiers à longue distance	« Die Verwendung von Lastkraftwagen, Zugmaschinen und Anhängern im gewerblichen Güterfernverkehr und Möbelfernverkehr » (L'utilisation de camions, tracteurs et remorques aux transports de marchandises pour compte d'autrui à longue distance, y compris les transports de mobilier à longue distance)	ASSURANCES	
Institut fédéral des transports routiers à longue distance/Bureau fédéral de l'automobile	« Statistische Mitteilungen des Kraftfahrt-Bundesamtes und der Bundesanstalt für den Güterfernverkehr » (Informations statistiques du Bureau fédéral de l'automobile et de l'Institut fédéral des transports routiers à longue distance) « Gemeinsame Jahresberichte der Bundesanstalt für den Güterfernverkehr und des Kraftfahrt-Bundesamtes » (Rapports statistiques communs de l'Institut fédéral des transports routiers à longue distance et du Bureau fédéral de l'automobile)	Organisme fédéral de contrôle et de l'épargne-construction	« Geschäftsbericht » (Rapport de gestion) « Veröffentlichungen » (Publications) « Monatsberichte » (Rapports mensuels)
POSTES ET TELECOMMUNICATIONS		PREVOYANCE SOCIALE	
Ministère fédéral des Postes et Télécommunications	« Monatliche Pressemitteilungen » (Informations de presse mensuelles) « Geschäftsbericht » (Rapport de gestion)	Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales	« Arbeits- und Sozialstatistische Mitteilungen » (Informations sur les statistiques du travail et de la vie sociale)
Centre technique du service postal et de télécommunications	« Monatliche Bezirksstatistik » (Statistique mensuelle des zones postales)		

Service	Publication	Service	Publication
Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales	« Jahresberichte als Sonderhefte » (Rapports annuels sous forme de cahiers spéciaux) « Bundesversorgungsblatt » (Bulletin fédéral de prévoyance sociale) « Hauptergebnisse der Arbeits- und Sozialstatistik » (Principaux résultats de la statistique du travail et de la vie sociale)	Ministère fédéral de la Justice	« Bundesanzeiger » (Journal officiel) « Bulletin der Bundesregierung » (Bulletin du Gouvernement fédéral)
Office fédéral du travail	« Amtliche Nachrichten » (Nouvelles officielles) « Jahreszahlen zur Arbeitsstatistik » (Chiffres annuels relatifs à la statistique du travail) — Supplément annuel des « Amtliche Nachrichten »	Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales Deutsche Bundesbank	« Bundesarbeitsblatt » (Bulletin fédéral du travail) « Monatsberichte » (Rapports mensuels)
Office fédéral de péréquation des charges	« Amtliches Mitteilungsblatt » (Bulletin officiel d'informations)	Deutsche Bundesbank	« Monatsberichte » (Rapports mensuels) « Statistische Beihefte zu den Monatsberichten, Reihe 3, Zahlungsbilanzstatistik » (Annexe statistique aux Rapports mensuels, série 3, Statistique des balances des paiements)
FINANCES PUBLIQUES			
Ministère fédéral des Finances	« Ministerialblatt » (Journal ministériel)	Ministère fédéral de la Justice	« Bundesanzeiger » (Journal officiel)

SALAIRES ET TRAITEMENTS

COMPTES DES FINANCES ET BALANCES DES PAYEMENTS

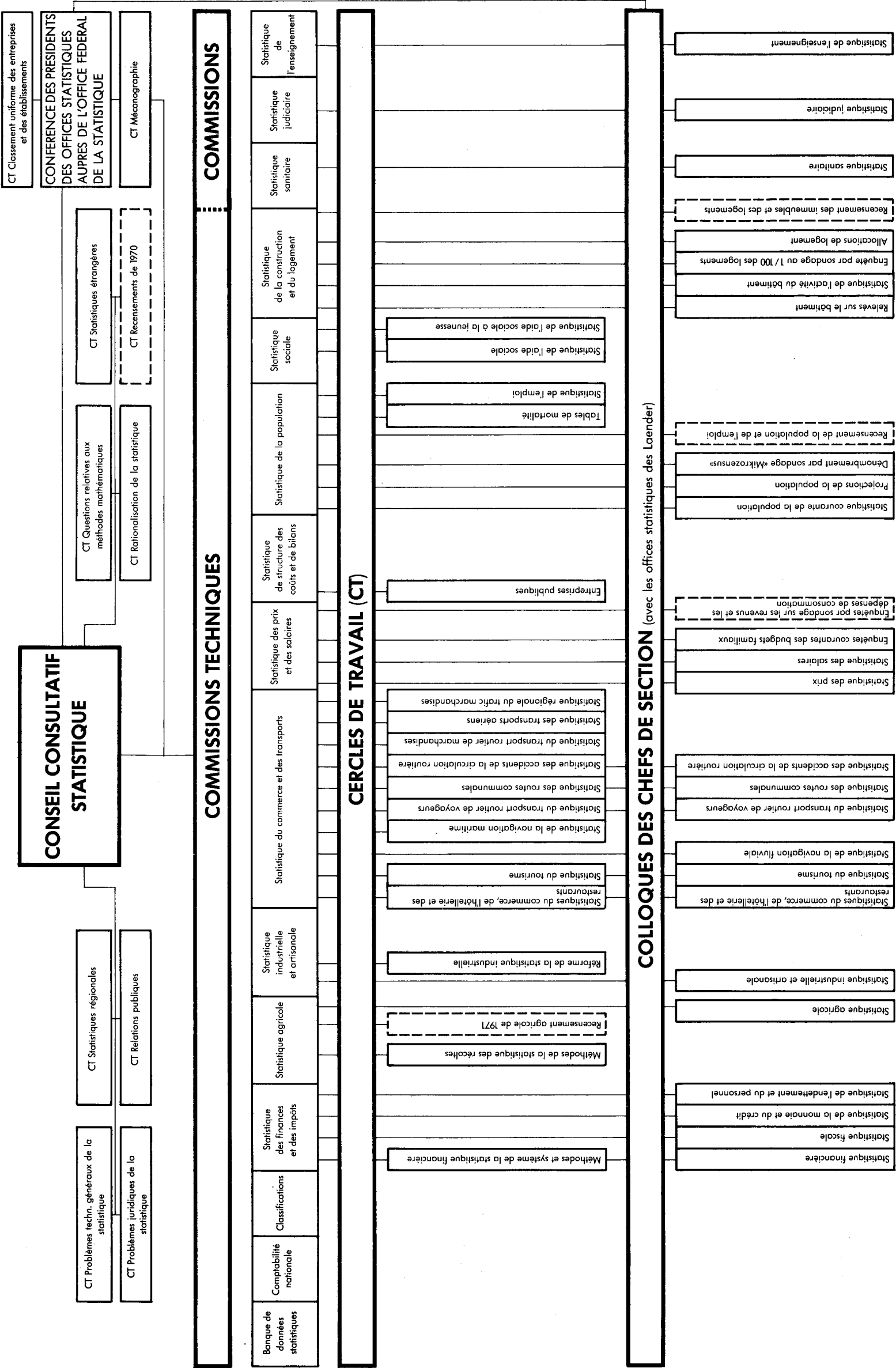
Adresses de l'Office fédéral de la Statistique et des offices statistiques des Länder

Statistisches Bundesamt (Office fédéral de la Statistique)	6200 Wiesbaden	Gustav-Stresemann-Ring 11, Tél.: 70 51,	Télex: 04 186 511
Zweigstelle Berlin (Services extérieurs de Berlin)	1000 Berlin 30	Kurfürstenstrasse 87, Tél.: 2 61 14 31,	Télex: 01 83 781
Aussenstelle Düsseldorf — Eisen- und Stahlstatistik — (Services extérieurs de Düsseldorf — Statistiques de la sidérurgie —)	4000 Düsseldorf	Jahnstrasse 1, Tél.: 8 06 41,	Télex: 05 82 744
Statistisches Landesamt Schleswig-Holstein (Service statistique du Land Schleswig-Holstein)	2300 Kiel 1	Mühlenweg 166, Tél.: 4 07 11,	Télex: 02 99 871
Statistisches Landesamt Hamburg (Service statistique du Land Hambourg)	2000 Hamburg 11	Steckelhörn 12, Tél.: 36 11 21,	Télex: 02 12 121
Niedersächsisches Landesverwaltungsamt — Statistik — (Service administratif du Land Basse-Saxe — Statistique —)	3000 Hannover 1	Auestrasse 14, Tél.: 4 44 61,	Télex: 09 22 475
Statistisches Landesamt Bremen (Service statistique du Land Brême)	2800 Bremen 1	An der Weide 14-16, Tél.: 36 11,	Télex: 02 44 804 (593)
Statistisches Landesamt Nordrhein-Westfalen (Service statistique du Land Rhénanie-du-Nord- Westphalie)	4000 Düsseldorf 1	Ludwig-Beck-Strasse 23, Tél.: 6 21 81,	Télex: 08 586 654
Hessisches Statistisches Landesamt (Service statistique du Land Hesse)	6200 Wiesbaden	Rheinstrasse 35/37, Tél.: 36 81,	Télex: 04 186 555
Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz (Service statistique du Land Rhénanie-Palatinat)	5427 Bad Ems	Mainzer Strasse 15-16, Tél.: 20 91,	—
Statistisches Landesamt Baden-Württemberg (Service statistique du Land Bade-Wurtemberg)	7000 Stuttgart 1	Kienestrasse 41, Tél.: 29 90 71,	Télex: 07 23 931
Bayerisches Statistisches Landesamt (Service statistique du Land Bavière)	8000 München 2	Neuhauser Strasse 51, Tél.: 22 86 71,	Télex: 05 24 540
Statistisches Amt des Saarlandes (Service statistique de la Sarre)	6600 Saarbrücken	Hardenbergstrasse 3, Tél.: 59 29,	Télex: 04 421 174
Statistisches Landesamt Berlin (Service statistique du Land Berlin)	1000 Berlin 31	Fehrbelliner Platz 1, Tél.: 87 05 91,	Télex: 01 83 798

La plupart des grandes villes disposent également de leurs propres services statistiques. Pour s'adresser aux Services statistiques municipaux, écrire à « Statistisches Amt der Stadt » (Service statistique de la ville de).

COMMISSIONS DU CONSEIL CONSULTATIF STATISTIQUE

Situation: début 1971



Office fédéral de la Statistique

62 Wiesbaden

Gustav-Strasemann-Ring 11 – Postfach 828 – Téléx 04-186 511
Téléphone (0 61 21) 70 51 (central)
Pour communication directe faire le no. 705 suivi du numéro du poste respectif
Services de Berlin : 87, Kurfürstenstraße, 1 Berlin 30 – Tél. (03 11) 2 61 14 31
Bureau de Düsseldorf : 1, Jahnstraße, 4 Düsseldorf – Tél. (02 11) 8 06 41

Préposé suprême aux élections fédérales

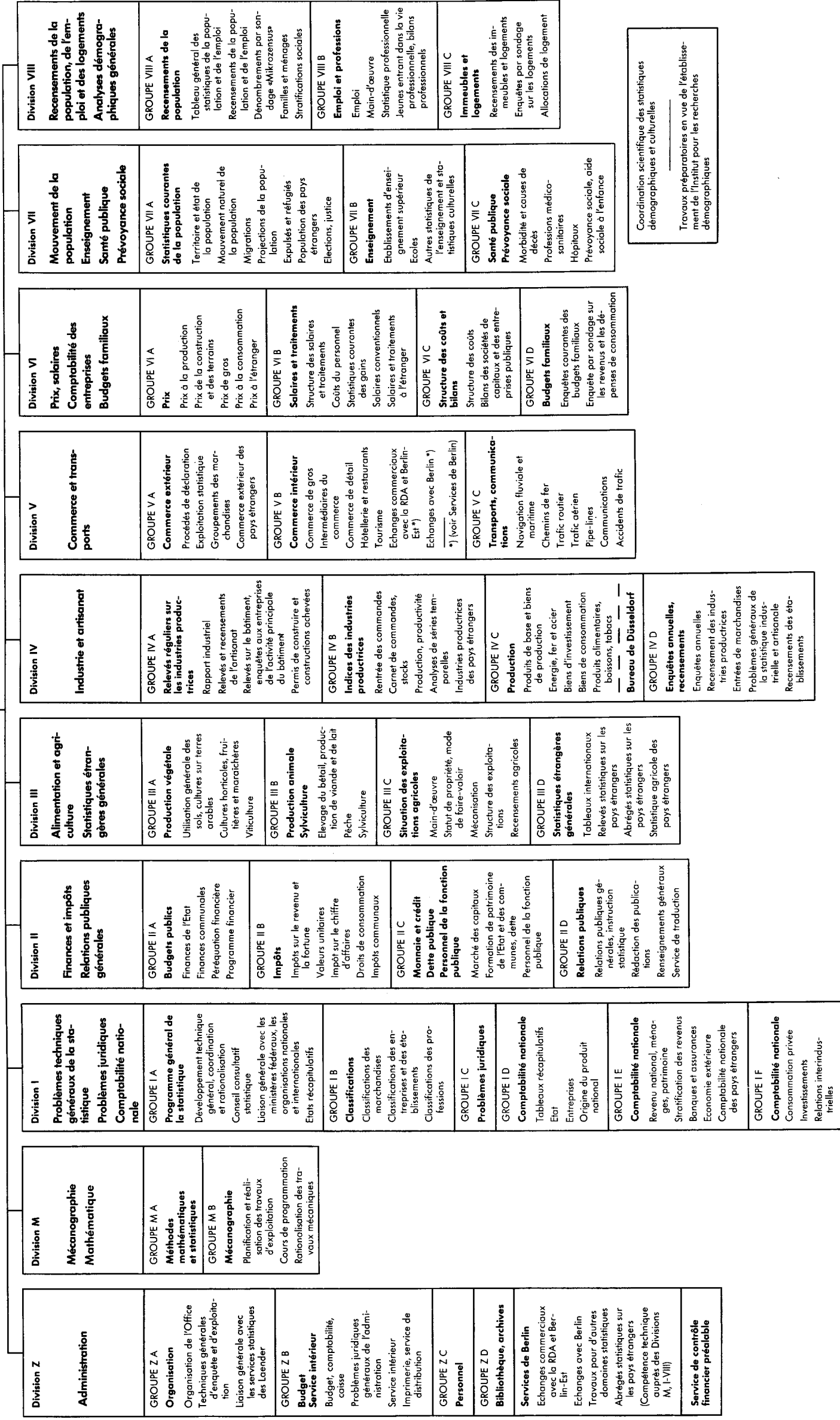
Président

Vice-Président

Liaison générale avec le Conseil d'experts
pour l'appréciation de l'évolution économique générale

Groupe de travail relatif à la Banque de
données statistiques
Questions techniques générales | Questions mathématiques
et technologiques

Organigramme (février 1971)



Coordination scientifique des statistiques
démographiques et culturelles

Travaux préparatoires en vue de l'établis-
sement de l'Institut pour les recherches
démographiques

